

Le « fusible »
de la Maison Blanche

Les secrétaires généraux de la Maison Blanche ont, parmi leurs attributions non officielles, celle de servir de fusible à un président en difficulté. La démission de M. John Sununu relève de cette logique, même si l'intéressé a grandement contribué à sa propre chute par la rugosité de son caractère. Il avait en outre commis une faute suprême, en contradiction flagrante avec l'essence de sa mission, de rejeter sur le président la responsabilité d'une proposition malencontreuse de baisse des taux d'intérêt sur les cartes de crédit, qui avait eu pour résultat de faire durement chuter Wall Street à la mi-novembre.

M. Sununu avait eu aussi le tort de proclamer, un peu hâtivement, qu'il coordonnerait l'an prochain la campagne pour la réélection de M. George Bush. Personne n'aurait dû lui en tenir rigueur, mais il a peut-être aussi d'entendu répéter que M. Sununu avait été l'architecte de sa victoire électorale de 1988. Alors gouverneur du New Hampshire, celui-ci avait joué un rôle décisif dans le succès, nullement acquis d'avance, du candidat Bush face à ses concurrents républicains lors de la primaire qui a lieu traditionnellement en février dans cet Etat de la côte est.

La cause principale du malaise actuel échappe largement à l'analyse de M. Bush. Il s'agit de la récession économique, qui dure beaucoup plus longtemps qu'on ne s'y attendait, malgré la baisse des taux d'intérêt. M. Bush a peut-être commis une erreur en renonçant à une tournée en Asie prévue de longue date pour se consacrer, disait-il, aux mesures susceptibles de relancer l'économie. Il a suscité un espoir que rien n'est venu justifier.

La chute du président dans les sondages a créé un climat de panique à la Maison Blanche. La popularité de M. Bush, due à la guerre du Golfe, avait atteint un niveau exceptionnel, et la baisse a donc été spectaculaire. Face à une situation insaisissable, le président a peut-être simultanément hésité et affolé. Après avoir longtemps proclamé son opposition aux quotas favorisant les minorités raciales, il a signé une loi qui en réaffirme la légitimité, tout en faisant publier simultanément une circulaire qui disait pratiquement le contraire... et qui a dû précipitamment retirer.

M. SUNUNU servait de lien entre le président et la droite du Parti républicain. Il avait, notamment par son opposition publique à l'avortement, la confiance des milieux qui militent pour une revanche sur la dernière des années soixante-dix. Mais il avait réussi à s'allier même ses amis politiques en les traitant de manière cavalière. Il est vrai qu'une des prérogatives de sa fonction, qui est de permettre ou de refuser l'accès au président, suscite nécessairement des inimitiés durables.

En dépit des amabilités contenues dans la lettre que lui a adressée M. Bush, il est évident que ce dernier ne le considérait plus comme l'homme capable de coordonner la campagne pour sa réélection. M. Sununu lui-même a reconnu qu'il était devenu un « poids » politique. Son départ détournera sans doute l'attention dans l'immédiat, mais le problème fondamental de M. Bush, le mauvais état de l'économie, n'en sera pas réglé pour autant.

Lire page 3 l'article d'HENRI PIERRE

M0147 - 1205 0 - 6.00 F



Le sort du dernier otage américain détenu au Liban

La libération de Terry Anderson facilitera la reprise du dialogue irano-américain

Dernier Américain détenu au Liban, le journaliste Terry Anderson devait être libéré, mercredi 4 décembre, après presque sept années (2 454 jours) de captivité, ce qui en fait le « doyen » des otages aux mains de groupes chiites pro-iraniens. L'heureuse conclusion de cette affaire facilite la reprise du dialogue entre Washington et Téhéran. La médiation de

l'ONU aura ainsi permis la libération de neuf otages depuis le mois d'août. Deux Allemands attendent encore d'être relâchés alors qu'un Italien est présumé mort. Les ravisseurs escomptent qu'en échange les Israéliens libèrent tous les prisonniers arabes capturés au Liban et particulièrement le cheikh Abdel Karim Obeid, responsable du Hezbollah.

Téhéran, point de départ et d'arrivée

WASHINGTON

de notre correspondant

Pour les Etats-Unis, le drame des otages est fini, ou presque. Parce qu'il était le plus ancien, mais aussi parce qu'il était journaliste, Terry Anderson était, ici, le plus connu des Américains victimes des groupuscules islamistes de Beyrouth.

Plus encore que ses compagnons, il fut le symbole de la crise des otages : pour les Etats-Unis, un « cocktail » douloureux de frustrations, d'humiliations, de sentiments d'impuissance et d'angoisse et qui, avec l'épisode de « l'irangate », entacha même gravement la présidence de Ronald Reagan.

La crise ne commence pas à Beyrouth mais à Téhéran, une journée gris de novembre 1979, lorsque cinquante-deux membres de

l'ambassade des Etats-Unis sont pris en otage par un groupe de jeunes révolutionnaires iraniens. Ils se présentent comme « les étudiants au service de l'imam » Khomeiny. Ils veulent défaire la fraction la plus modérée du régime - celle de l'ancien président Bani Sadr - sur un des thèmes fondateurs de la révolution iranienne : l'anti-américanisme. Là sont les origines d'une révolution qui se fait au nom de la lutte contre le « Grand Satan » américain, accusé d'avoir été le protecteur du régime despotique du chah, d'avoir accablé l'Iran et « corrompu » ses habitants.

Pour comprendre ce qui se passe ensuite à Beyrouth, il faut se rappeler du slogan qui, à la fin des années 70, mobilisait des centaines de milliers de personnes dans les rues de Téhéran : « Marg bar

América », (mort à l'Amérique). Une Amérique symbole d'une occidentalisation que les mollahs prétendent honnir et combattre, mais avec l'air conditionné dans la voiture... Les Américains de l'ambassade seront libérés quatre ou cinq jours plus tard au terme d'une série de péripéties qui mettront à mal l'image du président Jimmy Carter et contribueront, sans doute, à sa défaite face à Ronald Reagan. Les preneurs d'otages, eux, ont retenu une leçon : leur action a profondément traumatisé l'Amérique et mobilisé la Maison Blanche, les médias et l'opinion. Plus qu'aucune autre opération terroriste.

ALAIN FRACHON.

Lire la suite et nos informations page 7

Services, automobile, bâtiment, immobilier...

La récession touche de nouveaux secteurs

Dans le secteur des services, et en particulier les prestations aux entreprises, comme dans l'immobilier mais aussi l'automobile, les signes de chute d'activité se multiplient. Dans le bâtiment le patronat s'attend à une croissance zéro en 1992 et dans l'automobile la baisse des immatriculations en 1991 pourrait atteindre le plus bas niveau enregistré depuis sept ans. Ces ralentissements d'activité entraînent dans de nombreux cas des suppressions d'emplois.

Le ralentissement de l'activité économique en France a des conséquences dans plusieurs branches d'activité. Dans les services, plusieurs secteurs sont en crise comme celui des prestations aux entreprises - publicité, chasseurs de têtes, consultants, intérim.

La crise de l'immobilier n'affecte pas seulement les promoteurs et les constructeurs - 295 000 mises en chantier de logements neufs en 1991 et une croissance zéro attendue dans le bâtiment, selon les prévisions du patronat, en 1992 - mais aussi les notaires dont l'activité a fléchi.

Pour la première fois, des études de notaires commencent à licencier. Dans l'immobilier parisien, le prix moyen du mètre carré a baissé de plus de 1 % en six mois. Des signes de récession apparaissent aussi dans l'automobile.

Selon des statistiques encore provisoires, le nombre d'immatriculations de voitures particulières en France a chuté de 5,2 % en novembre par rapport à novembre 1990.

Pour l'année 1991, les constructeurs français s'attendent à un recul d'environ 12 % du marché, soit une déprime semblable à celle de 1984.

Voir pages 29 et 30

L'indemnisation des transfusés victimes du sida

Les députés socialistes refusent le prélèvement sur les assurances

Lire page 8 l'article de PASCALE ROBERT-DIARD

Trois défis pour la nouvelle Turquie

Le gouvernement Demirel entre les difficultés économiques, le problème kurde et l'Europe sans URSS

ISTANBUL

de notre envoyé spécial

Regard d'aigle bilieux chez l'un et sourire béat chez l'autre : le contraste ne saurait être plus net entre les deux portraits, souvent accrochés face à face dans les bâtiments publics, d'Atatürk et de Turgut Ozal. C'est à se demander si la contemplation muette, à longueur de journée, du triple menton de son actuel successeur, premier à ce poste à avoir accompli le pèlerinage de La Mecque, ne contribue pas à expliquer, avec la cirrhose à laquelle il a succombé, le rictus posthume du très laïc fondateur de la Turquie moderne.

Vivement attaqué sur le mauvais état des finances publiques et le trop bon état de celles de sa famille, le successeur en question a subi un lourd échec aux législatives du 18 octobre dernier, les plus libres, personne ne le conteste, qu'ait jamais connues le pays.

Malgré une loi électorale fort compliquée qui, pour favoriser le parti au pouvoir, prive de toute représentation les formations ayant recueilli moins de 10 % des suffrages, son Parti de la mère patrie (ANAP) n'en a obtenu que 24,01 %, avec 115 élus. Mais, s'il est en tête, son principal adversaire, le parti conservateur dit de la « juste voie » (DYP), n'en a eu

de son côté que 27,3 %, soit 178 élus.

Appelé à constituer le gouvernement, son chef, Söleyman Demirel, a donc dû se chercher les alliés sans lesquels il ne pouvait avoir de majorité au Parlement. La tâche était si difficile qu'il lui aura fallu près d'un mois pour trouver ses ministres. En effet :

a) Demirel-Baba - le Père, pour ses compatriotes - n'est pas précisément un nouveau venu. A soixante-sept ans, il est vrai très bien porté, c'est la septième fois qu'il prend la tête d'un gouvernement.

ANDRÉ FONTAINE

Lire la suite page 4

ÉDUCATION • CAMPUS

« Sauve qui peut les profs... »

JE VOUS PRÉSENTE NOTRE NOUVEAU AUXILIAIRE... IL DEMANDE QUAND IL SERA PAYÉ !



PLANTÉ... Lire page 13 la suite de l'enquête sur le malaise des enseignants et page 40 les informations sur les manifestations et la grève dans l'éducation nationale

L'Europe avant Maastricht

- L'Allemagne européenne en question par DANIEL VERNET
- Le désaccord sur la politique étrangère et sur la sécurité reste entier par PHILIPPE LEMAITRE
- M. Felipe Gonzalez va livrer bataille aux pays riches de la Communauté par MICHEL BOLE-RICHARD page 6
- Les entretiens du président de la République avec les responsables politiques page 40
- La réunion des ministres de la sécurité des Douze à La Haye : l'Europe à petits pas par ERICH INCYAN page 11

POINT

- L'Union économique et monétaire : un processus en trois étapes page 32

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 40

COLLECTION « FORCE 10 »

Chape d'homme : 21.900 F

Cable main d'acier, or et diamants.

Bracelet : 30.750 F

Bagues : 11.700 F

6 rue Royale, Paris 8° - 42.60.30.65

Le Claridge, 74, Champs-Élysées - Espace « Galeries Lafayette », Paris - Aéroport d'Orly - 92, rue Eugène Colas, Desvilles - 21, boulevard de la Collette, Cannes - Hôtel Loews, Monte-Carlo - 20, rue du Marché, Genève - Beverly Hills - Houston - Séoul - Tokyo

JOAILLIER

Demain dans « Le Monde »

Les nouveaux rendez-vous du Portugal

Sous le titre « Les nouveaux rendez-vous de l'histoire », le Monde publiera dans son numéro daté vendredi 8 décembre un supplément de huit pages consacré au Portugal, qui assurera à compter du 1er janvier 1992, la présidence de la CEE.

ARTS • SPECTACLES

Les « Transmusicales » de Rennes

A Rennes, les Transmusicales font la part belle aux nouvelles tendances du rock hexagonal et plongent dans ses origines avec Tony Joe White. Leon Redbone se souvient du blues, du jazz, qui rend hommage à Emmett Miller.

pages 17 à 28

DÉBATS

La réforme des institutions vue par Georges Vedel et Olivier Duhamel

Rendre un espace au Parlement, retrouver un rythme démocratique

« Faut-il, ou non, réformer les institutions ? »

Georges Vedel. — Les réformes en question sont de deux ordres. Les unes sont celles qui apportent un « mieux » aux règles constitutionnelles existantes, et il n'y a pas de raison de se refuser à les faire si elles rencontrent un consensus assez général. Les autres, plus profondes, exigent une analyse des dysfonctionnements. Pour moi, j'en vois deux. Le premier est l'effacement du Parlement, étonnamment regrettable dans une démocratie. Le second, qui est moins souvent relevé, est la mainmise du pouvoir exécutif sur la plupart des rouages de l'administration et du secteur public. La vieille notion républicaine du service public, chose de tous, qui a été fondamentale dans la vie nationale, disparaît avec la quantité de postes à la discrétion du pouvoir politique, multipliés d'ailleurs au fur et à mesure que les années passent, le mal ne datant pas d'aujourd'hui.

Olivier Duhamel. — C'est parce que la Constitution fonctionne bien qu'il faut la réformer, si l'on veut qu'elle survive. L'Assemblée jouit d'une grande acception par les électeurs, mais des insatisfactions persistent. Par exemple, la question du mandat présidentiel, et, au-delà, de la régulation de nos temps démocratiques et de nos rythmes électoraux, qui font que la France n'est pas une démocratie aussi civilisée et aussi développée que d'autres. Une des difficultés de la réforme constitutionnelle est que chacun cherche à promouvoir l'amélioration qui lui semble souhaitable. M. Vedel vient d'en donner un exemple avec la mainmise du pouvoir sur la haute fonction publique. D'autres ajoutent : l'extraordinaire désorganisation de la structure gouvernementale à la fois pléthorique et instable, qui mériterait d'être protégée par des règles constitutionnelles ou, à tout le moins, organiques, afin que cessent ces dysfonctionnements très perturbateurs. Le catalogue risque de se charger.

— Le débat sur le mandat présidentiel semble tourner autour de deux points, chacun étant une des propositions du projet de loi de François Mitterrand. D'une part, un double quinquennat, d'autre part, comme vient de le proposer Pierre Mauroy, mais comme le propose aussi Raymond Barre, ou d'ailleurs Jean-Marie Le Pen, un septennat unique.

G. Vedel. — Je suis pour le double quinquennat, parce qu'il est très difficile d'interdire une réélection. On en a un bel exemple dans l'histoire française. A la fin de 1851, c'est l'impossibilité de la réélection de Louis Napoléon, pratiquement interdite par la Constitution, qui a provoqué le coup d'État. En tout cas, il est peu démocratique d'interdire à quelqu'un qui a réussi, qui a encore la confiance de la nation, d'être réélu. Mais si l'on gardait le septennat avec la possibilité de réélection, on admettrait une durée que la mainmise du pouvoir politique ou des citoyens trouve trop longue. Le double quinquennat me paraît donc une bonne solution.

O. Duhamel. — Beaucoup de défenseurs du septennat le sont pour des raisons contestables. Chez les royalistes ou à l'extrême droite, c'est une façon de perpétuer le régime monarchique. A l'inverse, chez les communistes, c'est la volonté d'une présidence la plus faible possible qui le fait prendre position pour le septennat non renouvelable. Pour Pierre Mauroy, je ne suis pas certain que le choix qu'il vient d'exprimer en cette faveur ne soit pas dicté par des considérations très conjoncturelles, donc inacceptables. Raymond Barre, lui, fait partie sur ce point de la grande famille des gaullistes historiques qui ne veulent pas toucher à la Constitution de la V^e République. Mais le septennat non renouvelable est très inférieur au double quinquennat pour plusieurs raisons, outre celle qu'a évoquée le doyen Vedel. Dans un pays démocratique, il existe entre les gouvernants et les gouvernés ce que les Américains appellent « the accountability », c'est-à-dire la responsabilité. Le président est le chef responsable et rend compte devant les électeurs ; il est normal qu'il puisse être réélu. Alors, pourquoi pas éternellement réélu ? Mais justement parce que la démocratie exclut la perpétuation d'une monarchie électorale.

Le temps du septennat est d'ailleurs un temps démocratique trop long. Si vous regardez sur trente ans la durée moyenne d'exercice du pouvoir, on voit qu'en moyenne tous les quatre ou cinq ans on change de chef dans les grandes démocraties. Le quinquennat est indispensable à la régulation de nos rythmes démocratiques, car le quinquennat (il y aura toujours des exceptions possibles avec la dissolution ou le décès

L'annonce, par le président de la République, d'une modification de la Constitution au second semestre de l'année 1992 a surtout donné lieu à des polémiques portant sur le terme du mandat de M. Mitterrand. Les aspects purement institutionnels sont pourtant importants. Aussi avons-nous demandé à M. Georges Vedel, ancien membre du Conseil constitutionnel, qu'il a contribué à installer dans une position éminente, et à M. Olivier Duhamel, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris et conseiller de M. Robert Badinter, président du Conseil constitutionnel, de confronter leurs vues.



présidentiel) conduira à une dominance du renouvellement du président et de l'Assemblée tous les cinq ans. Alors que si l'on garde le septennat présidentiel combiné avec un quinquennat législatif, vous avez, encore une fois sans compter les hypothèses de dissolution ou de démission, des rythmes électoraux complètement déréglés. C'est un rythme fou. On attribue le pouvoir tantôt pour cinq ans, tantôt pour deux ans, tantôt pour trois ans, tantôt pour quatre ans, puis seulement pour un, et ensuite cinq ans. Il n'y a plus de responsabilité et il n'y a plus de gouvernabilité.

G. Vedel. — Le septennat vrai, pur et simple, du président qui, pendant sept ans, ne voit pas sa légitimité mise en doute, c'est le septennat des présidents de la III^e République. C'est celui de Fallières, de Raymond Poincaré. Mais le général de Gaulle n'a pas pratiqué le septennat puisqu'il a régulièrement à intervalles plus ou moins longs, remis en jeu son mandat par le recours au référendum.

O. Duhamel. — François Mitterrand, comme votre dessinateur lorsqu'il distingue François et de François 2, a bien fait un quinquennat socialiste, et puis ensuite il y a eu le deuxième Mitterrand de cohabitation, et puis maintenant on en a un troisième qui ne fera qu'un quinquennat aussi. C'est-à-dire que le quinquennat est le rythme normal. Les gens pensent, et c'est une réaction spontanée, qu'en passant du septennat au quinquennat nous multiplierions les campagnes électorales ; bref, nous entrions en campagne électorale permanente. Or, je suis formel sur ce point, si l'on ne changeait que cela, de sept ans à cinq ans, tendanciellement, nous serions moins en campagne électorale que nous ne le sommes avec la combinaison du septennat présidentiel et du quinquennat législatif.

Enlever au président les armes qu'il tient du régime parlementaire

— Deuxième point important, c'est ce que le président appelle lui-même l'effacement du Parlement. Comment peut-on penser renforcer le Parlement à partir du moment où cette Constitution a été faite pour affaiblir le Parlement ?

G. Vedel. — Le Parlement n'a presque plus de place dans le jeu politique parce que cette place est prise par d'autres. Laissons de côté tout ce qui a pu lui être enlevé par la communication médiatique, qui fait que beaucoup de débats politiques sont transportés du Palais-Bourbon aux écrans de télévision. Mais surtout il faut bien voir que le système de la Constitution de 1958 avec l'élection du président de la République au suffrage universel depuis 1962 aboutit à cumuler dans les mains du président, soit personnellement, soit par personnes interposées, les pouvoirs et le statut à la fois d'un président des États-Unis et d'un chef de gouvernement parlementaire. Comme le président des États-Unis il a l'investiture populaire, la durée fixe du mandat, le choix de son gouvernement et de la décision en dernier ressort.

— Mais en même temps notre Constitution lui donne toutes les armes du régime parlementaire

rationalisé, c'est-à-dire le leadership gouvernemental sur le Parlement, grâce à toutes ces prérogatives qui sont le quasi-monopole de l'initiative législative, la limitation du pouvoir d'initiative financière du Parlement, et surtout le fameux article 49 paragraphe 3 dont on nous rebat les oreilles quant à sa singularité, mais qui est en réalité la mise en forme d'une règle fondamentale des pays parlementaires évolués. Il revient à ceci : l'Assemblée ne peut pas à la fois prétendre garder le gouvernement en place et lui refuser les lois et les crédits qu'il demande. L'article 49 paragraphe 3, c'est très exactement cela.

— Donc, il faudrait arriver à rendre de l'espace au Parlement. La véritable solution consisterait à enlever au président les armes qu'il tient du régime parlementaire et à lui restituer ce qui est l'essence de son rôle : un exécutif responsable devant le peuple mais en contrepartie sans prérogatives telles que la possibilité de dissolution, l'article 49 paragraphe 3 ou ses substituts. C'est la seule manière d'éviter le cumul, si je puis dire, d'un Reagan et d'une Thatcher.

O. Duhamel. — Je suis en désaccord sur ce point. Le Parlement dispose déjà de beaucoup d'armes qu'il n'utilise pas. La difficile autolimitation entre un Parlement et un système médiatique dans une démocratie moderne n'a aucun besoin d'une modification constitutionnelle ; certains pays y parviennent assez bien, sans dérapage, par exemple le Congrès des États-Unis d'Amérique, d'autres pas. La difficile autolimitation entre un Parlement et un système médiatique dans une démocratie moderne n'a aucun besoin d'une modification constitutionnelle ; certains pays y parviennent assez bien, sans dérapage, par exemple le Congrès des États-Unis d'Amérique, d'autres pas. La difficile autolimitation entre un Parlement et un système médiatique dans une démocratie moderne n'a aucun besoin d'une modification constitutionnelle ; certains pays y parviennent assez bien, sans dérapage, par exemple le Congrès des États-Unis d'Amérique, d'autres pas.

G. Vedel. — Je pense que le plus mauvais service qu'on pourrait rendre au Conseil constitutionnel, c'est de l'inviter à arbitrer politiquement les rapports entre le gouvernement et le Parlement. C'est, si vous voulez, la chambre à coucher des époux, elle n'est pas ouverte à un regard extérieur. Le Conseil constitutionnel risquerait de perdre une bonne partie de son autorité si on l'invite à résoudre des questions qui sont des questions fondamentalement politiques telles que l'« importance » d'un texte.

O. Duhamel. — Si vous ne voulez pas que le Conseil constitutionnel pénètre dans la chambre, vous avez un autre système possible qui est la limitation quantitative : n'autoriser le gouvernement à engager la responsabilité sur son texte qu'une fois par session, par exemple.

G. Vedel. — Et si dans une même session il y a deux questions véritablement importantes, que fera le gouvernement ?

O. Duhamel. — Il imposera son point de vue sur une des deux questions et sera obligé de composer sur l'autre, ce qui à très tôt n'est pas anormal.

G. Vedel. — En réalité dans cette optique la seule vraie réforme, et je souhaite bien du plaisir à ceux qui voudraient l'entreprendre, ce serait de supprimer l'élection du président de la République au suffrage universel. Alors là, vous pourriez raisonner de nouveau sur un régime parlementaire. Mais vous ne pouvez pas faire

cohabiter un président investi de cette super-légitimité qu'est l'élection au suffrage universel direct et en même temps un système dans lequel son rôle serait de gérer une crise ministérielle tous les six mois comme Vincent Auriol.

O. Duhamel. — Il ne me semble pas indispensable de recourir au régime présidentiel pour obtenir les résultats que vous cherchez. Je maintiens qu'on pourrait à la fois tempérer l'usage de l'article 49-3 et ouvrir l'ordre du jour parlementaire, permettre aux parlementaires de décider eux-mêmes de l'avenir d'un certain nombre de propositions de lois. Ce n'est pas parce que le gouvernement ne serait pas en permanence dans la possibilité de faire le chantage à la démission, ce n'est pas parce que le gouvernement devrait dans certains cas accepter qu'on discute de textes qui n'ont pas été préparés par lui, ou dont il ne veut pas, qu'on lui retirerait la IV^e République. Cet équilibre n'est qu'un mythe.

G. Vedel. — Sous la IV^e République, la Constitution avait fixé de façon impérative les conditions dans lesquelles le gouvernement devait démissionner. Or il démissionnait tous les six mois, alors que ces conditions n'étaient pas réunies. Tout simplement parce qu'on n'imaginait pas qu'un gouvernement à qui on refuse et les lois et les crédits dont il a besoin reste en place.

O. Duhamel. — La Grande-Bretagne, en ce qui concerne l'ordre du jour, l'Allemagne, pour la possibilité de déclencher des commissions d'enquête, ont des possibilités plus grandes que le Parlement français, et ni la Grande-Bretagne ni l'Allemagne ne connaissent la IV^e République. J'ajoute que, malgré ma volonté d'être le plus souvent possible d'accord avec vous, je n'admettrai jamais l'idée selon laquelle lorsqu'on a un président de la République élu au suffrage universel direct, on renforce le Parlement, on risque de revenir à la IV^e République, où le président n'aurait rien.

G. Vedel. — La principale objection au régime présidentiel, c'est le risque d'impuissance lorsque le gouvernement et le président de la République et la majorité parlementaire sont en désaccord. Ce n'est pas exactement vrai. D'abord parce qu'il y a des coalitions purement juridiques que le juge constitutionnel peut résoudre. Deuxièmement, l'expérience des États-Unis prouve qu'à part un cas, il n'y a pas de corrélation de mise à mort, c'est-à-dire de lutte permanente pour renverser le gouvernement, on peut voir se former des majorités d'idées, des majorités de rechange qui représentent un consensus entre la représentation nationale et le président.

— En troisième lieu, j'extrait des archives du club Jean-Moulin le système consistant à prévoir qu'à tout moment le président peut dissoudre le Parlement et provoquer de nouvelles élections, mais à la condition de se soumettre lui-même à réélection. Réciproquement, le Parlement pourrait « renverser » le président, mais alors en même temps l'Assemblée nationale se représenterait devant les électeurs. Ce système, à l'instar de l'équilibre de la terreur, aurait des résultats pacifiants. Je suis persuadé qu'ainsi cahin-caha, comme disait le général de Gaulle (mais dans les affaires politiques tout va cahin-caha) on obligerait le président et le Parlement à s'entendre.

— On parle d'accroître les pouvoirs de contrôle et d'enquête du Parlement. Seul un Parlement qui n'est pas lié à l'exécutif par le fait que ce sont des représentants de la majorité qui sont au gouvernement exerce un vrai contrôle. Au contraire, dans le système français, le contrôleur, à savoir la majorité parlementaire, est solidaire du

contrôlé, le gouvernement, et ne peut que noyer le poisson dans ses enquêtes.

O. Duhamel. — Cette observation est si pertinente qu'il faut inventer d'autres solutions et par exemple accorder à l'opposition le droit non seulement de déclencher les commissions d'enquête mais d'en diriger une. Le système qui doit gouverner l'enquête, c'est-à-dire le contrôle du Parlement sur le pouvoir, doit être une logique proportionnelle dans un scrutin majoritaire. Rien n'interdit de dire qu'on élit toujours les députés au scrutin majoritaire et qu'en revanche le déclenchement de commissions d'enquête, la composition des commissions d'enquête (sur ce point, c'est déjà le cas), la présidence des commissions d'enquête soient réparties de façon proportionnelle au cours d'une législature.

— Comment réformer ? S'il s'agit d'instaurer un double quinquennat, peut-on reprendre purement et simplement la réforme Pompidou là où elle en était et la soumettre à ratification par référendum ?

G. Vedel. — D'un point de vue juridique, il n'y a pas d'objection. Le délai de ratification n'est pas fixé par la Constitution. La réforme Pompidou a été votée avant le projet de l'article 89. Le président de la République a l'option, puisqu'il s'agit d'un projet venant de lui, entre la ratification par le Congrès et la ratification par le corps électoral. Il est donc libre à tout moment de soumettre au corps électoral le texte qui n'est pas devenu caduc.

O. Duhamel. — Dans l'article 2 de la réforme Pompidou, il y a une exception qui exclut que le titulaire de la charge se l'approprie à lui-même.

Il serait déplorable qu'un choix aussi important soit déterminé par les considérations les plus conjoncturelles sur la meilleure sortie pour l'actuel président

— Les conditions politiques actuelles vous conduisent-elles à raisonner autrement sur ce point ?

O. Duhamel. — Si le texte est nouveau et ne tranche pas ce point, le principe d'interprétation qui s'impose est que, en droit, le texte ne s'applique à ce moment-là qu'à l'élection présidentielle à venir.

G. Vedel. — Je dois relever une évidence souvent méconnue dans les milieux politiques et quelquefois même dans les milieux juridiques. Si la révision se fait, le pouvoir constitutionnel sera par nature, décidera à son gré de la solution. Ce que vise Olivier Duhamel, c'est l'hypothèse, à vrai dire peu croyable, où la réforme se ferait sans préciser si elle s'appliquerait ou non au président en exercice. Pour les besoins de la discussion, imaginons-le. Je suis de l'avis d'Olivier Duhamel pour deux raisons. D'abord lorsqu'il s'agit d'une révision partielle, l'effet minimum est une règle qui doit être respectée. L'autorité qui, souverainement, révisait la Constitution a toute liberté pour s'exprimer, et si sur un point aussi litigieux que celui-là elle ne s'exprime pas, c'est qu'elle entend en rester au statu quo.

— La deuxième raison, c'est qu'il n'y a pas simplement dans la Constitution l'article 3 ; il y a aussi l'article 68. Cet article implique que le président de la République ne peut être démis avant le terme normal de son mandat qu'en cas de haute trahison. L'autorité constituante souveraine, si elle se manifeste explicitement, a parfaitement le droit de déroger à l'article 68. Mais on ne peut pas, de son seul silence, induire qu'elle a entendu déroger à un principe aussi fondamental qu'est celui de l'irresponsabilité politique du président de la République.

— Pourtant le débat politique s'installe autour de cette idée que si le président choisit le double quinquennat, il sera conduit à s'appliquer la réforme à lui-même, et s'il choisit au contraire le septennat unique, c'est précisément pour échapper à l'interdiction de son mandat.

O. Duhamel. — Je trouvais vraiment déplorable qu'un choix aussi important que celui entre septennat non renouvelable et quinquennat renouvelable une fois soit déterminé par les considérations les plus conjoncturelles sur la meilleure sortie pour l'actuel président de la République. Ce serait un parasitage conjoncturel d'une question constitutionnelle de fond. Politiquement, le président de la République pourrait-il faire voter le quinquennat sans se l'appliquer à lui-même ? Cela dépend en vérité et des conditions de déroulement et du résultat de l'éventuel référendum par lequel cette mesure aurait été adoptée et, je dirai surtout, du résultat des élections législatives de 1993.

G. Vedel. — Imaginez la situation de l'opposition, si le texte de 1973 était soumis au référendum. Elle serait prise entre le désir de la réforme et celui de la voir appliquer au président, ce que ce texte interdit. Alors quelle campagne ferait-elle ? Une campagne pour l'adoption du texte en se réservant une révision constitutionnelle ultérieure pour l'appliquer au président actuel ? Ou alors l'opposition jouerait-elle le jeu vraiment très difficile de dire : « Oui, nous sommes pour la réforme, mais nous ne pouvons pas l'accepter si elle ne s'applique pas au président actuel ? » Ce serait un joli problème de tactique politique.

— S'il y a le double quinquennat, peut-être, s'il y a un septennat unique qui est proposé, à coup sûr, il faut réviser la Constitution selon une procédure qui est un peu particulière. Peut-on imaginer que le président de la République fasse usage du fameux article 11, comme son prédécesseur naguère ? Est-ce que du seul fait qu'elle ait été appliquée une fois, en 1962, elle est devenue possible ?

G. Vedel. — J'ai pris position dans un article du Monde de mars 1969, l'expliquant qu'à mon avis il s'agit de la suite du référendum de 1962 destiné à réformer la Constitution une coutume constitutionnelle. J'ai été très vivement combattu par les juristes. Leur argument essentiel était qu'une coutume ne pouvait pas se créer par un « précédent ». Je répondais : « Oui, sans doute, quand il s'agit d'une coutume commerciale pour laquelle les précédents se reproduisent pour ainsi dire chaque jour. Mais en matière constitutionnelle les précédents peuvent être décisifs et la coutume peut se créer du premier coup. » La coutume selon laquelle le Sénat pouvait renverser le gouvernement sous la III^e République s'est créée en une seule crise ministérielle.

— En vertu de cette coutume constitutionnelle, je crois que l'article 11 est aujourd'hui utilisable, et j'ai l'impression que cela ne soulèverait pas dans la classe politique et surtout dans l'opinion publique un tollé quelconque. L'échec du « cartel des non » de 1962 est un précédent instructif.

O. Duhamel. — Je ne reprends pas exactement l'explication et la justification par la coutume. Je préfère considérer qu'il y a eu une convention constitutionnelle implicite d'acceptation de l'article 11 en 1962, lorsque le Parlement n'a pas utilisé les armes qui étaient entre ses mains pour sanctionner une violation flagrante de la Constitution.

— Épargnons-nous ces détails et admettons la constance du point de vue de Georges Vedel, quels que soient les acteurs politiques en cause, qu'il s'agisse du général de Gaulle ou de François Mitterrand, qu'il s'agisse de la gauche ou de la droite. A l'inverse, chez les politiques, c'est tout le contraire. Vous trouvez aujourd'hui ceux qui en 1962 ont accepté l'article 11, aussi bien les gaullistes que Valéry Giscard d'Estaing, qui aujourd'hui exigent le recours à la seule procédure de l'article 89, et vous retrouvez à l'inverse la gauche et François Mitterrand, qui envisagent l'article 11. Il faut bien voir que la nécessité du recours à l'article 11 vient du fait que le Sénat tend à bloquer systématiquement les révisions constitutionnelles, en 1984 sur l'extension du référendum, en 1990 sur l'élargissement de la saisine du Conseil constitutionnel.

— Une réforme comme l'élargissement de la saisine du Conseil, qui était voulue par une majorité de l'opinion, par une majorité des parlementaires, a été bloquée au Sénat pour de mauvaises raisons, et c'est le Sénat lui-même qui maintenant renforce la nécessité d'un autre mode de révision de la Constitution. Puissons-nous sortir de toutes ces ornières.

G. Vedel. — Vous préférez le terme de « conversion constitutionnelle » à celui de coutume que j'avais proposé. Mais sur le fond nous sommes d'accord.

Propos recueillis par JEAN-MARIE COLOMBANI

EX 120150

ÉTRANGER

TOGO : cédant aux putschistes et au président Eyadéma

Le premier ministre accepte de mettre en veilleuse le « programme de transition » vers la démocratie

« Afin d'éviter un bain de sang, j'ai décidé de me rendre » : c'est par ces mots, prononcés d'une voix brisée par l'émotion, que le premier ministre, M. Joseph Kokou Koffigoh, a annoncé, mardi 3 décembre, en début de soirée, qu'il avait dû céder aux militaires putschistes. Dans son message, diffusé par la télévision et la radio, M. Koffigoh a indiqué, en effet, que le « programme de transition », élaboré lors de la Conférence nationale, était « paralysé », et que la « légalité républicaine » était « mise en veilleuse ».

Le visage défilait, le premier ministre a précisé qu'« en conséquence » il avait accepté l'idée d'un « gouvernement provisoire », ajoutant qu'il tendait une « main fraternelle à tous les Togolais, civils et militaires ». Le chef de l'Etat, le

général Gnassingbé Eyadéma, qui est intervenu juste avant M. Koffigoh, a souligné que ce gouvernement provisoire serait un gouvernement d'« union nationale », laissant entendre que la nouvelle équipe dirigeante devrait, sans doute, faire place aux militaires et aux membres du Rassemblement du peuple togolais (RPT), l'ex-parti unique, dont la dissolution avait été prononcée en fin de semaine dernière, provoquant la fureur de l'armée.

L'attaque, lancée mardi matin, par les soldats mutins contre le siège du gouvernement — où M. Koffigoh et ses proches étaient tenus en otage — aurait fait dix-sept morts au total, selon des sources dans la soirée. Une douzaine de ces cadavres étaient vêtus de treillis, sans insigne, rappelant l'uniforme des quelque soixante gendarmes qui constituaient la garde du premier ministre. Un seul civil figurait parmi les victimes, atteint par

une balle perdue, si l'on en croit les sources hospitalières.

Malgré le calme qui semblait prévaloir, mercredi matin, dans les rues de Lomé, un grand nombre d'habitants de la capitale ont décidé de fuir. Des milliers de réfugiés togolais sont ainsi arrivés à Aflao, une ville ghanéenne située à la frontière des deux pays, déclarant craindre les ralles militaires. Les autorités d'Aflao, réunies d'urgence, mardi, pour faire face à la « situation explosive », estiment que de 20 000 à 100 000 réfugiés sont entrés au Ghana depuis la fin de la semaine dernière. La frontière entre Lomé et Aflao a été officiellement fermée depuis le début de la crise au Togo, jeudi dernier. Mais les réfugiés passent par des brèches, franchissant les barbelés sous les yeux des gardes-frontières.

« Les soldats nous menacent. On dit qu'ils vont fouiller les maisons pour y faire les gens qui soutiennent Koffigoh, pour chercher les oppo-

sants », affirme un réfugié. « Eyadéma est un assassin, il a tout organisé », renchérit un autre Togolais, approuvé par la foule. « Nous ne comprenons pas pourquoi la France n'est pas intervenue », concluent-ils, en accusant ouvertement Paris de « complicité » avec le président togolais. — (AFP, Reuter.)

Le Parti socialiste envisage de demander la suspension de l'aide française au Togo. — Dans un communiqué, publié mardi 3 décembre à Paris, le Parti socialiste a condamné le « coup de force » des militaires togolais contre le premier ministre, M. Koffigoh. « Si la situation actuelle devait perdurer », poursuit le communiqué, le parti « demanderait au gouvernement que toute aide apportée par la France soit suspendue ».

Manifestation à Paris

Quand la France déçoit...

A l'appel du Comité de résistance du Togo, 300 manifestants s'étaient rassemblés, mardi 3 décembre, devant l'ambassade du Togo à Paris. Aux cris de « Mitterrand assassin ! » et « Libérez Koffigoh ! », ils ont appelé l'opinion internationale à se mobiliser pour la défense de la démocratie au Togo.

La déception à l'égard de la France se lit sur tous les visages, on la retrouve dans tous les propos. « En 1986, Eyadéma a fait appel à la France pour mater son peuple. La France est venue et aujourd'hui elle hésite à sauver un processus de démocratisation qu'elle a elle-même encouragé depuis le sommet de La Baule », commente un Togolais.

Les manifestants mettent en cause le silence, coupable à leurs yeux, des médias et des intellectuels. Mais c'est surtout l'attitude du président de la République et de son fils Jean-Christophe (conseiller à l'Elysée), qui les irrite. « Quels sont donc les intérêts de Mitterrand au Togo pour qu'ils préfèrent une dictature à des insti-

tutions démocratiques ? » s'interroge l'un d'entre eux.

Sur les modalités d'une éventuelle intervention, les opinions divergent. Si certains sont favorables à une opération des troupes françaises déployées au Bénin, la plupart s'en méfient et lui préféreraient le déploiement d'une force africaine. Les commentaires politiques se font acerbes. « La France va maintenant chercher son pion parmi les membres de l'opposition », déclare un des manifestants pour qui « le premier ministre non parachuté de Paris, M. Koffigoh, ne pourra plus être le recours ».

Tous relèvent l'importance du rôle togolais pour la crédibilité du processus de démocratisation en Afrique. « Si on ne fait rien, tous les progrès de la démocratie en Afrique vont être annihilés », estime un cadre financier. La manifestation, non autorisée, est dispersée. La colère fait place au désespoir : « Si le lycée français (à Lomé) avait été attaqué, la France ne serait pas restée inactive ! » s'exclame un des manifestants.

F. D.

AFRIQUE DU SUD : intervenant devant l'ONU

M. Mandela se déclare favorable à une levée progressive des sanctions

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

Profitant de l'examen par l'Assemblée générale des Nations unies de la politique d'apartheid du gouvernement sud-africain, le président du Congrès national africain (ANC), M. Nelson Mandela, qui effectue une visite d'une semaine aux Etats-Unis, est intervenu, mardi 3 décembre, à la tribune de l'ONU, pour demander à la communauté internationale de continuer à exercer une forte pression auprès de Pretoria, afin d'obtenir l'abolition totale du système d'apartheid.

M. Mandela s'est toutefois prononcé en faveur d'une levée progressive des sanctions économiques, en fonction des réformes démocratiques adoptées par le gouvernement sud-africain. Selon le président de l'ANC, la décision de lever les sanctions pourrait se justifier à l'occasion, d'une part, de la mise en place d'un gouvernement provisoire, et, de

l'autre, de l'adoption d'une Constitution à caractère démocratique. Ces deux conditions pourraient permettre d'envisager la levée de l'embargo sur le pétrole et sur les armes.

M. Mandela, qui doit rencontrer le président Bush, jeudi à Washington, a également souhaité que « des investissements et les crédits » reprennent le chemin de l'Afrique du Sud, sous peine de voir le pays, privé de croissance économique, ne pas pouvoir faire face au grave problème de chômage. Renouvelant son attachement au processus de démocratisation, M. Mandela a admis que la notion de « libre marché » lui paraissait « bien académique » dans un pays où « la terre est détenue à 87 % par des Blancs et à 13 % seulement par des Noirs, tandis que quatre congrégations se partagent la totalité des actions cotées en Bourse ». Il s'est enfin déclaré favorable à un système d'économie mixte, associant les coopératives aux secteurs privé et public.

S. M.

Selon des sources diplomatiques arabes

Alger a expulsé un groupe d'islamistes tunisiens

TUNIS

de notre correspondant

L'Algérie a expulsé, tout récemment, un groupe d'islamistes appartenant au mouvement tunisien Ennahdha, accusé par Tunis d'avoir fomenté « un complot terroriste pour renverser le régime républicain ». Selon des sources diplomatiques arabes, sur les vingt-neuf responsables de réseaux politiques et militaires d'Ennahdha réfugiés ou séjournant en Algérie, qui ont été recensés par les services tunisiens, au moins une dizaine ont dû quitter le pays. Ils ont été dirigés directement sur le Soudan, devenu, affirment ces sources, une base importante de l'activisme islamique au Maghreb.

Parmi les expulsés, indique-t-on, figure le chef d'Ennahdha, M. Rachid Ghannouchi, détenteur, sous une autre identité, d'un passeport diplomatique soudanais. Pour protester contre cette protection, la Tunisie avait rappelé, il y a deux mois, son ambassadeur à Khartoum. Déjà interdit de séjour en

France et en Espagne, à la demande des Tunisiens, M. Ghannouchi se rend souvent en Europe, entre autres à Londres. Le ministre des affaires étrangères, M. Habib Ben Yahia, a en, croit-on, saisi l'occasion de le déplorer, lundi 2 décembre, devant M. Douglas Hogg, secrétaire d'Etat au Foreign Office, en visite en Tunisie. M. Ghannouchi, écrit cette semaine un périodique tunisien, aurait l'intention de s'installer au Liban « sous la protection du Hezbollah ».

Les autorités tunisiennes n'ont pas commenté les mesures prises par l'Algérie. Mais il est évident, qu'elles vont tendre les relations entre les deux pays, qui s'étaient crispées au mois d'octobre. Le ministre de l'Intérieur de Tunis, M. Abdallah Kallel, avait alors publiquement reproché à l'Algérie de servir de « base principale » aux islamistes d'Ennahdha « pour mettre à exécution leurs sombres desseins ».

MICHEL DEURÉ

Une armée encadrée par des Français

Quatre accords, dont certains n'ont pas été publiés au Journal officiel, lient la France au Togo en matière de défense et de coopération militaire.

Avec sept autres pays africains, — sur un total de vingt-trois, — le Togo présente la particularité d'être doublement associé à la France, à la fois par un accord de défense, conclu le 10 juillet 1983, et par un accord de coopération technique militaire, signé le 23 mars 1978. La plupart des autres Etats africains bénéficient, en effet, de l'un ou de l'autre.

Sur le même modèle que les sept autres accords de défense, le Togo doit faire appel à l'aide de la France dans le cas d'une agression venue de l'extérieur. Ce concours des forces françaises n'est pas automatique : Paris peut le refuser. Mais si, avec le Tchad, le Côte-d'Ivoire ou le Gabon, par exemple, il existe des conventions secrètes relatives à l'aide que la France peut apporter dans le domaine du maintien de l'ordre public, il n'y en a pas avec le Togo. En revanche, une mission temporaire de cinq assistants de la gendarmerie française y a été envoyée pour aider à former deux escadrons locaux qui sont chargés des opérations de maintien de l'ordre.

Puissance et cohésion

Quant à l'accord de coopération technique militaire, il prévoit le cadre dans lequel la France instruit les personnels sur place, cède des matériels militaires et, éventuellement, forme en France des stagiaires. Ainsi a-t-il été fourni, cette année, 9 millions de francs de matériels militaires (essentiellement des équipements de transmissions), mais ces dons sont en diminution constante. Enfin, les accords prévoient que les conseillers français ne peuvent pas participer à des missions de guerre.

A partir de l'assistance française, l'armée togolaise, forte de cinq mille hommes, est surtout

composée d'une garde présidentielle et de régiments d'élite de blindés soviétiques, brésiliens ou britanniques et d'auto mitrailleuses françaises. L'armée de l'air a reçu des avions d'appui au sol français, des Alpha-Jet modernes et de vieux Fouga Magister.

L'ensemble des forces togolaises est encadré par quelque soixante-quinze officiers et sous-officiers français, qui en ont à la fois la formation et l'organisation et le savoir-faire. A la différence des armées d'autres pays africains, elle est puissante, structurée — surtout la garde présidentielle qui est le premier ministre togolais voulait dissoudre, en sollicitant à son sujet l'aide de la France, et qui comprend pas moins de deux mille hommes — et est restée attachée au chef de l'Etat au point de ne reconnaître que sa seule autorité.

Ce sont précisément sa compétence et sa cohésion qui font aujourd'hui de cette armée un obstacle de taille dans l'hypothèse d'une action de la France, qui ne se limiterait pas à la seule protection de ses trois mille ressortissants. A ce jour, la France a expédié une dizaine de parachutistes pour garantir la sécurité de l'ambassade et deux compagnies — soit trois cents hommes — se tiennent prêtes depuis le Bénin à les renforcer. Si la France devait choisir son camp entre un chef de l'Etat togolais, plutôt réfractaire aux réformes, et un premier ministre qui a préféré s'abriter derrière le discours de M. François Mitterrand, en 1990, à La Baule, en faveur de solutions démocratiques en Afrique, il lui faudrait sans doute déployer un dispositif d'intervention autrement plus « musclé ».

Dans les milieux militaires, à Paris, on admet que ce type de situation — particulièrement inacceptable — risque de se reproduire en Afrique. Les propos présidentiels de La Baule ne peuvent avoir que des effets à long terme, ajoute-t-on, dans des pays dont les armées, considérées de tout temps comme la cheville ouvrière du régime, résistent en bloc au changement.

JACQUES ISNARD

■ OUGANDA : Amnesty International accuse l'armée. — Selon un rapport publié, mercredi 4 décembre, à Londres, par Amnesty International, l'armée ougandaise « torture, exécute et emprisonne » des civils, notamment dans le nord du pays, où les forces régulières sont censées combattre des mouvements de guérilla. « Le gouvernement annonce, parfois des enquêtes sur des violences présumées commises par des soldats, mais celles-ci ont rarement un quelconque résultat », ajoute Amnesty, qui signale des violations des droits de l'homme par l'armée ougandaise depuis 1986, date de l'arrivée au pouvoir du président Yoweri Museveni.

■ MALI : nouveau calendrier électoral. — Selon un nouveau calendrier rendu public samedi 30 novembre à Bamako, le référendum sur la Constitution aura lieu le 12 janvier, les élections municipales le 19 janvier, les élections législatives les 26 janvier et

9 février, et les deux tours du scrutin présidentiel les 16 février et 16 mars. Initialement prévus pour décembre, ces scrutins ont été différés à la suite du report au 27 décembre de la conférence sur la situation dans le nord du pays perturbé par la rébellion des Touaregs. — (AFP, Reuter.)

■ BURKINA : le président Compaoré réélu avec 75 % d'abstentions. — Le capitaine Blaise Compaoré, chef de l'Etat sortant et seul candidat à l'élection présidentielle, organisée dimanche 10 décembre, a recueilli 86,63 % des suffrages exprimés, selon les résultats provisoires, publiés lundi soir à Ouagadougou. Le taux d'abstention a été très important : 75 %. La Coordination de l'opposition, qui avait appelé au boycottage de l'élection, considère ce résultat comme une « défaite » pour le chef de l'Etat. — (AFP.)

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

M. John Sununu a démissionné de son poste de secrétaire général de la Maison Blanche

WASHINGTON

correspondance

Dans une longue lettre manuscrite adressée au président Bush, M. John Sununu, secrétaire général de la Maison Blanche, a donné mardi 3 décembre sa démission, acceptée « avec regret et un sentiment de perte personnelle » par le chef de l'exécutif.

Les formes ont été respectées mais en fait le président, cédant aux pressions d'un grand nombre de ses collaborateurs, s'est résigné à séparer de son premier adjoint, George W. Bush, un des fils du président, avait lundi, dans une démarche insolite, fait comprendre à M. Sununu que, dans l'intérêt du Parti républicain, et surtout dans la perspective d'une campagne électorale difficile, sa retraite volontaire du pouvoir était souhaitable. Apparemment, il réussit à convaincre M. Sununu qui, un moment, avait gardé l'espoir de jouer un rôle dans la campagne.

Tout en précisant que la démission de M. Sununu serait effective le 15 décembre, la Maison Blanche a indiqué qu'« il resterait conseiller cabinet jusqu'au 15 mars 1992 ». Selon certains observateurs, M. Sununu, ancien gouverneur du New-Hampshire, pourrait aider le président Bush dans l'élection primaire de cet Etat, ouvrant la campagne au début de février. Une prière importante et qui s'annonce délicate pour le président Bush, qui devra faire face à l'offensive des hommes de l'aile droite républicaine, notamment M. Pat Buchanan, et vraisemblablement M. David Duke,



ancien membre du Ku Klux Klan, qui a échoué le 16 novembre dans sa tentative de devenir gouverneur de Louisiane mais a acquis à cette occasion une célébrité nationale. Tous deux développent les thèmes d'un nationalisme fortement teinté d'isolationisme et reprochent au président de s'écarter de l'orthodoxie conservatrice pour gouverner au centre.

Plusieurs noms sont mis en avant pour la succession de M. Sununu : M. Samuel Skinner, actuellement secrétaire aux transports, est le plus souvent cité, mais on parle également de M. Dick Cheney, secrétaire à la Défense, qui fut secrétaire général de la Maison Blanche sous le président Gerald Ford.

M. Sununu avait accumulé les points négatifs. Son caractère autoritaire, son dédain affiché du Congrès, sa brusquerie, lui avaient

valu de nombreux ennemis. D'autre part, l'an dernier, il avait abusé de ses fonctions en utilisant les avions ou les limousines de la Maison Blanche pour des déplacements personnels.

HENRI PIERRE

■ SALVADOR : Moscou et Washington demandent un cessez-le-feu. — Dans un communiqué commun, les Etats-Unis et l'URSS ont invité, mardi 3 décembre, le gouvernement et la guérilla du Salvador, dont les négociations de paix ont repris le 25 novembre au Mexique sous l'égide des Nations unies, à conclure d'urgence un cessez-le-feu « afin de consolider les progrès déjà accomplis et de mettre définitivement fin au conflit ». — (Reuter.)

■ HAITI : nouveaux espoirs pour la reprise de négociations. — Quelques jours après que la perspective d'élection présidentielle au début de l'année prochaine, évoquée par le gouvernement « provisoire » d'Haïti pour remplacer le président Aristide, a suscité de vives réactions de la communauté internationale, le premier ministre Jean-Jacques Honorat, installé par les militaires, s'est prononcé, mardi 3 décembre, en faveur d'une « solution négociée » et d'une reprise des pourparlers sous les auspices de l'Organisation des Etats américains. Les présidents des treize pays du « groupe de Rio » avaient indiqué, la veille, qu'ils « n'accepteraient pas » une nouvelle élection présidentielle. — (AFP.)

PÉROU

L'ancien président Alan Garcia disculpé par la Cour suprême

Le juge Roger Salas Cambon, de la Cour suprême du Pérou, chargé d'instruire l'accusation de corruption ouverte contre M. Alan Garcia, sénateur et ancien chef de l'Etat de 1985 à 1990, a décidé, mardi 3 décembre, de renvoyer le dossier après n'y avoir trouvé « aucun acte délictueux caractérisé ». M. Garcia, qui a toujours affirmé être victime d'une « vengeance politique » basée sur des accusations « sans fondement », s'est réjoui de la décision du juge, contre laquelle une possibilité d'appel est prévue par la Constitution. Le Sénat a, à une très forte majorité, de lever l'immunité parlementaire de M. Garcia et de l'accuser de s'être « enrichi illicitement ». Il était soupçonné d'avoir été mêlé au scandale de la BCCI, d'avoir perçu des pots-de-vin à l'occasion de contrats d'achat d'avions Mirage 2 000 et d'avoir acquis plusieurs maisons à Lima. — (AFP.)

■ Souffrant anniversaire du chef du Sentier lumineux. — Une grande larme par deux enfants dans un marché d'Ayacucho, ville des Andes située à 330 kilomètres au sud-est de Lima, a fait au moins vingt-cinq blessés graves, mardi 3 décembre, au premier jour d'une « grève générale » lancée à l'appel des guérilleros du Sentier lumineux, à l'occasion de l'anniversaire de leur chef, Abimael Guzman. En dépit de l'état d'urgence proclamé dans la région, cette « grève armée » a paralysé Ayacucho, où M. Guzman, cinquante-sept ans, a fondé ce mouvement extrémiste (et maoïste au départ) il y a quinze ans. — (UPI.)

EUROPE

La désintégration de l'URSS

M. Gorbatchev lance un appel dramatique à la sauvegarde de l'« Union »

Le président Gorbatchev a publié mardi 3 décembre, un message rédigé en des termes plus dramatiques que jamais contre la désintégration de l'Union, alors que des tentatives de rapprochement s'engagent en dehors de lui : vendredi, les présidents de Russie, Biélorussie et Ukraine se réunissent à Minsk.

MOSCOU

de notre correspondant

Clairvoyance ou aveuglement, M. Gorbatchev ne veut décidément pas renoncer à l'existence d'un Etat ex-soviétique. Dans un message adressé mardi 3 décembre aux membres du Soviet suprême, le président soviétique a, une fois de plus, insisté, mais en des termes plus dramatiques que jamais, sur la nécessité urgente pour les Républiques de signer le traité de l'Union. Le soir même, il est longuement intervenu à la télévision centrale, reprenant les mêmes thèmes en une sorte d'appel au peuple. Les arguments de M. Gorbatchev ne sont pas nouveaux : « La vie de la patrie » est en danger, la crise est générale, et, en substance, tout va mal - l'une des raisons majeures

de cette situation catastrophique étant « la désintégration » (...) qui « a dépassé les limites du raisonnable et est allée si loin qu'elle a pris un caractère destructeur ».

Cet effondrement est « l'ourd de heurts entre les nations, entre les Républiques, et même de guerres », ce qui serait « une catastrophe pour toute la communauté internationale, le naufrage de tous les résultats liés à la politique de la nouvelle pensée » (l'équivalent dans le vocabulaire soviétique de ce que les Américains ont appelé un temps le « nouvel ordre mondial »).

Le remède est également connu : l'Union, la « création d'une entité étatique et bureaucratique tout à fait nouvelle » telle qu'elle est définie dans le traité qui est proposé à l'examen des Soviets suprêmes des Républiques - après que les présidents de ces Républiques eurent joué plus prudent de ne pas le parapher eux-mêmes.

M. Gorbatchev insiste : « L'Etat confédéral et démocratique » dont il est question est quelque chose de totalement nouveau, il ne s'agit en aucune manière de « ressusciter, sous d'autres traits, le vieux Centre ». « La vieille Union n'existe plus », ajoute M. Gorbatchev, qui signe pourtant son texte du titre de « président de l'URSS ». C'est logique, il n'en a pas d'autre.

L'intervention de l'ancien secrétaire général du parti laisse perplexé. Nul ne conteste que la situation est grave, que tout se défait, et en un sens, que tout va mal, très mal : si les Soviétiques ne l'éprouvaient pas suffisamment dans leur existence quotidienne, il leur aurait suffi pour s'en convaincre de regarder le journal de la chaîne centrale de la télévision, mardi soir précisément. Le rouble qui s'effondre, les vols qui se généralisent, y compris dans les trains de marchandises, les voyages à l'étranger qui risquent d'être totalement impossibles aux Soviétiques, Aeroflot étant à court de devises, et l'une des seules consolations - le sport - elle aussi menacée. Bref, tout ce qu'il faut pour illustrer le discours présidentiel.

Comme

un refrain usé

Et pour autant, ce discours « réliste » paraissait curieusement détaché de la réalité du jour, ou plutôt son auteur, une fois de plus, semblait en retard sur l'événement, et l'impact de cette dramatique intervention risquait d'être, à nouveau, plus grand à l'étranger qu'à l'intérieur de l'ex-URSS. « Le tableau apocalyptique dressé par M. Gorbatchev n'a pas fait grande impression sur les élus », écrit mercredi la

Pravda, devenue, il est vrai, un organe d'opposition.

Est-ce parce que l'indépendance de l'Ukraine consacre une situation apparemment sans retour que les paroles de M. Gorbatchev sonnent comme un refrain usé, tout comme les propos de son entourage ? Mardi, le porte-parole présidentiel, M. Andreï Gratchev, a une fois de plus fait valoir que le choix fait par les Ukrainiens ne signifiait en aucune manière un refus de l'Union, et que, d'ailleurs, il restait bien assez de temps pour signer le traité d'ici à la fin de l'année. Les « hommes du président », et le président lui-même sont-ils donc sourds, ou veulent-ils l'être, à tout ce qui se dit à Kiev, et à ce qu'a explicitement répété M. Leonid Kravtchouk lui-même au lendemain de son élection : « L'Ukraine ne signera pas le traité de l'Union » ?

S'il fallait chercher une nouveauté dans les propos du porte-parole, on la trouverait dans une réponse un peu agacée à la question d'un journaliste : non, l'adresse de M. Gorbatchev ne doit pas être interprétée comme « une menace de démission » au cas où le projet de traité serait repoussé. M. Gorbatchev avait pourtant maintes fois averti, ces derniers mois, qu'il ne serait pas l'homme

qui présiderait à la désintégration du pays. C'est pourtant bien ce qu'il est à présent, et quels que soient ses efforts pour empêcher la « catastrophe », les tentatives de rapprochement se font de plus en plus en dehors de lui. D'abord sous la forme de traités bilatéraux entre les Républiques, et aussi de rencontres dictées par des affinités

régionales, ou même ethniques : ainsi les présidents de la Russie, de l'Ukraine et de la Biélorussie, ont-ils décidé de se rencontrer à Minsk, vendredi 6 décembre, dans ce qui apparaît dès à présent comme une sorte de « sommet des Républiques slaves ».

JAN KRAUZE

M. Bush a félicité le président de l'Ukraine

Le président George Bush a été, mardi 3 décembre, le premier dirigeant occidental à téléphoner au président ukrainien Léonide Kravtchouk pour le féliciter de son élection, mais son porte-parole Martin Fitzwater a rappelé qu'il ne reconnaissait pas l'indépendance ukrainienne avant la visite de M. James Baker ce mois-ci à Kiev.

Emboitant le pas à la Pologne, au Canada et à la Russie, la Hongrie, qui se félicitait déjà du traitement réservé à la minorité hongroise en Ukraine, a reconnu son indépendance, en signant mardi un protocole établissant des relations diplomatiques. Elle devient le premier Etat à ouvrir une ambassade

à Kiev, mot désormais inscrit sur la bannière qui arborait son consulat. La Roumanie, en revanche, a demandé mardi « l'ouverture de négociations avec Kiev concernant les anciens territoires roumains intégrés dans l'Ukraine en 1939 (...) auxquelles la Moldavie devra sans doute participer », tout en annonçant sa « disponibilité à établir des relations diplomatiques » avec l'Ukraine.

Bonn a de son côté annoncé l'envoi, dès mercredi, d'un émissaire en Ukraine, alors que le Quai d'Orsay rappelait que « le contact avec les autorités ukrainiennes existe et se poursuivra ». (Reuter, AP.)

La guerre en Croatie

Le ministre fédéral de la défense appelle à la création rapide d'une mini-Yougoslavie

La marine yougoslave a levé, mardi 3 décembre, le blocus des ports croates de la côte dalmate, mais s'est réservé le droit de fouiller tout navire s'approchant ou sortant de Dubrovnik, d'où le navire-hôpital français la Rance a évacué une centaine de réfugiés.

BELGRADE

de notre correspondante

L'armée fédérale a atteint ses objectifs en Croatie et il est grand temps de former une mini-Yougoslavie avec les peuples qui aspirent à vivre ensemble, pour le ministre yougoslave de la défense, le général Veljko Kadijevic, l'armée a rempli sa mission en « défendant ce qu'elle devait défendre ». Dans un entretien publié, mercredi 4 décembre, par l'hebdomadaire de l'armée *Narodna Armija*, le général Kadijevic, qui s'était entretenu, lundi, avec l'envoyé spécial de l'ONU, M. Cyrus Vance, des possibilités de déploiement de « casques bleus », affirme que l'armée n'a pas voulu cette guerre, mais qu'elle lui a été imposée, car, dit-il, « nous devons empêcher l'irruption du fascisme et le renouvellement du génocide contre le peuple serbe ». L'armée, selon le général Kadijevic, avait le devoir de venir en aide à tous ceux qui n'acceptent pas « la séparation et la vie commune ». Les militaires ont, dans cette guerre, accompli victorieusement leur tâche « en créant les conditions nécessaires » à un règlement pacifique et politique du conflit.

M. Cyrus Vance à Osijek

Toutefois, a ajouté le ministre, si les forces croates « ne veulent pas entendre raison » et refusaient notamment de lever le blocus des casernes fédérales en Croatie, « l'armée yougoslave les anéantira, quelle que soit la réaction de leurs amis étrangers ».

« L'armée yougoslave aspire au rétablissement de la paix (...) et c'est pourquoi elle respectera l'accord de cessez-le-feu signé récemment à Genève », a déclaré le général Kadijevic, ajoutant que l'armée n'a pas l'intention de conquérir les territoires croates. Cependant, précise-t-il, « elle a des plans très précis et suffisamment de force et de moyens pour libérer les garnisons fédérales assiégées si l'accord sur la levée du blocus des casernes et sur l'évacuation des troupes fédérales avec leurs armements n'était pas respecté par l'armée croate ». Puis il a ajouté qu'il « avait bien fait comprendre à tout le monde que rien ne pouvait empêcher l'armée yougoslave d'uti-

liser tous les moyens dont elle dispose pour libérer ses casernes bloquées ».

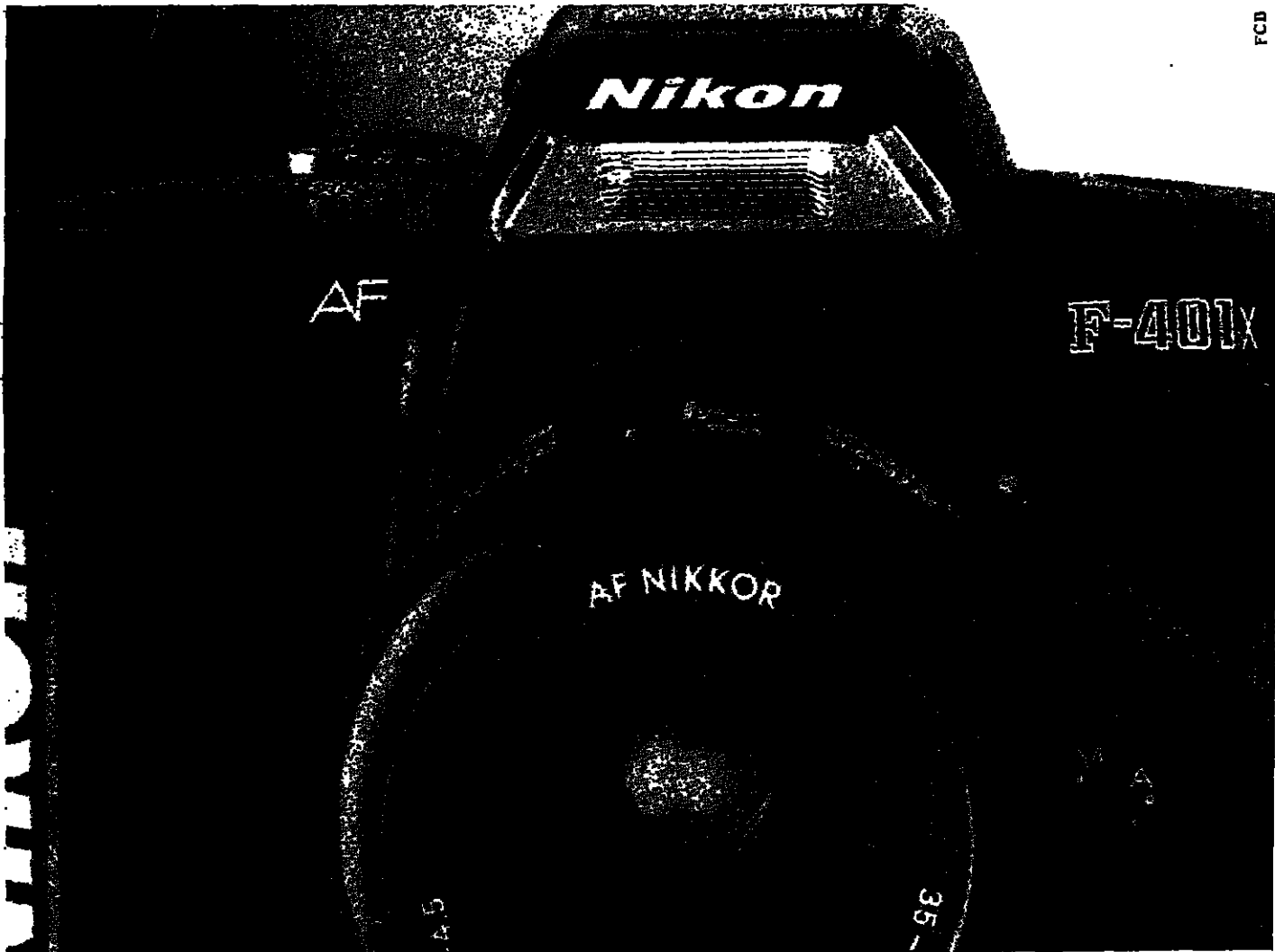
Les principales difficultés rencontrées par l'armée-yougoslave dans cette guerre sont, selon le ministre de la défense, le mauvais fonctionnement des instances fédérales, les problèmes de mobilisation et les pressions négatives de la communauté internationale, « fortement influencée par l'Allemagne ». Le général Kadijevic mentionne, en fin de liste, les moyens militaires de l'armée croate.

Constatant que le démantèlement de la Yougoslavie était inéluctable puisqu'il a été engendré par la Constitution de 1974 (encore en vigueur aujourd'hui), M. Kadijevic estime que « c'est une erreur de penser que l'armée fédérale aurait pu empêcher cette désintégration ». Il considère, en effet, que personne ne doit être retenu contre sa volonté en Yougoslavie, mais que l'on ne peut pas non plus contester aux peuples qui le désirent le droit de continuer à vivre ensemble dans un Etat yougoslave. C'est pourquoi le général Kadijevic aspire à la constitution, au plus vite, d'une nouvelle Yougoslavie, en rappelant que l'étranger ne doit pas décider de l'avenir des peuples yougoslaves - une allusion au plan de la conférence de paix de La Haye préconisant la transformation de la Yougoslavie en une alliance souple de Républiques souveraines. Ce projet a été condamné par la Serbie et les autorités militaires yougoslaves, qui ont estimé qu'il « sapait définitivement la Yougoslavie ».

La nouvelle Yougoslavie que préconise le général Kadijevic et qui a été approuvée par la présidence yougoslave (restreinte à la Serbie et au Monténégro) devrait englober les Républiques qui désirent y participer ainsi que « les régions autonomes serbes » de Croatie et de Bosnie-Herzégovine. Si la présidence s'est engagée, le 22 octobre dernier, à mettre en œuvre le plus rapidement possible un processus permettant la formation de cette mini-Yougoslavie, le général Kadijevic déclare ne pas être satisfait de la manière et de la vitesse avec lesquelles cette instance a agi.

De son côté, M. Vance s'est rendu mardi à Osijek, le chef-lieu de la Slavonie (province orientale de la Croatie), pour évaluer les chances d'entrée en vigueur de la quatorzième trêve, toutes les précédentes ayant été constamment bafouées dans cette région. Après s'être entretenu avec les militaires puis avec des représentants croates, l'ancien secrétaire d'Etat américain a relevé les contradictions entre ce que lui ont dit les premiers et ce qu'il a pu constater sur place.

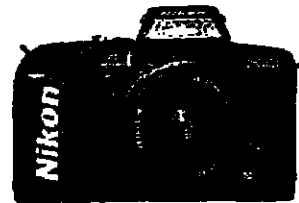
FLORENCE HARTMANN



Nouveau Nikon F-401x.

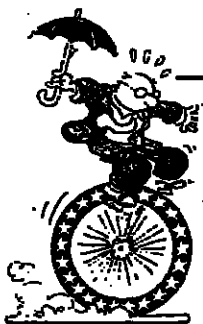
Quand on s'y connaît en photo on choisit un Nikon, quand on n'y connaît rien aussi, d'ailleurs.

Ceux qui s'y connaissent en photo seront heureux d'apprendre que le nouveau Nikon F-401x a intégré les technologies qui ont fait le succès des boîtiers professionnels Nikon. La mesure matricielle, par exemple, analyse la lumière et le contraste de l'image, et détermine la meilleure exposition selon 25 programmes établis à partir de l'observation de 100 000 cas de photos. Ceux qui n'y connaissent rien seront encore plus heureux d'apprendre que tout cela se passe en une fraction de seconde dans l'ordinateur du F-401x, simplement en effleurant le déclencheur. Ils pourront dès lors se consacrer entièrement à la composition de leur image, sans se soucier de la technique. Prix indicatif sans objectif, moins de 2 900 F.



Nikon

Documentation complète disponible en écrivant à Nikon France S.A. 101, rue du Marché Bailly 94504 Champigny/Marne Cedex



Le conseil européen de Maastricht, les 9 et 10 décembre prochains, ne s'apparentera en rien, — qui en doutait ? — à une promenade de santé. En dépit des déclarations optimistes des participants, les deux ultimes journées de préparation, qui ont réuni lundi 2 et mardi 3 décembre, à Bruxelles, d'une part les ministres des affaires étrangères, d'autre part leurs collègues des finances, n'ont permis, sur les points les plus essentiels, de rapprocher les positions. Par ailleurs, il semble acquis que la notion de « fédéralisme », tant redoutée par la Grande-Bretagne, ait été définitivement « gommée » du projet de traité.

BRUXELLES

(Communautés européennes)
de notre correspondant

La politique étrangère et de sécurité commune (PESC) d'inspiration de plus en plus comme le sujet-phare de la rencontre de Maastricht des 9 et 10 décembre. C'est à l'aune des résultats acquis dans ce domaine à la fois nouveau et sensible de l'activité communautaire, que sera jugé le prochain conseil européen. En réalité, sur ce terrain très politique, la parole est aux chefs d'Etat et de gouvernement qui se retrouvent avec le président de la Commission de Bruxelles, aux Pays-Bas.

Le côté « psychodrame » du débat européen l'exige, et il était illusoire d'attendre des progrès décisifs à cinq jours d'un rendez-vous que tout le monde se plaît à qualifier d'« historique ». Sur la politique étrangère com-

mune, ça ne va pas, a commenté, de manière lapidaire, le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, sans qu'on sache, il est vrai, si le scepticisme ainsi exprimé tenait à sa perception de l'écart subsistant entre les positions ou bien, davantage, au peu de sympathie qu'il éprouve pour les solutions qui, à ce stade, semblent se dessiner. Mécontent de formules, qui, sur les points les plus sensibles, sont sur la table, M. Delors semble placer ses espoirs dans la capacité d'analyse et de réaction de M. Mitterrand qu'il rencontrera d'ailleurs jeudi 5 décembre.

En matière de politique étrangère et de sécurité, la principale divergence qui sépare le Royaume-Uni de la grande majorité des autres Etats membres concerne la portée et la qualité des actions communes susceptibles d'être entreprises par les Douze. A partir de quel stade des

décisions pourront-elles être arrêtées à la majorité qualifiée? Les Britanniques jusqu'ici refusent tout simplement l'idée de majorité qualifiée, l'assimilant, en ce domaine à un insupportable transfert de souveraineté.

La tâche du conseil européen sera de trouver une formule de compromis. Les Français, très soucieux d'avoir un accord, tout en affirmant leur « vigilance », donnent l'impression de contenir leurs ambitions. « L'important, expliquent-ils, c'est d'amorcer une pratique. Nous n'avons pas de raison de ne pas faciliter la tâche à John Major, même si, bien sûr, il y a un niveau au-dessous duquel on ne descendra pas ».

C'est là une prudence que M. Delors semble trouver excessive, car risquant de rendre passablement dérisoires les décisions qui seront prises à l'avenir. « Il se pose effectivement un problème d'appréciation tactique par rapport à ce que peuvent accepter les Anglais », note un de ses collaborateurs, ajoutant, plein d'espoir : « Mais François Mitterrand est assez résolu ». Il n'y a pas d'accord non plus sur ce que compte entreprendre la Communauté en matière de défense.

Eviter les états d'âme

S'agissant de l'union économique et monétaire (UEM), le terrain a été bien dégagé et il ne reste pour les chefs d'Etat et de gouvernement que deux questions politiques à traiter : d'une part les modalités d'application de la clause d'exemption (ou opting out) conçue afin de permettre au Royaume-Uni de signer le traité sans s'engager encore définitivement vis-à-vis de la monnaie unique, d'autre part les modalités de passage de la deuxième à la troisième étape de l'UEM.

Et encore, dans ces deux cas, les divergences qui subsistent ne portent pas sur les aspects principaux de la question. Une majorité d'Etats membres, en particulier la France, ont le souci de traverser des décisions qui garantiront le caractère irréversible de l'engagement à souscrire à Maastricht, et prémisses l'UEM contre les états d'âme ou hésitations qui pourraient assaillir tel ou tel gouvernement en cours de route.

Des divergences importantes subsistent également, surtout avec les Britanniques, à propos de l'extension des compétences de la Communauté. Londres continue à émettre avec détermination l'idée que des dispositions concernant la politique sociale puissent être arrêtées au niveau communautaire et, a fortiori, à la majorité qualifiée.

PHILIPPE LEMAÎTRE

MICHEL BOLE-RICHARD

Elu par l'Assemblée générale des Nations unies

M. Boutros-Ghali succède officiellement à M. Perez de Cuellar

NEW-YORK
(Nations unies)

de notre correspondant

Suivant les recommandations formulées à la fin de novembre par le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale des Nations unies a élu mardi 3 décembre, par acclamations, M. Boutros Boutros-Ghali, vice-premier ministre égyptien, au poste de secrétaire général de l'ONU pour un mandat de cinq ans qui commencera le 1^{er} janvier prochain, succédant ainsi à M. Javier Perez de Cuellar.

Dans une brève intervention, M. Boutros-Ghali, sixième secré-

taire général de l'ONU, a mentionné les trois points principaux que la communauté internationale doit, selon lui, aborder : le maintien de la paix et de la sécurité internationales, les moyens de réduire l'écart entre les pays prospères du Nord et les pays pauvres du Sud, en fin, la désignation d'hommes et de femmes possédant « les plus hautes qualités de travail de compétence et d'intégrité » à la tête de l'Organisation.

Il s'est également prononcé en faveur de la démocratie, mais aussi du développement. « Il ne faut pas que nous fassions de la démocratie un filtre magique qui va guérir tous les maux », a-t-il souligné, estimant

qu'elle ne doit pas dégénérer en conflits inter-ethniques ou tribaux et « il ne faut pas que l'action des Nations unies devienne un instrument d'ingérence dans les affaires internes des Etats membres ».

L'éclat de cette cérémonie a été en partie terni par un mini scandale mettant en cause un haut fonctionnaire appartenant à l'entourage direct de M. Boutros-Ghali et révélé le matin même par la presse new-yorkaise. Selon la police, une femme de chambre appartenant à un grand hôtel de la ville proche des Nations unies, a déposé le 2 décembre une plainte pour agression sexuelle, auprès du commissariat du 17^e arrondisse-

ment de New-York, contre une personne qui, de même source, serait le chef de cabinet du vice-premier ministre égyptien. La mission égyptienne a refusé de commenter ces informations, mais, à Washington, le département d'Etat, qui a d'abord tenté de minimiser l'affaire auprès de la police new-yorkaise, s'est ensuite déclaré « très préoccupé ». On apprendrait dans la soirée qu'en dépit des injonctions des autorités fédérales lui demandant de cesser aux Etats-Unis tant que l'enquête n'aurait pas été menée à terme, l'intéressé avait quitté le territoire américain.

SERGE MARTI

CORRESPONDANCE

La situation des chrétiens en Egypte

A la suite de l'article de Jean-Pierre Péroncel-Hugos sur l'élection de M. Boutros Boutros-Ghali comme secrétaire général des Nations unies (le Monde du 23 novembre), nous avons reçu la lettre suivante de M. Chérif El Shoubashy, directeur du bureau parisien du quotidien caïroite Al-Ahram :

L'article que vous avez consacré à l'élection de M. Boutros Boutros-Ghali au poste de secrétaire général des Nations unies a profondément choqué les Egyptiens qui l'ont lu.

L'article évoque le statut de « protection-assujettissement » infligé aux coptes d'Egypte et s'élève sur le sort de M. Boutros-Ghali que sa religion chrétienne aurait empêché d'être

numéro un de la diplomatie égyptienne ou même ambassadeur à Paris (le premier ambassadeur égyptien nommé au lendemain de la révolution du 23 juillet 1952 était copte).

Cet article mérite deux remarques succinctes :

1) M. Boutros-Ghali, qui fut un éminent collègue à Al-Ahram jusqu'en 1977, n'a pas accédé à ce haut poste international en adressant un courrier personnel à l'attention de l'Organisation des Nations unies. En réalité, c'est le gouvernement égyptien qui a proposé sa candidature à ce poste, et la diplomatie égyptienne a été totalement mobilisée au cours des quatre derniers mois pour assurer l'élection de M. Boutros-Ghali. Le

Quai d'Orsay et les plus hauts responsables de France le savent.

2) Près de 5 millions et demi de coptes ont en Egypte un vice-premier ministre, un ministre, plusieurs ambassadeurs, généraux d'armée et de police et d'autres encore par la France, où vivent près de 2 millions de Français musulmans, n'a encore honoré aucun d'eux d'un poste supérieur au sein de l'Etat.

M. Boutros-Ghali est un ministre influent et membre du cabinet égyptien depuis quatorze ans sans discontinuer. Je vous avoue que beaucoup aimeraient subir une telle « persécution ».

[Nous n'avons pas écrit que la diplomatie égyptienne se « était mobilisée en faveur de M. Boutros-Ghali à l'ONU et

que nous n'avons pas parlé de « persécution » à propos des coptes. Nous avons seulement constaté qu'en Egypte, sans coptes à moins de droits qu'en Allemagne, Adly Abdouh les traitent sublimement à Paris en 1952, non pas de fait des « officiers libres » mais de la régence du roi Fouad II. « Le mouvement tendant à écarter les chrétiens a pris un grand essor dans l'appareil gouvernemental depuis 1953 », écrit en 1979 dans un rapport à Sadat sur les coptes M. Mikrit Boutros-Ghali, cousin de Mikrit. Quant aux musulmans français, ils sont présents dans la haute administration. Dès 1956 Abdelkader Benboukhatit fit partie du gouvernement Mitterrand et de Giscard et fut élu en 1959 la première musulmane ministre, M^{me} Nedjem St-Cern. Plus la récente promotion de M. Boutros-Ghali ne peut prouver que la valeur d'un homme ne se juge pas à sa religion. — J.-P. H.]

DIPLOMATIE

Les ultimes réunions avant le sommet de Maastricht

Les désaccords sur la politique étrangère et de sécurité restent entiers

L'Allemagne européenne en question

Un échec de Maastricht donnerait des arguments aux partisans d'une politique nationale conforme à la puissance de la nouvelle RFA

par Daniel Vernet

François Mitterrand et Helmut Kohl sont d'accord : un échec à Maastricht serait une catastrophe. Tout sera donc fait pour l'éviter ou le camoufler. Les deux hommes n'ont pas nécessairement les mêmes raisons de poursuivre le même objectif, mais les meilleurs accords internationaux ne se font-ils pas entre les arbitres-pensées ?

Le chancelier était pressé : par conviction personnelle, autant que par intérêt politique, il aurait aimé que l'unification européenne soit concomitante de l'unité allemande — le président de la République qu'elle la précède, — mais l'Histoire a tranché autrement. Les Allemands se sont retrouvés dans un seul Etat avant que le processus d'intégration européenne ait atteint le point de non-retour.

Les héritiers de Konrad Adenauer

Helmut Kohl sait que, pour les Allemands de sa génération, la dualité unité allemande-unification européenne ne pose pas de problème. Dans leur grande majorité, ils ont choisi, selon l'expression de Thomas Mann, « une Allemagne européenne » et non « une Europe allemande ». En ce sens, ils sont les dignes héritiers de Konrad Adenauer, le chancelier rhénan, qui, après 1949, fit de l'ancrage à l'Ouest de la République fédérale la pierre angulaire de sa politique et sacrifia l'unité à la liberté.

Pour une Allemagne où l'expérience démocratique avait été brève et décevante — pendant la République de Weimar — le choix de l'Occident ne se limitait pas à une assurance militaire contre l'URSS ou à la participation à un grand marché. Il signifiait aussi l'adoption des principes de l'Etat de droit, qui n'avaient guère été à l'honneur sous l'Empire bismarckien et qui avaient été foulés au pied par le national-socialisme. Il était la condition de la respectabilité.

En politique extérieure, ce choix avait un autre sens : il exprimait la rupture totale avec la stratégie suivie par l'Allemagne en Europe en tant que puissance centrale, intermédiaire entre deux mondes, s'appuyant tantôt sur l'Ouest, tantôt sur l'Est, au gré de ses intérêts du moment, pour asseoir son hégémonie sur une partie du continent. Si les historiens allemands s'accordent à penser que Bismarck était suffisamment subtil pour jongler avec plusieurs boules, ses successeurs n'eurent pas la même habileté, et le jeu s'est terminé en catastrophe par deux fois en moins d'un demi-siècle.

Avec la division de l'ancien Reich et la coupure de l'Europe, la tentation de la politique de la bascule ne pouvait plus exister ; l'Allemagne avait perdu cette position centrale pour devenir partie intégrante du camp occidental et pays de front dans la confrontation avec le bloc communiste. L'Ostpolitik menée par Willy Brandt à partir de 1966 n'a fondamentalement rien changé à cette situation, car, contrairement à ce qu'on espérait à un moment les Soviétiques, ce n'est qu'étroitement liée à l'OTAN et à la Communauté européenne que la RFA a pu améliorer ses rapports avec les Etats alors socialistes.

Le défi auquel est confrontée la politique allemande depuis 1989 est de résister aux lois de la géopolitique, qui menacent le nouveau de l'emporter. Avec la réunification et la fin de la division de l'Europe, l'Allemagne ne retrouve-t-elle pas cette position centrale où peuvent s'épe-

nour sa puissance économique comme son poids politique ? Défaite, divisée, amputée, elle a vécu avec une souveraineté limitée quatre décennies durant, pendant lesquelles l'Europe s'est substituée à la nation et l'enthousiasme communautaire au patriotisme. Unifiée, ne remettra-t-elle pas au premier plan ses intérêts nationaux, pas nécessairement compatibles avec les limites étroites de l'Europe des Douze ?

Deux conceptions de l'intérêt national

Deux conceptions, en fait, s'opposent. La première est celle d'une Allemagne européenne, ayant échappé à la « malédiction de la géographie » et ayant déjà dépassé la phase « nationale » pour en avoir fait un mauvais usage pendant les courtes périodes où elle l'a connue ; une Allemagne qui est prête à assumer ses responsabilités de grand pays européen à l'intérieur de la Communauté. La seconde est celle d'une Allemagne qui, justement parce qu'elle est désormais démocratique et réfractaire à toutes velléités expansionnistes, devrait défendre avant tout ses intérêts particuliers et ne pas refuser, par « provincialisme » trévis, le fardeau d'une puissance économique et politique ; bref, de se comporter en Etat « normal ».

Ces deux conceptions ne s'expriment pas encore ouvertement dans les milieux politiques, mais elles alimentent les discussions entre historiens et publicistes. Elles ne séparent pas la gauche et la droite, l'opposition social-démocrate et la coalition gouvernementale libérale-chrétienne-démocrate. Des membres éminents du SPD appellent à soutenir la stratégie européenne d'Helmut Kohl, tandis que des amis politiques du chancelier s'interrogent publiquement sur les concessions que Bonn consent sur l'autel de Bruxelles.

La fracture passe au travers de toutes les formations, et elle deviendrait un thème électoral si l'intégration européenne se révélait une impasse ; les déceptions risquent d'être d'autant plus dangereuses que les attentes sont grandes. Un échec patent à Maastricht apporterait des arguments aux Allemands, qui critiquent l'impuissance de la Communauté, son absence dans la guerre du Golfe, ses hésitations dans la crise yougoslave, son incapacité à soulager le fardeau allemand pour l'aide aux Républiques soviétiques ou à s'entendre sur une politique commune de l'immigration.

Helmut Kohl l'a bien compris, qui veut, pour utiliser les métaphores populaires qu'il cultive, « mettre l'Europe sur les rails afin que personne ne puisse changer la direction de la locomotive ». La vitesse est une autre affaire. Il n'a pas eu beaucoup de mal à faire partager sa conviction à François Mitterrand, qui préfère une Allemagne insérée dans la construction européenne à une Allemagne se comportant en électron libre. Ce n'est pas le moindre enjeu du prochain sommet ; il dépasse de beaucoup, pour tous les Européens, à l'Ouest comme à l'Est, les querelles de clocher.

M. Helmut Kohl pour un processus d'unification « irréversible ». — Avant de partir, mardi 3 décembre, avec M. François Mitterrand, dans le cadre de la préparation du sommet de Maastricht, le chancelier allemand, M. Helmut Kohl, a prononcé un discours à BIEC, dans lequel il s'est prononcé pour une unification européenne « irréversible ».

PROTE
Les Israéliens maintiennent leur politique de

PROCHE-ORIENT

Refusant de reprendre le 4 décembre les pourparlers de paix à Washington

Les Israéliens maintiennent pour quelques jours leur politique de la « chaise vide »

Les différentes délégations arabes étaient à Washington, mercredi 4 décembre, pour la reprise des pourparlers de paix avec les Israéliens, mais ceux-ci étaient absents. Après avoir hésité et envisagé d'envoyer dans un premier temps une représentation « subalterne », le gouvernement de Jérusalem s'en est finalement tenu à sa décision de ne recommencer la discussion que le 9 décembre.

WASHINGTON

de notre correspondant

Les délégations arabes attendront, au moins quelques jours. Si, par leur absence au rendez-vous du mercredi 4 décembre à Washington, les Israéliens ont voulu pousser les Arabes « à la faute », c'est-à-dire à rompre, faute d'interlocuteurs, les pourparlers engagés il y a un mois à Madrid, c'est apparemment raté.

Les trois délégations arabes — palestino-jordanienne, syrienne et libanaise — invitées par les Etats-Unis à reprendre les pourparlers dans la capitale fédérale étaient mardi à pied d'œuvre. Elles entendaient se rendre, mercredi 4, à 10 heures, dans les trois locaux du département d'Etat mis à la disposition des négociateurs. Ces locaux devaient rester disponibles le temps qu'il faudrait, et à ce point la plupart des déclarations des intéressés, les délégations arabes entendaient attendre à Washington que leurs interlocuteurs israéliens veulent bien se présenter. Comme ces derniers ont assuré qu'ils ne se rendraient pas à Washington avant le 9 décembre, la tactique suivie par les délégations arabes semblait être

de rester pour montrer du doigt la « chaise vide » de leurs interlocuteurs et remporter une victoire de relations publiques. L'ambassadeur israélien à Washington, M. Zalman Shoval, en convenait volontiers : « Le 4, il ne se passera rien à Washington, car aucun Israélien ne sera à la table de négociation, a-t-il déclaré ; nous aurons peut-être un petit problème de relations publiques mais la vie continuera après. » Et, si les Arabes décident d'attendre suffisamment longtemps, les négociations pourraient commencer la semaine prochaine, mais pas forcément le 9.

L'occasion était trop belle pour les Palestiniens, qui ne se sont pas privés de souligner qu'ils venaient, eux, « dans un esprit sérieux », prêts à discuter tout de suite et à faire preuve de souplesse tant l'enjeu — la paix au Proche-Orient — est important. « Nous allons attendre à Washington » (les Israéliens), déclarait le chef de la délégation palestinienne, le docteur Haidar Abdel Chafi. « Les Palestiniens ont la réputation d'être patients », disait M. Hassan Achrouf, porte-parole de la délégation, qui ajoutait, toutefois, que leur patience aurait « des limites » — menace voilée. Le chef de la délégation jordanienne, M. Abdel Salam Majali, se déclarait disposé à attendre « un délai raisonnable ». Mardi soir à Washington, le sentiment dominant était que Syriens et Libanais feraient de même.

Devant l'incapacité des protagonistes à convenir entre eux d'une date et d'un lieu, les Etats-Unis (avec l'accord de l'URSS) ont invité Arabes et Israéliens à se retrouver le 4 décembre à Washington. Les Israéliens ont dit « non » et fait savoir qu'ils ne viendraient que le 9. Ils accusent les Arabes de refuser toute communi-

cation directe avec eux. Ils accusent les Etats-Unis de les avoir mis devant un fait accompli et de l'avoir fait de manière d'autant plus brutale et discutable que le premier ministre Izchak Shamir était à Washington au moment où les invitations ont été envoyées (il y a deux semaines). Plus sérieusement, leur manifestation de mauvaise humeur est la marque d'une méfiance croissante à l'égard de l'administration américaine.

Ne heurter aucun des protagonistes

Parce qu'ils veulent privilégier le face-à-face direct avec les Arabes, les Israéliens se défont de toute intervention américaine dans la négociation. Leur raisonnement est le suivant : si les Etats-Unis interviennent sur une question de date, ils le feront ultérieurement sur des problèmes de fond — sous-entendu : pas dans un sens favorable à l'Etat hébreu. L'éditorialiste du Washington Post avait beau jeu de rappeler récemment que, sans l'intervention active des Etats-Unis, la conférence de Madrid — ce tête-à-tête avec les Arabes rêvé par les Israéliens — n'aurait jamais eu lieu. Mais M. Shamir s'est fait entendre. Soucieux de rassurer quelque peu les Israéliens, le département d'Etat a multiplié, mardi, les gestes de bonne volonté à leur égard. Il n'y aura pas de caméra, à l'intérieur des locaux désignés, pour filmer « la chaise vide israélienne », a indiqué la porte-parole du département d'Etat, M. Margaret Spence. Il y aura, bien sûr, trois locaux différents, comme le veulent les Israéliens, mais dans un seul bâtiment — pour donner satisfaction aux Syriens, qui privilégient l'unité de lieu afin de favoriser l'unité dans les rangs arabes (ce qui tend à prouver qu'elle ne va pas de

soi). M. Tutwiler a aussi rappelé que les Etats-Unis s'étaient engagés à obtenir des Nations unies qu'elles annulent la résolution de l'Assemblée générale assimilant le sionisme au racisme.

Enfin, la porte-parole a donné une date — 28 janvier — et un lieu — Moscou — pour une réunion ministérielle préparatoire de la troisième phase du processus de Madrid, celle à laquelle l'Etat hébreu tient tout particulièrement : une conférence « multilatérale », rassemblant le plus grand nombre de pays du Proche-Orient, pour débattre de sujets régionaux comme le désarmement, l'eau, l'environnement etc. En revanche, les Etats-Unis se sont refusés à donner la moindre garantie sur une autre des revendications israéliennes : le déplacement des conversations bilatérales, d'ici deux à trois semaines, de Washington à Chypre.

A. Fr.

L'annonce de la libération du dernier otage américain au Liban

Terry Anderson était détenu depuis 6 ans et 9 mois

Le dernier otage américain au Liban, Terry Anderson, devait être libéré, mercredi 4 décembre. Chef du bureau régional du Proche-Orient pour l'agence Associated Press (AP), il était, avec six ans et neuf mois de captivité, le « doyen » des otages occidentaux.

L'ex-otage américain Alann Steen, libéré, mardi 3 décembre, après cinq ans de détention au Liban, avait rejoint, quelques heures plus tard, à l'hôpital américain de Wiesbaden, en Allemagne, son compatriote Joseph Cicippio, relâché la veille. Ce dernier a confié aux médecins que sa captivité avait été ponctuée de bastonnades et de mauvais traitements qui lui ont laissé des séquelles.

Depuis le début de la médiation de l'ONU, au mois d'août, neuf otages occidentaux ont ainsi été relâchés. Restent incarcérés deux Allemands, Heinrich Struebig et Thomas Kemper, enlevés en mai 1989 alors qu'ils travaillaient pour une organisation humanitaire. Le dernier à figurer sur la liste des détenus est un homme d'affaires italien, Alberto Molinari, généralement tenu pour mort.

Les deux Allemands seront relâchés après la libération du dernier otage américain, contre l'engagement des frères Mohammad et Abbas Hamadé, deux chiites libanais, emprisonnés pour terrorisme en Allemagne, a-t-on appris, mardi, de sources concordantes à Beyrouth. Le chancelier Helmut Kohl s'est saisi de ce dossier et devait présider, mercredi, une réunion de crise à laquelle étaient conviés les ministres des affaires étrangères et de la justice. — (AFP, Reuters).

■ SYRIE : le président Assad présidera avec 99,98 % des voix. — Le président syrien Hafez el-Assad a été réélu, lundi 2 décembre, pour un quatrième septennat avec 99,98 % des voix, a annoncé mardi le ministère de l'Intérieur. Le chef de l'Etat syrien, âgé de soixante et un ans, au pouvoir depuis 1970, était le seul candidat. Selon le ministre de l'Intérieur, M. Harba, 6727992 des 6786193 électeurs inscrits ont pris part au scrutin, 396 ont voté « non », 6726843 ont voté « oui » et il y a eu 753 bulletins nuls. — (Reuters).

Téhéran, point de départ et d'arrivée

Suite de la première page

Cinq ans et deux mois plus tard, le 16 mars 1985, le chef du bureau de l'agence Associated Press au Proche-Orient, Terry Anderson, est enlevé à Beyrouth. D'autres Occidentaux connaîtront le même sort ainsi que des milliers de Libanais, mais pour des raisons différentes. Entre les deux prises d'otage, il y a une continuité. Le pays a changé, le décor aussi. Mais la même haine de l'Amérique anime les groupes de chiites libanais pro-iraniens, guidés et financés par Téhéran, qui jouent les ravisseurs. Les circonstances politiques sont différentes : l'Iran et la Syrie veulent alors obliger les Etats-Unis à cesser leur aide à l'Irak, contrôler l'évolution de la crise libanaise, ou autre chose encore.

La haine du « Grand Satan »

Mais les preneurs d'otages obéissent bien à l'Iran — ou du moins à certaines factions au pouvoir à Téhéran — et la volonté d'humilier les Etats-Unis et à travers eux, l'Occident en général, est là. Les otages ne sont pas seulement capturés et détenus ; ils sont isolés, entravés, tabassés. Joseph Cicippio a été battu jusqu'à en perdre conscience, enchaîné deux hivers sur un balcon, en plein air. Cela ne relève pas de la « simple » prise d'otage aux seuls fins de chantage politique ou économique. C'est cette même haine du « Grand Satan » occidental, le désir d'assouvir une vengeance. Les prises d'otages prolongent les manifestations de Téhéran.

Plus de dix ans ont passé et, comme par hasard, c'est précisément au moment où le régime iranien cherche à sortir de son statut de paria de la communauté internationale, à solliciter la collaboration de l'Occident au terme d'un épais cycle révolutionnaire, que l'affaire des otages trouve son dénouement. Il fallait bien revenir au point de départ : Téhéran.

Certes, les preneurs d'otages — tous plus ou moins dans la mouvance du Hezbollah, le parti de Dieu — ont acquis une incontestable autonomie par rapport aux mollats de Téhéran. Les chiites radicaux font assurément partie de la réalité libanaise ; ils existent indépendamment des acteurs de la scène politique iranienne. Il n'empêche : lors-

que le régime de Téhéran a décidé que la détention des otages « ne payait plus », il lui a peut-être fallu « tordre le bras » aux ravisseurs, leur donner des garanties et sans doute atténuer un peu plus qu'il ne le souhaitait. Mais il a finalement eu gain de cause.

D'autres facteurs ont joué. La Syrie, elle aussi, entend se rapprocher des Etats-Unis et a obtenu satisfaction en consolidant son protectorat sur le Liban. Pour Damas aussi, la détention des otages « ne payait plus ». Souvent maîtres du terrain au Liban, les Syriens n'ignoraient sans doute rien des prises d'otages — disent les analystes américains — quand ils ne les ont pas inspirées ou facilitées. Leur collaboration était aussi nécessaire pour obtenir la libération des otages. Enfin, ni la Syrie ni l'Iran ne pouvaient plus compter sur le parrainage de l'autre super-puissance, l'URSS, aux prises avec sa propre révolution pour compenser dans la région une influence américaine grandissante depuis la guerre du Golfe.

Le temps était mûr pour cette médiation réussie de l'ONU. Amorcée en août, elle a notamment permis au gouvernement américain d'assurer qu'il ne négocierait pas avec les preneurs d'otages. Elle a représenté un mécanisme de pourparlers indirects entre toutes les parties intéressées. Même si les Etats-Unis affirment qu'il ne faut y voir « aucun lien », la presse américaine a relevé que les dernières libérations d'otages ont eu lieu au moment où un début de règlement était en cours dans le lourd contentieux financier entre Washington et Téhéran, qui porte sur plusieurs milliards de dollars.

L'affaire, qui a été portée devant un tribunal d'arbitrage à La Haye, remonte justement à la prise d'otages à l'ambassade américaine à Téhéran : en représailles, les Etats-Unis avaient saisi les avoirs iraniens sur leur territoire et placé sous embargo certaines livraisons d'armes déjà payées par l'Iran. C'est sur ce dernier point qu'un accord scellait le point d'être conduit : Washington verserait 278 millions de dollars de compensation à Téhéran. Certains y voient déjà l'amorce d'un début de normalisation entre les deux pays.

L'embargo commercial est toujours en place et les relations diplomatiques incertaines depuis 1979.

Le président George Bush a toujours dit qu'il ne saurait y avoir de changement dans les rapports avec l'Iran tant qu'un seul Américain serait encore captif à Beyrouth. La normalisation pourrait prendre du temps. Hormis l'affaire des otages, les Etats-Unis reprochent à Téhéran de continuer à patronner des opérations terroristes — comme le récent assassinat de Chapour Bakhtiar à Paris — et de vouloir se doter d'un potentiel nucléaire militaire.

En voulant clandestinement contourner l'embargo, au milieu des années 80, la Maison Blanche avait provoqué le fiasco connu sous le nom d'« Iran-Contra ». Il s'agissait en théorie de vendre des armes à l'Iran pour tenter d'obtenir la libération des otages et de se servir des fonds ainsi illégalement obtenus pour contourner une autre réglementation en armant la guérilla des contras nicaraguayens en lutte contre le régime sandiniste de Managua. Le deuxième mandat du président Reagan fut d'ailleurs d'obtenir la libération des otages de Téhéran par cette affaire que certains n'hésitent pas à qualifier de plus grave encore que ne le fut celle du Watergate. La prise d'otages à Téhéran avait ébranlé la présidence de M. Carter, la prise d'otages à Beyrouth aura, elle, assombré celle de Ronald Reagan.

La « surprise d'octobre »


Eg-ce la fin ? Pas tout à fait. Le dossier ne sera clos que lorsqu'une réponse aura été donnée au dernier épisode — ce n'est pas encore un scandale washingtonien — né de l'affaire des otages. Cette « surprise d'octobre », cette « surprise d'octobre » repose sur un livre du même nom, dû à M. Gary Sick, un ancien et fort brillant conseiller de la Maison Blanche, spécialiste des questions iraniennes.

M. Sick laisse entendre que certains conseillers de Ronald Reagan auraient contacté, en octobre 1980, pendant la campagne contre Jimmy Carter, des responsables iraniens et négocié pour empêcher que la libération des otages de Téhéran ait lieu avant le résultat de l'élection présidentielle et puisse ainsi profiter à M. Carter. Toutes les personnes citées ont catégoriquement nié, sans avoir été contredites.

« L'histoire de la « surprise d'octobre », si elle n'est pas prouvée, n'est pas révélateur non plus », commentait, cette semaine, le New York Times. Une commission du Congrès est saisie de l'affaire. Il faudra attendre ses conclusions pour clore définitivement le dossier des otages.

ALAIN FRACHON

JACQUES ATTALI



I492

Fayard

384 p.
120 F

L'intérêt de "I492" est tout entier dans ce romanesque conceptuel qui permet à l'écrivain de réinventer l'histoire et de faire de cette année, certes cruciale, une manière de personnage tout à la fois nécessaire et monstrueux dans lequel se nouent, lâches ou serrés, tous les fils de cette crise qui annonce un nouveau monde: celui dans lequel nous vivons encore.

Pierre Lepape, *Le Monde*

"I492" est un bel ouvrage clair, riche, ardent comme si, se faisant cette fois historien, Jacques Attali écrivait sous le regard de Fernand Braudel. Ouvrage provocant aussi.

Françoise Giroud, *Le Journal du Dimanche*

Le P.D.G. de la BERD, en étudiant le dossier de l'an 1492, repense le monde d'aujourd'hui.

Serge Raffy, *Le Nouvel Observateur*

L'Histoire

chez

FAYARD

POLITIQUE

L'indemnisation des transfusés victimes du sida

Les députés socialistes refusent le prélèvement sur les assurances

L'Assemblée nationale doit examiner, lundi 9 décembre, le projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social, qui contient les mesures d'indemnisation des victimes de la transfusion sanguine. Le groupe socialiste, réuni mercredi 4 décembre, a refusé à l'unanimité le système de prélèvement sur les assurances proposé par le gouvernement. L'opposition et le PC sont également hostiles à ce mode de financement.

M. Alain Madelin, vice-président de l'UDF, en est convaincu : la contamination par le virus du sida à la suite d'une transfusion sanguine a frappé l'esprit du public « plus fort » encore que l'amnistie. « Parce que ça touche la vie des gens ». Il l'a répété, mardi 3 décembre, devant le bureau du groupe UDF de l'Assemblée nationale : pas question, pour l'opposition, d'être absente de la polémique que le financement de

l'indemnisation des victimes suscite dans l'opinion publique. Après M. Gérard Longuet, président du Parti républicain, qui avait estimé que l'indemnisation des victimes de transfusion devait être financée par des privatisations, M. Madelin a souligné devant le groupe que l'Etat doit assumer pleinement sa responsabilité et trouver des ressources financières dans « la réduction de son train de vie ». Le vice-président de l'UDF a même évoqué son intention de réclamer la diminution « des frais de réception de M. Laurent Fabius à l'hôtel de Lassay ».

Face à des députés UDF qui revenaient de leur circonscription sensibilisés aux critiques vigoureuses entendues sur le financement de l'indemnisation par l'assurance, M. Madelin n'a pas eu de mal à défendre l'idée de déposer une motion de censure. Il a proposé que le groupe UDF en prenne l'initiative, sans attendre un éventuel engagement de la responsabilité du gouvernement sur ce texte.

Les députés centristes rejoignent leurs collègues de l'UDF en réclamant « le report des dépenses somptuaires » de l'Etat telles celles engagées pour la Bibliothèque de France, et en estimant, comme M. Jacques Barrot, président du groupe UDC, qu'il y a eu faute dans l'appareil d'Etat. Résolument hostile au système de prélèvement sur les assurances, M. Barrot a indiqué que « même une augmentation de la contribution sociale généralisée serait préférable ». La polémique engagée par l'UDF et l'UDC semble recevoir un accueil plus réservé au sein du groupe RPR, dont les députés ont à peine abordé le sujet au cours de leur réunion de groupe, mardi.

Le communiqué de l'intergroupe de l'opposition traduit cette prudence en ne faisant pas référence aux dépôts d'une motion de censure. Il souligne, toutefois, que « l'indemnisation des victimes ne peut être considérée comme une mesure diverse parmi les autres » et que l'inscription de ces dispositions, « au détour d'une simple lettre rectificative », apparaît à l'en-

semble de l'opposition « immorale et indécente ». Les trois groupes RPR, UDF et UDC renouvellent leur demande d'inscription d'un « projet de loi à part entière, portant la fois sur la responsabilité de l'Etat et sur les voies et moyens les plus appropriés de l'indemnisation ».

Le président du groupe communiste, M. André Lajoinie, s'est déclaré lui aussi opposé à un financement par les assurances qui s'apparente, selon lui, à une « poll tax » (1). Quant aux socialistes, réunis mercredi 4 décembre, ils ont été unanimes à condamner ce mode de financement. « Ce système nous apparaît particulièrement mauvais », déclare M. Jean Le Garrec, porte-parole du groupe. Il nous semble raisonnable de faire face à cette indemnisation dans les moyens normaux qui sont ceux de l'Etat, c'est-à-dire le budget. »

PASCALE ROBERT-DIARD

(1) Impôt par tête, envisagé en Grande-Bretagne par M. Thatcher et retiré, devant l'hostilité de l'opinion publique, par son successeur, M. Major.

Les députés assouplissent le régime d'interdiction bancaire applicable aux auteurs de chèques sans provision

Les députés ont adopté en première lecture, mardi 3 décembre, le projet de loi relatif à la sécurité des chèques et des cartes de paiement. Le PS et le RPR ont voté pour, l'UDF et l'UDC se sont abstenus, les communistes ont voté contre. Ce texte, présenté par le ministre délégué à la justice, M. Michel Sapin, avait déjà été adopté, le 22 octobre, par le Sénat, dans une version légèrement amendée. La nouvelle version assouplit les mesures d'interdiction bancaire frappant les contrevenants.

Ce projet de loi était attendu avec impatience par les commerçants, et notamment les pompistes, régulièrement victimes d'émissions de chèques sans provision. Si soixante-trois mille condamnations ont été prononcées en 1990, le dispositif actuel, issu de la loi du 3 janvier 1975, est en effet généralement considéré comme inefficace. « La procédure actuelle n'est pas satisfaisante », souligne M. Sapin. L'institution judiciaire mobilise dans ce secteur de nombreuses énergies mais ne traite finale-

ment qu'un pourcentage très réduit d'imposés, tandis que les victimes ne sont pas indemnisées ».

Le texte gouvernemental se veut donc à la fois plus dissuasif et mieux ciblé. Toute personne qui aura émis un chèque sans provision sera, dès le départ, frappée d'interdiction bancaire, sanction qui s'applique à l'ensemble de ses comptes. La Banque de France est habilitée, à cette fin, à détecter les titulaires de plusieurs comptes. Dès qu'un incident de paiement lui est signalé, elle peut transmettre le nom du délinquant à toutes les banques où celui-ci détient un compte.

Le projet prévoit un régime de sanctions variables. L'interdiction bancaire est levée pour les « étourdis » dès lors qu'ils se rachèteraient de leur négligence passagère en réglant le chèque impayé dans un délai de quinze jours. Passé ce délai, l'« étourdi » devient suspect et se voit alors imposer le versement d'une pénalité libératoire de 120 francs par tranche de 1 000 francs. La même mesure vaut pour le contrevenant qui avait déjà fait dans les douze mois précédents.

Dans le même temps, le gouvernement a souhaité mieux cibler la panoplie de sanctions afin de ne pas ajouter à l'engorgement des tribunaux. M. Sapin a ainsi retenu la

formule de la « déqualification » de la simple émission de chèques sans provision. Il s'agit désormais de confier le contentieux des interdictions et des pénalités au juge civil, tandis que les cas les plus graves – tels que la violation d'interdiction ou l'escroquerie caractérisée – seront l'objet de sanctions pénales.

Parce qu'ils savaient ce texte attendu dans le monde commerçant, les députés de l'opposition n'ont pas cherché à le combattre. Ils se sont contentés de regretter la « déqualification » annoncée par M. Sapin. « L'abandon de la mesure immédiate de sanction pénale risque d'encourager les citoyens indisciplinés », a averti M. Michel Jacquemin (UDC, Doubs) tandis que M. Jean-Pierre Philibert (UDF, Loire), jugeant qu'il n'est pas cohérent de ne vouloir condamner pénalement que les délits qualifiés d'escroquerie, a proposé « une incrimination spéciale pour les récidivistes ». M. Jean-Louis Debât (RPR, Eure) a abondé en ce sens en qualifiant de « dérisoire » la pénalité de 120 francs par tranche de 1 000 francs. A l'autre bout de l'échiquier, M. Roger Gouhier (PC, Seine-Saint-Denis) a soutenu la position symétriquement inverse en dénonçant un texte « répressif » ne prenant pas suffisamment en compte « les difficultés des familles ».

FRÉDÉRIC BOBIN

RECTIFICATIF. – Le projet de livre II de code pénal en deuxième lecture à l'Assemblée nationale dans la nuit du 2 au 3 décembre, n'a pas été adopté à main levée, comme nous l'avons indiqué par erreur dans nos éditions du 4 décembre, mais au scrutin public.

Au Sénat

L'opposition met en cause la loi Falloux sur l'enseignement privé

Les sénateurs ont repoussé, mercredi 4 décembre, les crédits de l'éducation nationale. Seul le groupe socialiste a voté « pour ». La loi Falloux, qui régit les rapports entre les collectivités locales et l'enseignement privé, a été, de nouveau, mise en cause.

Les sénateurs, abordant mardi soir le budget de l'éducation nationale, n'ont été convaincus ni par le montant des crédits du ministère de M. Lionel Jospin (262,5 milliards de francs), ni par leur rang (le premier budget de l'Etat), ni par leur progression (5,7 %). Ils n'ont pas ménagé leurs critiques, singulièrement à l'encontre des instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) créés à la place des écoles normales.

Comme leurs collègues députés (le Monde daté 10-11 novembre), les sénateurs de l'UDF et du RPR se sont égarés de l'évocation de certaines activités prêtées aux étudiants des IUFM (la collection de pâte à crêpes ou la pratique de danses bulgares) illustrant à leurs yeux « ce désastre pédagogique ». M. Jospin s'en est irrité. « On ne peut pas se tenir à cette caricature sans rapport avec les faits », a-t-il protesté. Le ministre a conseillé aux sénateurs de se rendre au plus vite dans un IUFM pour « voir la réalité ». « Si vous y constatez des dysfonctionnements, vous n'aurez qu'à me les signaler », a-t-il ajouté.

GILLES PARIS

Au comité central du PCF

M. Marchais refuse un débat sur l'Europe et resserre le bureau politique autour de lui

Les débats à huis clos du comité central du PCF, réunis les 3 et 4 décembre pour préparer les élections cantonales et régionales, ont donné lieu, mardi 3 décembre, à une nouvelle controverse entre la direction du parti et ses contestataires, après que le bureau politique ait refusé, lundi, d'inscrire à son ordre du jour « la question de l'Europe à la veille du sommet de Maastricht », comme le souhaitait le chef de file de la section économique, M. Philippe Herzog. C'est également en vain que M. Anicet La Pors a réclamé l'ouverture d'une discussion sur d'éventuelles réformes des institutions de la V^e République et sur l'immigration. L'annonce de deux changements d'affectation au sein du bureau politique doit prochainement confirmer le resserrement de l'état-major du PCF autour de M. Georges Marchais avec la désignation de M. Pierre Zarka pour « secondariser » M. Roland Leroy à la tête du secteur presse et le choix de M. Francis Wurtz pour prendre en charge les affaires internationales, en remplacement de M. Maxime Gremetz qui sera désormais responsable de l'organisation du parti.

Décidément, les communistes français débattent plus facilement entre eux à Saint-Chély d'Apcher, aux Sables-d'Olonne ou à Vierzon qu'à la place du Colonel-Fabien. Ce décalage entre la volonté rénovatrice d'ouverture et de dialogue affichée à l'extérieur, depuis deux mois, dans ses nombreux débats locaux, par la direction du PCF et ses vieilles pratiques internes de verrouillage a pris, mardi 3 décembre, un tour caricatural.

Le chef de file des économistes du PCF, M. Philippe Herzog, jugeait opportun, à la veille du sommet de Maastricht, que le « parlement » de son parti débâte des projets de traités tendant à accélérer l'union politique et monétaire de l'Europe des Douze. M. Anicet La Pors s'est levé pour souligner que cette demande lui paraissait légitime compte tenu de l'actualité et pour souhaiter, personnellement, que le comité central discute aussi des projets mitterrandiens tendant à réviser la Constitution de la V^e République et de la question de l'immigration, rendue encore plus lourde par les dernières propositions du Front national. Ni l'un ni l'autre n'ont obtenu satisfaction. M. Georges Marchais leur a répondu que, pour l'essentiel, ces sujets avaient déjà été traités par le dernier congrès, l'an passé, et qu'il ne voyait aucun inconvénient à ce que le comité central en reparte, mais une autre fois... L'ordre du jour arrêté la veille par le bureau politique a été approuvé à l'unanimité des membres présents moins les sept abstentions de MM. Charles Fiterman, Jean-Michel Cathala, Guy Hermier, Herzog, Le Pors, Bernard Marx et Lucien Séve.

« Faire l'autruche »

Le maire de Montigny-Lès-Corbeilles (Val-d'Oise), M. Robert Hue, membre du bureau politique chargé des collectivités territoriales, a donc pu, comme prévu, expliquer tranquillement qu'« une remontée électorale des communistes apparaît possible », aux prochaines élections, parce que « le rejet des Français et des Français est de plus en plus criant face à un pouvoir qui persiste à vouloir faire appliquer sa politique », parce qu'« on ne peut pas éternellement gouverner sur la base du mépris, de l'autoritarisme, de la magouille et des coups politiques », parce que « les hommes politiques qui ont conduit des millions d'hommes et de femmes » à « l'abstention protestataire » portent « la terrible responsabilité d'un recul évident de la démocratie », parce que surtout, désormais, les militants communistes sont porteurs d'une « façon radicalement neuve de faire de la politique », que leur « démarche démocratique » répond « au besoin gestionnaire d'une société moderne » et qu'ils vont assurément convaincre les électeurs que « voter communiste sera un moyen de protester contre la politique politicienne, de mettre les pieds dans le plat et faire du neuf ». « Soyons clairs : au-delà des mois il y a les actes », a lancé M. Hue pour résumer la quintessence de son rapport, c'est là que nous allons

Les sénateurs rejettent le budget des anciens combattants. – La droite sénatoriale et le groupe communiste ont rejeté, mardi 3 décembre, les crédits du ministère des anciens combattants, présenté par M. Louis Mexandeau. Seul le groupe socialiste a voté « pour ». Le Sénat a adopté, en revanche, un article rattaché à ce budget, qui institue un fonds de solidarité pour les anciens combattants d'Afrique du Nord âgés de plus de cinquante-sept ans.

ALAIN ROLLAT

faire la différence. On est autrement lorsqu'on se comporte autrement. » M. Herzog, qui en avait prévenu M. Marchais, a alors manifesté sa propre différence en rendant publique l'« adresse aux communistes » qu'il avait préparée pour la circonstance.

Il y a regretté la « carence d'initiatives politiques » de la direction de son parti dans l'approche des problèmes européens en lui reprochant de « faire l'autruche », de « se contenter de crier », d'alimenter ainsi « les risques de repli nationaliste » cultivés par l'extrême droite, et de rater surtout l'occasion d'apparaître vraiment autrement au moment où le sommet de Maastricht commande, au contraire, de relever « le défi de l'Europe sociale » et de profiter de « ces circonstances historiques » pour militer en faveur de « l'union des peuples européens » et de « nouvelles solidarités » entre la communauté de l'Ouest et les pays de l'Est.

M. Le Pors a enfoncé le clou en s'étonnant que le comité central ne soit pas informé de ce que M. Marchais se proposait de dire au président de la République, quelques heures plus tard, à l'Élysée, pour résumer la position du PCF avant la réunion de Maastricht. Il y a vu une nouvelle raison de réitérer ses critiques sur le fonctionnement du « parlement » du parti.

Le chef de file des « refondateurs », M. Fiterman, a préféré se taire. Il avait devancé le cours des choses en publiant, la semaine dernière, avec ses amis, un nouveau manifeste intitulé *Urgence de faire* (le Monde du 28 novembre), dans lequel tout était déjà dit sur l'obligation qui s'imposait nécessairement aux communistes français, s'ils veulent sérieusement devenir crédibles, de « rompre jusqu'au bout avec la vieille conception selon laquelle le parti joue un rôle d'avant-garde en instituant l'état-major des masses », ce qui implique d'en finir, selon l'ancien ministre des transports, avec un type de fonctionnement interne aboutissant aujourd'hui à « cliver le parti en tendances de fait, l'une omnipotente, l'autre paralysée ».

Dans ce document, qui va être publié sous la forme d'une brochure, les « refondateurs » soupçonnaient aussi la direction du parti de préparer certains ravalements de façade dans la composition du bureau politique et ils mettaient en garde contre le fait que « le remplacement des individus peut être » tantôt « symbole et moteur d'un vrai renouvellement politique », tantôt « faire partie de ces changements que l'on consent... pour que tout reste en l'état ». Ils ont eu confirmation, mardi, que M. Georges Marchais s'apprête à resserer le carré de ses proches. Le secrétaire général veut en effet confier à M. Pierre Zarka, l'ancien secrétaire général du Mouvement de la jeunesse communiste de France, chargé jusqu'à présent de l'« organisation » du parti, le soin de prendre la relève de M. Roland Leroy – de plus en plus en délicatesse à la fois avec sa santé et avec celle de l'Humanité – à la tête de l'ensemble du secteur presse, et à M. Francis Wurtz, son ancien secrétaire particulier, en charge des « luttes pour les droits et les libertés », la responsabilité de succéder à M. Maxime Gremetz – quelque peu « démodé » et voué désormais à l'« organisation » – à la conduite des affaires internationales. Ils en ont tiré la conclusion que leurs soupçons étaient justifiés.

Dans « le Monde diplomatique » de décembre

Montée des haines et des extrémismes

Un électeur flamand sur cinq a voté pour l'extrême droite en Belgique ; en France, M. Le Pen a rendu public un programme xénophobe ; aux Etats-Unis, M. David Duke, ancien dignitaire du Ku Klux Klan, candidat au poste de gouverneur de Louisiane, a froissé les 40 % de voix. Loin d'être un feu de paille, écrit Claude Julien, cette exaltation de la haine se nourrit d'une crise économique, financière, culturelle et morale qui affecte aussi bien l'Occident que les anciens pays de l'Est. Dans le Monde diplomatique de décembre, Ignacio Ramonet, Thierry Malinziak, Jean-Marie Chauvier, Jean-Jacques Marie et Jacques Decormy examinent cette montée des nationalismes qui affecte la Yougoslavie comme l'Espagne, l'Ukraine comme la Hongrie, l'Europe, en mal de projet, peut-elle offrir une solution à des citoyens désespérés ? se demande Bernard Césari.

On lira, d'autre part, une série d'articles sur le modèle de développement dominant. Ignacy Sachs s'interroge sur la manière de concilier écologie et prospérité tandis que Jean Chesneaux dénonce le triomphalisme européen à l'occasion du cinquantième anniversaire de la « découverte » de l'Amérique. Bernard Edelman montre comment le profit a transformé l'être humain en matière rentable.

Jacques Robin plaide pour de nouveaux modes d'intervention des citoyens ; Alain Bellier décrit « la riposte des exilés » ; et John Berger explique pourquoi il faut oser « regarder le malheur en face ». Norman Birnbaum, enfin, expose les raisons de la désaffection des Américains à l'égard des partis.

Le monde arabe n'est pas à l'abri des crises. A la veille des élections du 28 décembre, Ignacio Ramonet évoque les chances de l'Algérie d'éviter le chaos. Mohamed Sid Ahmed, René Dumont et Thierry A. Brun expliquent le nouvel ordre au Proche-Orient à l'heure de la reprise des négociations de paix et pensent que se poursuit le blocus contre la population de l'Irak.

Dans ce même numéro, Maurice Lamotte raconte le chagrin et l'effroi au Guatemala, Françoise Barthélemy analyse le « grand virage » du Venezuela, A. Dastarac et M. Levant décrivent la politique régionale du Pakistan. Bernard Césari montre comment l'Ouganda a commencé à envoyer son déclin, et Pierre Gaudibert examine la condition de l'artiste en Afrique noire.

Egalement au sommaire, un conte de Noël de Maurice Pons, l'Œil du chat.

► En vente chez tous les marchands de journaux. 18 F.

la question du monde plus les socialistes

LA CHINE DES QUATRE SAISONS

POUR C'EST ENCORE PLUS BON EN CHINE

6800 F

LES 10 PLUS BEAUX SITES DU MONDE

LA ROUTE DU GRAND TOUR D'EUROPE

LES CASSE DE LA ROUTE DE LA SÉRIE D'AMÉRIQUE

Un seul pays... dans les yeux

POLITIQUE

La préparation du congrès extraordinaire du PS

La question du mode de scrutin mobilise plus les socialistes que leur « projet »

La direction du Parti socialiste se réunit en séminaire, jeudi 5 décembre, pour préparer le congrès extraordinaire destiné à adopter, à la fin de la semaine prochaine, le nouveau « projet » du parti. L'ordre du jour de cette réunion ne comporte pas la réforme du mode de scrutin pour les élections législatives, mais ce sujet, s'il a disparu de leur calendrier, occupe toujours les pensées des socialistes.

Empêtré dans l'imbroglio du mode de scrutin, M. Pierre Mauroy avait annoncé, à la dernière réunion du bureau exécutif, que cette affaire était renvoyée au-delà du congrès extraordinaire du 13 au 15 décembre (*Le Monde* du 29 novembre). Le premier secrétaire tente de remettre en

marche la machinerie du « projet », celle du « congrès idéologique » qu'il avait été le premier à souhaiter, il y a trois ans, et qui devait permettre le rassemblement des socialistes autour d'une doctrine renouvelée, adaptée à leur pratique du pouvoir. Il est bien tard, alors que la mobilisation des militants dans cette discussion paraît faible — de l'ordre du quart des effectifs actuels du parti, évalués à quelque cent vingt mille adhérents (soit une chute d'un tiers par rapport à l'an dernier) — pour ramener une flamme qui ne s'est jamais vraiment allumée.

Le document préparé par M. Michel Charzat avait été adopté par le comité directeur le 12 octobre. Depuis lors, les dirigeants du PS ne se sont guère mis en peine de susciter l'intérêt des militants, de mener le débat sur les « options » ouvertes au vote ou sur les « contre-projets »

déposés par les minoritaires. Si M. Charzat a pu se féliciter de rencontrer, localement, des assemblées de militants relativement nombreuses et attentives (à Limoges ou à Brest, par exemple), certains autres responsables qui se sont déplacés font état de réunions squelettiques. M. Jean Poperen, élu d'idéologie, a préféré carrément organiser ses propres manifestations autour de la revue *Vu de gauche*, hors du PS et de toute référence au « projet ». Les rocardiens, qui avaient envisagé de saisir de cette occasion pour mener une offensive sur quelques thèmes fétiches de leur courant, ont fait porter leur effort sur l'autre terrain qui leur était offert, celui de l'éventuelle réforme du mode de scrutin.

Désaccord chez les fabusiens

Assurant ce rôle de promoteurs principaux, sinon uniques, du « projet », M. Charzat et ses amis d'Esplanade socialiste lancent, pour le congrès extraordinaire, un appel « pour un Parti socialiste renouvelé et rénové », dont une des clés leur paraît être la réforme des statuts. Cette préoccupation a peu de chance, cependant, de l'emporter, dans l'esprit des responsables socialistes, sur celle de la réforme électorale, qui alimente les

spéculations. M. Gérard Gouzes, rocardien, président de la commission des lois de l'Assemblée nationale et auteur d'une proposition de loi tendant à faire élire une soixantaine de députés au scrutin proportionnel, assure que toute réforme est remise « aux calendes grecques ». Dans un entretien publié mercredi par *Sud-Ouest*, il ajoute que « beaucoup de députés socialistes seraient prêts » à voter la censure si on leur proposait un mode de scrutin à dominante proportionnelle.

Si M. Christian Piarret, fabusien, partage le sentiment de M. Gouzes, M. Jean Auroux, président du groupe socialiste de l'Assemblée et, lui aussi, fabusien, a déclaré, mardi, qu'un projet de réforme sera examiné avant les élections régionales et cantonales de mars prochain, au cours d'une session extraordinaire. Les partisans de M. Laurent Fabius sont divisés sur ce sujet, et plusieurs d'entre eux ont demandé à le rencontrer, mercredi, pour lui exprimer leur hostilité au front commun qu'il a constitué avec M. Michel Rocard contre la proportionnelle. Le « projet » aura, décidément, bien du mal à obtenir la présidence.

PATRICK JARREAU

Au Parlement européen

M. Galland succède à M. Giscard d'Estaing à la présidence du groupe libéral

M. Yves Galland, président du Parti radical, a été élu, mercredi 4 décembre, président du groupe libéral au Parlement européen. Il succède à M. Giscard d'Estaing, qui ne se représentait pas. Soucieux d'asseoir sa stratégie de recentrage, le président de l'UDF devrait prochainement rallier à Strasbourg le groupe PPE (démocrate-chrétien).

Depuis les élections européennes de juin 1989 qui ont marqué son retour par la grande porte sur la scène politique française, M. Giscard d'Estaing n'a jamais manqué d'habileté pour se servir de l'Europe tout en la servant. Une campagne présidentielle française peut aussi se préparer à Bruxelles et à Strasbourg. Député européen assidu, assumant pleinement sa charge de président du groupe libéral, M. Giscard d'Estaing a donné le sentiment de s'engager sans retenue sur le grand chantier de l'Europe. Mais, ayant abandonné toute prétention à la présidence du Parlement européen, M. Giscard d'Estaing est désormais décidé à quitter son exil de Strasbourg pour retrouver un siège à Paris. Contrairement à la rumeur répandue par son entourage voisin auvergnat, M. Michel Charasse, le Sénat ne l'attire point. Il attendra tout simplement les prochaines élections législatives pour récupérer son mandat de député du Puy-de-Dôme.

Rapprochement avec la CDU

D'ici là, l'ancien président de la République compte utilement employer son temps à compléter sur place le dispositif de recentrage qu'il a mis en place à partir du conseil national de l'UDF, tenu à Paris les 9 et 10 novembre. Le 15 novembre, il annonçait sa décision de ne pas garder la présidence du groupe libéral du Parlement de Strasbourg, selon lui trop astreignant. Arguant de la réalité, l'irritation de certains membres de son groupe — les Portugais principalement — était telle après ses écrits sur l'immigration dans le *Figaro-Magazine*, qu'il était plus sage pour lui de démissionner avant d'être démis.

Bien que M. Yves Galland se soit engagé aussitôt après son élection à tout faire pour l'en dissuader, M. Giscard d'Estaing devrait quitter avant la fin de l'année le groupe libéral (49 députés) pour le groupe démocrate-chrétien du PPE (121 membres).

M^{me} Simone Veil n'ayant nullement l'intention d'imiter l'ancien président de la République, quatre autres élus français devraient dans l'immédiat le suivre : MM. Alain Lamassoure, Claude Malhuret, Charles Baur et Robert Hersant. Voilà plus d'un an que M. Giscard d'Estaing frappait à la porte des démocrates-chrétiens européens. Mais ses ambitions d'abord pour la présidence du Parlement européen faisaient peur. On pouvait croire aussi que son dérapage d'octobre sur l'immigration lui ôterait définitivement toute possibilité de mouvement.

Deux mois auront suffi pour faire oublier tout cela. Ces derniers temps, M. Giscard d'Estaing s'est beaucoup démené pour renouer des liens passablement distendus avec la CDU allemande. Avec d'autant plus d'insistance que M. Jacques Chirac s'est depuis un an beaucoup rapproché d'elle... Le CDS de M. Méhaignerie a eu aussi son mot à dire. Les négociations ont eu lieu par l'entremise de M^{me} Nicole Fontaine, vice-présidente de ce parti et vice-présidente du Parlement européen. M. Giscard d'Estaing s'est engagé, en contrepartie, à préserver l'autonomie du groupe UDC de l'Assemblée nationale.

L'adhésion de M. Giscard d'Estaing comporte pour lui plusieurs avantages. Elle lui confère le label démocrate-chrétien, plus porteur à ses yeux que l'étiquette libérale. Elle le rapproche de la CDU, qui a peine à oublier son amitié de jadis avec M. Helmut Schmidt. Et elle devrait lui permettre enfin de travailler plus efficacement au regroupement des forces politiques du centre et du centre droit qu'il réclame en France et que M. Helmut Kohl espère en Europe. La prochaine étape de cette stratégie devrait être l'armistice de l'UDF, absente en tant que telle de la scène européenne, à l'influence internationale démocrate-chrétienne.

DANIEL CARTON

LA CHINE DES QUATRE SAISONS

UNE SEMAINE A PEKIN POUR 5 800 F

PEKIN, C'EST ENCORE PLUS BEAU EN HIVER

Noël à Pékin : découvrez le cœur culturel de la Chine sous une lumière intense que seul l'hiver peut vous offrir.

Une semaine à Pékin, du 20 au 27 décembre 91, hôtel "International", classe supérieure, en centre ville, petit déjeuner compris, vol direct sur Air China. **5800 F**

6800 F Une semaine à Pékin et Xian, du 20 au 27 décembre 91, hôtel "International", classe supérieure, en centre ville, petit déjeuner compris, vol direct sur Air China.

TOUTE LA CHINE !

LES 10 PLUS BEAUX SITES AU PRINTEMPS

Les paysages chinois sont encore plus doux au printemps, les promenades plus exquises dans les jardins dont l'ordonnance exprime si bien le raffinement d'une civilisation.

En 25 jours, découvrez les dix sites sélectionnés par les Chinois eux-mêmes comme les plus beaux. Ce voyage très complet sillonne les anciennes capitales impériales et les paysages les plus prestigieux, au cours, notamment, d'une croisière sur le Yangzi.

25 jours au départ de Paris : à partir de **22450 F**

L'ITINÉRAIRE LE PLUS ORIGINAL !

LA ROUTE DU GRAND TIBET EN ÉTÉ

C'est en été que l'on peut traverser plus aisément les vastes terres himalayennes, rencontrer sur le Toit du Monde les pèlerins et les nomades à cheval. Cet itinéraire de 24 jours vous offre un panorama complet des différentes civilisations tibétaines en Chine et au Tibet.

24 jours au départ de Paris : à partir de **25960 F**

L'ITINÉRAIRE LE PLUS COMPLET !

LES OASIS DE LA ROUTE DE LA SOIE EN AUTOMNE

De Pékin à Kashgar, empruntez la Route de la Soie sur les pas des marchands chinois, persans, grecs et des pèlerins bouddhistes. Un itinéraire passionnant parcourt cette route millénaire d'échanges culturels et philosophiques et de populations nomades attachées à leur identité.

22 jours au départ de Paris : à partir de **22270 F**



VOYAGEURS EN CHINE

45, rue Ste Anne - 75001 Paris - tél : (1) 42 61 60 26

Un seul pays, tous les voyages.

Coupon à retourner à l'adresse ci-dessus.

Je désire recevoir :

☐ Brochure Chine 92 ☐ Le programme des activités culturelles de Voyageurs en Chine

NOM Prénom

Adresse Tél.

Livres anciens sur les

PROVINCES DE FRANCE

Catalogues par Provinces
Librairie GUÉNÉGAUD
10, rue de l'Odéon
75006 Paris
Tél. : 43-26-07-91



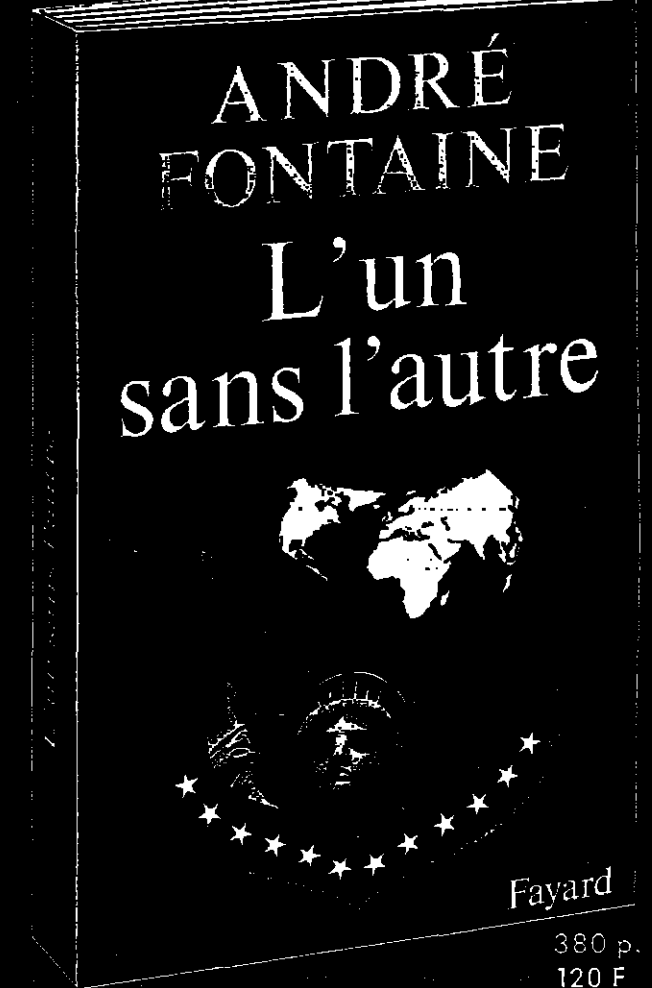
Préparation à
SCIENCES PO PARIS - PROVINCE
Sessions complètes de janvier à juin : cours du soir et du jour de journeaux avec stages intensifs d'été.

SUCCÈS CONFIRMÉS

45 85 59 35 - 42 24 10 72 -

LA CONFÉRENCE L'ÉPÉRIENCE

ANDRÉ FONTAINE



Une fois de plus, j'admire André Fontaine d'avoir, à chaud, réussi une vigoureuse synthèse sur l'état du monde.

Jean-Baptiste Duroselle, *Le Monde* de l'histoire

On peut gratter : c'est du solide.

Stéphane Denis, *L'Événement du Jeudi*

Fascinante revue du monde écrite de cette plume alerte bien connue des fidèles lecteurs d'André Fontaine, qui sait rendre intelligible une époque si compliquée.

Jean-Philippe Coudron, *La Vie*

La période ouverte par la chute du communisme est à ce point grosse de changements que fixer ses lignes de forces tient de l'impossible pari. C'est pourtant à saisir l'insaisissable que nous convie André Fontaine. *L'un sans l'autre* est avant tout la fresque vivante, minutieuse et tenace d'une actualité à nulle autre pareille.

Jean-François Poncet, *Le Figaro*

FAYARD

POLITIQUE

Les ressources des partis

M. Boyon (RPR) regrette que la loi ignore le financement de la vie politique locale

Si les lois de 1988 et de 1990 sur le financement des partis n'ont pas mis fin aux « pratiques occultes », comme l'a révélé le rapport de la commission d'enquête parlementaire (le Monde du 22 novembre), elles n'en ont pas moins conduit les formations politiques à modifier leurs méthodes. Après avoir décrit les nouveaux modes de financement du PS et du CDS (le Monde des 28 septembre et 18 octobre), nous présentons ici ceux du RPR. Son trésorier, M. Jacques Boyon, regrette que la législation en vigueur ignore les besoins de la vie politique locale.

Comme tous les autres partis, le RPR a pris les dispositions nécessaires pour mettre ses finances en conformité avec la nouvelle législation concernant le financement des formations politiques. Son trésorier national, M. Jacques Boyon, député de l'Ain et conseiller maître à la Cour des comptes, se félicite que « les partis puissent maintenant se financer de façon tout à fait légale et transparente ». Il assure que les financements qui se pratiquaient dans le vide législatif et qui, de ce fait, apparaissaient tout à fait illégaux « ont complètement disparu ».

Trésorier du RPR depuis deux

ans, M. Boyon a créé une association nationale de financement, qu'il préside et qui est chargée de recueillir, auprès des particuliers et surtout auprès des entreprises, les fonds que ceux-ci veulent bien offrir pour aider le mouvement de M. Chirac. Contre un reçu grâce auquel ces dons peuvent figurer en comptabilité, les entreprises ont la possibilité d'accorder des sommes qui ne dépassent pas 500 000 francs par raison sociale et par an. Il constate que ce sont les entreprises du bâtiment et des travaux publics qui sont les moins réticentes à se soumettre à ces formalités. Il note, en revanche, une certaine hésitation de la part des sociétés où les syndicats et les comités d'entreprise sont puissants, car ceux-ci exercent une pression sur les directions pour qu'elles diversifient leurs dons politiques.

Au niveau des fédérations, qui, au RPR, bénéficient d'une large autonomie de gestion, une soixantaine d'associations départementales de financement ont été créées. Celles-ci s'adressent essentiellement aux entreprises locales, car une même entreprise ne peut pas aider à la fois l'association nationale et les diverses associations départementales d'un même parti politique. Les ressources des associations départementales de financement sont très inégales en fonction de la situation économique et industrielle du département. On se doute ainsi que la fédération RPR des Hauts-

de-Seine est mieux financée que celle de la Lozère. Les versements faits à l'association nationale se sont élevés, en 1990, à 7 038 527 francs, auxquels il faut ajouter une faible contribution venant des associations départementales reversés à la comptabilité générale du RPR, d'un montant de 402 600 francs.

Parmi les autres recettes du RPR, figure la part de cotisation des adhérents qui revient au centre national. Sur les 200 francs de cotisation annuelle, la fédération départementale conserve 120 francs et reverse 80 francs à Paris. Dans la comptabilité du RPR pour 1990, le poste relatif aux cotisations des adhérents s'élève à 18 784 994 francs, ce qui correspond à 234 812 militants à jour de leurs cotisations. Il faut ajouter à cela 1 634 000 francs constitués par les cotisations des élus.

Les dépenses de communication

Une source importante de recettes provient des actions réalisées par la Société de développement et de publicité, société de services créée par M. Robert Galley, ancien trésorier du RPR, député de l'Aube et maire de Troyes, qui se charge notamment de l'envoi de mailings, de l'organisation de souscriptions nationales, de dîners-débats payants, etc. Ce poste figure en recettes pour 39 millions de francs.

Mais l'essentiel des revenus du RPR provient de la subvention versée par l'Etat aux partis politiques telle que l'a fixée la loi. En 1990, elle s'est élevée à 64 475 446 francs, versée en une seule fois et placée dans une banque (la NSM) en sica, ont rapporté 2 402 000 francs.

An total, les recettes du RPR en 1990 se sont élevées à 135 710 284 francs. Ses dépenses dans la même année ont atteint 129 597 677 francs. Il lui restait donc un excédent de 6 112 607 francs au début de 1991.

Le poste essentiel de dépenses est constitué par la propagande politique et la communication générale, y compris les campagnes d'affichage, l'édition des publications du mouvement et l'établissement d'une documentation, pour un total de 56 millions de francs. Le RPR dépense aussi 10 millions pour les déplacements et les réceptions, 9 millions en frais postaux et 6 millions en subventions à certaines fédérations et mouvements associés. Dans l'immeuble du siège national, 123, rue de Lille, où le RPR paie un loyer de 10 millions par an, quarante salariés entraînent une dépense de 4 209 102 francs, auxquels s'ajoutent 1 661 000 francs de charges sociales. Une cinquantaine d'autres permanents sont des bénévoles.

Sont également comptés en dépenses 7 millions de francs de dotation aux provisions pour campagnes électorales lorsque celles-ci

ont un caractère national. Car, en principe, le RPR ne finance pas directement les campagnes locales de ses candidats, prenant seulement en charge ce qui, dans cette action, peut revenir au parti lui-même. C'est d'ailleurs la Commission nationale de contrôle des comptes de campagne qui peut ensuite ventiler les dépenses d'un candidat en vérifiant si les plafonds légaux n'ont pas été dépassés. Un tel contrôle a été effectué, par exemple, après l'élection de M. Gaby-Degau dans le quinzième arrondissement de Paris.

Insuffisances et lacunes

M. Jacques Boyon n'est pas mécontent du budget de son parti et approuve la loi qui a réglementé le financement public. Toutefois, il se plaint de n'avoir pas de moyens suffisants pour rémunérer des collaborateurs assez nombreux et assez qualifiés pour préparer des textes législatifs ou procéder à des études juridiques, économiques et techniques sur les problèmes nationaux.

Dans la législation actuelle, le trésorier national du RPR dénonce une insuffisance et une lacune. La

première a trait aux plafonds de dépenses fixés par la loi pour les campagnes électorales. Il les trouve trop bas et, surtout, trop uniformes puisque, pour des élections législatives, il est identique quelle que soit la circonscription, sans tenir compte de sa population ni de sa géographie.

La lacune concerne le financement de la vie politique locale, notamment au niveau municipal. La loi l'ignore puisqu'elle ne prend en compte que le financement public par le biais des associations au bénéfice des partis ou de leurs fédérations départementales. Or les maires sont les plus vulnérables parce qu'ils sont les plus sollicités et qu'ils peuvent être les plus tentés par des offres de financement occulte de leur action politique.

M. Boyon ne parle pas précisément de fausses factures, de chèques ou de corruption, mais il regrette que des garde-fous précaires n'existent pas et que les cours régionaux des comptes ne puissent que réprimer des scandales, alors qu'il serait préférable de les prévenir.

ANDRÉ PASSERON

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ

Contrat d'épandage aérien Programme de Lutte contre l'Onchocercose Afrique de l'Ouest

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) procèdera prochainement à un appel d'offres concernant la fourniture d'hélicoptères et des moyens d'appui et services nécessaires à la poursuite des opérations d'épandage aérien menées par le Programme de Lutte contre l'Onchocercose en Afrique de l'Ouest. Ce Programme est actuellement mis à exécution par l'OMS dans les pays suivants : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Sierra Leone et Togo. Une base aérienne est située à Odienné (Côte d'Ivoire) et une seconde à Kara (Togo).

Les opérations consistent à appliquer des quantités précises de larvicide sur les cours d'eau où se trouvent les gîtes larvaires des mouches qui transmettent l'onchocercose. Les circuits à effectuer en vol, les cours d'eau à traiter et le type et la quantité de larvicide à appliquer sont définis dans un plan hémisphérique dont le strict respect conditionne le succès des opérations. Des hélicoptères seront également utilisés pour la surveillance des cours d'eau. La longueur totale des cours d'eau à traiter et à surveiller dans la zone d'application du Programme pendant la durée du contrat est de l'ordre de 30 000 km pendant la saison des pluies, les opérations s'effectuant sur un kilométrage réduit pendant la saison sèche.

Jusqu'à présent, les hélicoptères Hughes 500D et E ont donné de bons résultats pour ces opérations mais d'autres modèles d'hélicoptères présentant des performances semblables ou supérieures et possédant les caractéristiques requises pour ce type d'exploitation seront également pris en considération. Le carburant sera fourni par l'OMS.

Six formules de larvicide sont actuellement utilisées dans les cours d'eau de la zone considérée, mais d'autres pourraient être adoptées pendant le cours de l'exécution du contrat. Il sera donc essentiel de pouvoir mettre au point et fournir du matériel d'application qui soit compatible avec les formulations de larvicide utilisées et qui convienne aux besoins évolutifs du Programme.

Le prochain contrat portera sur une période de trois ans (1993-1995) et nécessitera, chaque année, une flotte de quatre hélicoptères du mois de janvier au mois d'avril, effectif qui sera porté à six hélicoptères de mai à décembre chaque année selon les conditions qui seront précisées dans l'appel d'offres. Un minimum garanti de 56 heures de vol par mois par hélicoptère tenu de rester opérationnel, sera payé pour la durée du contrat. L'Organisation pourra demander la mise en service d'hélicoptères supplémentaires, jusqu'à un maximum de cinq appareils, pour faire face à tout moment à l'accroissement éventuel des opérations pendant la période couverte par le contrat, la rémunération étant alors calculée sur la même base que pour les hélicoptères de l'effectif de base mentionnés plus haut. Un hélicoptère devra également être tenu prêt à assurer les remplacements en cas de nécessité.

Seules les entreprises capables d'assurer les opérations d'épandage aérien dans le cadre du Programme de Lutte contre l'Onchocercose sans compromettre le succès continu du Programme seront invitées à soumissionner. Ces entreprises devront par conséquent :

- (1) avoir une structure de gestion d'une efficacité éprouvée, capable d'assumer la responsabilité de l'ensemble des opérations aériennes requises ; l'Organisation ne pourra accepter les offres émanant de consortiums ayant une structure de gestion complexe et il ne sera possible de sous-traiter une partie quelconque du travail qu'avec son accord préalable ;
- (2) avoir non seulement suffisamment de personnel (pilotes, ingénieurs et personnel au sol), mais aussi tout le matériel et les moyens financiers voulus, pour assurer la maintenance d'une flotte opérationnelle pouvant atteindre 12 hélicoptères en des lieux situés loin de leurs bases ;
- (3) être bien établies et reposer sur des bases financières solides ;
- (4) avoir acquis une expérience appréciable en matière d'épandage aérien de grande envergure visant à lutter contre les vecteurs en Afrique ou dans d'autres pays tropicaux en développement ;
- (5) avoir une expérience éprouvée en matière de mise au point de matériel d'épandage spécialisé ;
- (6) disposer d'un personnel administratif, de pilotes et d'un personnel d'entretien parlant français couramment et capables de s'exprimer convenablement en anglais, ou l'inverse ;
- (7) être capables d'établir des contrats d'une durée minimale d'un an avec les pilotes et d'entretenir une réserve de pilotes expérimentés, en sus de l'effectif strictement nécessaire pour les opérations aériennes.

Les entreprises qui souhaitent soumissionner sont invitées à écrire à l'adresse indiquée ci-dessous, en mentionnant sur l'enveloppe « Contrat d'épandage aérien OCP » ; elles devront donner à l'Organisation suffisamment d'informations pour prouver qu'elles remplissent bien les conditions requises, formuler, le cas échéant, leurs propositions de sous-traitance et préciser sous quelle forme elles se proposent d'effectuer le versement des garanties de soumission, de bonne exécution et de paiement, respectivement égales à 10, 25 et 20 % du montant prévu du contrat. Tous ces renseignements, qui demeureront strictement confidentiels, devront être donnés en anglais ou en français et parvenir à l'Organisation avant le 28 janvier 1992. Les entreprises ayant adressé une réponse satisfaisante seront invitées à soumissionner et recevront un appel d'offres détaillé. Elles seront convoquées à assister à des réunions d'informations sur les lieux d'exécution du Programme pendant la semaine commençant le 24 février 1992. Il importe de noter que l'adjudication ne s'effectuera pas uniquement sur la base des coûts, mais qu'elle tiendra également compte de la valeur technique de l'offre soumise.

Monsieur l'Attaché de Liaison
Programme de Lutte contre l'Onchocercose
Organisation mondiale de la Santé
1211 Genève 27
Suisse

LE MONDE
diplomatique

DÉCEMBRE 1991

DERNIÈRE CHANCE
AVANT LE CHAOS EN ALGÉRIE ?
par Ignacio Ramonet

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 18 F

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc. : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc. : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises,

M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie
de « Le Monde »
12, rue de Valenciennes
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 437
ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Le Monde
PUBLICITE

Jacques Lesourne, président

Françoise Hugot-Devallet, directeur général

Philippe Dupuis, directeur commercial

15-17, rue du Colonel-Pierre-Arvé

75007 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-77

Téléc. MONDEPUB 634 128 F

Téléc. : 46-62-96-73 - Société filiale

de la SARL Le Monde et de Médias et Régies Europe SA.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE

ou 36-15 - Tapes LM

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

| TARIF | FRANCE | SUISSE-BELGIQUE LUXEM.-PAYS-BAS | AUTRES PAYS |
|--------|---------|------------------------------------|-------------|
| 3 mois | 460 F | 572 F | 790 F |
| 6 mois | 890 F | 1 123 F | 1 560 F |
| 1 an | 1 620 F | 2 086 F | 2 960 F |

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre
règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur
numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP-Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

EXPIRÉ 150

POLICE

Les ministres de la sécurité des Douze à La Haye

Europol à petits pas

Les ministres de l'intérieur ou de la justice des Douze se sont réunis à La Haye (Pays-Bas), du 2 au 3 décembre, afin de coordonner leurs politiques de sécurité, d'immigration et d'asile dans la perspective de l'Europe de 1993.

LA HAYE

de notre envoyé spécial

L'Europe des polices n'est pas pour demain. Réunis à La Haye, les ministres de la sécurité des Douze ont choisi d'avancer à pas comptés. En juin, le conseil européen de Luxembourg avait annoncé la création d'Europol et beaucoup y avaient vu l'instauration d'une police fédérale comparable au FBI américain. Aujourd'hui, les ministres de la police ou de la justice jouent la prudence en instaurant une unité européenne de renseignements sur les stupéfiants (UERS). « La lutte contre la drogue peut constituer la première étape d'une Europe des polices, qui serait ensuite étendue à la criminalité organisée », a commenté le ministre français de l'intérieur, M. Philippe Marchand.

Comment organiser une police de type fédéral quand n'existe pas d'espace judiciaire européen ? Et comment promouvoir une coopération policière quand la plupart des États membres ont déjà des difficultés à coordonner leurs propres polices nationales ? L'Allemagne ou l'Espagne, qui songent à une instance policière communautaire intégrée aux institutions de Bruxelles, n'ont pas obtenu gain de cause à La Haye. Mais la réunion a aussi écarté la voie minimaliste prônée par les Pays-Bas ou la Grande-Bretagne, qui auraient volontiers cantonné Europol à une simple structure d'échange et d'information.

La réunion de La Haye a aussi fait preuve de prudence en laissant les chefs d'État décider de l'implémentation d'Europol (les Allemands proposent Wiesbaden, siège de leur police criminelle ; l'interpol et la France suggèrent Lyon ; l'Italie avançait Rome). De même, il reviendra aux chefs d'État de décider si les douaniers doivent participer à Europol (à titre individuel, M. Marchand s'y est dit favorable).

Face au terrorisme, au trafic de stupéfiants ou à la grande criminalité, les ministres des Douze se sont cependant mis d'accord sur des mesures d'assistance concrètes : des textes sur les livraisons surveillées de drogues, la coopération policière transfrontière et l'assis-

tance mutuelle lors des enquêtes ont été approuvés. Il a aussi été décidé de comparer les divers systèmes d'écoutes téléphoniques, de lutte contre le blanchiment d'argent ou la criminalité écologique.

L'harmonisation des politiques en matière d'asile était également à l'ordre du jour. Une divergence est apparue à propos du concept de « pays sûr », c'est-à-dire connu pour respecter les droits de l'homme : aux yeux de l'Italie et de l'Allemagne, qui ont connu récemment des afflux de réfugiés venant de l'Est et qui cherchent à imposer ce concept, établir une liste des « pays sûrs » permettrait de limiter à priori le droit d'asile pour les ressortissants en provenance de ces pays au label démocratique. L'étude de ce dossier a été reportée à plus tard, devant le peu d'engagement de la France et de la Grande-Bretagne.

Immigration et droit d'asile

Les ministres de la sécurité des Douze ont nettement dissocié à La Haye, les questions de l'immigration et du droit d'asile. Un programme communautaire en matière d'immigration a été défini : la lutte contre l'immigration irrégulière reste une priorité, mais elle devra respecter le patrimoine européen en matière de droits de l'homme et de garanties offertes à l'étranger (les recours contre les mesures d'éloignement, par exemple) et valoriser les droits des ressortissants des États tiers (extérieurs à la CEE) résidant régulièrement dans un État membre.

La question du franchissement des frontières communautaires a encore buté sur le rocher de Gibraltar. Avec la suppression des frontières intérieures à la Communauté, celui-ci deviendrait une frontière extérieure. Qui exercera la responsabilité du contrôle à Gibraltar, demandent l'Espagne et la Grande-Bretagne ? Cette question continue de bloquer l'adoption de la convention sur le franchissement des frontières entre les Douze.

Les dossiers de la police, de l'immigration et de l'asile constitueront un « chapitre important » du conseil européen de Maastricht, selon M. Ruid Lubbers, chef du gouvernement néerlandais et président en exercice du conseil européen. Mais, quoi qu'il advienne de ce sommet, précisait-on à la présidence néerlandaise, les décisions adoptées à La Haye seront appliquées.

ÉRIC INCIVIAN

MÉDECINE

Sida et transfusion sanguine

La Fédération française des donneurs de sang bénévoles s'oppose au projet d'indemnisation des personnes contaminées

A la veille des états généraux sur la transfusion sanguine qu'elle organise à Cognac (1), la Fédération française des donneurs de sang bénévoles prend à son tour position contre le projet de loi d'indemnisation des personnes contaminées par le virus du sida à partir de l'usage thérapeutique du sang. Dans une lettre adressée à M. Jean Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, M. Jean-Marie Habouzit, président de cette Fédération - qui groupe 750 000 adhérents et représente au total entre trois et quatre millions de personnes - estime que les sommes nécessaires à l'indemnisation doivent être trouvées sur le budget de l'État.

Jusqu'à présent silencieuse, la puissante Fédération française des donneurs de sang bénévoles n'en suivait pas moins l'ensemble des affaires liées à la transfusion sanguine. Après avoir abandonné l'idée d'organiser à Versailles en

liaison avec l'ADTS (Association pour le développement de la transfusion sanguine) des « états généraux » de la transfusion, les responsables de cette fédération ont décidé d'organiser seule une telle manifestation. Ils veulent ainsi manifester clairement leur volonté d'être, à la différence du passé, étroitement associés, indépendamment des autorités transfusionnelles, aux décisions concernant la réforme en cours de la transfusion sanguine.

A propos de la « catastrophe sanitaire » que constituent les contaminations post-transfusionnelles par le virus du sida, M. Habouzit estime que les donneurs de sang français se sentent « concernés, mais non coupables ». Il souhaite par ailleurs, quelques jours avant le vote du texte de loi par le Parlement, faire connaître l'opposition de la Fédération qu'il préside quant à la solution retenue par le gouvernement - augmentation des taxes sur les contrats d'assurance-donnages - pour recueillir les fonds nécessaires à l'indemnisation des hémophiles et polytransfusés contaminés ou de leurs proches.

Tel est le sens de la lettre que

M. Habouzit vient d'adresser à M. Jean-Louis Bianco (lire ci-dessous). « Notre opposition au projet de loi n'est en rien un geste politique, nous a expliqué M. Habouzit. Il s'agit d'éthique. » Le président de la Fédération se refuse notamment à trancher sur le fait de savoir si seules les contaminations post-transfusionnelles à partir du virus du sida doivent donner lieu à indemnisation ou si, au contraire, la solidarité doit jouer vis-à-vis de l'ensemble des pathologies virales liées à l'usage thérapeutique du sang. « Nous ne sommes nullement opposés, bien au contraire, à ce que l'on fasse toute la lumière sur la pathologie post-transfusionnelle », explique M. Habouzit. L'anonymat dont nous avons fait l'un de nos principes éthiques ne concerne que l'anonymat entre donneurs et receveurs mais nous ne sommes pas opposés aux souhaits de ceux qui travaillent à l'amélioration de la sécurité transfusionnelle. »

Le profit inacceptable

Les responsables de la Fédération française des donneurs de sang bénévoles attendent par ailleurs avec la plus grande impatience le vote d'un texte de loi sur la biotechnique. Selon eux, seule cette loi traduisant « un choix de société » permettra au système transfusionnel français d'être en mesure de faire face à la concurrence qu'imposera le marché européen. « L'espérance que cette loi aura avec force qu'aucun élément du corps humain ne peut faire l'objet de commerce », souligne M. Habouzit. Nous sommes d'accord pour des raisons

de sécurité pour que des produits dérivés du sang soient soumis à une autorisation de mise sur le marché. Mais ceci n'exclut nullement la mise en place d'un cadre particulier d'organisation et de distribution qui s'imposera à tous les produits dérivés du sang confectionnés en France ou importés de l'étranger. Pour notre part, nous nous opposons à la distribution en France de produits sanguins obtenus à partir de donneurs rémunérés à l'étranger. »

Concernant les réformes en cours du système transfusionnel français, M. Habouzit n'est pas opposé a priori à ce que le groupe Mérieux et son puissant réseau commercial international soit associé à la transfusion sanguine. « Sur ces questions, nous sommes très vigilants et nous souhaitons que, quels que soient les sites industriels, l'ensemble de la transfusion sanguine s'inscrive dans un établissement public national répondant à nos règles d'éthique. Nous ne sommes pas contre le « profit », à condition qu'il soit utilisé au profit de la recherche. Pour nous, le profit inacceptable, c'est, par exemple, la redistribution d'argent à des actionnaires, le lucra. »

JEAN YVES NAU et FRANCK NOUCHI

(1) Créée en 1948, la Fédération française des donneurs de sang bénévoles est une association reconnue d'utilité publique et placée sous le haut patronage du président de la République. Elle réunit 3 000 associations locales et plusieurs groupements nationaux (FIT, SNCF et éducation nationale). Ses « états généraux » se tiendront les 14 et 15 décembre prochains à Cognac (Charente). FFDSB, 28, rue Saint-Lazare, 75009 PARIS. Tél. (1) 48 78 93 51.

« Avec l'espoir de donner la vie... »

Voici le texte de la lettre adressée le 28 novembre dernier par le président de la Fédération française des donneurs de sang bénévoles à M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration :

« De nombreux militants de notre fédération, protestant sur la méthode qui semble avoir été retenue pour financer l'indemnisation des personnes contaminées à l'occasion d'une transfusion sanguine. »

« Des oppositions très fortes sont formulées portant sur l'inégalité devant les taxes établies à cette occasion, en particulier la cotisation exceptionnelle qui serait instaurée au niveau des contrats d'assurance. Pour

notre part, nous estimons, que dans le cadre de cette indemnisation, une loi, s'appuyant sur la solidarité nationale de tous les citoyens face à une catastrophe sanitaire nationale, doit indiquer le financement sur le budget de l'État, par une dotation à votre ministère. »

« Les donneurs de sang offrent leur sang dans l'esprit du bénévolat qui les anime. Chaque don a été fait avec l'espoir de donner la vie à des malades. Ils ne se sentent pas responsables de cette catastrophe sanitaire. Ils ne réclament rien pour eux-mêmes, hors le respect qui leur est dû. Citoyens à part entière, ils estiment que la solidarité doit être jouée par tous les citoyens. »

□ Nouvelles règles de sécurité pour les personnels de santé aux États-Unis. - L'administration américaine a édicté, lundi 2 décembre, de nouvelles règles de sécurité pour protéger les personnels de santé contre les risques de contamination par les virus du sida et de l'hépatite B. Les hôpitaux devront notamment obliger leurs employés à porter des gants, des masques et des blouses qu'ils leur fourniront. Ces précautions étaient déjà largement appliquées, mais les nouvelles règles de l'administration pour la sécurité et la santé du travail (OSHA) imposent des amendes (jusqu'à 70 000 dollars) à qui ne les respecteraient pas. - (AFP.)

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lespérance, gérant

Bruno Frappat

directeur de la rédaction

Jacques Guit

directeur de la gestion

Manuel Lucbert

secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani

Robert Solé

(adjoints au directeur de la rédaction)

Jacques Arnalric

Thomas Fernandez

Philippe Harteron

Jacques-François Simon

Daniel Varner

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beauvois (1944-1959)

Jacques Fauvet (1959-1962)

André Laurens (1962-1985)

André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

16, RUE FAUGUÈRE

75001 PARIS CEDEX 16

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BELLEVILLE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 40-65-25-10

EBEL
BOUTIQUES

PARIS
2, place Vendôme

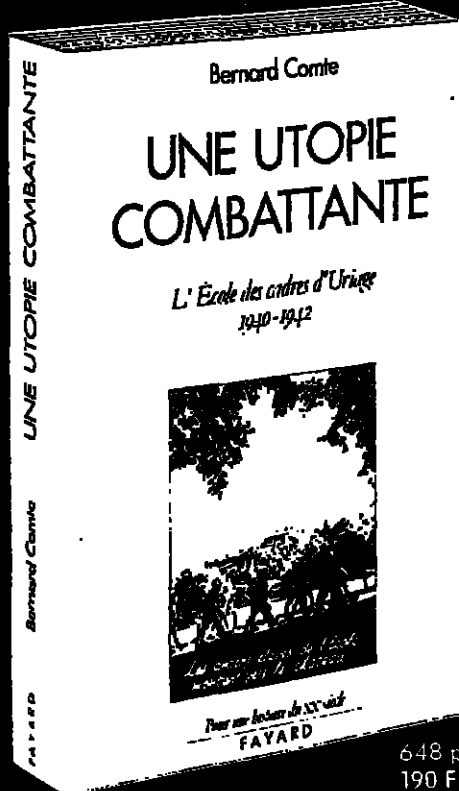
Modèle Beluga

Stylus et plume en exclusivité pour EBEL.

LONDON MILANO NEW YORK CRANS-SUR-SIERRE ST TROPEZ MÜNCHEN

Comprendre les ambivalences d'URIGE

Une véritable somme, fruit d'une vingtaine d'années de recherches, appuyée sur un travail d'archives exemplaire.



A travers Uriage se profilent nombre des ambivalences de la France sous Vichy. Ce n'est pas le moindre mérite de cet ouvrage, remarquable et qui fera date, que de nous faire entrer dans l'intelligence de ces ambivalences.

Jean-Pierre Aréna, Le Monde

l'Histoire
chez
FAYARD

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Le procès des fausses factures de la région parisienne

Les petits cachottiers de la SCREG

La SCREG Ile-de-France, filiale du groupe Bouygues, a reconnu, mardi 3 décembre, avoir bénéficié de fausses factures pour un montant de plus de 11 millions de francs. Le tribunal correctionnel de Paris a examiné ce trafic destiné à corrompre en douceur des industriels, promoteurs et collectivités locales.

Une crème de président ! Si, si, ne chipotons pas : M. Jacques Perche, responsable de la SCREG Ile-de-France, fait partie de cette nouvelle génération de dirigeants qui payent de leur personne. La présidente du tribunal, pourtant chiche en éloges, lui décerna même un brevet de « bon patron ». Et M. Perche, qui n'était pas vraiment à la fête à la barre des prévenus, en rougissait de confusion.

C'est que M. Claude Nocquet, qui conduisit son audience avec une maîtrise diabolique, venait de rappeler comment il avait, lors d'une pause dans le cabinet du juge d'instruction, félicité tous ses collaborateurs et codétenus de la SCREG : « Bravo les gars, tenez le coup », leur avait lancé ce capitaine de quarante-trois ans. Et la présidente s'étonnait : « Comment M. Perche, vous nous dites que vos collaborateurs agissaient à votre insu, vous vous retrouvez en prison et vous les encouragez ! »

— Je...
— C'est faux ?
— Je ne me souviens plus de ce que je leur ai dit.
— J'ai du mal à comprendre votre générosité.
— Madame la présidente, le médier du BTP est très dur. Ils ont dérivé, mais dans l'intérêt de la société. Je suis sûr de leur intégrité !

Une belle pavane, toute en glissades et replis, pour tenter de sauver quelques meubles. Un fabuleux et terrifiant dialogue en toile d'araignée. Car personne ne trouve la parade devant M. Nocquet et ses interrogations feintes : « Si l'on sait compter, ce sont au minimum trente cadres qui étaient au courant. Vous ignorez vraiment tout ? »

— Il aurait fallu que quelqu'un m'en parle...
— Quelles sont les sanctions que vous avez prises ?
M. Perche sent le sol se dérober : « C'est vrai que ça m'a posé un problème. Vraiment un problème : que devais-je faire ? »

— Au fait !
— Je n'ai pas pris de sanctions...
Une crème de patron, en vérité. Et ce ne sont pas les dix petits cachottiers de la SCREG — depuis lors généralement promus ou augmentés — qui la contestent. Tombés au triste champ d'honneur de la fausse facture, les voilà cités à l'ordre du mérite par M. Perche lui-même : « Des gens capables d'assumer cette charge de tra-

vail, des collaborateurs de cette qualité, des hommes aussi remarquables, je savais que j'aurais eu du mal à les remplacer. »
Qu'on se rassure pourtant ! La SCREG savait vivre, au point de constater en 1988 et 1989 des indigestions de « méchouks de chantiers », de noubaux contractuelles et de fêtes dans des châteaux de la région parisienne « pour remercier le personnel de son efficacité ». Plus de 11 millions de fausses factures permettaient de voir les choses en grand. Ce n'étaient « qu'à-côtés », « derniers verres » et « voyages d'études ». M. Pierre Deniau, responsable de l'agence de Suzy-Brie, se dévoua pour jouer les guides : « C'est un métier très convivial. »

Une douce corruption...

« Je le constate, répondit la présidente. On voit et on rigole beaucoup chez vous. »

Car telle est la dure loi du métier. Le monde du BTP, nous l'expliqua-t-on, victime d'une « concurrence imputable », doit s'apparenter à un grand fleuve rose, à une permanente tentation doucement corruptrice. « Depuis que je suis dans cette branche, je sais qu'il faut arroser », confessa M. Alain Triquet, plus résigné. M. Hervé Le Bouc, parle de « communication auprès des industriels, des promoteurs et des collectivités locales ». Une communication à coups de parties de chasse, de gorges de

fleurs aux épouses, de joyeuses virées aux Indes, en Egypte, en Floride pour rendre hommage à Walt Disney.

« On voyage beaucoup à la SCREG », relève le tribunal.

— C'est nécessaire, soutient M. Deniau.

— Au dynamisme du personnel ?

— A la compétitivité. A ce train, les 30 000 F en espèces dont disposaient chaque semaine les agences de la SCREG à Mantes, Suzy-en-Brie, Gennetiviers et Montigny ne pouvaient suffire à tout. D'où les fausses factures fabriquées à la chaîne par l'inévitable Michel Briat, « facturier » chevronné, et transmises par le dévoué Alain Pépin-Donat.

Installé au sommet de la pyramide SCREG Ile-de-France, M. Perche n'y voyait goutte, tout absorbé par les grandes choix stratégiques de son entreprise, filiale du groupe Bouygues. Quelque deux mille cinq cents salariés et un chiffre d'affaires de 2 milliards suffisaient à son bonheur. « Je raisonnais en masse, a-t-il souvent répété. Onze millions, ça fait du 1 pour 1 000. » Mais, foi de président, on ne l'y reprendra plus. « Madame la présidente, il a bien fallu que je tire les enseignements de cette épreuve », a-t-il conclu avant de se retirer, fidèlement entouré de son équipe dynamique et remarquable.

LAURENT GRELSAMER

Poursuivi en France pour trafic de drogue

François Scapula, trafiquant et « balance »

François Scapula, quarante-six ans, témoin à charge invisible au procès des assassins du juge Pierre Michel, a comparu mardi 3 décembre devant la 16^e chambre correctionnelle de Paris pour répondre de sa participation à un trafic de drogue. Un procès-séclaire qui ressemblait bien à une pure formalité pour un justiciable pas comme les autres.

Scapula s'ennuie visiblement. Pendant que le président Jean-Louis Mazieres résume les faits, le regard de Scapula se promène sur la salle, glisse sur le banc de la presse et s'égare vers le plafond. Le trafic de plusieurs tonnes de drogue qu'on lui reproche d'avoir financé ne l'intéresse pas. D'ailleurs, il méprise le cannabis. C'est volumineux et pas assez lucratif. Il l'a dit à l'instruction et aujourd'hui il n'a rien à ajouter.

Pas de témoins, pas d'experts. Les débats sont terminés. Le substitut, M. Michèle Vanbilloen, se lance dans une réquisitoire contre le lieu représenté par la drogue et demande « une peine intimidante » de vingt ans de prison. Scapula somnole, indifférent, même lorsque ses avocats plaident. Il est vrai qu'ils ne parlent pas du dossier et que Scapula se trouve « en transit ».

Il dispose aujourd'hui d'un étrange statut car il a été « prêt » le 17 juillet 1990 pour dix-huit mois par la Suisse où il purge actuellement une peine de vingt ans de réclusion infligée après la découverte d'un laboratoire de transfor-

mation de morphine-base près de Fribourg le 11 novembre 1985. C'est de sa prison helvétique qu'il a dénoncé François Girard et François Checchi, condamnés pour l'assassinat du juge Pierre Michel à la réclusion criminelle à perpétuité par la cour d'assises des Bouches-du-Rhône le 30 juin 1988.

Checchi, qui a tiré sur le juge le 21 octobre 1981 à Marseille, avait déclaré à l'audience : « On s'est servi de moi par l'intermédiaire de Scapula. C'est Scapula qui m'a désigné » (Le Monde du 22 juin 1988). Mais cette fois, Scapula n'avait pas été « prêt ». La France le reprochait à la Suisse, mais de son côté l'Office fédéral de police répondait : « Nous avions l'impression que les Français n'avaient pas vraiment envie de convaincre Scapula de venir au procès. »

Certes, Scapula avait rendu des services en dénonçant beaucoup de monde et notamment des trafiquants belges ou espagnols, mais surtout des américains. Débordant de reconnaissance, le DEA (Drug Enforcement Administration) l'empruntait en 1987 à la justice suisse pour le faire témoigner aux Etats-Unis contre ses anciens complices d'un vaste réseau de trafiquants qui disposait d'un laboratoire de transformation à Phoenix (Arizona). En échange, le DEA lui avait proposé de lui fabriquer une nouvelle personnalité avec une opération de chirurgie esthétique à sa sortie des prisons helvétiques.

Transaction à l'américaine

Justice ou efficacité ? Même les démocrates trébuchent sur cette alternative. Officiellement, la France ne pratique pas les transactions à l'américaine et applique seulement une réduction de peine pour les dénonciateurs. Mais il semble bien que pour Scapula ces petits aménagements soient insuffisants. Il n'en a pas été question à l'audience, pas plus qu'il n'a été condamné par défaut à vingt ans de prison qui lui a été infligée à Marseille pour trafic de drogue.

Il est vrai que le tribunal n'a pas eu le temps de lire son casier judiciaire. Par précaution, l'un de ses défenseurs, M. Elisabeth Alric, du barreau de Nîmes, a souhaité une confusion de la peine avec celle qu'il purge actuellement en Suisse. Et son confrère, M. Bruno Perri, a demandé au tribunal de constater que Scapula faisait l'objet d'une « remise temporaire » des autorités helvétiques qui expire le 17 janvier 1992.

Le tribunal se prononcera le 10 décembre sur une peine qu'il semble bien difficile de faire exécuter.

HENRI PIERRE

MAURICE PEYROT

Les conclusions d'un expert privé

La « maison des Têtes », à Toulon aurait été détruite par un explosif

TOULON

de notre correspondant

C'est un explosif et non le gaz qui serait à l'origine de la destruction de la « maison des Têtes », qui le 15 février 1989 à Toulon (Var), faisait treize morts et trente-deux blessés... Telles sont les conclusions de la contre-expertise commandée par l'Association des familles des victimes, refusant de croire à la thèse de l'accident privilégiée après le drame et retenue par deux précédents experts (Le Monde du 7 octobre) estimant que cette explosion pouvait être consécutive à un suicide au troisième étage de cet immeuble qui en comptait cinq.

N'ayant pu obtenir une contre-expertise de M. Michèle Cutajar, magistrat chargé d'instruire le dossier, les familles en ont commandé une à M. Loïc Le Ribault, fondateur du Centre d'application et de recherche en microscopie

électronique. Ce spécialiste de l'investigation criminelle a présenté ses conclusions mardi 3 décembre à Toulon : « Je suis formel : des résidus de charges pyrotechniques se trouvaient sur les échantillons qui m'ont été confiés : des débris de lambris, des mèches de cheveux d'une victime et des bijoux d'une autre. »

Un témoin ayant entendu deux explosions, M. Loïc Le Ribault estime que « la première déflagration a pu être causée par un explosif et être suivie d'une seconde due au gaz ». En l'état, il suggère que de nouvelles analyses soient demandées au laboratoire de la défense nationale ou à la Société nationale des poudres et explosifs.

Les familles des victimes ont remis cette expertise à M. Cutajar et réclament une nouvelle contre-expertise.

J. L.

M. Marchand se félicite de la rapidité de l'enquête sur la liste d'opposants libanais

Le ministre de l'intérieur, M. Philippe Marchand, s'est félicité du « résultat rapide de l'enquête » menée par l'Inspection générale des services (IGS) sur la transmission à Beyrouth d'une liste d'opposants au régime libanais interpellés par la police française. Le ministre va demander « la révocation » du brigadier-chef de police Jean-Pierre Varhaeghe qui a reconnu avoir transmis la liste à un

employé de l'ambassade du Liban à Paris.

Ce policier du commissariat du 16^e arrondissement aurait « agi seul », selon le ministre, afin de « rendre un service par copinage » à cet agent de sécurité, M. Wissam Chami, qu'il rencontrait fréquemment. « Au stade actuel de l'enquête, rien ne permet de dire que d'autres fonctionnaires sont en cause », a ajouté M. Marchand.

« L'affaire n'est pas terminée », a déclaré M. Jean-François Deniau (PR-UDF), après la suspension du fonctionnaire. Il a souhaité que l'enquête établisse que ce dernier a agi « de son propre chef » et sans avoir « eu le sentiment d'être couvert politiquement à un niveau ou un autre ». « Le gouvernement français doit se porter garant de la sécurité des opposants libanais », a déclaré M. Robert Pandraud (RPR). « Il est de mon devoir de tout mettre en œuvre pour que les personnes dont le nom figure sur cette liste ne subissent pas les conséquences fâcheuses de cette fuite », a répondu M. Marchand, annonçant que les personnes concernées par l'affaire devaient, mercredi 4 décembre, être reçues au ministère de l'intérieur.

SPORTS

FOOTBALL : Saint-Etienne-Marseille rejoué au stade Geoffroy-Guichard. La commission d'appel de la Ligue nationale de football (LNF) a décidé, mardi 3 décembre, de faire rejouer au stade Geoffroy-Guichard, à une date encore indéterminée, la rencontre Saint-Etienne-Marseille (1-0) du 19 octobre dernier. Avant la rencontre, l'attaquant marseillais Jean-Pierre Papin avait été atteint à la tête par une canette de bière et n'avait pu tenir sa place. Une première décision de la commission sportive de la LNF avait prévu que cette rencontre serait rejouée sur terrain neutre.

Un neveu du sénateur Kennedy jugé pour viol

Procès-spectacle en Floride

WASHINGTON

correspondance

Les Américains, très friands de feuilletons télévisés, sont décidément gâtés. Quelques semaines seulement après le spectacle édifiant de la commission sénatoriale enquêtant sur le soi-disant harcèlement sexuel reproché au juge Thomas par une ancienne de ses collaboratrices, un nouveau show vient de s'ouvrir dans le prétoire du tribunal de Palm-Beach en Floride.

Un spectacle coûteux, 1 million de dollars pour la défense de William Smith, qu'une jeune femme accuse de l'avoir violé, le 30 mars dernier : 300 000 dollars pour l'Etat de Floride qui poursuit le jeune médecin d'une trentaine d'années, passible, s'il est reconnu coupable, d'une peine de plusieurs années de prison, mais surtout de la perte de sa licence de médecin.

Les indiscretions de la presse ont assuré une large publicité à ce spectacle dont la durée a été limitée à trois semaines. La personnalité de William Smith, neveu du sénateur Kennedy, quelques détails sur les conditions du viol, sur les sous-vêtements affriolants de la victime, assurent le succès à ce procès.

Que s'est-il passé aux petites heures du 30 mars, au 1095 Ocean Boulevard, dans la belle résidence d'été de la famille Kennedy ? Un jury, dont la sélection a pris de longues semaines, aura à déterminer si la jeune femme a été violée, « pénétrée sans son consentement », au terme de l'acte d'accusation, ou bien si elle a recherché une aventure sexuelle en cédant de plein gré aux entreprises du jeune homme.

Entreprise de démolition

Pour se faire une opinion, les jurés devront entendre quatre-vingts témoins et théoriquement lire des milliers de pages de déposition. Mais en fin de compte, leur jugement dépendra de la réponse qu'ils donneront à la simple question : qui, de l'accusé ou de la plaignante, dit la vérité ? Selon la présomption d'innocence dont bénéficient tous les accusés, la charge de la preuve incombe à l'accusation qui devra établir, « au-delà d'un doute raisonnable », la culpabilité de William Smith. Une tâche ardue, mais rendue encore plus difficile par la décision du juge, M. Lupo, refusant d'admettre les témoignages de trois femmes ayant affirmé dans la presse avoir subi des atta-

ques sexuelles de l'accusé. Elle a jugé que ces témoignages n'avaient pas un rapport suffisant avec l'affaire.

La solidarité du clan Kennedy s'est manifestée par l'arrivée de plusieurs de ses membres et on n'écoute pas que Jackie Onassis fasse également le déplacement de Floride. Mais leur présence ne bénéficiera pas tellement à l'accusé, étant donné l'agressivité d'une certaine presse engagée depuis longtemps dans l'entreprise de démolition des Kennedy.

Leur richesse, leur désinvolture, leur arrogance, selon certains, entretiennent l'envie et l'irritation des petites gens à l'égard d'une grande famille politique. En fait, à travers William Smith, c'est son oncle le sénateur Kennedy qui est

visé, auquel on reproche son laxisme, son goût immodéré pour l'alcool et les femmes. Sa mauvaise réputation l'a obligé à la réserve dans la commission sénatoriale jugeant de l'affaire Thomas et les sondages indiquent une perte sensible de sa popularité dans son état du Massachusetts, d'où son mea culpa récent devant un jeune auditoire auprès duquel il s'excusait des effets négatifs de sa vie privée.

Curieusement cependant, certains sondages indiquent que l'image de JFK, le président, a été à peine ternie et que de très nombreux Américains le considèrent toujours comme un grand président.

HENRI PIERRE

EN BREF

Un huis-clos de justice inépuisable : démentement de plus de 5 millions de francs. — M. Charles Petit, huissier de justice à Epernay (Marne), a été inculpé, mardi 3 décembre, d'abus de confiance commis par un officier ministériel dans l'exercice de ses fonctions, faux en écritures publiques et usage de faux, et écroué à la maison d'arrêt de Châlons-sur-Marne. De 1982 à 1990, il aurait détourné 5,28 millions de francs sur un nombre important de comptes de recouvrement de créances en minorant ensuite la valeur de ces comptes grâce à une falsification des écritures comptables de son étude. M. Petit, qui reconnaît un détournement de 3,8 millions de francs, avait été relevé de ses fonctions à sa demande au mois de juillet et remplacé par un suppléant désigné par le tribunal.

Béatrice Dalle interpellée pour vol de bijoux. — L'actrice Béatrice Dalle a été interpellée le 29 novembre en flagrant délit pour avoir dérobé, dans une bijouterie du 3^e arrondissement de Paris, 15 000 F de bijoux qu'elle avait dissimulés dans ses cuissardes. La comédienne qui doit comparaître le mois prochain devant la 24^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a été remise en liberté après une garde à vue. Elle aurait été en état de stress quand elle a commis cet acte.

Fin de l'instruction sur la mort de Thomas Claudio à Vaux-en-Vallée. — Au terme de l'instruction du juge lyonnais Jean-Paul Taillebot sur les circonstances de la mort de Thomas Claudio, le 6 octobre 1990 à Vaux-en-Vallée, commune de la

banlieue lyonnaise qui avait connu au cours des jours suivants de nombreux actes de violence, Laurent Asselby, qui pilotait la moto à l'arrière de laquelle avait pris place la victime, et le sous-brigadier Guy Aurio, qui conduisait la voiture de police impliquée dans la collision responsable de la mort du jeune homme, âgé de vingt et un ans, sont renvoyés devant le tribunal correctionnel pour homicide involontaire et défaut de maîtrise.

L'université Lille-III porte plainte contre une liste étudiante pour une affiche « à symbolisme nazi ». — L'université Charles-de-Gaulle de Lille a porté plainte, mardi 3 décembre, pour affichage illicite contre Renouveau étudiant, une liste d'extrême droite, émanation dans le milieu universitaire du Front national. Ce mouvement a diffusé, pour les élections des représentants étudiants aux conseils de l'université, une affiche reprenant « une symbolique proche de celle des nazis », indique l'administration de l'université. L'affiche représente un jeune homme tendant le bras sur un fond rouge barré de trois épais traits noirs et un tract qualifié d'établissement de « poubelle du tiers-monde ».

L'accord franco-espagnol pour le tunnel du Somport est ratifié. — L'Assemblée nationale a ratifié, mardi 3 décembre, l'accord franco-espagnol pour la construction d'un tunnel routier sous le col du Somport (Pyrénées-Atlantiques). Ce projet, d'un montant total de 1,1 milliard de francs, sera financé par la France à hauteur de 370 millions de francs. Selon le secrétaire d'Etat aux transports,

M. Georges Sarre, le tunnel soulagera le trafic routier de surface dans le Parc national des Pyrénées. Mais les écologistes continuent à s'opposer à un tunnel routier « dix fois plus cher » que la voie ferrée existante, qu'ils proposent de remettre en service.

Le satellite Météosat-2 mis à la retraite. — Après dix ans de bons et loyaux services, le satellite météorologique européen Météosat-2 a cessé ses activités. Le 2 décembre en fin de soirée, il a en effet reçu l'ordre de quitter sa position, située au-dessus de la côte ouest de l'Afrique, pour libérer une place convoitée sur une orbite géostationnaire (36 000 kilomètres d'altitude) bien encombrée. Depuis son lancement, le 19 juin 1981, Météosat-2 a retransmis quelque 284 000 images de notre globe. Ces dernières années, il avait été mis en réserve pour pallier éventuellement la défaillance des nouveaux satellites météorologiques européens mis en orbite (Météosat-3 en 1988, MOP-1 en 1989 et MOP-2 en 1991). — (AFP.)

Quinze ans de droits de l'homme. — La Maison des droits de l'homme organise jusqu'au 11 décembre une quinzaine sur les droits de l'homme. Chaque jour, de 12 heures à 13 h 30, une organisation humanitaire et de défense des droits de l'homme vient présenter, lors d'une conférence-débat, son association.

La Maison des droits de l'homme, bâtiment F, amphithéâtre, 200, avenue de la République, 92001 Nanterre, Cedex. Tél. : 40-97-78-88.

Une situation

*sur présentation de votre carte d'identité ou attestation d'inscription scolaire

EDUCATION • CAMPUS

REPÈRES

CAMPUS. La Caisse des dépôts crée les Océans Océane Campus, destinés à récompenser dix associations d'étudiants pour leur projet d'animation culturelle, sportif ou social, à l'intérieur ou autour des campus. Des prix de 30 000 francs seront décernés par un jury national début 1992. La date de dépôt des dossiers est fixée au 31 décembre 1991. Renseignements complémentaires au 05-05-90-91 (appel gratuit).

ENSEIGNANTS. L'unité de recherche sur les professions de l'éducation et la formation de l'Institut national de recherche pédagogique (INRP) propose une série de conférences-débats publiques sur le thème suivant : « Les corps enseignants : divisions du passé et évolutions actuelles ». Le 20 décembre : « Les enseignants sous l'Ancien Régime », par Dominique Julia (Institut universitaire européen de Florence) ; le 17 janvier : « Les bases sociales et politiques de la division des corps enseignants depuis la Révolution », par Claude Lelièvre (université Paris-VI) ; le 21 février : « La formation des enseignants d'IUFM », par Jacky Boillereot (université Paris-X). Le séminaire a lieu à 14 h 30, à l'INRP, 29, rue d'Ulm, 75005 Paris. Renseignements auprès de Raymond Bourdoncle ou d'Annette Gonnin au (1) 46-34-91-19.

INGÉNIEURS. Les trois plus anciennes formations universitaires d'ingénieurs, le CIST (Clermont-Ferrand), l'EUJIL (Lille) et l'ISIM (Montpellier), s'organisent en réseau. L'objectif du réseau Eiffel est d'améliorer le recrutement en unifiant les procédures, de développer une réflexion pédagogique commune, de permettre des échanges d'étudiants et

d'enseignants, et de développer les relations internationales. Dès la rentrée 1992, le recrutement se fera dans les trois écoles à partir d'un dossier unique.

LANGUE FRANÇAISE. Sous le haut patronage du ministère de la culture, les Dictionnaires La Robert organisent le premier championnat scolaire de la langue française, réservé aux élèves des classes de cours moyen, de sixième et de cinquième. Pour se qualifier, les classes devront répondre à un questionnaire sur la langue à retourner avant le 15 février 1992. Les quatre cents classes sélectionnées réaliseront un journal de quatre pages sur leur ville et seront départagées par un jury régional. Les dix classes finalistes seront accueillies le 3 juin 1992 dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne. Toutes les classes ayant franchi la première étape de qualification seront récompensées. Clôture des inscriptions le 11 décembre 1991. Renseignements et inscriptions : boîte postale 228, 13263 Marseille Cedex 07.

PROGRAMMES. Le Conseil national des programmes (CNP) vient d'élaborer un texte définissant, en une dizaine de pages, les grands principes auxquels devront désormais se conformer les groupes disciplinaires chargés d'élaborer les nouveaux programmes scolaires. Ils devront notamment définir « les objectifs généraux spécifiques » à chaque discipline, « en termes de connaissances et de méthodes », et déterminer « le niveau de compétence visé en donnant une liste des tâches que les élèves devront être capables d'accomplir ». Le CNP insiste aussi sur la nécessité d'une « progression cohérente tout au long du cursus » et rappelle que les pro-

grammes doivent concilier « la cohérence verticale de la discipline avec la cohérence interdisciplinaire à un niveau ou dans un cycle donné ». Des documents d'accompagnement seront aussi élaborés. Les enseignants recevront « gratuitement et personnellement » une sorte de guide d'utilisation des programmes, proposant des parcours pédagogiques et des pistes pour le travail interdisciplinaire. Un autre document, à destination des parents, éventuellement publié dans les manuels, énoncera de façon claire les objectifs de chaque discipline ainsi que les compétences qui devront être acquises à l'issue de l'année scolaire ou du cycle. Dans le cadre de la rénovation des lycées, les groupes disciplinaires travaillent d'ores et déjà à la révision des programmes de seconde et de première en physique, chimie, biologie et histoire-géographie. Ils devraient être prêts à la fin du mois de juin 1992 pour une mise en œuvre à la rentrée 1993.

SCIENCES PO. M. Alain Lancelot, directeur de l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris depuis 1987, est renouvelé dans ses fonctions, pour cinq années, à compter du 5 janvier 1992 (J.O. du 23 novembre).

THÉÂTRE. Le théâtre universitaire de Nanterre et le groupe Charlie Noé présenteront leur spectacle *Nanterre* la folie du 9 au 14 décembre, dans le grand amphithéâtre de l'université Paris-X-Nanterre. Adapté du roman de Robert Merle *Derrière la vitre*, ce spectacle a été créé en mars 1991 dans le cadre du vingt-cinquième anniversaire de l'université.

Le passeport européen de la CEMS

Depuis trois ans, HEC s'est associée à une dizaine d'écoles prestigieuses pour internationaliser sa formation au management

D'ANNOIS de la Business School de Copenhague, Hollandais de l'université Erasmus de Rotterdam, Autrichiens de l'université de Vienne ou Suisses de la prestigieuse école de Saint-Gall, étudiants allemands de Cologne et italiens de la Bocconi de Milan, Belges de l'université catholique de Louvain, Espagnols de l'ESADE de Barcelone ou Français de l'école des hautes études commerciales : le cosmopolitisme était garanti, samedi 30 novembre, dans la remise de leur diplôme aux cent vingt lauréats de la CEMS (Community of European Management School).

En trois ans à peine, cette Communauté des écoles européennes de management a su se frayer un chemin dans le labyrinthe des formations européennes à la gestion. Le pari était loin d'être gagné d'avance lorsque HEC, l'ESADE, la Bocconi et l'université de Cologne ont fondé ce réseau en décembre 1988. La diversité des statuts (public, privé ou consulaire) et des structures, les disparités de taille (une centaine de diplômés par an à Rotterdam contre 1 200 à Milan), les différences de cursus, de pédagogie et de tradition : rien ne facilitait, a priori, le rapprochement entre les établissements, si ce n'est la certitude d'être chacun leader dans leur pays et la volonté de préparer, à l'échelle de l'Europe, l'internationalisation des entreprises et de leurs futurs dirigeants (le Monde du 2 mars 1989).

Le premier signe de succès a été l'élargissement rapide du réseau. Dès septembre 1989, les quatre fondateurs ouvrent leurs portes à l'université Erasmus (Rotterdam) et à l'université catholique de Louvain. Un an plus tard, la Business School de Copenhague, l'école de Saint-Gall, en Suisse allemande, et l'université de Vienne les rejoignent. Puis, en juin 1991, l'école d'économie de Stockholm. Enfin, lors de l'assemblée générale du 29 novembre, les Britan-

niques de la London School of Economics ont fait leur entrée.

Recherchée dès l'origine, la présence d'un partenaire d'outre-Manche posait de délicats problèmes, tant le système anglais de formation des managers reste dominé par le modèle du MBA (master in business administration) ouvert à des cadres ayant déjà une expérience professionnelle. Pour la formation initiale, les meilleures universités (Oxford et Cambridge) sont calées sur la norme du bachelier en trois ans et restent méfiantes, comme le souligne le professeur Peter Abell, de la London School of Economics (LSE), par les disciplines littéraires et scientifiques classiques, au détriment des formations au management. « L'entrée des Anglais comme la mise en place par la LSE d'un master of european management en cinq ans démontrent que l'impérialisme des MBA était moins irrésistible qu'on ne le craignait il y a quelques années », note, non sans satisfaction, le directeur d'HEC, M. Jean-Louis Scaringella.

Consolider le développement

Fort de ses onze membres, la CEMS va maintenant prendre le temps de consolider son développement. Luis Puig, doyen de l'ESADE et président de la CEMS, l'explique sans détours : « Nous avons été un peu surpris par cet engouement immédiat qui nous a permis de rassembler très vite les meilleures écoles européennes. Nous devons faire une pause pour digérer tout cela, avant d'examiner de nouvelles candidatures », notamment celles des Norvégiens ou des Islandais.

En effet, l'ambition du réseau n'est pas de se contenter d'être un club prestigieux. Pas davantage de créer un modèle unique de formation au management à l'échelle européenne. Mais plutôt de préserver les spécificités et les points forts de chaque école et de « construire une vraie compatibilité entre les institutions », selon la

formule de M^{me} Nicole de Fontaines, secrétaire générale de la CEMS. Cette « imprégnation progressive » des cursus et des mentalités repose sur le diplôme européen de management, commun aux onze partenaires.

Objectif :

10 000 diplômés par an

Ce diplôme, dont la valeur est certifiée par les écoles et universités du réseau ainsi que par les vingt-huit grandes entreprises qui leur sont associées, repose sur une formation au management de haut niveau, sur une formation spécifique à l'environnement international, sur la maîtrise impérative de trois langues européennes et enfin sur une expérience internationale d'au moins six mois comportant un trimestre académique dans l'une des institutions du réseau et un stage dans une entreprise européenne.

Toutefois, la probabilité de voir ce diplôme européen supplanter ou remplacer les diplômes de chacune des écoles ou universités reste encore bien lointaine. Il demeurera, pour longtemps encore, un passeport européen qui vient s'ajouter au cursus national. En 1990, la première promotion comptait 77 étudiants. En 1991, on est passé à 120, encore largement dominés par les Espagnols, les Français et les Italiens.

Et l'objectif fixé aujourd'hui pour assurer la « visibilité » de ce cursus est d'un million de diplômés par an. Assez loin des perspectives esquissées il y a trois ans : ainsi 10 % de la promotion d'HEC aura décroché, cette année, le label de la CEMS. Et les Allemands de l'université de Cologne ne cachent pas, comme le note le professeur Günter Sieben, que ce parcours très haut de gamme est surtout, pour l'instant, un instrument d'émulation pour dégrader une élite parmi leur millier de diplômés annuels.

Une sélection que les étudiants ne regrettent pas. Pour André Tinagli, sorti de Bocconi, diplômé de la CEMS l'an dernier et qui travaille désormais à Paris dans une société de commissaires aux comptes, ce diplôme présente l'indéniable avantage de favoriser « l'intégration des cultures, de découvrir différents styles de management, bref de faciliter une implantation à l'étranger ». Ce « mixage culturel » est essentiel, confirme Ulrikka Mikkelsen, de Copenhague : « Découvrir d'autres méthodes, d'autres façons d'aborder les problèmes, s'immerger dans une autre culture que la sienne est le seul moyen de se former vraiment au management international. »

Ce qui est vrai pour les étudiants l'est également pour les enseignants. Les discussions régulières, depuis trois ans, sur les contenus des cours, leur organisation et les approches pédagogiques des uns et des autres ont amorcé une réelle européanisation des enseignements. « La CEMS nous a permis de découvrir, de façon très concrète par exemple, la part du théorique dans les cursus de Cologne ou de Louvain. Cela a pesé sur la réforme en cours de la scolarité à HEC, où nous avons essayé de mieux articuler le conceptuel et l'opérationnel », souligne ainsi M. Jean-Louis Scaringella. De même Cologne, Saint-Gall ou Copenhague ont commencé à faire évoluer leurs programmes pour y injecter davantage de marketing ou d'études de cas pratiques, encore peu présents.

Harmonisation progressive

Pour accentuer cette osmose, les professeurs des différentes institutions ont constitué une dizaine de groupes de travail pour réfléchir de façon plus systématique à l'évolution des principales disciplines (finance, marketing, droit, comptabilité, gestion des ressources humaines, etc.). Comme l'explique M. Bernard Dubois, professeur de marketing à HEC, « notre première tentative a été d'harmoniser les cours. Mais nous avons vite constaté que c'était très difficile. Nos habitudes académiques, nos méthodologies et nos intérêts de recherche sont encore trop éloignés. Nous avons donc changé notre angle d'attaque et abordé le problème de façon plus pragmatique, en cherchant à comparer et rapprocher notre matériel pédagogique ».

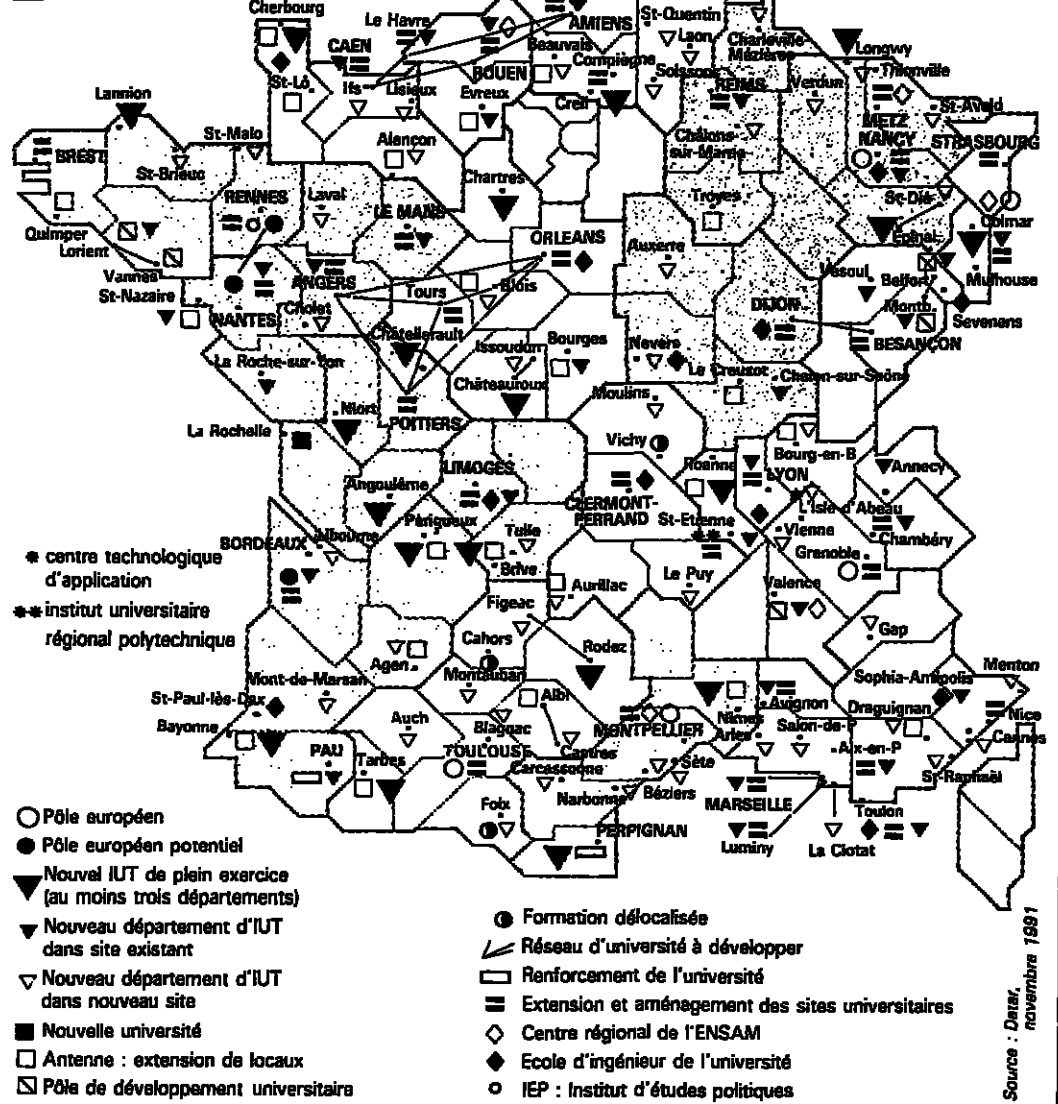
Ainsi un recueil commun d'études de cas a été mis au point afin de favoriser une approche plus européenne. Les enseignants de marketing envisagent maintenant de monter ensemble un séminaire de recherche. Une approche souple et progressive qui, loin des enjeux à grand spectacle du sommet de Maastricht, préfigure l'Europe des managers de demain.

GÉRARD COURTOIS

Les implantations nouvelles d'« Universités 2000 »

PROSPECTIVE UNIVERSITAIRE 1990-1995
POUR LES RÉGIONS DONT LE SCHEMA
EST APPROUVÉ AUX CIAT

- ☐ du 3 octobre 1991
- ☐ du 28 novembre 1991



Les schémas d'aménagement et de développement des enseignements supérieurs d'une vingtaine de régions ont été approuvés par les comités interministériels d'aménagement du territoire des 3 octobre et 28 novembre (le Monde des 5 octobre et 29 novembre). Exception faite de l'Île-de-France et de la Corse, c'est donc l'ensemble du plan universitaire 2000, lancé par le ministère de l'éducation nationale il y a près de deux ans, qui est désormais bouclé. Ces schémas régionaux définissent, région par région, département par département et ville par ville, l'ensemble des investissements programmés, entre 1991 et 1995, pour accueillir les quelque 350 000 étudiants attendus dans les prochaines années. Nous avons détaillé (le Monde du 29 novembre) la répartition des financements, pour chaque région, entre l'État et les collectivités locales. Il n'est pas moins instructif de publier la carte

des nouvelles implantations et investissements prévus. Cette carte universitaire de la fin de siècle fait en effet clairement ressortir le réseau de plus en plus dense de l'enseignement supérieur français. Les métropoles régionales bénéficient sans doute de la plus grosse part de l'effort, avec la création de cinq « pôles européens » à Strasbourg, Grenoble, Montpellier, Toulouse et Lille et de très nombreuses extensions dans les principales villes universitaires, sans oublier les quatre nouvelles universités créées en Île-de-France. Mais les villes moyennes font également l'objet d'investissements très importants : trois universités nouvelles dans le Nord-Pas-de-Calais et à La Rochelle, des « pôles de développement universitaires » à Lorient-Vannes, Valence et Belfort-Montbéliard et un maillage de plus en plus serré d'antennes universitaires locales et d'unités universitaires de technologie.

Le fantôme de la Stasi à l'université Humboldt

Soupçonné d'être un ancien collaborateur de la sécurité d'Etat, la Stasi, le président de l'université de Berlin-Est est limogé.

BONN

correspondance

ÉTUDIANTS, intellectuels et anciens défenseurs des droits civiques de l'ex-RDA ont manifesté, la semaine dernière, contre le licenciement sans préavis du président de l'université Humboldt de Berlin-Est, M. Heinrich Fink, professeur de théologie, relevé de ses fonctions depuis le 27 novembre par le sénateur de l'éducation et de la science, M. Manfred Bahardt (CDU).

M. Heinrich Fink avait reçu sa lettre de licenciement quelques jours avant l'élection du nouveau président de l'université, prévue pour le début de décembre, à laquelle il était candidat. Le motif du licenciement est abrupt : d'après les informations de M. Joachim Cauck, chargé officiellement de l'examen des archives de l'ancien ministère de sécurité d'Etat (Stasi) de l'ex-RDA, le président de l'université Humboldt aurait été collaborateur de la Stasi depuis 1969. Sous le pseudonyme de « Heiner », il aurait fourni des informations aux services secrets en tant que « collaborateur informel ».

Mais il n'existe aucune certitude qui puisse prouver la collaboration de M. Fink avec les agents de la Stasi, les dossiers correspondants ayant été soustraits par le service en 1989. Restent des indices. Dans douze pièces au moins, on aurait trouvé le nom du professeur, âgé aujourd'hui de cinquante-six ans. Avec l'agent « Heiner » s'était développée une collaboration productive. En outre, les enquêteurs de M. Cauck ont trouvé dans les archives de la Stasi une pièce faisant état d'une décision interne, datant du 12 juin 1968, de recruter le jeune théologien comme collaborateur informel, parce que celui-ci disposait de « contacts intéressants » à l'étranger et en Allemagne de l'Ouest.

M. Fink se considère comme la victime d'une « manipulation politique ». Il affirme qu'il n'a jamais signé de déclaration d'engagement ni aucun autre accord avec la Stasi — une affirmation qui ne peut être ni prouvée ni démentie. Il admet cependant avoir eu « forcément » des contacts avec les responsables de la sécurité d'Etat, comme toutes les personnalités ayant eu des fonctions de quelque importance dans l'ancienne RDA.

Le président chassé vient d'annoncer qu'il va porter plainte contre la décision du sénateur chrétien-démocrate, M. Erhardt. Il n'est pas le seul à soupçonner une tentative de manipulation de l'élection présidentielle de l'université : à l'occasion d'un débat public, des écrivains populaires et anciens dissidents comme Christa Wolf et Stefan Heym, ou encore Jens Reich, un des fondateurs du parti Neues Forum, se sont solidarisés avec le professeur de théologie.

Bête noire

Durant l'été, celui-ci avait porté plainte contre la restructuration de cinq unités d'enseignement jugées idéologiquement trop attachées à l'ancien régime, à savoir les facultés de droit, de sciences économiques, d'histoire, de philosophie et de pédagogie. En appelant à l'autonomie universitaire, M. Heinrich Fink s'opposait au projet du Sénat qui prévoyait le licenciement de l'ancien personnel enseignant. Depuis lors, le président en fonction depuis mai 1990, était devenu la bête noire du sénateur de la science et de nombre de professeurs à l'Ouest.

Mais il est aussi l'objet de critiques internes : quelques-uns de ses collègues lui reprochent de protéger, sous le prétexte de l'autonomie, les anciens adhérents du SED.

SILKE GRAEFINGHOFF

7271101550

3000 MALADIES GENETIQUES

dont

- CARDIOMYOPATHIES HYPERTROPHIQUES • RETINITES PIGMENTAIRES
- EPIDERMOLYSES BULLEUSES • HYPERTHERMIE MALIGNNE • MALADIES DE CHARCOT MARIE-TOOTH (neuropathies périphériques héréditaires)
- SYNDROME DE MARFAN • ACHONDROPLASIE • SYNDROME DE USHER
- ADRENOLEUCODYSTROPHIE • ATAXIE DE FRIEDREICH • MUCOVISCIDOSE
- LEUCODYSTROPHIE METACHROMATIQUE • MALADIES DE TAY-SACHS
- MALADIE DE GAUCHER • MUCOLIPIDOSES • MUCOPOLYSACCHARIDOSES (maladie de HUNTER, maladie de HURLER) • MALADIE DE POMPE
- OSTEOGENESE IMPARFAITE • CHOREE DE HUNTINGTON • SYNDROME DE WILLI PRADER • SYNDROME DE RETT • NEUROFIBROMATOSES (ou maladies de RECKLINGHAUSEN) • SYNDROME DE L'X FRAGILE • POLYKYSTOSE RENALE • DIABETE • HYPERTENSION ARTERIELLE • AMYOTROPHIES SPINALES HEREDITAIRES • MALADIES MUSCULAIRES CONGENITALES
- DYSTROPHIES MUSCULAIRES PROGRESSIVES • MALADIES MYOTONIQUES • MYOPATHIES METABOLIQUES HEREDITAIRES • MYOSITES
- CYSTINURIE • SYNDROME DE WILLIAMS • STRÜMPPELL LORRAIN
- GLYCOGENOSE • POLYPOSE ADENOMATEUSE FAMILIALE • SYNDROME DE LEBER • SCLEROSE TUBEREUSE DE BOURNEVILLE • SCLERODERMIE
- ICTHYOSES • RENDU-OSLER • SYNDROME DE TURNER.

Cette page* est offerte afin que les personnes concernées par les maladies génétiques ci-dessus sachent que la recherche sur les maladies génétiques est en marche.

- Pendant le TELETHON (6 et 7 décembre) en téléphonant au (1) 45 88 56 56, vous pourrez obtenir des informations.
- Dès aujourd'hui, en consultant le Minitel 3615 code AFM, vous pouvez vous informer sur les associations de malades existantes.

Si la maladie génétique qui vous concerne n'est pas mentionnée, et si vous souhaitez rencontrer des personnes ayant le même problème, appelez au (1) 45 88 56 56 pendant l'émission, nous essaierons de vous aider.

Depuis le 1^{er} TELETHON, plus de 20 associations contre les maladies génétiques se sont créées.

LES MALADES S'ORGANISENT. LA RECHERCHE EST EN MARCHE.



ASSOCIATION FRANÇAISE
CONTRE LES MYOPATHIES

OLIVIER PANGOT
Conseiller

* Cette page est offerte par la BNP, partenaire du Téléthon. Pour tout savoir sur les comptes du Téléthon, consulter Minitel 3615 code AFM.

EDUCATION • CAMPUS

COURRIER

Têtes de Turc

A propos d'une déplorable histoire d'enseignants non payés depuis septembre, le recteur de Paris se fait un devoir d'incriminer « le trésorier-payeur général dont les services restent trop souvent un dossier pour une virgule mal placée » (le Monde des 24 et 25 novembre). Ayant longtemps été recteur d'académie avant d'être « TPG », je ne saurais trop recommander aux administratifs du rectorat de ne pas céder à la facilité qui consiste à chercher un bouc émissaire idéal, celui qui est en bout de chaîne, le Trésor public. Les services administratifs de l'éducation nationale sont trop souvent eux-mêmes en situation de têtes de Turc pour s'abandonner à cette fâcheuse tendance du « c'est pas moi, c'est l'autre ».

Le Trésor public a, certes, l'habitude de ce genre de mise en cause, participant du traditionnel haro sur le ministère des finances. Non seulement il est jugé pingre (comme si c'était son argent qu'il manipulait et non celui des contribuables!), mais tatillon, vétilleux jusqu'à la perversité, cachotier même, bref, empêcheur de dépenser en rond (...).

C'est que le Trésor public a l'obligation de contrôler l'argent public en vertu des règles de la comptabilité publique. Sa responsabilité n'est pas une responsabilité administrative abstraite mais au contraire, personnelle. Qui manie l'argent public, au Trésor, est comptable de cet argent sur ses deniers propres. Malgré cela, une communication incessante avec les administrations, quelquefois forcément approximative, permet de faire avancer les choses, et le coup de fil qui débouche le dossier vient autant des finances que des administrations concernées. Force est de constater qu'il manque des pièces substantielles plus souvent qu'une simple virgule. Si le Trésor fonctionnait à la virgule, la vie administrative s'arrêterait!

Une seule question à nos frères en administration du rectorat : en admettant qu'on prenne au sérieux cette histoire de virgule, cachée de surcroît, avez-vous passé un coup de fil à vos collègues du Trésor public pour régler la question avec eux?

GEORGES RIERA
trésorier-payeur général Corrèze

Etudiants majeurs, mais pas vaccinés

L'abaissement à dix-huit ans de la majorité sociale pour les étudiants achoppe sur des difficultés techniques

La majorité sociale étudiante est en panne. Le projet de faire coïncider l'âge de la majorité civile avec celui de l'autonomie en matière de santé et de Sécurité sociale - 18 ans, au lieu de 20 ans aujourd'hui - ne sera pas examiné lors de cette session parlementaire, comme cela était initialement envisagé.

Après avoir beaucoup tergiversé, le gouvernement a en effet décidé de ne pas inclure cet abaissement de la majorité sociale dans le projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (DDOS) qui doit être examiné par les députés le 9 décembre. L'initiative ne devrait pas non plus être prise par les députés, le groupe socialiste ayant choisi de ne pas l'inscrire parmi les amendements proposés. Mais les partisans de cette disposition affirment, croix de bois, croix de fer, qu'elle sera au programme de la prochaine session parlementaire, au printemps prochain, « le temps nécessaire pour régler quelques problèmes techniques ». Une excuse déjà invoquée le 26 juin dernier, lorsque cette même réforme avait été, une première fois, rejetée par les parlementaires.

Un intense lobbying

Lors de la dernière session, en effet, M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales, avait présenté un amendement destiné à abaisser de 20 ans à 18 ans l'âge d'affiliation au régime étudiant de Sécurité sociale pour tous les élèves et étudiants de l'enseignement supérieur. Ces derniers sont actuellement ayants droit du régime général, c'est-à-dire qu'ils dépendent de l'autorité parentale. L'argument est simple : il est anachronique que les étudiants, majeurs et civilement responsables à 18 ans, voient leurs remboursements de Sécurité

sociale transiter par la boîte aux lettres de leurs parents. Mais, proposé à la va-vite, l'amendement est rejeté en première lecture. D'autant que la proposition prévoit de faire payer une cotisation aux nouveaux assurés sociaux, jusqu'à exonérés puisqu'ils dépendent de leurs parents.

Condamnée à revoir sa copie, la Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF), à l'origine du projet, étudie les différentes possibilités et propose une nouvelle version. Les jeunes de 20 ans à 26 ans continueront de verser leur cotisation annuelle de 800 francs, à l'exception des boursiers. En revanche, les 18-20 ans auraient leur propre numéro de Sécurité sociale mais seraient exonérés. Un tour de passe-passe qui ferait basculer les dossiers de 400 000 jeunes sous la responsabilité des mutuelles étudiantes, gestionnaires par délégation du régime étudiant de Sécurité sociale. La solution est séduisante car elle élimine le reproche antisocial qui avait été fait au projet initial.

Pour éviter de voir sa proposition une nouvelle fois rejetée par les parlementaires, la MNEF décide de passer la vitesse supérieure. Jusqu'à simple aiguillon, elle se lance alors dans une véritable action de lobbying. Dans les établissements d'enseignement supérieur, une « carte au président de la République » est proposée, afin de réclamer l'alignement de la majorité sociale sur la majorité civile.

En parallèle, des personnalités du monde politique et social sont sollicitées pour apporter leur soutien. De M. Michel Rocard à M. Dominique Baudis, de M^{me} Catherine Trautmann à M. François Guillaume, l'éventail des réponses dépasse les classiques clivages droite-gauche. Dans le secteur éducatif, cette proposition rassemble des associations étudiantes comme l'UNEF-ID et la FAGF, des sociétés mutualistes,

des mutuelles étudiantes régionales, des associations de parents d'élèves et la Fédération de l'éducation nationale. M. Lionel Jospin apportera même publiquement son accord de principe, le 7 novembre, lors de l'examen du budget de l'enseignement supérieur par l'Assemblée nationale. Mais cela ne suffit pas.

Car, si le principe de la majorité sociale fait l'objet d'un consensus - qui peut s'opposer à l'autonomie des étudiants en matière de santé? - sa mise en œuvre se heurte à de nombreux problèmes sur le plan technique. Le ministère des affaires sociales, responsable du dossier, fait le dos rond. M. Jean-Louis Bianco a, certes, donné son accord de principe. Mais ses services ont eu beau examiner le problème sous tous les angles, aucune solution satisfaisante n'a pu être trouvée. A cause de trois obstacles majeurs.

L'opposition de certaines mutuelles

Le premier concerne le remboursement complémentaire des soins. En effet, le projet concerne seulement le régime général de la Sécurité sociale. Mais, pour exercer pleinement leur autonomie en matière de santé, les 18-20 ans devront aussi couper le cordon qui les relie à la mutuelle de leurs parents. Ils devront donc, s'ils veulent bénéficier de la même couverture sociale, prendre une assurance complémentaire que les mutuelles étudiantes seraient ravies de leur proposer. A cette objection, les partisans de la majorité sociale répliquent que le remboursement complémentaire des soins a toujours été facultatif et que cet obstacle technique est sans fondement.

La deuxième difficulté apparaît plus sérieuse. Elle concerne un autre aspect de la couverture mutualiste. La majorité sociale n'aurait aucune incidence sur les

contrats, qui précisent que les descendants sont couverts jusqu'à tel âge. En revanche, certains contrats stipulent que seuls les ayants droit sont pris en compte. Or les 18-20 ans, en accédant à l'autonomie et à leur propre numéro de Sécurité sociale, n'auraient plus ce statut. Il est donc clair que toutes les mutuelles n'accepteraient pas de continuer à prendre en charge le remboursement complémentaire des soins des enfants de leurs contractants. En outre, certaines mutuelles, comme la MOEN, refusent fermement l'ouverture d'une brèche dans le principe des ayants droit.

Le dernier problème soulevé par la majorité sociale est beaucoup plus terre à terre. Il apparaît peu judicieux de confier 400 000 adhérents supplémentaires aux mutuelles étudiantes au moment où se négocient au plus haut niveau les remises de gestion. Il s'agit de la compensation accordée aux mutuelles pour la gestion des dossiers. Les 18-20 ans, s'ils devaient s'ajouter aux calculs déjà complexes, ne seraient pas sans incidence dans la balance.

Enfin, certaines voix s'élèvent afin de modifier le contenu même de la mesure. Ainsi, on propose de faire de la majorité sociale un choix et non un droit. Chaque étudiant de 18 à 20 ans pourrait ainsi se déterminer librement. D'autres suggèrent de réfléchir à une majorité sociale pour tous les jeunes de plus de 18 ans, et pas seulement ceux de l'enseignement supérieur. L'avantage de telles idées est qu'elles compliquent la proposition de départ, au point de l'enterrer. Mais l'optimisme des partisans de la majorité sociale ne faiblit pas. A la prochaine session parlementaire, croix de bois, croix de fer...

MICHELLE AULAGNON

M. Campinchi président de l'UNEF-ID

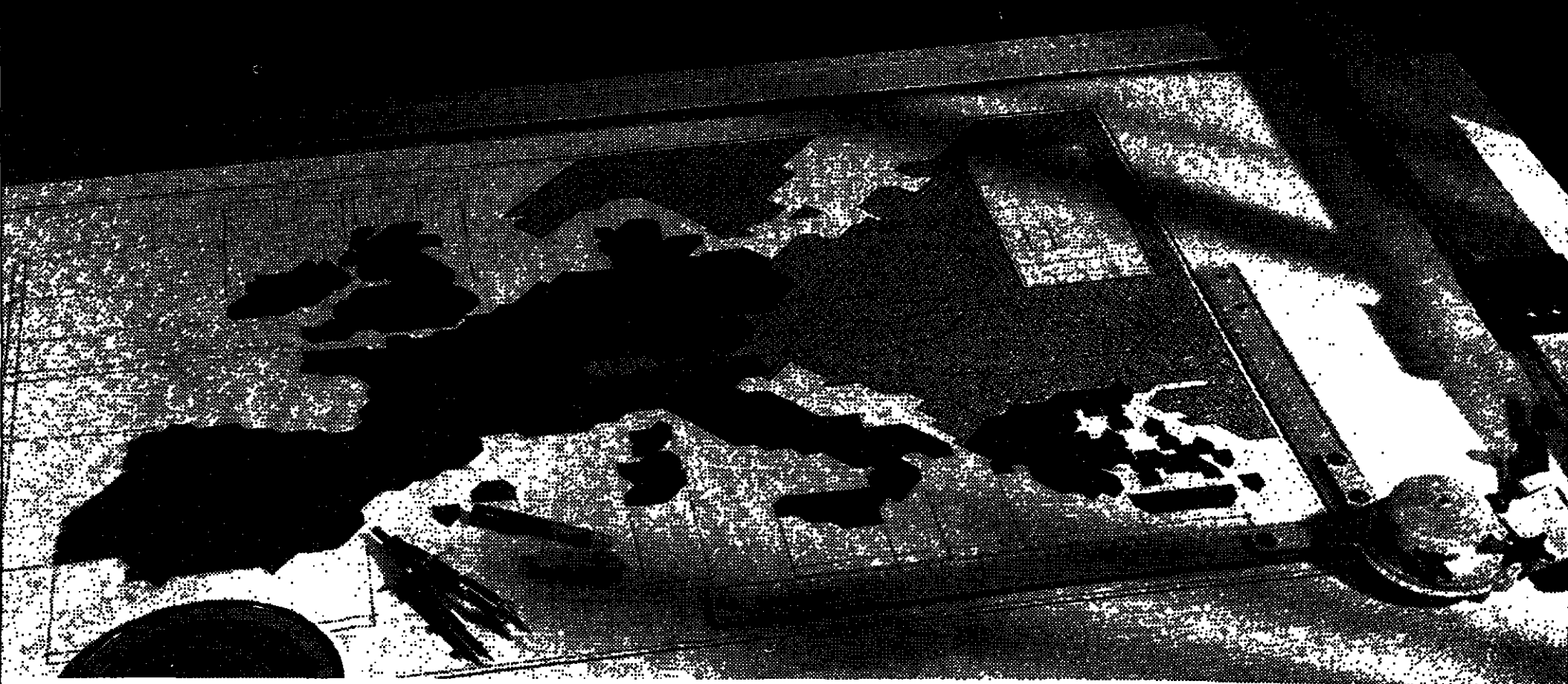
L'UNEF-ID, indépendante et démocratique change de tête. Samedi 30 novembre, M. Philippe Campinchi a été désigné comme président, en remplacement de M. Christophe Borgel. Agé de vingt-sept ans, étudiant en troisième cycle à l'école des hautes études en sciences sociales, M. Campinchi est membre de l'UNEF-ID depuis 1986. Il fait partie de la génération de 1986, mobilisée contre le projet de loi Devaquet, et, grand amateur de service d'ordre, aime à se définir comme « le ministre de l'intérieur du mouvement ».

Désirant « faire du syndicalisme avant tout », il a inauguré son mandat par une campagne dénonçant les conditions d'examen inégales selon les filières et les établissements. Cette première action a fait l'unanimité parmi les différentes tendances de l'organisation.

Sur un plan politique, il a assuré que « le combat contre le Front national représente un fil conducteur comparable à celui qu'était la lutte contre la guerre d'Algérie dans les années 50-60 et celle contre le stalinisme des années 70-80 ». Cette prise de position a rappelé la fidélité de l'UNEF-ID à l'un de ses anciens présidents, M. Jean-Christophe Cambadélis, aujourd'hui député socialiste et porte-drapeau de la lutte contre l'extrême droite. Elle s'inscrit dans la continuité de l'action de M. Christophe Borgel, le président sortant. Il a dirigé ce syndicat étudiant proche de la majorité depuis avril 1988. M. Borgel, nommé président d'honneur, envisage de créer une association organisant le soutien scolaire, par des étudiants, dans des quartiers dits difficiles.

M. A.

PPE. Les architectes de l'Europe démocratique.



L'UNEF-ID

Ils ont dessinés les plans initiaux de la Communauté Européenne. Ils furent les premiers à l'adapter, l'élargir, lui donner toute sa dimension politique. Ils connaissent donc parfaitement ce qui nous manque en priorité pour construire une véritable Union Européenne, celle des Douze. Et demain, celle de tout le continent.

Telle que la veulent les Parlementaires du PPE, voici l'Europe au service des citoyens.

* C'est d'abord une Europe où seule la démocratie est souveraine. Les véritables démocrates sont, seuls, capables

de concilier l'efficacité économique avec la solidarité sociale. Seul au suffrage universel, le Parlement Européen doit désormais partager à égalité avec les gouvernements, la décision démocratique.

* C'est ensuite une Europe qui s'exprime et se manifeste comme une seule et même nation. Une nation pour notre Communauté, de réagir aux nouveaux défis du monde. Ainsi, et ainsi seulement, elle devient capable de se comporter en une force alliant équilibre et paix. Cette puissante unification ne peut se produire sans véritable union monétaire et

politique. Tels sont les enjeux décisifs du Sommet de Maastricht.

* Enfin c'est une Europe ouverte sur tout le continent. Car seule l'Union Européenne, puissante et unifiée, peut aider des démocraties aussi vulnérables que celles de l'Europe de l'Est, de l'Afrique, de l'Asie ou de l'Amérique du Sud. Ici encore, il s'agit d'un intérêt vital. Pour toutes ces nations-là, bien sûr, mais aussi pour nous tous.

C'est pour cette Europe que le Parti populaire européen (démocrates-chrétiens), son président Wilfried Martens et ses

123 euro-parlementaires se battent. Notre avenir en dépend. A chacun d'entre nous d'en prendre conscience.



COEUR DE L'EUROPE



CDS

LES 123 EUROPARLEMENTAIRES DEMOCRATES-CHRETIENS DES 12 PAYS DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE.

EXTRA 150

Opinion

ARTS • SPECTACLES

Les Transmusicales de Rennes 1991

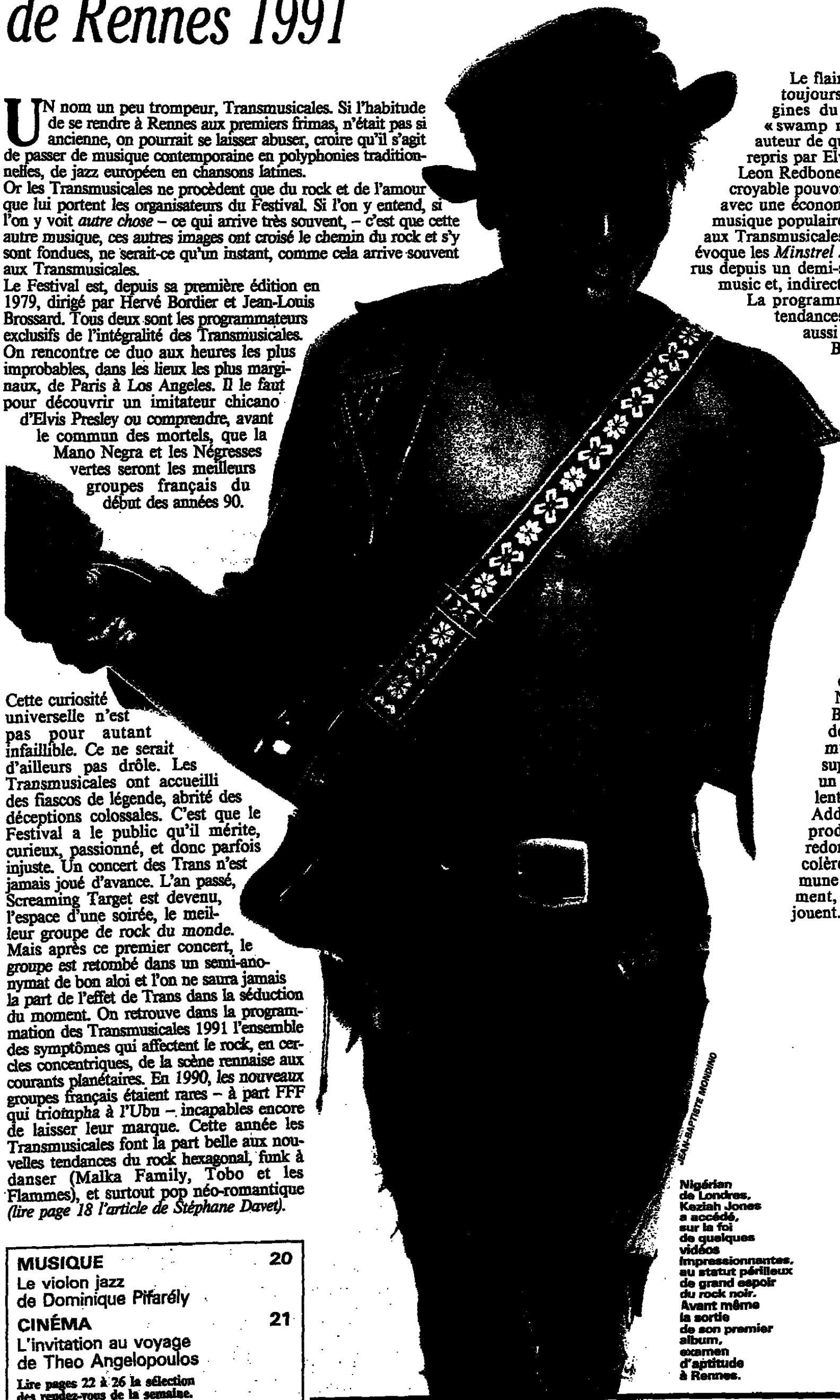
UN nom un peu trompeur, Transmusicales. Si l'habitude de se rendre à Rennes aux premiers frimas, n'était pas si ancienne, on pourrait se laisser abuser, croire qu'il s'agit de passer de musique contemporaine en polyphonies traditionnelles, de jazz européen en chansons latines.

Or les Transmusicales ne procèdent que du rock et de l'amour que lui portent les organisateurs du Festival. Si l'on y entend, si l'on y voit autre chose – ce qui arrive très souvent, – c'est que cette autre musique, ces autres images ont croisé le chemin du rock et s'y sont fondues, ne serait-ce qu'un instant, comme cela arrive souvent aux Transmusicales.

Le Festival est, depuis sa première édition en 1979, dirigé par Hervé Bordier et Jean-Louis Brossard. Tous deux sont les programmeurs exclusifs de l'intégralité des Transmusicales. On rencontre ce duo aux heures les plus improbables, dans les lieux les plus marginaux, de Paris à Los Angeles. Il le faut pour découvrir un imitateur chicano d'Elvis Presley ou comprendre, avant le commun des mortels, que la Mano Negra et les Nègresses vertes seront les meilleurs groupes français du début des années 90.

Cette curiosité universelle n'est pas pour autant infaillible. Ce ne serait d'ailleurs pas drôle. Les Transmusicales ont accueilli des fiascos de légende, abrités des déceptions colossales. C'est que le Festival a le public qu'il mérite, curieux, passionné, et donc parfois injuste. Un concert des Trans n'est jamais joué d'avance. L'an passé, Screaming Target est devenu, l'espace d'une soirée, le meilleur groupe de rock du monde. Mais après ce premier concert, le groupe est retombé dans un semi-anonymat de bon aloi et l'on ne saura jamais la part de l'effet de Trans dans la séduction du moment. On retrouve dans la programmation des Transmusicales 1991 l'ensemble des symptômes qui affectent le rock, en cercles concentriques, de la scène rennaise aux courants planétaires. En 1990, les nouveaux groupes français étaient rares – à part FFF qui triompha à l'Ubu – incapables encore de laisser leur marque. Cette année les Transmusicales font la part belle aux nouvelles tendances du rock hexagonal, funk à danser (Malka Family, Tobo et les Flammes), et surtout pop néo-romantique (lire page 18 l'article de Stéphane Davet).

| | |
|--|----|
| MUSIQUE | 20 |
| Le violon jazz de Dominique Pifarély | |
| CINÉMA | 21 |
| L'invitation au voyage de Theo Angelopoulos | |
| Lire pages 22 à 26 la sélection des rendez-vous de la semaine. | |



Nigérien de Londres, Keziah Jones a accédé, sur la foi de quelques vidéos impressionnantes, au statut périlleux de grand espoir du rock noir. Avant même la sortie de son premier album, examen d'aptitude à Rennes.

Le flair moderniste de Bordier et Brossard s'est toujours doublé d'une conscience aiguë des origines du rock. Tony Joe White, inventeur du « swamp rock » (rock des marais de Louisiane), auteur de quelques classiques dont *Polk salad Annie*, repris par Elvis Presley, jouera à Rennes tout comme Leon Redbone. On a déjà vanté dans ces colonnes l'incroyable pouvoir d'évocation de Redbone, qui ressuscite avec une économie de moyens étonnante la genèse de la musique populaire américaine. A l'occasion de son passage aux Transmusicales, il nous a donné un texte dans lequel il évoque les *Minstrel shows*, ces spectacles de music-hall disparus depuis un demi-siècle qui furent le creuset de la country music et, indirectement, du rock and roll (lire page 19).

La programmation met en lumière quelques autres tendances. La progression inexorable du rap mais aussi sa mutation. On verra à Rennes Son of Bazerk, groupe new-yorkais qui cherche à compenser les insuffisances théâtrales du rap en revenant à la tradition des revues de rhythm and blues : chorégraphie au cordeau, humour facile. MC Solaar, rappeur français dont l'astre ne cesse de monter, songeait à se produire en compagnie d'instrumentistes. Galliano, qui rappe en Angleterre, viendra avec quelques jazzmen de sa connaissance. Par désir d'exploration, mais aussi par souci d'économie (les procès en paternité d'échantillons sonores coûtent de plus en plus cher), le rap pourrait bien regagner la famille des musiques à jouer.

Côté rock *stricto sensu*, on remarquera la discrétion des Britanniques (mis à part les très merveilleux James) et le coup magistral réussi en programmant Nirvana. Entre le moment où Bordier et Brossard ont sollicité le quatuor de l'Etat de Washington et son concert aux Transmusicales, Nirvana a accédé aux couches supérieures des hit-parades américains, avec un rock adolescent, névrotique et ultra-violent. Nirvana (tout comme il y a peu Jane's Addiction) est de ces groupes qui arrivent à prodiguer au rock les électrochocs qui lui redonnent vie par saccades. Leur désir et leur colère relèvent de la passion malade commune à tous ceux que le rock a mis en mouvement, qu'ils organisent un festival ou qu'ils y jouent.

THOMAS SOTINEL

THEATRE

NANTERRE AMANDIERS

l'Empire
DE MICHEL DEUTSCH

& Ion
DE PLATON

Mise en scène
Michèle Foucher

du 26 novembre
au 14 décembre

46 14 70 00

LES TRANSMUSICALES DE RENNES

L'ÉTERNEL RETOUR DE LA POP FRANÇAISE

Une alternative à l'alternatif

Chaque hiver, la programmation des Transmusicales fournit des pistes précieuses sur ce que seront les tendances d'ici et d'ailleurs. On y décrypte cette année, pour la scène hexagonale, l'émergence de deux courants : un puissant mouvement funk/rap (Malka Family, MC Solaar, Tobe), déjà médiatisé, et la présence plus discrète d'artistes - Dominique Dalcanc, Louise Féron, Little Rabbits - dont le goût pour les mélodies gracieuses et sentimentales témoigne des préoccupations d'une autre nouvelle vague.

En France, pendant quatre ans (1985-1989), le rock alternatif a bruyamment imposé sa ferveur libertaire et son engagement. Une génération, biberonnée par le mouvement punk, a communiqué dans la révolte à coups d'hymnes et de slogans fédérateurs. L'aventure fut excitante mais la musique trop limitée. Pas de place là pour l'introspection et le vague à l'âme. Il fallait chercher ailleurs des gens qui se livrent et parlent de vous. L'intimisme a toujours été l'apanage d'un certain rock anglais. Si au début des années 80, la new wave (Cure, U2, Psychedelic Furs) déclinait ses émotions sur un mode emphatique, d'autres (Smiths, Pale Fountains, Go-Betweens...) redécouvraient un peu plus tard les vertus de la sobriété, des guitares claires et des chansons courtes aux mélodies instantanées. Capables aussi de fureur et de bruit (noisy), ils n'en restaient pas moins pop. Pop comme abréviation de *popular* parce qu'on peut être (depuis les Beatles) accessible sans racolage, pop surtout en opposition à un rock emprunté dans ses caricatures.

Des Français ont grandi aux sons de ces valeurs, mais avant de prendre la parole ils ont d'abord pris la plume. La première manifestation militante de cette ligne esthétique prit la forme d'un journal, *les Inrockuptibles*, créé il y a six ans à l'initiative de Christian Fèvre et Arnaud Deverre. D'abord magazine de fans (fanzine), *les Inrock* se sont imposés par une qualité formelle et surtout par l'intransigeance de leur parti pris. Devenus le premier tirage de la presse rock française (95 000 exemplaires annoncés), ils sont un peu les *Cahiers du cinéma* de cette vague, à la fois guides et théoriciens impertinents, gourous du bon goût suscitant coups de foudre et vocations. Assez logiquement, ils se sont associés à l'émission de Bernard Lenoir sur France Inter.

Curieux insatiable, Lenoir se fait l'écho depuis quinze ans des nouveautés les plus excitantes du rock anglo-saxon. En offrant à la ligne pop sa seule fenêtre sur une radio généraliste, il a hérité du statut de (grand) père spirituel. A l'exemple du disc jockey anglais John Peel, qui enregistre depuis vingt-cinq ans les meilleurs groupes anglais dans le cadre des *Peel Sessions*, réalisés dans les studios de la BBC, Lenoir s'est lancé dans l'aventure des *Black sessions* qui ont déjà accueilli Little Nemo, Little Rabbits et bientôt les Objets et Dalcanc. En attendant une prochaine commercialisation, ces sessions sont diffusées sur France Inter.

LES GROUPES FRANÇAIS ENTRE PUDEUR ET IRONIE

Du côté des artistes, cette relève s'est annoncée par touches. Des éclaireurs ignorés ont essuyé les platres (Pop Ministers, les Brantemonts), d'autres se sont essayés au romantisme de la *touching pop*, compromis français entre noirceur *cold wave* et fraîcheur mélodique (Little Nemo, Asylum Party) mais c'est une compilation, *Contresens*, sortie en avril dernier et réunissant vingt et un groupes ou artistes français, qui pour la première fois a fait prendre conscience du renouveau d'une inspiration. Emmanuel Tellier est le concepteur de ce manifeste. Cumulant à vingt-quatre ans les titres de rédacteur aux *Inrockuptibles* et de chanteur du groupe Chelsea, il avait toutes les raisons de se trouver au centre de cette aventure. « Comme musicien, j'ai longtemps eu l'impression d'être isolé par mes références. Mais en quelques mois, j'ai reçu aux Inrocks plusieurs cassettes de groupes français qui m'ont prouvé le contraire. Celles des Objets et des Little Rabbits m'avaient particulièrement enthousiasmé. Dans ma position, il aurait été impardonnable de ne rien faire. L'équipe du journal m'a donné un gros coup de main, Fnac Music a accepté de distribuer le disque et, d'un commun accord avec tous les musiciens, nous avons décidé de verser les éventuels bénéfices à la Fédération hospitalière de France afin d'aider les hôpitaux des pays de l'Est ». *Contresens*, un disque à contre-courant ? « En réaction aux sempiternels gardiens du temple, répond Tellier, ceux qui crient « rock'n'roll ! » au milieu de nos concerts. Pourquoi pas « jazz ! » pendant que vous y êtes ? »

Cette compilation a séduit autant par ses maladresses (fragilité, approximation) que par les qualités



Dominique Dalcanc



Les Objets



The Little Rabbits



Via Romance

partagées par à peu près tous les participants (concision, pudeur, ironie, émoi). Trois tendances artistiques s'en dégagent, parrainées par d'exemplaires anciens. Celle des séducteurs solitaires, sensibles aux mots et au confort d'écoute - Dalcanc, Marie Audigier - la famille Daho-Murat en somme. La seconde école suit les traces de Kid Pharaon, chanteur et producteur bordelais qui porta longtemps en solitaire le flambeau d'un rock très écrit d'influence plus américaine (Alex Chilton, Modern Lovers) qu'anglaise : sa descendance comprend Mister Moonlight, Surrenders, Suspense... La tendance Gamine, enfin, groupe mésestimé mais capital. En 1988, *Voilà les anges*, leur premier album, était bâti sur les sentiments, entre réserve et exhibition, à contre-courant du rock alternatif alors triomphant. On retrouve la ligne claire du groupe de Paco Rodriguez (aujourd'hui producteur de l'album des Little Rabbits) chez Chelsea, Via Romance ou Les Objets.

Si on tente un portrait-robot des acteurs de cette mouvance, difficile de ne pas dessiner l'exacte antithèse de la génération rap. Une caricature facile opposerait la pop, musique d'une petite bourgeoisie blanche, passe-temps nombriliste et étudiant d'une tranche d'âge ayant assez largement dépassé la vingtaine, au hip-hop, musique noire, défouloir juvénile des banlieues prolétaires. Un rapide sondage laisse apparaître près de dix ans d'écart entre les plus jeunes (The Drift, Lucievacarme) et les moins jeunes (Les Objets, Dalcanc) des artistes pop. Difficile donc de généraliser. Aucun de ces groupes, à notre connaissance, ne vient d'Aubervilliers ou des Minguettes, la plupart sont originaires de province : Chelsea de Tours, les Little Rabbits de Nantes, Via Romance de Nîmes, European Sons de Rennes.

Alors, musique de chambre contre musique de rue ? Que pense Emmanuel Tellier d'une éventuelle lutte des classes ? « Je viens d'un milieu ouvrier provincial mais je n'ai pas connu la violence urbaine. Il est vrai que beaucoup d'entre nous sont du bon côté de la barrière sociale. J'admire la sincérité et la violence du discours des rappers. C'est un grand bol d'air au même titre que la pop. »

Les esprits mal intentionnés verraient bien cette nouvelle vague se briser sur deux écueils : le conservatisme musical et la servilité face aux modèles anglosaxons. Dominique Dalcanc, dont l'album *Entre l'étoile et le carré* est distribué par BMG, chante en anglais et en français : « L'anglais est une part de ma culture. Il y a aussi un aspect ludique dans la pratique d'une langue qui n'est pas la mienne, il peut être amusant de se cacher derrière les mots ». Dalcanc s'écarte aussi de la norme instrumentale du mouvement, refusant le carcan du quatuor guitares-basse-batterie : « J'ai envie d'être plus expérimental. En 1991, il existe un instrument, complément de la mémoire, l'ordinateur, l'échantillonneur. Il peut m'apporter une palette de couleurs infinie. »

Dalcanc reste un marginal face aux amoureux de la guitare qu'il définit comme des tenants de la « ligne jave », déchaînée à force d'épure. Ce sont eux qui font dire à Bernard Batzen, qui manage ou a managé les grands noms de la scène alternative (Mano Negra, Satellites, Babylon Fighters) : « A quoi ça sert de se battre des années pour s'émanciper des références anglo-saxonnes, si c'est pour replonger aujourd'hui ? »

Quand ils chantent en anglais, la plupart de ces groupes maîtrisent mieux la langue de Shakespeare que leurs aînés punks ou alternatifs. Il s'agit tout de même d'une facilité assumée avec plus ou moins de brio. En revanche, le versant francophone de cette production témoigne d'un souci aigu du texte et de l'émergence de vrais auteurs. Un groupe qui se baptise les Objets, intitule son premier album *la Normalité* et essaie de rentrer au top 50 en chantant l'agonie des mouches « molles et écrasées » tient autant de Francis Ponge que de Monochrome Set (incarnation

pop du nonsense anglais qui sévissait au début des années 80).

Face à l'émergence du courant pop, les grandes maisons de disques oscillent entre enthousiasme et circonspection. Les plus audacieuses n'ont pas voulu se laisser prendre au dépourvu. Elles ont trouvé des artistes conciliants qui n'opposaient aucun argument politique à leur signature sur une major. Les Objets sont chez Columbia, Dalcanc chez BMG par l'intermédiaire du label indépendant belge Crammed, les Little Rabbits sont distribués par Virgin. La multinationale anglaise a accueilli le label Single KO fondé par Louis Thévenon qui guida les premiers pas des précurseurs du mouvement, Little Nemo ou Collection D'Amel-Andréa. Enfin, Via Romance est sous contrat avec Island.

LES MAISONS DE DISQUES ENTRE ENTHOUSIASME ET CIRCONSCRIPTION

Isidore Brobst, directeur de la promotion du label, s'explique : « Nous parions sur une carrière à long terme. Même si le premier album (à paraître au printemps 92) ne se vend pas à des dizaines de milliers d'exemplaires, nous continuerons à travailler avec le groupe. » Une confiance qui semble justifier l'impact des premières maquettes d'un lyrisme séduisant et maîtrisé ainsi que le recours systématique au français. Car c'est une vérité presque constante du marché hexagonal : on ne peut pas être rocker. Français et anglophone, et vendre beaucoup de disques.

Certains vont encore plus loin : « En France, Morrissey (ex-chanteur des Smiths) vend 12 000 exemplaires de chacun de ses albums, le moindre disque de Heavy Metal vend dix fois plus, fait remarquer un responsable marketing. Je ne vois pas pourquoi un Morrissey français ferait mieux que l'original. »

Mais le chemin de la pop ne passe pas forcément par les majors. La dévotion que suscite le genre ne se traduit pas seulement par la pratique musicale mais aussi par la production de fanzines, de management de groupes ou la création de labels. Régis Giraud, a préféré manager les Little Rabbits plutôt que de travailler pour une grande maison de disques comme il en avait la possibilité. A Rennes, Alan Gac n'était pas encore majeur lorsqu'il a produit le premier album des European Sons en septembre 90. Il a ensuite fondé son label, grâce à un prêt bancaire garanti par sa maman. Aujourd'hui associé à l'équipe des Transmusicales, distribué par l'indépendant Danceteria, Alan Gac vient d'acheter un studio 16 pistes qui lui permettra de produire à bon marché des disques d'une qualité sonore plus qu'acceptable. Après avoir sorti trois albums (European Sons, Chelsea, The Drift) en 1991, Rosebud annonce dix nouvelles références pour 92 dont les disques de trois groupes rennais (13th Hole, Swan Julian Swan, Lighthouse).

Pour accéder au statut de « vague » à part entière, le mouvement doit encore passer quelques obstacles. La plupart des itinéraires évoqués ici ont fait, pour l'instant, l'économie du passage sur scène. Dalcanc donnera son premier concert en ouverture des Transmusicales. Pourtant, face à l'indifférence des radios, les tournées sont le seul moyen d'élargir le cercle des initiés et d'améliorer des chiffres de vente pour l'instant modestes : quatre mille exemplaires pour Chelsea, cinq mille pour Dalcanc, six mille pour les Objets et neuf mille pour la compilation *Contresens*. Ce qui ne suffit sûrement pas à donner la mesure d'un mouvement divers, en mutation perpétuelle.

STÉPHANE DAVET

* Discographie. Les Objets : *la Normalité* (Columbia); Little Rabbits : *Dans les faux puits rouges et gris* (Single KO, distribution Virgin); Chelsea : *Réservé aux clients de l'établissement* (Rosebud, distribution Danceteria); Dominique Dalcanc : *Entre l'étoile et le carré* (Crammed/BMG); Chelsea, Via Romance, Little Rabbits... : *Contresens* (Fnac Music).

Rennes en Trans

- MERCREDI 4 DÉCEMBRE. - L'Ubu (de 17 heures à 19 heures) : Dominique Dalcanc (F) et Louise Féron (F). Le Satori (de 17 heures à 19 heures) : Dead Gregory's (F) et Betty Boop (F). Le Bloane (de 18 heures à 20 heures) : Daddy Yod (F) et Assassin (F). La Cité (de 20 heures à minuit) : Mari Boine Persen (Norv.), Dr Philbes and the House of Wax Equations (G.-B.), Charles et les Lulus (G.), Tony Joe White (E.-U.), L'Ubu (de minuit à 6 heures) : Jah Shaka's Sound System (G.-B.).

- JEUDI 5 DÉCEMBRE. - L'Ubu (17/19) : Donke (Mali-F), Zao (Congo). Le Satori (17/19) : Dazibao (F), Penitence (F), Maurepas (18/20) : CWP 35 (F), Daddy Yod (F) et Assassin (F). La Cité (20/minute) : Leon Redbone (E.-U.), les Sépées (F), Shoulders (E.-U.), Gallon Drunk (G.-B.), L'Ubu (minuit/6) : Bruno Green and the Easy Riders (F), Chris Whitley (E.-U.).

- VENDREDI 6 DÉCEMBRE. - L'Ubu (17/19) : Justice (F) et Zebib (F). Le Satori (17/19) : Dirty District (F) et David Vincent (F). Villejean (18/20) : The Post Generation (F), Daddy Yod (F) et Assassin (F). La Cité (20/minute) : Rôde (F), Kaziah Jones (G.-B.), les Champêtres de joie (F), MC Solaar (F), Son of Bezek

(E.-U.), Dorothy Mazuka (Zimbabwe), Malka Family (F) + DJ's : Oates and Barry.

- SAMEDI 7 DÉCEMBRE. - L'Ubu (17/19) : Au P'tit Bonheur (F), Tobe et les Flamme (F), Le Satori (17/19) : Bogeymen (F) et Wax Fuzz (F), Bar le Coc-tus (18/19) : Will T. Massey (E.-U.), Omnisports (19/minute) : The Little Rabbits (F), Curve (G.-B.), Momma Stud (E.-U.), Nirvana (E.-U.) et James (G.-B.), La Cité (minuit/aube) : Core Dump (F), Gal-lano (G.-B.), Gary Clai/On U Sound System (G.-B.), Back to the Planet (G.-B.) + DJ's.

Durant tout le Festival, des expositions (Bob Mar-ley, Noïr Limites et Gilles Cohen), des rencontres et des projections de films vidéo et cinéma sont organi-sées, dont la présentation en avant-première fran-çaise de *la Nuit sur terre* de Jim Jarmush (le 7 à 16 heures au Gaumont).

* Prix des places. - Ubu : 30 F. Le Satori : 30 F. Le Bloane, Maurepas et Villejean : gratuit sur invitation. La Cité : de 50 F (adhérents) à 140 F. Omnisports : 110 F à 140 F. Renseignements : Tans-Actions, 10-12, rue Jean-Coy, BP 3829, 35038 Rennes Cedex. Locations dans les salles et à la FNAC Rennes, Rennes Musique, Nuggets Rennes, Records Mag et Omnisports.

EXPOSITION

LES TRANSMUSICALES DE RENNES

AVANT SON CONCERT A « LA CITÉ », LEON REDBONE REND HOMMAGE A EMMETT MILLER

Quand les nègres chantaient

L'art de Leon Redbone procède du spiritisme : sur scène, sur disque, il évoque avec une puissance et une grâce troublantes une époque révolue, celle de la genèse de la musique américaine. Cette évocation tient des talents de guitariste, de chanteur, de comédien de Leon Redbone mais aussi d'une culture encyclopédique.

Au Panthéon personnel de Redbone, nul n'est plus haut placé qu'Emmett Miller, dernière étoile des minstrel shows, ces spectacles de music-hall où des acteurs déguisés et maquillés en nègres des plantations donnaient une version tous publics du blues et du jazz naissants.

Parce qu'ils utilisaient un vocabulaire péjoratif, (pickaninny, sambo, équivalents de nos « bamboulas » ou « bouts d'zan » coloniaux) parce qu'ils diffusaient des stéréotypes raciaux aujourd'hui intolérables (le Noir peureux, indolent, toujours prêt à s'amuser, tel que l'incarnait l'acteur hollywoodien Stepin Fetchit), les minstrel shows ont été jetés aux oubliettes de l'histoire des arts populaires américains.

Pourtant, avec l'eau du bain, on a jeté une tradition musicale, des individualités marquantes. Les blagues désuètes qui émaillent les spectacles de Leon Redbone, une bonne part de ses chansons, de son vocabulaire musical, sont la trace de cette tradition. Nous avons demandé à Leon Redbone et à sa compagne et productrice Beryl Handler de défendre et d'illustrer les minstrel shows et Emmet Miller.



La déclaration d'émancipation de 1863 abolit l'esclavage. Ce fut le début de la fin pour les « minstrel shows », un genre auquel Emmett Miller allait consacrer sa vie.

EMMETT MILLER exerçait la profession de chanteur dans les années 20. Il était chanteur et son style a influencé de manière définitive la scène musicale américaine. Pour de multiples raisons, on ne lui a jamais reconnu la paternité de cette contribution capitale. Dans l'histoire des États-Unis et dans celle de la musique, il est né au mauvais moment, sa trajectoire étant liée à la gloire fléchissante des minstrel shows. A sa naissance en 1900 et durant ses années d'apprentissage, les minstrel shows étaient la forme de spectacle la plus importante et la plus populaire.

Apparus au début du dix-neuvième siècle, les minstrel shows étaient, en 1890, la dernière de base de la distraction. Les meilleures versions de ces spectacles étaient munificentes : décors et costumes extravagants, grand orchestre, danseurs, chanteurs, acrobates, acteurs et, par-dessus tout, un groupe de minstrel men. Ces artistes étaient le clou du spectacle et lui donnaient son identité. Ils se distinguaient des autres membres de la troupe par leur apparence : leur visage était maquillé en noir. Ce noir était obtenu par le frottement sur la peau d'un bouchon brûlé ou de cirage. Ils jouaient toute une gamme de numéros répertoriés qui consistaient pour la plupart à dépeindre la vie imaginaire du nègre américain tel qu'on l'imaginait à l'époque.

La déclaration d'émancipation de 1863 abolit l'esclavage. Ce fut le début de la fin pour les minstrel shows. Pas, comme on pourrait le croire, en raison des critiques que la population noire aurait pu opposer à cette forme de spectacle. Le minstrel show était capable d'assimiler l'idée de liberté des Noirs, bien plus que le gouvernement qui venait de proclamer leur émancipation. Les compagnies de minstrels, aussi bien noires que blanches, prospéraient. La raison de leur disparition réside plutôt dans le changement de statut des Noirs. Comme le dit, en 1899, Frank Dumont, qui avait sa propre compagnie de minstrels, « le minstrel show est la seule forme de spectacle en Amérique qui nous appartienne vraiment... Elle a vécu et prospéré bien que le nègre des plantations, qui lui donna son caractère original, ait disparu ».

Une fois l'esclavage aboli, la condition des Noirs ne pouvait plus être la matière d'un spectacle. La vie sur les plantations telle qu'elle avait été fantasmée avait disparu. L'indifférence et l'insensibilité à la condition du Nègre remplacèrent la vision bucolique des vieux minstrel shows.

Le genre, comme les castrats omniprésents en Europe du seizième au dix-septième siècle, est un phénomène daté. On ne peut pas les ressusciter. Il ne faut pas pour autant les considérer comme mineurs ou leur reprocher leur attitude envers les Noirs. Ce serait une grave erreur qui conduirait à discréditer plusieurs milliers d'artistes formidables et novateurs, qu'ils soient noirs ou blancs.

On ne peut pas appliquer à l'histoire les critères politiques actuels. Les dissensions raciales ont malheureusement obscurci la portée de l'influence des



minstrel shows sur l'invention de la musique pop américaine lors des vingt premières années de ce siècle. Les minstrel shows étaient des spectacles dont beaucoup d'éléments échapperaient aujourd'hui à notre compréhension. Il serait facile d'y discerner un caractère raciste et donc d'ignorer son importance réelle. Les Noirs n'y étaient jamais méchants, voleurs, abominables. Au contraire. Les stéréotypes du Noir des minstrel shows mettaient plutôt en valeur ses qualités afin d'inspirer une réelle affection que les auteurs faisaient partager à leur public. Il ne s'agissait en aucun cas de dérision.

La mutation des minstrel shows correspond aux bouleversements suscités par la guerre de Sécession. Emmett Miller, comique, chanteur, musicien, eut l'infortune de naître au moment où le genre dont il allait devenir l'un des maîtres entamait son déclin. Il vit le jour en Géorgie, à Macon [23 272 habitants à l'époque, future patrie d'Otis Redding et des Allman Brothers], le 2 février 1900, de parents anglo-irlandais de condition modeste qui vivaient dans les faubourgs de la ville. La mort tragique d'un frère plus jeune fut le seul fait marquant d'une enfance sudiste, blanche et baptiste. Une enfance rythmée par les divertissements ordinaires de la classe ouvrière sudiste, les minstrel shows, et surtout dans le cas d'Emmett, par un penchant marqué pour le whisky de distillation clandestine.

Il allait devenir l'ultime jeune premier du A. G. Field Minstrel Show de Columbus (Ohio). C'était

alors une institution importante et respectée qui avait été créée en 1886. Field était lui-même un acteur de la vieille école, adepte et propagateur de l'esprit des minstrel shows. Il dirigeait l'une des dernières grandes compagnies. Emmet Miller devint « accro » aux minstrel shows la première fois que son père l'emmena à un spectacle d'A. G. Field à Macon, en 1910. Il avait dix ans et sut qu'il voulait devenir minstrel. Bien qu'on n'ait aucune trace de ses premières apparitions en scène, il semble, selon une interview qu'il a donnée en 1959, qu'Emmett Miller fit ses débuts à Greer (Caroline du Sud) en 1919. Sa première chanson, la seule qu'il connaissait alors, fut *Pickaninny's Paradise*, une romance qui était alors l'un des tubes des minstrel shows.

Emmett Miller était guidé par ses muses. Il devint professionnel à dix-neuf ans donc, et travailla avec un tel acharnement qu'il connut bientôt le succès. La force de sa personnalité lui valut de devenir, dès 1925, le premier rôle du A. G. Field Minstrel Show. De nombreuses critiques enthousiastes paraissent alors dans les journaux du pays : « Field a trouvé sa nouvelle star » (*News and Observer*) ; « Le Field Minstrel Show enchante les foules » (*The Columbus Ledger*). Cette immense célébrité fut de courte durée. En 1927, A. G. Field dissout sa troupe. Les petites compagnies qui s'accrochaient encore allaient bientôt suivre. Les minstrel shows furent rejetés en marge de l'histoire du spectacle, et de nombreux interprètes furent engloutis par l'oubli. Emmet lui-même aurait été oublié s'il n'avait eu en lui quelque chose de légèrement différent.

Par chance, la technologie allait servir Emmett. De 1924 à 1936, il enregistra environ trente-six chansons. On peut encore trouver ces enregistrements aujourd'hui. En 1928 et 1929, il s'entoura de quelques-uns des meilleurs musiciens de jazz du moment : Tommy et Jimmy Dorsey, Eddie Lang, Stan King, Arthur Schutt, Leo McConville... A l'écoute de ces enregistrements, on comprend facilement pourquoi Emmett était populaire. Ils sont inspirés : ces disques ne sont pas le témoignage d'une session de routine.

Ce chanteur d'un genre ancien était, curieusement, en parfaite harmonie avec les meilleurs musiciens new-yorkais. Le lien qui les unissait n'est pas si étonnant quand on se souvient de la popularité des minstrels au moment où le jazz s'inventait. Les jazzmen reconnaissent la force et la singularité du jeune chanteur et lui rendirent hommage en l'accompagnant. Les prises sont simplement magnifiques : elles parlent d'elles-mêmes.

En comparaison des enregistrements de l'époque, ceux d'Emmett étaient totalement originaux. Ils combinaient la virtuosité comique et la nouveauté de l'interprétation. Il restait fidèle à son style de comique tout en offrant la version la plus novatrice d'une chanson. Le meilleur exemple en est son enregistrement inégalé de *Lovesick Blues* [que Leon Redbone reprend sur scène] qui porte sa signature : un yodel qui traverse toute la chanson. C'est ce même *Lovesick*

Blues qui annonce la carrière d'un autre grand interprète qui apparaîtra vingt ans plus tard : Hank Williams. Sa manière de chanter la même chanson devait tout à Emmett. Ce yodel inspiré des artistes de café-conc du dix-neuvième siècle qui, de Emmett Miller à Hank Williams, devait devenir le hoquet désespéré des chanteurs de country.

Ironie suprême de la vie d'Emmett : il se considérait avant tout comme un acteur à la « black face » et non comme un styliste de la chanson. C'est pourtant son style de chanteur qui laissera une marque indélébile sur la vie musicale.

Sa carrière commença à décliner avec la disparition du A. G. Field Minstrel Show en 1928. Emmett avait seulement vingt-huit ans. Cette disparition s'ajoutait à un certain penchant pour l'alcool ne pouvant rien produire de bon. D'après les témoignages de ceux qui le connurent – sa sœur, ses amis – c'était quelqu'un qui aimait prendre du bon temps. Ce qui nécessitait beaucoup d'alcool et beaucoup de femmes. Comme, en plus, il était bon camarade. Emmett acquit vite la mauvaise habitude de dépenser son argent avant même de l'avoir gagné. Un de ses partenaires du minstrel show, s'étant aperçu de ses faiblesses et prenant soin de sa santé, lui écrivit en 1926 : « ... Tu n'as l'air ni de connaître la valeur de ce sacré dollar, ni que le temps peut venir où il ne sera pas aussi facile qu'aujourd'hui de gagner tant de shekels ».

Malheureusement, on ne suit que les conseils qui nous arrangent. N'ayant pas de compétence particulière pour se raccrocher à un autre boulot, Emmett allait connaître des moments difficiles. Il travailla aussi longtemps que possible dans différents spectacles de seconde importance mais, au début des années 30, sa réputation de buveur et de bon à rien finit par le précéder. Il fut vite incapable de jouer régulièrement. Il avait depuis longtemps brûlé ses vaisseaux et ne retrouva jamais le statut et la célébrité qu'il avait connus avec la troupe de Field.

Au début des années 50, il fit une apparition dans un film dédié aux minstrel men. Le film, *Yes, Sir Mr. Bones*, réunit tous les vieux acteurs du genre que l'on put retrouver. Hélas ! c'était une production au rabais et de peu d'intérêt pour ceux qui ne se passionnaient pas par ailleurs pour les minstrel shows.

Quand il mourut en 1962, il était à peu près oublié et de toutes les façons sous-estimé. Ses dernières années furent difficiles et il tomba très bas. Nous aimerions pouvoir croire que ce monde ait assez de cœur pour se souvenir d'Emmett, catalyseur d'une musique qui naquit après lui, à cause de lui. Nous voudrions lui témoigner de notre reconnaissance pour les heures d'inspiration et de joie que ses disques nous ont données.

LEON REDBONE
et BERYL HANDLER

* A quiconque voudrait en savoir plus long sur la véritable ambiance qui s'était répandue partout en Amérique à la fin du dix-neuvième siècle, nous conseillons le livre de M. Quad, *Lime-Kiln Club*.

RENCONTRE AVEC DOMINIQUE PIFARÉLY, VIOLONISTE INVITÉ DU V^e FESTIVAL DE LA MARTINIQUE

Les fantômes dans les cordes

Le plus recherché des nouveaux venus du violon, école française, Dominique Pifarély, dans le sillage de Jean-Luc Ponty et de Didier Lockwood. Déjà au générique des groupes de Levallet, d'Eddy Louiss, de Louis Scialoja, de Michel Portal et de Martial Solal, il vient de fonder son propre quartet. Il est l'invité d'honneur du Festival de Jazz à la Martinique.

« Vous êtes au carrefour de noms, de musiques et de styles. Comment envisagez-vous de poursuivre ce type de rencontres ? »

« D'abord, j'en suis heureux. J'ai trente-trois ans. J'ai créé mon propre quartet, avec François Couturier, Riccardo Del Fra et Joël Allouche. Longtemps, je me suis considéré comme une sorte de musicien classique susceptible de servir des répertoires différents. J'éprouve désormais un besoin de recentrement. De resserrer. Le besoin de travailler contre l'éparpillement. »

« Ça suppose de sacrifier ? »

« De sacrifier, oui, mais pas d'effectuer des sacrifices... Je voudrais aller dans le sens d'une plus grande rigueur. Plus d'esthétique, plus d'éthique. Ce qui implique plus d'autonomie. Il y a un temps pour l'apprentissage, un temps pour l'admiration et ce qu'elle permet d'apprendre, et un temps pour passer à soi. C'est de ce recentrement que je parle, de cette cohérence, c'est une question que tout musicien rencontre inévitablement. »

« Si je dis que je veux aller à l'essentiel, ce n'est pas en termes de temps, c'est par rapport à une nécessité. La nécessité de jouer telle note plutôt que telle autre, ou de ne pas jouer. L'époque est intéressante de ce point de vue, tous ces trucs inutiles qui se jouent, qui sortent, se publient, se font, cette masse étouffante et inerte de disques, pourquoi ? Oui, il y a trop de disques, trop de disques inutiles, même venant de gens estimables, tous ces disques qu'ils n'étaient pas obligés de faire. Les musiciens feraient mieux d'attendre. De percevoir cette nécessité intérieure en eux. »

« Dans les autres registres, les domaines voisins, les pratiques différentes, quels sont vos modèles ? »

« C'est difficile à dire en termes de modèles. Ou je cite des inconnus et personne n'entend, ou j'invoque

des noms trop connus, et j'ai l'air de me hisser. Il n'en reste pas moins vrai que je travaille dans la pensée d'autres démarches. Je songe en permanence à celle de Paul Klee. J'ai un étonnement sans bornes, infini, pour son exigence de sensualité, la sensualité la plus réfléchie de l'art moderne. C'est ce mélange de rigueur, de construction et de frémissement que je cherche toujours, chez le romancier Paul Auster, par exemple, ou chez un cinéaste comme Wenders. La sensualité et la vitesse que l'on saisit dans l'instant, mais saisies par la réflexion. Martial Solal, dans la musique improvisée, est un bon exemple. »

« Le violon est-il l'instrument le mieux indiqué pour ça ? »

« Le violon, c'est un choix des parents, une rencontre avec un professeur, Marcel Charpentier (du Quatuor Farrenin), au conservatoire de Montreuil, et l'apprentissage classique. Je suis né en 1957. Donc, les musiques qui m'accompagnent, entre 1963 et 1975, ma période de conservatoire, sont le classique, Grappelli, que Marcel Charpentier aimait beaucoup, et les musiques du temps, de mon âge, de ma banlieue, les voix anglaises, les grands groupes, Phil Collins, Yes, Genesis. »

« J'ai l'impression d'appartenir à une génération charnière : entre la génération 68 et les années 80. Je choisis délibérément, sur le plan des idées, de l'imagination, du rêve, celle de 68. »

« Ce qui donne quoi, en musique ? »

« D'abord le constat d'un manque : on manque d'une réflexion dont on ne pourra plus faire l'économie très longtemps, étant donné le bouillonnement des formes, le mélange des genres, les excellents musiciens qui arrivent un peu désemparés à l'excellence, toute cette explosion discographique. Pendant la guerre du Golfe aussi, on a manqué de pensée et, devant les changements de l'Est, cruellement, je l'ai vécu très mal, c'est à la fois beaucoup plus grave que la musique et pas si éloigné qu'on croit. C'est du même ordre. On a du mal à parler du « jazz » aujourd'hui. »

« Le « jazz » au violon, c'est un paradoxe heureux ? »

« En France, le jazz au violon, c'est en premier lieu Grappelli. Soit une personnalité adorable, un homme intelligent, courtois, drôle, charmant. Il aime jouer avec les autres. Il aime la musique. Il aime le plaisir qu'il donne et celui qu'il prend. Il a une ouverture d'esprit totale. C'est l'amour du violon. Pour aller

dans la banalité la plus grande, c'est vraiment une preuve de jeunesse d'esprit, l'idéal de la prise d'âge. »

« Le deuxième violoniste frappant, c'est évidemment Jean-Luc Ponty. Sa période avec Frank Zappa est un événement de la réflexion, de l'immédiateté, de la création. J'aime Didier Lockwood, j'aime sa sincérité totale, sa recherche des choses simples, je crois qu'on ne sait pas bien l'entendre. Evidemment, lui et moi, nous ne cherchons pas dans la même direction, c'est normal, mais il a le violon facile. Je l'envie. Il a le violon si facile ! »

« Je me considère comme un violoniste difficile. J'étais doué, je n'ai pas dû travailler assez quand il le fallait. Didier, il ouvre son étui et il joue à n'importe quel moment. Il est tout de suite dans sa sonorité, dans sa vitesse. La virtuosité, ce n'est pas si anodin que l'on croit. »

« Il y a un complexe des violonistes de jazz par rapport aux classiques ? »

« Moi, j'en ai un. Ce n'est pas exactement un complexe. Le violon est un instrument délicat, ambivalent, dont la tradition populaire n'est pas plus facile à jouer que l'expression savante. J'essaie d'avoir le plus d'exigence possible pour jouer réellement du violon. »

« Il est difficile parfois de concilier les questions du langage et celles de l'instrument. Quand on joue cette espèce de tronc commun qu'est le jazz-jazz, on ne joue pas complètement comme un violoniste. On joue une partie du violon, pas tout. Ce n'est qu'au prix d'une réflexion sur le langage improvisé que je pense pouvoir jouer le plus possible de violon. Par exemple, après la multiplication de mes expériences, la seule chose qui puisse m'enrichir, me déplacer, c'est d'écouter Irvine Arditi dans les pièces contemporaines en solo. Leur difficulté de doigté, d'intonation, d'archet, de main gauche, me sert, m'ouvre. »

« L'improvisation, c'est une autre route ? »

« Oui et non. Des plans que l'on fait en improvisation pourraient ressembler à ces solos contemporains sans être écrits. Ce qu'il faut, c'est varier les modes de jeu. La démarche, c'est toujours la même. J'ai peut-être arrêté trop tôt de travailler académiquement. Ce qui me manque maintenant, c'est un professeur qui prendrait en compte le musicien que je suis, à son stade et avec son projet. »

« L'électronique, l'amplification, la technologie ? »

« J'assume. Elles correspondent à la meilleure recherche du son possible. Mais c'est souvent une façon assez indépassable de ne pas parler de la musi-

que, toutes ces revues spécialisées sur les familles de synthés, les boîtes, les cellules... »

« Néanmoins, pour ainsi dire, j'ai réglé le problème en doublant mon violon. J'ai un très bon instrument du début du siècle. En concert, je l'équipais d'une cellule (1). Ça le déséquilibrait. Je la retirais pour travailler. Il devenait plus sensible à toutes les variations. Je n'en sortais pas. Donc, je me suis procuré un violon électro-acoustique - comme dit son fabricant - en vernis incolore pour ne pas trop appuyer sur la fantaisie des couleurs (un violon, ça reste un objet d'art), et ça me permet de préserver l'intégrité sonore de mon « vrai » violon. Celui-ci, je le joue maintenant sans cellule, directement devant le micro, et pour certaines pièces seulement. D'un coup, je règle toutes sortes de comptes avec mes fantômes, avec le classique, avec la « classicité » et l'électricité. Soulage. »

« Ce qui est drôle, c'est que les choses se sont inversées : le violon « électrique » est devenu pour moi le violon du jazz, et je réserve l'instrument plus ancien, plus « respectable », aux recherches « contemporaines », atonales, brisées... J'ai envie de la surprise. Pour mon premier disque, beaucoup de gens se sont étonnés. Même des musiciens avec qui j'avais joué semblaient pris à contre-pied. Peut-être, comme disait Harmoncourt, parce que la musique ne doit pas rassurer mais déranger. »

« Au cinéma, je ne demande jamais à être rassuré. J'attends des questions, une forme d'émotion douloureuse. C'est peut-être le trait commun de la génération à laquelle je m'identifie, celle de Louis Scialoja, d'Yves Robert, ceux qui arrivent après Eddy Louiss, Portal, Solal, ceux qui jouent ce que j'appellerais pour rire, mais parce que ça remet les choses en place, quelque chose comme du « jazz improvisé »... »

Propos recueillis par FRANCIS MARMANDE

(1) Capteur magnétique au contact des cordes.

* V^e Festival de Jazz à la Martinique : Dominique Pifarély (violin), invité du West Indies Jazz Band (4 décembre), Yellowjackets (5), Michel Petrucci (6), Quintette Patrick Rémon, Dominique Pifarély (7), Acoustic Zouk (Martinique), Boukman Eksperyans (Haïti), Bratsch (Tziganes) (8). Atelier piano par Gonzalo Rubalcaba. CMAA (Centre martiniquais d'action culturelle). Tél. : (19) (596) 61-76-76. Fax : 61-51-76.

* Discographie : Dominique Pifarély, Insula Dulcamara, 1 CD Nocturne, NTCD 104, distribution Média 7.



Prises d'archet au sommet

Pour nous, le violon se confond avec l'histoire de Stéphane Grappelli. Une histoire de rues, de dénicheurs d'oiseaux sur fond d'images en noir et blanc. Quelque chose comme la bande-son des photos de Robert Doisneau. C'est un peu court. Avec cette distinction dans la modestie qui le fait paraître un prince, Grappelli serait le tout premier à persiller le cliché de quelques rappels.

Dans les orchestres à cordes, les *string bands* noirs de la fin de l'autre siècle, le violon (violin de lutherie ou bricolage savant à base de boîte à cigares), le violon est bien là, avec guitares, mandolines et banjos - et encore, le banjo, c'est une autre affaire, mais ne compliquons pas, - les photographies sont formelles.

Le blues a eu ses violonistes, grassement expressifs, excessifs avec science : il n'est pas plus facile d'exprimer l'âme populaire du violon que son doigté savant - écoutez les Tziganes. Le ragtime aussi a eu les siens, et tous les affluents populaires, le western swing, le style des années 30 lancé par Bob Wills, le bluegrass, le country itou. Le violon est moins transportable que l'harmonica, mais nettement plus facile à ranger qu'une batterie.

Il y aurait toute une histoire des Etats-Unis d'Amérique à faire autour de la géographie de ses violons, de ses usages, des villes et des campagnes, des flux d'immigration et des déplacements. Dans les orchestres de danse, les souffleurs posent à des moments bien précis leur clarinette ou leur saxophone alto pour prendre le violon, tout dépend du climat, de l'idée, de la lumière et des filles qui viennent d'entrer, il y a des règles pour cela, un respect.

Mais pour accéder à l'autonomie et à l'indépendance royale des grands souffleurs, pour égaler les trompettistes et tous ceux qui s'avancent majestueusement pour « choruser » à l'avant-scène de l'orchestre sous le doigt impérieux du « leader », il faut attendre Joe Venuti, l'inventeur, le fondateur, l'Écluse de l'archet, l'Amérique de Malgrave Di Lecco (1894-1978), le roi d'Atlantic City, dans les années 20, en duo avec Eddie Lang (pas mal trouvé, Eddie Lang, ça pose son homme, pour un type qui s'appelait Salvatore Massaro), Venuti, qui a fait croire jusqu'à sa mort qu'il était né en 1903 à Phila-

delphie - allez savoir pourquoi, - Giuseppe Venuti, qui donna rendez-vous un soir à la même heure dans Central Park à cent sept contrebassistes juste pour voir leur tête.

Joe Venuti est d'une justesse, d'une technique impeccables, moins classique sans doute, moins délicat qu'Eddie South, moins rugueux que Stuff Smith, mais souverain dans son style posé et bientôt rejoint dans la qualité comme dans l'inspiration par Svend Asmussen, le « Fiddlin' Vicking » (Copenhague, 1916), et par Grappelli, le Parigot acclamé à Django pour créer de toutes pièces - enfin, on se comprend - une des formes les plus élégantes et les plus déliées du siècle.

Grappelli peut jouer avec la planète des musiciens, on le sait, tous styles et tous âges confondus, et ne s'en prive pas. Il parvient à faire oublier sans le vouloir des personnalités aussi fortes et singulières que Michel Warlop (1911-1947), l'autre idée du violon, et forme en simplement souriant tous ceux qui comptent sur l'instrument - leur groupe finira bien par apparaître comme une école sans règles ni banals, - Jean-Luc Ponty, Didier Lockwood, Pierre Blanchard, Dominique Pifarély...

L'histoire ne se réduit jamais à un courant, si apparent soit-il. On a clairement dans l'oreille les occasionnelles prises d'archet du trompettiste de Duke Ellington, Ray Nance. On n'oublie plus, car on sait qu'elle arriva, la liberté d'usage très cassante que se sont permise Leroy Jenkins ou Ornette Coleman, au point qu'on les prit pour des fous ou pour des imposteurs. Il est toujours difficile de se débarrasser de la liberté.

Il faut savoir enfin qu'un jeune violoniste aujourd'hui, sauf à se condamner au rôle de divertisseur public, est justement cette mémoire-là, bruyante et mélangée, augmentée de Jimi Hendrix, Zbigniew Seifert, Lakshmi Shankar ou Irvine Arditi. Et qu'il la remet en jeu. C'est le cas de Dominique Pifarély.

F. M.

L'heure



EXPOS 150

CINÉMA

« LE PAS SUSPENDU DE LA CIGOGNE », DE THEO ANGELOPOULOS

L'heure du voyage est revenue

Isolé dans un coin de l'Europe où le cinéma n'existe presque plus, un grand metteur en scène continue de porter un regard lucide, sombre et tonique sur les dérives du continent. Maître du langage cinématographique, Theo Angelopoulos orchestre une danse méditative et somptueuse autour de la frontière, des frontières, pour interroger la mélancolie de cette fin de siècle.

« **E**n n'oublie pas que l'heure du voyage est revenue. » Theo Angelopoulos a dix-huit ans lorsqu'il écrit, au début des années 50, cette phrase dans un poème d'adolescent, ébloui d'avoir pour la première fois quitté Athènes, sa ville natale. Depuis, Angelopoulos a pas mal boudé.

Après avoir étudié le cinéma à Paris — moins à l'IDHEC où il était inscrit, qu'à l'école de documentaire animée à l'époque par Jean Rouch au Musée de l'homme, — il est journaliste en Grèce jusqu'à ce que la dictature ferme son journal en 1967. Il avait auparavant fait ses débuts de cinéaste avec un film interrompu en cours de tournage par son producteur (*Formix Story*, 1965). Il réalise ensuite des œuvres de combat en contournant la censure des colonels (*La Reconstitution*, 1970; *Jours de 36*, 1972), qui annoncent déjà la maîtrise et l'originalité de son style.

Un premier chef-d'œuvre, *Le Voyage des comédiens*, immense parabole où se mêlent mythologie et histoire, théâtre et réalité, époques passées et actuelles, lui vaut en 1975 la reconnaissance internationale. Depuis, avec *Les Chasseurs* (1977), *Alexandre le Grand* (1980), *Le Voyage à Cythère* (1984), *L'Apiculteur* (1986) et *Paysage dans le brouillard* (1988), il s'est imposé comme un cinéaste

Paysage dans le brouillard traversent la frontière au-delà de laquelle ne les attend pas le père tant cherché.

« Et n'oublie pas que l'heure du voyage est revenue », l'une des premières phrases du neuvième long-métrage d'Angelopoulos, sonne comme un encouragement, une exhortation entre le réalisateur et le journaliste qui parle en voix off, et dont l'enquête constitue le fil conducteur du *Pas suspendu de la cigogne*. Repartir encore, « pour quoi? pour où? », disent les sous-titres. Les protagonistes ont perdu jusqu'à leur place sur terre, jusqu'à leur nom. Il s'en dégage pourtant un sentiment de force, d'irrésistible espoir, dans le mouvement même du metteur en scène à ne pas renoncer, à aller voir, à « partir encore ».

L'heure du voyage? Cette fois, pourtant, les personnages ne se déplacent guère. « C'est tout de même un voyage », insiste Angelopoulos. *Un voyage intérieur*. Ce sont les plus intéressants. Les films où les personnages parcourent les routes ont été enfermés dans un genre, le road-movie. Ici, il s'agit d'une autre sorte de parcours, celui qui permet au journaliste de dire à la fin : « Je ne comprends pas. » « A ce moment-là, il a fait le trajet, il a changé. »

Parti en reportage dans une bourgade qu'on sur-nomme la « salle d'attente », ce journaliste de télévision a découvert ses habitants d'adoption : toute une population d'exilés, chassés par la misère ou l'oppression. Refusés par l'administration, ils attendent un visa pour d'autres errances, vers un ailleurs mythique. Ce quart-monde cosmopolite, déchiré par les fanatismes religieux, politiques ou nationaux, survit plutôt mal que bien sous la surveillance d'un colonel garde-frontière jovial et désabusé.

C'est lui qui montre au journaliste le « pas suspendu » : il marche jusqu'à la ligne de la frontière tracée sur le sol. Puis il fait encore la moitié d'un pas, alors qu'en face on arme un fusil. Et il reste ainsi, un pied en

vu, sa valise à la main. Il marchait sur l'eau, paraît-il. Entre-temps, et c'est la seconde rencontre sur le fleuve, un étrange mariage se déroule en un cérémonial poignant, muet, de part et d'autre du cours d'eau, entre deux jeunes gens du même village, séparés par la frontière naturelle et politique. Le journaliste, qui a eu une brève aventure avec la fiancée, voit tout, filme tout, souffre. Et finalement comprend, un peu.

Angelopoulos n'explique rien. Il montre, il raconte, il regarde. L'émotion seule porte l'intelligence, dans le mouvement d'un film chorégraphié qui enchevêtre thèmes et motifs. Témoin la scène où, dans la boîte de nuit de l'hôtel (un de ces hôtels décrépis, aux plafonds trop hauts, aux couloirs trop sonores, qu'affectionne Angelopoulos), l'échange de regard entre le journaliste et la jeune fiancée transperce de confusion des clients bambocheurs.

Les longs plans-séquences, la lenteur sophistiquée des mouvements de caméra sont la signature d'Angelopoulos; ils font merveille pour inscrire un événement dans la durée et dans l'espace, relier l'anecdote à l'anecdote pour faire apparaître l'essentiel, donner à chacun son

bre, « trou noir » qui semble aspirer le film en même temps qu'il polarise le regard du journaliste. Ce que font ces deux-là, sans un effet, sans même paraître jouer, renvoie toutes les « performances d'acteur » au rang de gadgets.

Face à eux, troisième interprète étranger de cette histoire d'exil, l'Australien Gregory Karr prête son beau visage à l'ex-adolescent au journaliste. Pari insensé, et pas totalement gagné, d'avoir confié la place centrale à un témoin passif, le rôle principal à un acteur aussi transparent aux côtés de Moreau et de Mastroianni, et de quelques solides acteurs grecs (Ilias Logothetis, Dora Chrysiou, l'un qui compose les demi-teintes intrigantes du colonel, l'autre la pure et effrayante flamme noire de la fiancée). « Gregory Karr n'est pas véritablement un acteur, parce que le journaliste n'est pas vraiment un personnage », explique le cinéaste en justifiant son choix.

Provocation, encore, cette Grèce d'un gris-bleu glacial que filme Angelopoulos, aux antipodes des clichés pour publicités touristiques? Manière, surtout, de montrer le « pays réel », appendice pauvre du continent européen



Jeanne Moreau



Marcello Mastroianni

majeur. Peut-être, avec Wim Wenders, le seul « grand » révélé en Europe dans les années 70. Position d'autant plus remarquable qu'il vit et travaille dans la solitude d'un pays où son art est exsangue.

Aucun cynisme dans ses films, mais il aborde avec lucidité les impasses de l'histoire, le néant d'un monde détruit. Ses œuvres épiques portent le deuil des espoirs révolutionnaires issus de la Résistance : les *Chasseurs*, où la terre et le silence se referment sur le Kapetanios assassiné, *Alexandre le Grand*, où l'idéal libérateur devient le ferment de la dictature, avant le retour à l'ordre.

Dans ses œuvres intimistes et itinérantes, les personnages se dissolvent dans le néant : un vieux luttreur, dans *Le Voyage à Cythère*, part solitaire sur un océan de brume après avoir vu les montagnes de ses anciens combats vendues aux promoteurs; le héros de *L'Apiculteur* disparaît peu à peu dans les collines avant de mourir d'un rêve ultime d'impossible jouvence; les enfants de

Pain, comme un échassier : « Si je fais un pas de plus, je suis ailleurs. Ou je suis mort. » Angelopoulos, ancien journaliste qui s'inspire de faits divers authentiques pour préparer ses films, a assisté à cette démonstration avant d'en faire le moment-clé et le titre de son film. « L'important n'est pas qu'au-delà de la frontière il y ait la Turquie ou l'Albanie... mais un ailleurs. Toute la question est de savoir si nous sommes encore capables de risquer notre vie pour un ailleurs. »

Parmi les réfugiés anonymes, le journaliste sans nom découvre un politicien célèbre, disparu depuis plusieurs années après un étrange appel au silence depuis la tribune du Parlement. Tout le monde le croit mort, y compris sa femme, que le reporter convaincra pourtant de venir voir sur place. Le face-à-face entre le vieil homme usé et la grande bourgeoise débarquée d'Athènes sera la première rencontre sur le fleuve. Elle le reconnaît, elle dit : « Ce n'est pas lui. » Le lendemain, il a disparu, parti sans laisser d'adresse. Un enfant l'a

vrai poids de solitude et d'exigence. La caméra danse. Un long travelling passe en revue des wagons transformés en logements de fortune pour les réfugiés, trait bouleversant de simplicité. Plus tard, le plan immense et immensément complexe dans la gare, où se combinent l'histoire globale des immigrés et la quête singulière du journaliste, est à lui seul un ballet sensuel, sensible, sensationnel.

Aussi vastes, aussi structurés sont les espaces suggérés, construits hors écran, reflets virtuels de ce qui est montré (1). Rarement, parmi les réalisateurs contemporains, l'écriture cinématographique a été à ce point préméditée, efficace et élégante (2).

Volontiers provocateur, Angelopoulos justifie les partis pris de son style uniquement par opposition au cinéma commercial, qui repose « sur la rapidité du rythme et l'usage des gros plans ». S'il se refuse d'ordinaire à recourir au gros plan, il a trouvé moyen d'en glisser un, cette fois, au moyen d'une ruse splendide : pour la rencontre entre le vieil exilé et sa femme, il filme comme toujours en cadre large. Mais intègre dans son image le moniteur vidéo du journaliste en train d'enregistrer la scène pour la télé. Et la télé, qui n'a pas, elle, ces pudeurs, s'approche de la femme, qui dit : « Ce n'est pas lui. »

Parce que cette femme, c'est Jeanne Moreau. « Pour elle, pour voir son visage, il me fallait un gros plan », dit le cinéaste comme s'il confessait un péché de gourmandise. On ne la voit pas très longtemps, Jeanne Moreau. Mais elle grave sa présence sur l'écran d'un sceau de reine, fascinante, émouvante, parfaite. Comme est parvenu, dans un mode inverse, Mastroianni — déjà impeccable dans *L'Apiculteur*, — personnage qui cherche à se fondre dans l'anonymat, comédien d'une densité som-

plètement de folklore méditerranéen ensoleillé. Près de la frontière de l'an 2000, barbelée de techniques et de peurs, le peuple a disparu. Il ne reste que des groupes, nomades et sans conscience (comme l'équipe TV), et des clans, ancrés dans l'archaïsme. Le fantôme de la liberté, aussitôt repéré, s'est enfui, encore plus loin. Le journaliste, l'homme des médias, s'est accouplé un instant à la jeune femme, marquée dans sa chair et son âme par l'antique tragédie. Sans un mot. Par d'étranges épaules, elle retourne vers le monde fermé de la soumission à la race et au Destin. La « salle d'attente » a pris les dimensions d'un continent.

Avant d'abandonner sa gloire politique et son couple, le personnage de Mastroianni avait écrit un livre intitulé *Mélancolie pour une fin de siècle*, qui s'achevait par cette question : « Par quels mots-clés pourrait-on faire vivre un nouveau rêve collectif? » De même que Mastroianni pêche, à la main, à la surface d'un lac, Angelopoulos cherche, sous la surface de l'écran. Le rêve, comme le poisson, reste insaisissable. Le film en porte la trace, et l'espoir.

JEAN-MICHEL FRODON

(1) Le cinéaste s'est longuement expliqué sur la construction et l'usage du hors-champ lors d'entretiens publiés dans *Theo Angelopoulos*, de Michel Ciment et Hélène Tierchant (Édilig).

(2) Depuis la présentation du *Pas suspendu de la cigogne* à Cannes (le Monde du 21 mai), Angelopoulos a légèrement modifié le montage et ramené la durée à 2 h 20. Et on chercherait en vain, sur l'écran, la trace du pandémonium que fut le tournage dans la petite ville de Florina, l'évêque local ayant déclaré le film blasphématoire et excommunié son auteur avant de déclencher une véritable guerre des nerfs contre sa réalisation (le Monde du 21 février).

V.O. DOLBY STEREO - RACINE ODEON - GRAND BALZAC

IN FILM ÉCRIT ET RÉALISÉ PAR

PETER SELLARS

LE CABINET DU DOCTEUR RAMIREZ

MUSIQUE DE JOHN ADAMS

Collection « auteurs »



Marlene Dietrich.

Festivals

L'automne de Dietrich

Après l'intégrale Rivette et la rétrospective Satyajit Ray, le Festival d'Automne rend hommage à Marlene Dietrich. L'Action Ecole présente *Agent X 27*, *Shanghai Express*, *Blonde Vénus*, *la Femme et le Furtif*, *la Belle Envoiesseuse*, *l'Entraîneuse fatale*, *la Scandaleuse de Berlin*, *l'Âge des maudits*, *Témoin à charge* et *la Soif du mal*. La Cinémathèque française programme *Cœurs brûlés*, *le Cantique des cantiques*, *le Jardin d'Allah*, *Kismet*, *Désir ou l'Âge bleu*, quand le Goethe Institut projette notamment le documentaire de Maximilian Schell sur « l'impératrice ».

Jusqu'au 17 décembre, Action Ecole, tél. : 43-25-72-07. Palais de Tokyo, tél. : 45-53-21-86.

Le Max-Linder fait court

Depuis cinq ans, C. M. Scope a pour objectif de découvrir les nouvelles générations de réalisateurs, de comédiens ou de producteurs au travers de leurs premiers travaux qui sont le plus souvent des courts-métrages... sur des très grands écrans comme le Kinopanorama ou, cette année, le Max-Linder. Cette nuit de court, une tradition désormais, s'articule autour de trois programmes : les films récents ou inédits, les « coups de cœur » et une rétrospective des premières œuvres de cinéastes confirmés.

Le 6 décembre, de minuit à l'aube. Tél. : 48-24-88-88 ou 48-81-56-00.

SAINT-ANDRÉ DES ARTS (6^e)
LES 3 BALZAC (8^e)
14 JUILLET PARNASSE (6^e)
14 JUILLET BASTILLE (11^e)
LE PASSAGE DU NORD OUEST (9^e)
LES LUMIÈRES NANTERRE

GRAND PRIX
Cinéma Européen - Le Baule 91
LEOPARD D'ARGENT
Festival de Locarno 91

NUAGE PARADIS

un film de
Nikolai DOSITAL
avec
Andrei JIGALOV

La sélection des Grands Films Classiques
et des Films Saint-André des Arts

Divines comédies à Neuilly

Chaque année à Neuilly, un très sérieux comité composé de professionnels du cinéma se réunit et sélectionne vingt-quatre comédies à la française dignes de rentrer au « Panthéon des merveilles », mûssées à la gloire de ce genre franchoillard. Grands classiques ou œuvres tombées dans les oubliettes du rire, quatre-vingt films sont présentés : les insaisissables *Tontons flingueurs*, *la Traversée de Paris*, *la Vie de château*, les *Aventures de Rabbi Jacob*, ou le *Soupirant* de Pierre Etaix.

Du 11 au 16 décembre. Tél. : 42-89-38-40.

Féminin pluriel à Bordeaux

Pour sa troisième édition, ce festival pluridisciplinaire, qui se veut « un voyage à travers l'actualité et les arts qui font notre culture contemporaine », rend hommage à Louise Brooks, consacre une nuit au documentaire et une soirée au film d'animation et à la vidéo.

Jusqu'au 8 décembre. Tél. : 56-28-77-77.

Pessac s'anime

Venus des États-Unis, de Grande-Bretagne, du Canada, de Tchécoslovaquie, d'Union soviétique, de Chine, du Japon ou de France, quatre-vingt films d'animation, courts ou longs-métrages, composent les secondes « Nuits magiques » de Pessac. Ce festival permettra aussi de faire le point sur les images de synthèse au cours d'une rencontre-débat, le jeudi 5 à 14 h 30 (Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine) ou au travers d'expositions présentées à Pessac ou à Bordeaux.

Jusqu'au 10 décembre. Tél. : 56-45-68-14.

Reprises

Love Streams

de John Cassavetes, avec Gene Rowlands, John Cassavetes, Diane Abbot, Seymour Cassel. Américain, 1983 (2 h 20).

Testament du réalisateur, concentré de ses obsessions, de ses manies, *Love Streams* est d'une intensité presque insupportable. Sans doute aussi parce que le film est plus émouvant, dérangeant que le seuil de tolérance institué par Hollywood ne le permet aujourd'hui.

VO : Action Christine, handicapés, 8^e (43-28-11-30).

Mauvais sang

de Luc Carax, avec Denis Lavant, Juliette Binoche, Michel Piccoli, Julie Delpy. Français, 1986 (2 h 08).

Le deuxième film, exigeant et poétique, du réalisateur des *Amants du Pont-Neuf*, où Julie Delpy lutait contre une maladie terrible, celle qui tue les gens qui font l'amour sans amour.

Forum Orient Express, 1^{er} (42-33-42-28) ; Les Trois Luxembourg, 8^e (48-33-97-77) ; Elysées Lincoln, 9^e (43-59-36-14) ; Sept Paroissiens, 14^e (43-20-32-20).

La sélection « Classica » a été établie par Jean-Michel Frodon et Bénédicte Mathies.

Box-office Paris

Le flux des nouveautés continue d'enfler, alors que le nombre d'entrées augmente à peine et prend du retard sur le score de la semaine correspondante de l'an dernier. Grand vainqueur, le nouvel épisode des aventures de *Bernard et Bianca*, qui voit les petites souris animées grignoter près de 80 000 tickets. Et plus grande encore, la déception de *Maryig*, qui, sur quarante-cinq écrans (sept de plus que *Bernard et Bianca*), a attiré à peine 60 000 spectateurs. La relative réussite de *Paris s'éveille*, qui arrive en troisième position parmi les douze nouveaux titres avec plus de 20 000 entrées dans douze salles, rejoint les cinéphiles, mais ne consolera pas les gens de chiffres.

Le « différentiel » entre films américains et films français continue

donc de se creuser, et ce n'est pas le sort des films précédemment sortis qui arrangera les choses. Toujours vaillant avec près de 35 000 entrées, *J'embrasse pas* perd néanmoins un peu trop de terrain après son excellente première semaine. *Van Gogh*, à moins de 25 000, accuse également un recul sensible. Mais en passant la barre des 250 000 en cinquième semaine, le film de Pialat est d'ores et déjà un beau succès... loin derrière *Hot Shots* à 350 000 sur la même durée, *Croc Blanc* à 520 000 et *Terminator* à 1,1 million, tous deux en sept semaines. Bien sûr, *la Belle Noiseuse* (version longue) a, lui, atteint les 70 000 entrées... en treize semaines. C'est une belle réussite, mais...

THEATRE

Spectacles nouveaux

L'Echange

de Paul Claudel, mise en scène de Jean Negroni, avec Maïa Simon, Michael Lonsdale, Virginie Lacroix et David Nagrod.

Affrontement de deux couples. La force et la perversité, le lyrisme et le cynisme de Claudel.

Théâtre Renaud-Barrault, av. Franklin-Roosevelt, 8^e. A partir du 5 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-56-60-70. Durée : 1 h 45. De 50 F à 150 F.

Rhinocéros

d'Eugène Ionesco, mise en scène de Jean-Pierre Fontaine, avec Anne-Marie Maillet, Yvette Petit, Pascal Germain ou Frédéric Gay, Jean-Pierre Fontaine, Isabelle Pradeau, Robert Cavin, Marie Menart, David Clair ou Laurent Richard, Jean-Pierre Labrun, Michel Parier et Claude Aubert.

Ionesco a écrit cette fable pour dénoncer la peste nazie. Elle a servi ensuite comme métaphore de l'Etat socialiste et policier. Elle dénonce tous les systèmes qui détruisent la dignité.

Théâtre de Ménilmontant, 15, rue du Retrait, 20^e. A partir du 10 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée lundi à 14 h 30, dimanche à 15 h 30. Tél. : 47-45-75-80. De 70 F à 150 F.

Le roi s'amuse

de Victor Hugo, mise en scène de Jean-Luc Sournat, avec Alain Faron, Dominique Rozan, Roland Bertin, Guy Michel, Muriel Mayette, Véronique Vella, Catherine Sauval, Louis Arbessier, Jean-Philippe Puymartin, Thierry Harcasse, Michel Favory, Sylvie Bergé, Jean-Pierre Michéa, Eric Frey et Isabelle Gardien.

Comment un bouffon jaloux du roi se prend lui-même au piège. Un mélo furieux de Victor Hugo, comme les aime Jean-Luc Sournat, qui avait déjà mis en scène *Marie Tudor*.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1^{er}. A partir du 8 décembre. Le vendredi à 20 h 30. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 195 F.

Un cœur sous une soutane

d'après Arthur Rimbaud, mise en scène de Laurent Pelly, avec Rami Ghalier et Yveline Hamon.

L'un des épiques de l'année Rimbaud.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 16^e. A partir du 4 décembre. Du mardi au samedi à 18 h 30. Tél. : 47-27-51-15. Durée : 1 heure. De 50 F à 140 F.

Un petit goût d'ants

de Sandrine Solov, mise en scène de l'auteur, avec Patricia Jeannet, Marc Chelosse, Anne Levy, Sangoma Everert, Thérèse Roussel et François Théberge.

La vie d'une femme au rythme du jazz.

Rosau-Théâtre, 12, rue du Renard, 4^e. A partir du 10 décembre. Du mardi au dimanche à 22 h 30. Le dimanche à 20 heures. Tél. : 42-71-30-20. De 70 F à 120 F.

Une mouche en novembre

d'Anne-Marie Kraemer, mise en scène d'Alain Reis, avec Pierre Baillet, Claudine Mavros et Malcolm Bothwell.

Quand les enfants prennent leur envol, les parents s'inventent des peurs pour se cacher leur peur de la solitude.

Essai de Paris, 6, rue Pierre-au-Lord, 4^e. A partir du 10 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 42-78-48-42. 80 F et 120 F.

Zizanie

de Julien Vartet, mise en scène de Raymond Acquaviva, avec François Lalande, Paul Le Person, Claude Garsac, Henri Poirier, Jean-Pierre Mailignon, Nathalie Fresles, Jean-Jacques Dulon, Virginie Ladieu, César Saint-Ouan, Marina Fois et Pierre Mirat.

Actions, amour, argent, pétrole, affrontements, souvenirs et testaments insolites : tout ce qu'il faut pour une comédie de caractères.

Potinière, 7, rue Louis-le-Grand, 2^e. A partir du 10 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée samedi à 16 h 30, dimanche à 15 heures. Tél. : 42-61-44-16. De 120 F à 220 F.

DANNY DEVITO est

Larry le Liquidateur

Il est arrogant,
gourmand,
égocentrique
et sans scrupules...

Vous allez l'adorer !



AUJOURD'HUI

VO : UGC CHAMPS-ELYSEES - UGC ODEON - UGC ROTONDE MONTPARNASSE - FORUM HORIZON
VE : PARAMOUNT OPERA - UGC MONTPARNASSE - UGC GOBELINS - GAUMONT CONVENTION
MISTRAL - PATHE WEPER

LA SÉLECTION

Paris

Les Atrides

d'Eschyle, mise en scène d'Ariane Mnouchkine, avec Simon Abkarian, Georges Bigot, Juliana Carneiro da Cunha, Nirupama Nityanandan, Catherine Schaub, Marc Barnaud, Duccio Belfugi, Myriam Boulay, Stéphane Brodt, Sergio Canto, Laurent Clouvenet, Odile Delancey, Nadja Dymov, Evalyne Fagnon, Isabelle Gazonnès, V. Grail, M. Jacques et S. Jodorowsky. Les Atrides, avec le lyrisme et l'extériorité du Théâtre du Soleil.

Cartoucherie, Théâtre du Soleil, route du Champ-de-Manœuvre, 12°. Du mercredi au vendredi à 19 h 30. Tél. : 43-74-24-08. 110 F et 135 F.

Les Caprices de Marianne

d'Alfred de Musset, mise en scène de Jean-Pierre Vincent, avec Claude Bouchery, Clotilde de Boyser, François Clavier, Éric Elmosnino, Stéphane Lafouque, Madeleine Marion, Nicolas Pignon, Patrick Pinaud et Philippe Uchou. Le cynisme n'est pas plus vivable que l'idéalisme romantique. Il n'y a pas d'amour heureux avant qu'il n'ait été le fils du siècle.

Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 48-14-70-00. De 12 F à 120 F.

Cent millions qui tombent

de Georges Feydeau, mise en scène de René Lory, avec Carlos Chahine, Aristide Demonicos, Sylvie Falvre, Didier Karczaert, Jean-François Lapalus, Jean-Philippe La Crato, Anne Marano, Ghislain Montiel, Chantal Muret, Michel Raskine, Alain Rimoux, Isabelle Védie et Marie-Aude Weiss. La dinguerie de Feydeau, alimentée par le goût de René Lory pour le comique facile.

Théâtre, 41, av. des Grésillons, 92000 Garches. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-93-26-30. 80 F et 110 F.

Cirque Beckett

acte sans parole I d'après Samuel Beckett, mise en scène de Dan Demme, avec l'écuyer Arlette Spétebroet, le dressage Gaëtan Baley, les clowns Cottet et Lucas. Désolation et dérision. Un climat au bord du fantastique entre Kafka et Beckett. A découvrir.

Chapiteau (square Séverine), square Séverine-Porte de Bagneux, 20°. Du mercredi au samedi à 20 h 45. Tél. : 43-31-80-69. 50 F et 100 F.

Cœur ardent

d'Alexandre Ostrovski, mise en scène de Benno Besson, avec Amick Alamo, Pascal Bongard, Gaëtan Brouille, Jean-Charles Fontana, Pierre Gaudard, Jean-Jacques Lévassier, Jean-Marie Petinot, Gilles Privat, Emmanuelle Rann, Jean-Marc Stehlé, Emilien Tessier et Alain Trézet. Une comédie russe plutôt méchante, revu par le rire sombre de Benno Besson.

Maison des arts, place Salvador-Allende, 94000 Créteil. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 15 h 30. Tél. : 49-80-18-88. 90 F et 110 F.

Combat de nègre

et de chiens de Bernard-Marie Koltès, mise en scène de Guy Delannoy, avec Robert Ohniguel, Didier Castello, Véro Duhuron et Pierre Puy. Des « petits blancs » et puis des Noirs, au milieu de nulle part, en Afrique. Le

merveilleux langage de Bernard-Marie Koltès.

Cartoucherie, Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manœuvre, 12°. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-28-38-36. De 50 F à 110 F.

Des siècles de paix

d'Olivier Perrier, mise en scène de l'auteur, avec Abdellah Badis, Georges Blond, Dominique Hérouard, Frédéric Kunza, Simone Legourrière, Florence Limoges, Olivier Perrier, Simone Sadin et Olivier Mathieu.

La saga de la vie paysanne, commencée il y a près de dix ans et qui se poursuit inlassablement, avec le talent d'Olivier Perrier.

Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Poisson, 93000 Aubervilliers. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 48-34-67-67. De 70 F à 120 F.

L'Empire et l'ion

de Michel Deutsch, mise en scène de Michèle Foucher, avec Hélène Laplante, Christiane Millet, François Berland, Jean-Jacques Moreau et Christian Tapard.

Au théâtre, on répète une pièce qui se passe dans un vieux cinéma, l'Empire, où un prestidigitateur répète son numéro, où deux hommes qui ont fait la guerre d'Indochine retrouvent leurs souvenirs, leurs amertumes.

Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 21 heures. Tél. : 48-14-70-00. De 12 F à 120 F.

Génération chaos I

de Marc O., mise en scène de l'auteur, avec Frederica Bertelli, Yovan Gille et Jérôme Prophète. Deux garçons et une fille disent, chantent et dansent la jeunesse, la vraie, et sa mythologie.

L'Européen, 5, rue Blot, 17°. Du vendredi au dimanche à 21 heures. Tél. : 43-87-28-88. De 40 F à 120 F.

Les Guerres microchloines

d'après Rabelais, mise en scène de Pierre Pradinas, avec Dominique Balzer, Patrice Camboni, Pascal Elso, André Gaudin, Thierry Girard, Piti Gaudin, Marianne Groves, Dennis Lavant, Alain Langlet, François Monré, Huy Phong Doan, Nar Sene, Michel Vuillemoz et Canon Ball. Mémoires rabelaisiennes, en forme de BD truculente, et Denis Lavant quitte la poésie noire de Carax pour le rire franc de Pradinas.

Maison des arts, place Salvador-Allende, 94000 Créteil. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 15 h 30. Tél. : 49-80-18-88. 90 F et 110 F.

Les Macloima Trio

Clowns sans complexes, ils n'ont peur de rien et se rient de tout.

Tristan-Bernard, 64, rue du Rocher, 8°. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée samedi à 17 heures, dimanche à 15 h 30. Tél. : 45-22-08-40. De 75 F à 160 F.

Marilyn Montreuil

de Jérôme Savary, mise en scène de l'auteur, avec Diane Tell, Idries Badarou, Françoise Borysse, Bruno Bompard, Michel Dussart, Nana Gata, Hélène Halévy, Christian Hillon, Allan Holst, Franck Jacod, Marc Irace, Maurice Lamy, Jean-Pierre Loutau et Ralph Zaiser. A quoi rêve la petite chanteuse de Montreuil ? De Marilyn, alors elle se décolore



« Foray Forest », chorégraphie de Trisha Brown au Théâtre de la Ville.

et s'en va revivre les aventures de son idole dans *Certaines l'aiment chaud*.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 16°. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. Durée : 2 heures. De 50 F à 140 F.

Le Météore

de Friedrich Dürrenmatt, mise en scène de Georges Wilson, avec Jacques Dufilho, Georges Wilson, Paola Landi, Jean-Pierre Dravel, Serge Feuillard, Jacques Jacquemin et Pierre Val. Quand deux comédiens parfaitement maîtres de leur métier et parfaitement complices se trouvent sur scène, c'est un bonheur.

Géovre, 55, rue de Clichy, 9°. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-74-42-52. Durée : 2 heures. De 50 F à 250 F.

Les Misérables

d'Alain Boublil et Claude Michel Schönberg, d'après Victor Hugo, mise en scène de John Caird et Trevor Nunn, avec Robert Marien, Patrick Rocca, Pauline Pira, Stéphanie Martin, Jérôme Pradon, Marie Zamora, Julien Combe, Laurent Gendron et Marie-France Roussel.

Roman et personnages légendaires, adaptation mondiale jouée, le spectacle triomphe à Paris. Ce n'est que justice. Mogador, 25, rue de Mogador, 8°. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée, samedi et dimanche à 15 heures. Tél. : 48-78-04-04. De 100 F à 350 F.

Le Moine apostat

d'après Anthony Shafon, mise en scène de Daniel Romand, avec Jean-Marie Lehec et Daniel Romand. Un texte qui fut sulfureux et qui reste poétique.

La Vieille Grille, 1, rue du Puits-de-

Comédie d'intrigues, poétique et philosophique, enveloppée du charme léger de la jeunesse.

Théâtre, 41, av. des Grésillons, 92000 Garches. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 47-93-26-30. 80 F et 110 F.

Transsibérien

d'après Elia Cendras, mise en scène de Dominique Lardinois, avec Sophie Karlowitz, Dominique Lardinois et Bernard Rozat. Voyage dans le fabuleux et le réel. L'un des plus beaux poèmes de Cendras, l'aventurier du rêve.

Cité internationale universitaire, 21, bd Jourdan, 14°. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 45-89-38-69. 70 F et 100 F.

Une envie de tuer

sur le bout de la langue de Xavier Durringer, mise en scène de l'auteur, avec Jean-Claude Bonifant, Daniel Briquet, Claude Decultis, Gil Legay, Gérard Laroche et Marie-Paule Servet. La fièvre du vendredi soir en disco de jeunesse. Quand on s'est fait jeter, comment faire pour retrouver la femme qu'on voudrait aimer et qui est restée à l'intérieur. Voilà la question.

Théâtre 13, 24, rue David, 13°. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 46-88-62-22. 70 F et 100 F.

Volière Dromesko

Le complexe d'Icare traduit par Igor avec toute la poésie nostalgique des premiers spectacles de Zingaro, dont il a été cofondateur.

Parc de la Villette (sous chapiteau trans-lucide), 211, av. Jean-Jaurès, 19°. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 40-43-38-03. 120 F et 140 F.

Y a pas que les chiens

qui s'aiment de Marie Trintignant et François Chuzet, avec Marie Trintignant et François Chuzet.

Ils se sont trouvés sur un toit, se sont parés, se sont aimés, se sont enfilés dans les nuages, et ça passe comme un rêve.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 16°. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 47-27-81-15. Durée : 1 h 15. De 50 F à 140 F.

Régions

Brest

Britannicus

de Jean Racine, mise en scène d'Alain Fracon, avec Hélène Alexandridis, Anne Benoit, Yann Collette, Clotilde Cornille, Laurent Grevin, Nada Strancar et Vladimir Yankovitch.

Politique et passionnée, l'une des pièces les plus fortes de Racine, avec une distribution exceptionnelle. Le spectacle se joue également à Villeneuve-d'Ascq, à la Rose des Vents, du 10 au 14.

Le Quartz, Centre national dramatique et chorégraphique, 2-4, av. Clemenceau, 29000 Brest. Du mercredi au vendredi à 20 h 30. Tél. : 98-44-10-10. De 50 F à 110 F.

Dernière représentation le 6 décembre.

Dijon

La Cantatrice chauve

d'Espagne lozanne.

mise en scène de Jean-Luc Lagarce, avec Emmanuelle Brunschwig, Olivier Achard, Mireille Herbrassier, Jean-Claude Baillet-Latour, François Berret et Elisabeth Mazza.

Une manière nouvelle de considérer le théâtre de l'absurde. Une manière d'en renouveler la force subversive.

Théâtre du parvis Saint-Jean, rue Monge, 21000 Dijon. Les mercredi et jeudi à 19 h 30, les vendredi et samedi à 20 h 30. Tél. : 80-30-12-12. Durée : 1 h 20. 90 F et 100 F.

Dernière représentation le 7 décembre.

DANSE

Trisha Brown

Dance Company

Foray Forest

« Foray Forest » est une chorégraphie au parcours exemplaire, de la table rase et des recherches tous azimuts des débuts à l'élaboration d'une pensée, d'un style et d'une architecture du mouvement aujourd'hui uniques. « Ma danse est imprévisible, imprévisible, continue », dit-elle. Il faut ajouter, car elle est trop modeste pour le faire elle-même : effervescente, jubilatoire et enthousiasmante. Foray Forest a été créé à la dernière Biennale de Lyon. *Set and Reset*, un de ses grands classiques, a déjà été présenté deux fois au Théâtre de la Ville : la troisième pièce, commandée du Festival d'automne, donnée en création mondiale à l'Hippodrome de Douai les 8 et 9 novembre dernier sous le titre *Lever Best*, a été rebaptisée *M. G. : The Movie* en hommage à Michel Guy.

Théâtre de la Ville, du 10 au 14 décembre, 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77. 80 F et 130 F.

Ballet national

de Nancy

Giselle

Grand maître en reconstitution des ballets romantiques et nouveau directeur artistique de la troupe nancéenne, Pierre Lacotte signe cette version de l'insubmersible *Giselle* et nous promet, dans le rôle-titre, une petite merveille : Amaya Iglesias, 16 ans, médaille d'or du Concours international de danse d'Eurovision à Helsinki, en juillet. Dans les bras de Laurent Hilaire, le prince des princes charmants, prêt par l'Opéra de Paris. Tous deux dansent les 4, 5, 6 et 7 décembre, en alternance avec Anne Falmon et Miroslav Gordon les autres soirs.

Opéra de Nancy et de Lorraine, du 3 au 8 décembre, 20 h 30. Tél. : 83-38-78-07. De 65 F à 160 F.

La sélection « Théâtre » a été établie par Colette Godard.

« Danse » : Sylvie de Nussac.

MUSIQUES DU MONDE

18 H 75 F

JEUDI 5 DECEMBRE 18H
ZAP MAMA
« 5 black and white »
zapent les musiques :
chants d'Afrique, jazz, gospel,
reggae, afro-cubain...
• a capella

VENDREDI 6 DECEMBRE 18H
DIMI MINT ABBA
MAURITANIE
une des grandes
chanteuses d'Afrique

LOC. 42 74 22 77
2 PL. DU CHATELAIN PARIS 4°

Nolite

DU 27 NOV. AU 27 DEC.
THEATRE
DES JEUNES SPECTATEURS
M. Marie de Montreuil
Tél. 48 59 93 93

TJS
CREATION

CERGY-PONTOISE

(ERAGNY/POISE)
Théâtre de l'Usine
30.37.84. 57.

MARIVAUX
L'EPREUVE
Mise en scène :
HUBERT JAPPELLE
du 6 au 17 Déc.

théâtre 13 45 88 62 22
METRO GLACIERE

une envie de tuer...
sur le bout de la langue

de
Xavier
Durringer

Mise en scène de l'auteur

DU 26 NOVEMBRE
AU 29 DECEMBRE

11èmes Rendez-Vous
Chorégraphiques

MONNIER/CLAVIS « Face Nord »
10 déc - 20h30

O. DUBOIS « La Maison d'Espagne »
17 déc - 20h30

LES GEMEAUX/SCEAUX
Scène Nationale

(1) 46 61 36 67

OPERA
BASTILLE
1, 4, 8, 11, 14, 17, 20, 22, 24, 26 FEVRIER 1992
LADY MACBETH DE MTSENSK
CHOSTAKOVITCH
LOCATION OUVERTE
PAR CORRESPONDANCE
120, RUE DE LYON 75012 PARIS

Direction Louis Pasquet
LE TEMPS ET LA CHAMBRE
BOTH STRAUSS • PATRICE CHEREAU
dernières!
REPRESENTATION EXCEPTIONNELLE
DIMANCHE 15 DECEMBRE A 14H30

Opéra de Paris

DE LA SEMAINE

MUSIQUE

Paris

Jeudi 5 décembre

Beethoven

Schubert

Sonates pour violoncelle et piano

Yvan Monighetti (violoncelle), Vadim Satarov (piano). Deux artistes soviétiques admirables. La violoncelliste Monighetti est précédée d'une réputation flatteuse de grand virtuose. Le pianiste est un poète.

Amphithéâtre de la Sorbonne, 20 h 30. Location FNAC.

Mozart

La Flûte enchantée

Hans Sotin (basse), Hans Peter Blochwitz, Volker Vogel (ténors), Philippe Darny (baryton), Cécile Sadeau, Anne Constantin (soprano), Orchestre national et chœurs de l'Opéra de Paris.

Friedmann Laver (direction), Robert Wilson (mise en scène). Reprise d'un spectacle déconcertant qui ne laisse pas indifférent à défaut de toujours convaincre. L'excellent Friedmann Laver est aux commandes de l'Orchestre de l'Opéra, la distribution semble excellente.

Opéra de la Bastille, 19 h 30 (à 7 et 9). Tél. : 44-73-13-00. De 50 F à 500 F.

Schumann

Concerto pour piano et orchestre

Mahler

Symphonie n° 5

Michel Delabert (piano), Orchestre national de France, Emil Tchakarof (direction). La notoriété grandissante de Michel Delabert le conduit de plus en plus souvent à jouer avec orchestre à Paris. Après l'Orchestre philharmonique de Radio-France, l'Ensemble orchestral de Paris, le National le réinvente. Ce n'est que justice, en égard à son talent.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73. De 80 F à 180 F.

Vendredi 6

Beethoven

Sonates pour piano n° 21 et 27

Prokofiev

Concerto, extraits

Moussorgski

Tableaux d'une exposition

Barry Douglas (piano). Retour, salle Gaveau, d'un de ces jeunes pianistes qui comptent dans une génération qui n'en manque pas. Chacun de ses récitals parisiens lui a gagné de nouveaux adeptes et attiré de nombreux confères jeunes et moins jeunes.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07.

Dimanche 8

Beethoven

Sonate pour piano « Clair de lune »

Schubert

Sonate pour piano op. 120

Rachmaninov

Variations sur un thème de Corali

Frank Briley (piano). Vainqueur du dernier concours Reine-Élisabeth de piano, Frank Briley donne un récital dans la série des jeunes interprètes à découvrir. Briley est effectivement une découverte à faire, et dans un programme suffisamment varié pour que l'on puisse effectivement non pas le juger sur pièces, mais apprécier un talent que l'on dit grand.

Salle Gaveau, 11 heures. Tél. : 49-53-05-07. De 75 F à 50 F.

Prokofiev

L'Arrivée des troupes

Concerto pour violon et orchestre n° 1

Symphonie n° 5

Viktor Tretjakov (violin).

Orchestre national Bordeaux-Aquitaine, Alain Lombard (direction).

Un programme qui dévoile, par un chef qui est déjà un vieux habitué de ce répertoire, un soliste éminent et un orchestre qui a le vent en poupe. Les « grandes » institutions parisiennes devraient se mettre à l'écoute de ce petit provincial qui vient jouer dans la cour des grands : une révolution est en marche à Bordeaux.

Théâtre national de Chaillot, 15 heures. Tél. : 47-27-61-15. 120 F.

Lundi 9

Lourie

Pastorale de la Voie

Pièces pour piano

Prokofiev

Ouverture sur des thèmes juifs

Maria-Catherine Girod (piano), Ensemble Musique oblique.

Évoluant entre Debussy, Scriabine, Stravinsky, voire Schoenberg et Prokofiev, un retour à la musique orthodoxe selon les époques où elle a été composée, la musique du soviétique Arthur Lourie (1892-1966) n'est toujours pas beaucoup jouée, ni enseignée, malgré les efforts de Gidon Kremer et de Maria-Catherine Girod pour la faire connaître.

Théâtre Grévin, 20 h 30. Tél. : 43-58-75-10.

Prokofiev

Sonates pour piano n° 3, 6 et 7

John Lill (piano). Prix Tchakovski, il y a une vingtaine d'années, le Britannique John Lill n'a pas souvent l'occasion de traverser le Channel. Il a la réputation d'être ce que l'on appelait autrefois un fort pianiste. Pour Mozart, cela peut être gênant, mais pour Prokofiev...

Châtelet, Théâtre musical de Paris, 12 h 45. Tél. : 40-28-28-40. 40 F.

Mardi 10

Schumann

Fantaisies op. 73

Sibelius

Mélancolie

Grieg

Sonates pour violoncelle et piano

Truls Mork (violoncelle), Laila Ove Andersen (piano). Découvert en France au Festival de Prades, puis grâce à son enregistrement du Concerto de Schumann, le jeu du violoncelliste Truls Mork concentre toutes les qualités d'un grand interprète : perfection technique, profondeur expressive, élégance, s'accorde harmonieusement avec une personnalité musicale reconnaissable entre mille. Splendide programme.

Musée d'Orsay, 12 h 30. Tél. : 40-49-48-14. Entrée libre avec le billet du musée.



Frank Briley joue salle Gaveau pour la série des nouveaux interprètes.

Le Grand-Quevilly

Mozart

Così fan tutte

Maria Dacou, Isabelle Poulenc (soprano), Sophie Fournier (mezzo-soprano), José Antonio Campo (ténor), Francis Dufour (baryton), Jean-Marie Fremont (basse), Orchestre symphonique de Rouen, Chœurs du Théâtre des Arts, Frédéric Chaslin (direction), Pierre Jean Valentin (mise en scène).

Pour sa réouverture, le Théâtre des Arts de Rouen présente un joli spectacle, en décentralisation : orchestre splendide, chanteurs sachant jouer la comédie, mise en scène sérieuse, il n'y a guère que les costumes et les éclairages qui dénotent.

Le 6, 20 h 30 ; le 8, 15 heures. Théâtre Charles-Dullin. Tél. : 35-71-41-36. De 80 F à 170 F.

Lille

Haydn

Symphonie n° 53

Concerto pour violoncelle et orchestre n° 1

Tchakovski

Sérénade pour cordes

Variations sur thème rococo

Marislav Rostropovitch (violoncelle), Orchestre de chambre de Liège, Sándor Székely (direction).

L'un des violoncellistes de notre temps sera enchâssé dans l'un des plus parfaits orchestres de chambre du moment pour un programme, certes sans surprise, mais particulièrement bien composé.

Le 6, Opéra, 20 h 30. Tél. : 20-55-93-06. De 60 F à 200 F.

Strasbourg

Salieri

Tamara

Margot Paré-Royne, Monique Boudouin (soprano), Gérard Gerny (ténor), René Hénin (baryton), Chœurs et ballet de l'Opéra du Rhin, Orchestre philharmonique de Strasbourg, Frédéric Chaslin (direction).

Déjà représentés les 16 et 18 octobre, à Strasbourg, Tamara, l'opéra de Beaumarchais et Salieri, est une curiosité dans la mesure où la musique du malheureux rival de Mozart (malheureux pour la postérité) est rarement jouée. Mais l'opportunité de ce compositeur oublié, son habileté à manier les grands ensembles, qu'un premier prix dans un concours international, c'est un gage de qualité.

Le 8, Théâtre impérial, 17 h 30. 120 F.

Régions

Compiègne

Gounod

Chabrier

Debussy

Poulenc

Mélobas

Frank Légaré (baryton), Yvonne Allot (piano).

Irène Allot à l'accompagnement Yvonne Guilbert et tout ce que le chant français compte de gloires passées et vivantes (elle est aujourd'hui la répétitrice de Françoise Pollet). Elle joue de mémoire une quantité incroyable de mélodies, d'opéras, personne au monde ne connaît mieux Pelléas et Mélisande de Debussy qu'elle. Irène Allot est une légende, un trésor national de la musique. Qu'elle accompagne ce jeune baryton est, mieux qu'un premier prix dans un concours international, c'est un gage de qualité.

Le 8, Théâtre impérial, 17 h 30. 120 F.



tournecois pour acteurs

bestiaux et musiciens

20 15

Aubervilliers 48 34 67 67

théâtre de la bastille

du 18 Nov au 7 Dec à 21h

dim 17h - Relâche lundi

CHANT DU BOUC

par le Théâtre du Radeau

mise en scène François Tanguy

du 26 Nov au 22 Dec à 19h30

dim 15h30 - Relâche lundi

DIEU

GRAMMAIRIEN

de Manuela Morgaine

avec Philippe Dermey

43 57 42 14

76, RUE DE LA ROQUETTE 75011 PARIS

Rock

Manfred Mann's Earth Band

La version originale de *You're so beautiful*. Le premier Anglais à découvrir Bruce Springsteen, c'est lui aussi. Pilier de la pop britannique, Manfred Mann's présente son Earth Band depuis maintenant presque trente ans et ses seuls succès de hit-parade suffiraient à remplir des heures de concert.

Le 4, Elysée-Montmartre, 19 h 30.

Tony Joe White

Paysan soliste à qui les excursions à la ville ont toujours réussi, Tony Joe White ne vient que rarement en France mais laisse toujours un souvenir impérissable à force de sobriété, de virtuosité (il joue au moins aussi bien que Mark Knopfler) et d'intelligence mélodique.

Le 6, La Cigale, 20 h 30. Tél. : 42-23-38-00. Location Fnac, 188 F.

Ten Years After

Wishbone Ash

C'est gentil d'être cheu : en une soirée, trois des piliers du *guitar rock* britannique du début des années 70. Ten Years After, groupe de blues enflammé par Alvin Lee, guitariste le plus rapide à l'est du Mississippi, Wishbone Ash, spécialistes en duos de guitares pompier, et Man, groupe de rock épique et celtique (les ancêtres lointains de la veine U2-Simple Minds).

Le 6, Elysée-Montmartre, 19 h 30.

Tournées

Sting

Grande âme sarric de sa cage, Sting vient rejouer (avec trois musiciens remarquables) sa psychanalyse jungienne instantanée sans que l'on arrive jamais tout à fait à distinguer la roulerie de la sincérité.

Le 10 décembre, Paris, Palais Omnisports de Bercy, 20 h 30, 188 F. Le 11, Clamart, Maison des Sports, 20 h 30, 170 F. Le 12, Grenoble, Palais des Sports, 20 h 30, de 140 F à 180 F.

NTM

La distance qui sépare les meilleurs groupes de rap des pires représentants du genre est infime, surtout sur scène. NTM oscille entre ces deux pôles sans jamais changer d'identité. Il arrive parfois que leur rage, leur violence et leur déraison prennent corps et donnent de la musique. Et, d'autres fois, ne demeure qu'un désordre assez insupportable.

Le 8 décembre, Lannion, Salle Carré Magique, 18 h 30, de 70 F à 130 F.

Calvin Russell

Texan qui ressemble au frère caché d'Harry Dean Stanton, Calvin Russell emporte à la semelle de ses bottes pointues la poussière de la plaine, le goudron qui fonde au soleil et, sous l'odeur du whisky, on distingue même le parfum bon marché d'une serveuse à choucroute blonde.

Le 6 décembre, Saint-Flour, Salle des Fêtes, 20 h 30. Le 7, Montpellier, Salle Viala, 21 heures. 20 F. Le 8, Saint-Etienne, La Mitrail Gagnant, 18 heures. Le 10, Cluses, MJC, 20 h 30.

Urban Dance Squad

Deuxième album un peu décevant (trop ambitieux, pas assez réfléchi), le souvenir de premiers concerts féroces et beaux : ce retour d'Urban Dance Squad s'annonce difficile. Mais aussi excitant, dangereux, enthousiasmant.

Le 5 décembre, Paris, La Cigale, 20 h 30, 132 F. Le 6, Dijon, Salle des Fêtes de Chenove, 20 h 15, 60 F et 80 F. Le 7, Lyon, Transbordeur, 19 h 30, 100 F et 110 F.

Chanson

Charles Aznavour

Liza Minnelli

Charles et Liza, l'attrait du passé retrouvé, du music-hall de grand charme

et de la chanson reine des soirées, pour un duo encore en rodage, dont on espère qu'au bout de trois semaines au Palais des Congrès il sera enfin mûr. Elle est formidable.

Les 4, 5, 6, 7 et 10, 20 h 30 : le 8, 16 heures. Palais des Congrès. Tél. : 40-88-00-72. Location Fnac. De 150 F à 450 F.

Romain Didier

Un homme, un piano, un accordéon, un talent sobre, prêt à tenir une salle en haleine avec des chansons en forme d'histoires d'un jour, de sentiments passagers. Pour que la chanson française vive.

Les 4, 5, 6, 7 et 10. Théâtre de Dia-Hautes, 20 h 30. Tél. : 46-06-10-17. De 80 F à 100 F.

Tournées

Chanson Plus Bifnorée

Les quatre compères visitent la chanson française avec talent et humour, parodient, mais toujours avec classe, passent en revue notre plus cher répertoire sans une fausse note, et avec des voix formidables (ne comparons pas avec les Frères Jacques, mais le principe est le même).

Le 6 décembre, Saint-Priest (89), Théâtre, place Ferdinand-Buisson, 60 F et 90 F.

Charlène Couture

Une série de concerts bien menés, juste avant la pause prétexte de longue date par le rocker nanctien passé à l'Australie. Retour sur le passé et projections d'avenir, musc, charpentier, regard ironique sur un monde à l'envers.

Le 6 décembre, Drancy, salle des fêtes, 20 h 30. Le 10, Colombes, salle des spectacles, 20 h 30.

Musiques du monde

Tambours

stiffles

dances du Rwanda

Des percussions venues du Rwanda, pays mal connu, plus isolé que ses voisins, et dont les danseurs, chanteurs, instrumentistes ici présents livreront peut-être quelques secrets ressorts.

Du 4 au 7, 20 h 30 : le 8, 17 heures. Maison des cultures du monde. Tél. : 45-44-72-30. 100 F.

Zap Mama

Des jeunes filles africaines de Bruxelles aux voix entremêlées pour raconter des histoires sur tous les tons de la négritude : gospel, chorale, swing et rythmes africains.

Le 5, Théâtre de la Ville, 18 heures. Tél. : 42-74-22-77. 75 F.

Dimi Mint Abba

Cette grande chanteuse mauritanienne n'avait pu venir au début de cette année pour cause de guerre du Golfe. Mais le Théâtre de la Ville avait promis que, dès le calme revenu, elle viendrait enfin montrer ici ce qu'elle sait faire : superbe musicienne et chanteuse, pour une musique du nord de l'Afrique noire, à la croisée des chemins du continent.

Le 6, Théâtre de la Ville, 18 heures. Tél. : 42-74-22-77.

La sélection

« Classique » : a été établie par Alain Lompeche.

« Jazz » : Francis Marmande.

« Rock » : Thomas Sotinel.

« Chansons » et « Musiques du monde » : Véronique Mortaigne.

PARIS

30 artistes contemporains à l'Hôtel du Louvre du 6 au 8 décembre 1991

Gérard GAROUSTE "Ochale II" 1990

La Fondation Peter Stuyvesant

vous propose de découvrir sa prestigieuse collection d'estampes originales des plus grands artistes contemporains.

DISQUES

Classique

Brahms

Intégrale des variations pour piano
Josep Colom, avec Carmen Delaito

Éclatante, électrisante confirmation qu'une grande pointe pianistique brille au-delà des Pyrénées sans qu'on en sache rien en deçà. Le Monde salua les singuliers mérites de l'Espagnol Josep Colom à l'issue d'un récital parisien sans lendemain (en 1979). Voici le même à son zénith, jouant de l'éventail complet de ses possibilités dans une intégrale à laquelle d'autres auraient craint de se frotter par peur d'ennuyer. Eh bien non : on se frotte les yeux, on monte aux rideaux. Un peu Michel Langeli, un peu Gould, Colom est, comme l'Italien, un pianiste que la difficulté exalte, que le péril technique rend plus fantasiste et raffiné que jamais (extraordinaire second cahier des *Variations* sur un thème de Paganini). Un pianiste capable, dans les *Variations* sur un thème de Haendel, de ces nervosités baroques, avec ce côté « clavier amplifié » qui faisait reconnaître entre mille le style du Canadien. Au sommet, et dans un tout autre registre brahmien (celui des *Ballades* et des ultimes *Klavierstücke*), la lenteur irrégulière et les couleurs laiteuses des *Variations* sur un thème de Schumann, lourdes de douleur. Pianiste triomphant, vraiment, qui forme de surcroît un vrai duo – pas un mariage de circonstance – avec une autre incomme, Carmen Delaito.

1 coffret de 2 CD Le Chant du Monde LDC 278 1064/65.

Dimitri Mitropoulos,
Julius Reubke

Sonatas
Geoffrey Douglas Madge (piano)

Madge est ce pianiste australien fixé aux Pays-Bas amoureux des missions impossibles : Sorabji, naguère, à Paris, pour le Festival d'Automne. Et au disque, Godowski, pour la marque Dante déjà, avec un ensemble d'enregistrements dont les *Études d'après Chopin* saluées ici. Bref, un pionnier qui ne perd pas son temps à graver la énième version de saucissons écoulés. A part qu'il fut le chef d'orchestre que l'on sait, et un être exceptionnel d'humanité, Dimitri Mitropoulos fut un « virtuose adulé qui écrivit à son propre usage des pages grandioses, audacieuses avancées du romantisme vers un néo-classicisme à la Busoni, éventuellement marquées de folklore hellénique. Comme cette *Sonate « grecque »* dont Madge signe le premier enregistrement intégral – monument presque infranchissable, franchi d'un pas assuré, comme si l'interprète ne doutait jamais de l'importance de sa mission. Il a raison. L'œuvre devrait maintenant séduire bien des auditeurs. La *Sonate* de Reubke, élève préféré de Liszt, est une réplique, presque une rétranscription, de la *Sonate en si mineur* du maître. Une curiosité. Tout ce que fait Madge – sa façon de jouer du piano, en particulier – est d'ailleurs curieux.

1 CD Dante PSG 9010. Distribué par Média 7.

Schnbert

Quintette « La Truite »

Hummel

Ensemble Housmusik

Une *Truite* sur instruments d'époque : la curiosité au sein d'une discographie pléthorique, d'autant que le rôle du premier violon de ce jeune quintette est confié à Monica Huggett, baroqueuse au-dessus de tout soupçon, et que la partie de piano est assurée sans problème par Cyril Huyé, dans des tempos un peu sages peut-être, et une diction un tant soit peu appliquée du chef-d'œuvre. Le Hummel est de ces quintettes fonctionnels où le piano tricote sans désespérer tandis que les cordes énoncent et développent benoîtement des thèmes pépères.



Teresa Stich-Randall

Pour fins de soirées enfiévrées, quand le « clavier » s'est bien fait les doigts sur Schubert... C'est le cas.

1 CD EMI/Classics « Reflexe » CDC 7542642.

Hommage

à Teresa Stich-Randall

Messe du couronnement, Vêpres solennelles, « Ecce tu es gloriosa », sept aires de Mozart; Cantate BWV 57 de Bach, ode Pour la Sainte-Cécile de Haendel, neuf Lieder de Schubert...

Sophistiquée à force de ne pas l'être, androgyne, désincarnée, « la voix du siècle » pour Arturo Toscanini qui l'avait découverte : Teresa Stich-Randall, inoubliable mozartienne sacrée par Gabriel Dussurget et l'Aix-en-Provence des années 60, adorée par ses innombrables « fans » comme déesse vivante, et vibrante à tout jamais dans la réédition sur CD d'enregistrements qui firent la

joie de nos jeunes années, lorsqu'ils parurent sur vinyle aux beaux jours du Club du Disque. Dans Bach, Haendel et Mozart, l'Orchestre de chambre de la Sarre allait bon train, sous la direction de Karl Ristenpart (remplacé par Anthony Bernard pour l'Ode Pour la Sainte-Cécile). Même du côté des tempos et des phrases, rien de cela n'a vieilli. Le miracle Stich-Randall s'épaissit en privé, dans l'unique compagnie de Mozart, de Schubert et du piano de Jacqueline Bonneau, accompagnatrice attirée au toucher lui aussi lumineux et abstrait. Y a-t-il un corps derrière cette voix ?

1 coffret de 4 CD Accord/Musidisc 201 682 MU742.

Carlo Bergonzi

Trente et un airs pour ténor extraits d'opéras de Verdi

Orchestre New Philharmonia et Royal Philharmonie, Nello Santi et Lamberto Gardelli (direction).

Si Luciano Pavarotti, Plácido Domingo et José Carreras sont les trois ténors « italiens » les plus fêtés par notre époque (il y a de bonnes raisons à cela), il n'est pas impossible d'affirmer qu'ils eurent, en Carlo Bergonzi, un prédécesseur immédiat qui réunissait, à lui seul, le meilleur de leurs qualités individuelles. De Pavarotti, Bergonzi (il est né en 1924) avait la perfection technique, le souffle apparemment sans limite ; de Domingo, le grave solide, l'engagement dramatique (mais pas la versatilité stylistique) ; de Carreras l'intelligence musicale.

La réédition de cette anthologie d'airs de Verdi, fugitivement apparue sur microsillons il y a près de vingt ans, saluée par une presse unanime avant de disparaître, souffre

des limites du genre. Catalogue d'airs puisés dans la quasi-totalité des opéras de Verdi, classés de façon chronologique, ces trois disques compacts ne peuvent guère s'écouter qu'à petites doses, dégustés plage par plage, comme un entomologiste admire les ailes d'un papillon pour en dénombrer les ocellus, pour tenter de fixer dans sa mémoire tant de splendeurs aux reflets changeants. Il ne faudrait pas y chercher une quelconque unité. Il est toutefois dommage que le New Philharmonia soit en petite forme et les chefs de second rayon.

1 coffret de 3 CD Philips 432 486-2.

A. Lo.

Jazz

Yves Robert

Tout court

Cinquante minutes et demie de musique. Quatre ingénieurs poètes du « jazz improvisé » : Yves Robert, Philippe Deschepper, Claude Tchamkian et Xavier André. Du prologue à l'épilogue, vingt-six morceaux, pas moins. Ce sont des morceaux, des pièces, des copeaux, des éclats : ce qu'on peut rêver de plus intelligent et sensible en matière sonore, une action découpée. Tout court.

1 CD ZZ 84103. Distribué par ADDA.

Marcus Roberts

Prayer for Peace

Il est un des plus brillants, des plus prometteurs parmi les jeunes pianistes noirs américains. Sa cécité lui épargnera le spectacle de la pochette qu'on lui a infligée. A quelque chose, malheur est bon. Il ne manque ni un bougeur, ni un cierge, ni un vitrail, ni la queue d'un piano pour annoncer cette consternante *Prayer for Peace*. Le sommet de l'art pompier afro-américain, terrorisé par son éviction des médias, attenté devant les drames de la communauté (le crack, la ségrégation, les menaces), éperdu de bonnes intentions. Un retour au jazz s'impose, nom de Dieu, ce sera notre prière.

1 CD BMG Novus NRD 90646.

F. M.

« LIVE » DE CLAUDE NOUGARO AVEC MAURICE VANDER

Le mineur de fond
et le pianiste des airs

CLAUDE NOUGARO voulait reprendre son souffle « après le raid américain ». En février dernier, au Petit Journal Montparnasse, il reprend donc la route en souplesse avec le pianiste Maurice Vander et une panoplie de chansons toutes plus françaises les unes que les autres, rendues à leur mélodie et à leur rythme par la simplicité des moyens : une voix, dix doigts. Une trentaine de titres entre jazz et jave, où le Toulousain jongle, comme à son habitude, avec les mots. La tournée venait en passant. Magie, charisme, osmose de deux hommes qui s'entendent sans même s'écouter, la tournée dure depuis un an et demi, se promène de salles municipales en Zénith, en attendant l'Olympia en janvier 1992. « C'est ça, le ring », explique Claude Nougaro.

Un passage à Bagnac ne pouvait passer inaperçu. A la demande de Claude Nougaro, qui voulait restituer « cette île de son (le piano et la voix) et ce climat (une qualité d'écoute égale à celle d'une salle classique) », Mick Lanaro est allé à-bas brancher ses magnétophones pour nous restituer un peu du bonheur des deux comparses, auxquels s'était joint le joueur d'harmonica Toots Thielemans le temps d'un titre, *Tendre*, (« Se voler dans les plumes à coups de bisous doux... »), un des deux inédits de l'album avec les Mots. De Cécile, ma fille à Chanson pour le mariage, il n'en manque pas une parmi les plus belles composées par Nougaro et ses complices musicaux (Vander, juste-

ment, ou bien Dave Brubeck, Thelonious Monk, ou encore Michel Legrand, Jacques Datin et plus récemment Daniel Goyone).

Parallèlement, Claude Nougaro travaille à un nouvel album, prévu pour cet été, aux côtés de Daniel Goyone et du musicien zairois Ray Lema. « Il y a dans tout cela une flamme sacrée. L'art doit faire du bien. La chanson régénère, donne chaud. Moi, je suis un archaïque qui prend les mots les plus usés pour les froter comme des cailloux pour en faire une petite étincelle. » A Serge Gainsbourg, qui repart à son compte l'idée de la chanson comme art mineur, Nougaro répond : « Oui, mais mineur de fond. » Et pour en terminer avec les discussions stériles, il a inscrit à son futur programme un sonnet, *Art mineur*, dédié à Serge (sa musique sera de Ray Lema), dont voici le texte en avant-première :

Je pratique l'art mineur / Qu'a illustré le beau Serge / Puisse-t-il sur l'autre berge / S'enivrer d'alcools meilleurs.

Est-ce bien sérieux d'ailleurs / Passé les soixante berge / De pratiquer l'art mineur / Qu'a illustré le beau Serge ?

Pourquoi suis-je et à quoi sers-je / Dans la mine où je m'immerge / Charbon rouge de mon cœur ?

Un projecteur sur le front / Comme un casque de mineur / Artiste mineur de fond.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

JUDITH GODRECHE JEAN-PIERRE LEAUD THOMAS LANGMANN

un film de
OLIVIER
ASSAYAS

PARIS
S'ÉVEILLE

avec la participation de
MARTIN
LAMOTTE

PREMIERE

Un pur bijou.

Observateur

Allez donc voir "Paris s'éveille". L'émotion est au rendez-vous... ça c'est du cinéma ! Si vous n'êtes pas mordus...

Le Monde

"Paris s'éveille" est beau, émouvant, intelligent, sensible : une réussite.

Télérama

La mise en scène éblouissante donne aux êtres et à Paris un séduisant mystère.

LE FIGARO

Goût, intelligence et émotion, dans ce film raffiné et séduisant.

POINT

Ce face à face entre Jean-Pierre Léaud et Thomas Langmann est ce qu'il y a de plus beau, de plus bouleversant.

STUDIO

Judith Godréche habite le film avec éclat. Et pour longtemps.

EVENEMENT

Les acteurs sont tous formidables.

LE FIGARO

Assayas capte avec éclat l'air de notre temps.

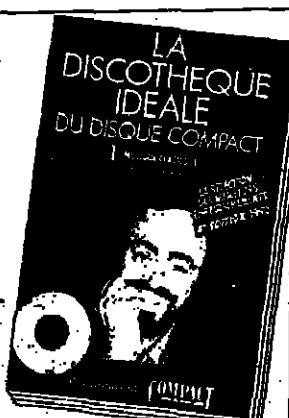
max

Film formidable.

LA SELECTION
DES MEILLEURS
COMPACTS
DE L'ANNEE !

I. Classiques 572p., 119F.
II. Jazz, rock, variétés 352p., 89F.

Flammarion
COMPACT



NoTurnes

PHOTOGRAPHIES DE MARC LE MENÉ
exposition

6 décembre / 28 décembre 1991
du lundi au samedi de 11h à 19h
(sauf le mercredi 25 décembre)
MUSEUM LITHE
Salle des Virgés
de Crété Foncier de France
11, rue des Capucines - Paris 1er

CREDIT FONCIER

PICASSO

LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

Rock

Marc Almond

Tenement Symphony

Cette *Symphonie pour HLM* devait arriver tôt ou tard dans la vie de Marc Almond, chanteur britannique qui navigue depuis bientôt quinze ans dans les eaux troubles du glamour sordide. Entre le cabaret de station balnéaire et la discothèque industrielle, entre Jacques Brel (qu'il reprend régulièrement, intelligemment, depuis plusieurs années) et Kylie Minogue, Marc Almond a vu un espace où édifier sa symphonie, grandiose et dérisoire, bouleversante et sordide.

Mais, tel le pavillonnaire de banlieue trahi par ses artisans, Almond n'a pas pu aller au bout de son dessin. Lorsque, pendant toute la première partie du disque, il pratique l'euro-pop (rythmes de danse synthétiques, arrangements sirupeux, mélodies suaves), il lui manque souvent l'ironie ou - tout bêtement - le talent mélodique qui lui permettraient de s'élever au-dessus du genre (du lot on sortira tout de même *Vaudeville and Burlesque*, exhibition émue). La reprise de *Jacky*, de Brel, donne sans doute une idée assez exacte de ce qu'aurait dû être ce disque : Almond chante avec un abandon, une générosité aux antipodes de

la hargne de l'original. *Jacky* ouvre la *Tenement Symphony* proprement dite, qui comprend également un bref extrait des *Chansons de Bilitis* (?!?) et une reprise déconcertante de *Days of Pearly Spencer*, vieux classique hippie repassé à la grisaille de cette fin de siècle. En bref, un échec qui ne manque pas de superbe.

Some Bizarre/WEA 9031-75618-2.

The New York Rock and Soul Revue

Live at the Beacon

Voilà une assemblée de musiciens allergiques à l'erreur. Donald Fagen (ex-moitié de Steely Dan), les chanteurs Michael McDonald et Phoebe Snow, et les virtuoses qui les entourent ne tolèrent pas plus l'approximation que Robuchon n'admet les grumeaux.

Et pourtant, ce groupe éphémère constitué à l'occasion de quelques concerts new-yorkais se réclame du balancement et de l'âme. Reprises habiles de classiques du rhythm'n'blues - évidentes comme *Knock on Wood*, chanté par McDonald, ou élégamment exhumées comme *Too Many Tears*, créé par Jackie Wilson, - deux titres signés Fagen dont le *Pretzel Logic* de Steely Dan. Le dosage est irréprochable. Même McDonald, d'ordinaire puissamment aseptique, injecte un peu de passion dans son impeccable

technique vocale. Sans malice, on pourrait décrire ce *Live at the Beacon* comme un cours de rhythm'n'blues à l'usage des étudiants de troisième cycle : intellectuelle stimulation et d'une dévotion sans faille pour ses modèles (de même que la bande originale des *Commitments*, passionnée, brouillonne et sans invention, était plutôt destinée aux lycéens). Pour l'adrénaline et le sex-appeal, se reporter aux grandes compilations Stax, Atlantic ou Motown.

Giant/WEA 7599-24423-2.

Bashung

Osez Joséphine

Ce que Bashung sait faire : piler la langue française aux nécessités du rock ; aller jusqu'au bout d'une idée, comme sur *Novice*, son précédent album, disque si noir qu'il ne fut jamais d'or ; explorer des versants du rock que les Français boudent, par ignorance ou timidité.

Ce que Bashung fait sur *Osez Joséphine* : trois imitations (Dylan sur *She Belongs to Me*, Johnny Burnette sur *Well Alright*, de Buddy Holly, un chanteur de country générique sur *Blue Eyes Crying in the Rain*) ; une reprise audacieuse de *Nights in White Satin*, des Moody Blues, dépouillé de ses attributs de slow poisseux, retapé en révérence inconnue ; une collaboration tranquille avec les excellents musiciens américains qu'il est allé

rencontrer à Nashville ; deux blues à douze mesures.

La coïncidence entre les virtualités et la réalité de l'album est donc loin d'être parfaite. S'il faut ajouter aux imitations les réminiscences presque autoparodiques d'*Osez Joséphine*, il ne reste que deux titres : *Happe* et *Kalaboug*, qui comptent parmi ce que l'on a entendu de plus beau (exigeant, triste, drôle) ces derniers temps. C'est immoral, mais c'est comme ça.

Barclay 511485-2.

T. S.

Chanson

CharlElle Couture

Island Colors

Une compilation intelligemment construite, assez finement en tout cas pour faire ressortir le style Couture, surtout en ce qui concerne les textes. Les basses poussées et les murmures imprécis dans lesquels CharlElle s'est longtemps enfoncée, au point qu'on y voit la son originalité essentielle, n'aident pas toujours à la compréhension des mots. Et c'est bien dommage, car les chansons du Nantais sont toujours truffées de références caustiques à un monde qui marche la tête en bas.

De *Underground PM* à *Tu m'as pas*

dit d'où tu venais, douze titres, dont deux versions inédites enregistrées en direct, une piste soigneusement démolie entre amours décalées, ironie politique et réel bizarre, éphémère.

1 CD Island 510584.

Eddy Mitchell

Au Casino de Paris

Il y a un an, Eddy Mitchell donnait un des meilleurs spectacles de l'année au Casino de Paris, après une absence de six ans des scènes nationales. De là à en faire un album souvenir, il n'y avait qu'un pas, franchi par notre rocker de charme. Pour ceux qui ont croisé le chemin d'Eddy au Casino, au Zénith ou au cours de sa tournée hexagonale, l'évocation des bons moments sera là, intacte (*M'Man, la Dernière Séance, Lèche-bottes blues*...).

Pour les autres, ce live serait à prendre comme une nouvelle compilation s'il n'y avait un cadeau pour tous : une superbe version de *Tell It Like It Is (Dis-lui que ça existe)*, enregistrée loin des champs de bataille où Eddy a failli se compromettre, à Nyons en Suisse, avec les Neville Brothers. Le duo Eddy-Aaron est tout simplement formidable.

1 CD Polydor 849281.

Patricia Kaas

Carnets de scène

Patricia Kaas est une excellente meneuse de scène, touchante, tendue, tout en miroirs et facettes, et elle n'y perd pas sa voix, dont on connaît l'étendue des possibilités. D'où vient donc cette lassitude un peu lourde que l'on traîne tout au long des deux volumes de cette série d'enregistrements effectués au Zénith en 1990 ? Sans l'ambiance du direct (assez mal restituée, la salle est comme inexistante), du visuel, débarrassé des coquets artifices des studios, il ne reste que les chansons. Et le constat que l'on avait déjà établi auparavant n'en est que plus cruel. Elles sont à ce point répétitives et fabriquées à la chaîne (par Didier Barbelivien) que Patricia Kaas s'en trouve calée dans un rôle de machine à tube. Elle ne s'en sort pas, et *Carnets de scène* est une occasion supplémentaire d'espérer un changement urgent de parolier. Bien sûr, il y a pire que *Mademoiselle chante le blues*, *Mon mec à moi* (« Avec l'aimable autorisation de Polygram », selon la formule d'usage, mais l'ombre des procès plane encore sur les contrats). Rien n'y fait. Et puis, juste à l'heure des adieux, voici tout à coup Kaas touchante, fragile et émue pour un ultime *les Hommes qui passent*.

2 CD Columbia 4691180.

V. Mo.

Musiques du monde

Rossy

Island of Ghosts

Au mois d'août dernier, le moulin de Bath, qui abrite les studios ultra-modernes Real World, vibré d'une activité intense. Une bonne vingtaine de musiciens du monde entier s'étaient retrouvés là pour enregistrer sous l'égide du maître de céans, Peter Gabriel. Parmi eux, le musicien malgache Rossy, venu dans cette Angleterre verte pour mixer dix-sept titres enregistrés à Antananarivo, et destinés à servir de bande originale à un film de télévision, *Island of Ghosts*, documentaire-bilan des richesses et de la dégradation des conditions naturelles de l'île.

Paroles et musiques sont signées Rossy, qui y aborde en bon chroniqueur social les problèmes de l'environnement, les beautés naturelles de l'île, les fleuves et les gens. L'accordéon, omniprésent sur l'île, se double d'une panoplie d'instruments plus naturellement malgaches (*valiha* ou *vali*, instrument de bambou rond orné de cordes dont la sonorité oscille entre la harpe et la corne, le *kabassy*, petite guitare sèche). L'album sonne parfois comme de la musique sud-africaine, de la pop anglo-saxonne, de la chorale villageoise. Le tout manque un peu d'énergie, mais l'ombre pesante des expériences de Peter, lord anglais, et champion des bourrasques mondiales, pousse à l'indulgence.

1 CD Real World RW19. Distribué par Virgin.

Justin Vali

Rambala

Justin Vali *Rambala* Rakotonirason joue du *vali*. Délicatesse donc de la harpe, sonorité en hachures perlées de la corne. Il pratique aussi, tout comme Rossy et son compatriote chanteur de balades paysannes Jean Emilien (un album chez Mélodie), le *kabassy*, la guitare des vachers malgaches, plus quelques instruments à percussion, en lames de bambou, en tubes ou en caisses triangulaires. Avec une basse, des chœurs d'hommes et une vraie énergie, Justin Vali rythme le tout, décline Madagascar avec une sbrété indéniable. La variété des rythmes et des styles, le jeu de *vali* aux consonances étonnamment sud-américaines, les chœurs masculins ancrés dans l'Afrique australe font de cet album en quatorze titres (traditionnels ou composés par Justin) un joyau bien ciselé.

On attendait, dans le livret, plus de détails (sur les instruments, nombreux et riches, sur le contenu des chansons...) Et, en prime, offerts par ces musiciens malgaches qui vivent en France, vous aurez quelques chants d'oiseaux de là-bas, un petit *Frère Jacques* sous forme de solo de *vali* à cordes métalliques, une tirade en malgache, qui est décidément une langue ardue à nos oreilles, et à tout un éventail de sons élégants et inhabituels.

1 CD Silax Y225011 distribué par Audiolis.

Carlos Gardel

Su obra integral

Volumen 9 à 16

Suite de l'intégrale Carlos Gardel, vaste entreprise de repiquage sur CD, initiée l'an passé à Buenos-Aires par Jorge A. Segovia, et dont les premiers volumes (1 à 8) nous étaient arrivés il y a quelques mois pour nous livrer un échantillonnage minuscule des quelque huit cents chansons enregistrées par Gardel en trente ans de carrière. Gardel, interprète professionnel, mit sept ans avant de chanter son premier tango, *Mi noche triste*, en 1917. Jusque-là, l'idole du tango chantait des airs de la campagne argentine. Il n'y renoncera jamais tout à fait. Souvent, il assurera les premières parties de ses spectacles en habit de gaucho. Valses, rancheras, zambas vont donc se mêler au tango. Les volumes 9 et 10 (enregistrés entre 1928 et 1938) sont consacrés à cet aspect peu commun de Gardel sur fond de fox-trot, rumba et romance. Pour le reste, c'est bien du tango fin des années 20, début des années 30, classé par thème dominant (les dames du peuple, les virées nocturnes, le bandoneon).

7 CD Bandoneon EBCD, 16-28. Distribués par Média 7.

V. Mo.

Benat Achary

Musiques basques d'aujourd'hui

Benat Achary est un chanteur, poète, philosophe, que l'attachement à la vallée de la Soule, à ses chants, ses aïeles, sa langue, son lyrisme, a rangé dans l'étagère fausement poussiéreuse des musiques traditionnelles françaises. Mais Achary est un créateur enraciné, à découvrir avec urgence. Si les techniques vocales (les amples envolées des chants), certains instruments, l'inspiration s'ancrent dans le pays souletin, les visions et les apports sont multiples : chants inspirés des Basques, des Indiens Navajos, de la tradition basque, créations personnelles, poèmes de René Char traduits en basque, hommage à Taos Amroche, musiques du clarinettiste et complice Michel Doneda.

L'ensemble est mené par un rythme surprenant, incitation à la danse, à l'envol. Des chants de moisson au chant d'insomnie, ou au chant des musiciens errants, Benat Achary prolonge l'album purement basque sorti chez Ocora il y a quelque temps par ces « chants verts et bleus », surprenants, magnifiquement soutenus par Xavier Lesaga à la contrebasse, Philippe Deschepper à la guitare électrique, Doneda au saxo-soprano et au piano, Frédéric Gaillardet (accordéon) et Benat Amoreau à la batterie.

1 CD Silax Y225006. Distribué par Audiolis.

V. Mo.

The WINSTON Way

36.15 WINSTON. LA VILLE SUR LE BOUT DES DOIGTS.

30 La Bundesbank et le taux Lombard
Un bilan du RM31 Les difficultés de l'empire Maxweil
Le rapport Chézeau sur l'audiovisuel36 OPA et actionnaires minoritaires
37 Bourse de Paris

La multiplication des signes de récession

Reprise en panne

Cette fois, c'est sûr. 1991 aura été une très mauvaise année pour l'automobile. La reprise des ventes de véhicules neufs sur le marché français, attendue pour l'immédiat après-Golf, prévue ensuite pour l'été, espérée, enfin, pour la rentrée, ne s'est pas manifestée. Elle est désormais pronostiquée au mieux pour la fin du premier semestre de l'année 1992. Le chiffre des immatriculations de novembre fait apparaître un net repli par rapport à 1990, quel qu'en soit le mode de lecture (en données corrigées ou non). Au total, depuis le début de l'année, ont été immatriculés en France 281 600 véhicules de moins qu'en 1990. Pour l'ensemble de 1991, la fuite sera de 250 000 véhicules, calculés désormais les trois constructeurs hexagonaux (Renault, Peugeot et Citroën). Un « trou » qui équivaut grosso modo à un mois de production nationale.

A remonter le fil des dix dernières années, seule 1984 se signale par une contraction semblable. En poussant un peu plus loin, on repère aussi 1974. Effets de la politique de rigueur sur les intentions et capacités d'achat des ménages dans le premier choc pétrolier, dans le second, avaient, à l'époque, réfréné les ardeurs des consommateurs. Chez Renault, Peugeot et Citroën, les experts sont en peine d'expliquer pour décrire la situation de 1991. Les lancements de nouveaux modèles, la ZX de Citroën au printemps dernier, la 106 de Peugeot à la rentrée n'ont pas vraiment redynamisé le marché. « Attentisme », « psychologie d'incision », surveillance accrue des organismes de crédit sont tour à tour invoqués.

L'étonnant, en effet, dans l'histoire, est que, selon les études effectuées par les statisticiens de l'INSEE comme par diverses sociétés spécialisées dans le comportement d'achat des consommateurs, une partie du parc automobile français devrait commencer à se renouveler. La pression psychologique d'une série de facteurs conjoncturels (guerre du Golfe, remontée des taux d'intérêt, augmentation de certains prélèvements), comme la morosité ambiante pourraient expliquer cette longue période de dépression sur le marché automobile. A moins que le cycle de remplacement des véhicules neufs ne se rallonge pour les consommateurs français. Une première manifestation de ce que les sociologues signalent désormais comme « la fin des années flambe »...

CAROLINE MONNOT et OLIVIER PIOT

Renault : hausse de 1 % des salaires au 1^{er} janvier. - La direction de Renault a annoncé, mardi 3 décembre, une hausse de 1 % des salaires dès le 1^{er} janvier et a proposé aux syndicats de relancer les discussions sur d'autres thèmes, comme l'aménagement du temps de travail. Cette annonce, qui intervient quelques semaines après les grèves de Clon et du Mans, a été faite lors de la réunion d'ouverture des négociations salariales pour 1992. La hausse de 1 % ainsi accordée constitue un « à-valoir » pour 1992. Renault attend, avant de présenter les hausses globales sur l'année, la « lettre de cadrage » pour les entreprises publiques dont Matignon doit faire connaître les termes prochainement.

Le marché français de l'automobile a chuté de 13,1 % depuis onze mois

Selon les statistiques provisoires publiées mardi 3 décembre par le Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA), le nombre d'immatriculations de voitures particulières en France a chuté de 5,2 % en novembre (à nombre de jours ouvrables comparable) par rapport à novembre 1990. Cette nouvelle baisse porte à 13,1 % la chute du marché français sur les onze premiers mois de l'année. Les trois constructeurs français s'attendent, quant à eux, à un recul d'environ 12 % du marché en 1991, soit une baisse comparable à celle enregistrée en 1984.

Les deux derniers mois auront suffi à dissiper les espoirs de reprise du marché automobile français. Après un mois de septembre encourageant - 3,1 % de croissance des immatriculations de voitures neuves par rapport à septembre 1990 - le marché a renoué avec la baisse au cours des deux derniers mois. En dépit d'une bonne progression de la production en octobre (le Monde du 28 novembre), le

nombre des immatriculations enregistré dans le même temps une baisse de 12,8 % par rapport à octobre 1990. Déprime confirmée le mois dernier, selon les données provisoires du CCFA, avec 163 900 immatriculations contre 193 530 en novembre 1990, soit une chute de 14,3 % à nombre de jours ouvrables non comparable (21 en novembre 1990, contre 19 en novembre 1991).

Alors que PSA a enregistré en novembre une saignée de ses immatriculations, en hausse d'un petit 0,1 % grâce notamment aux bons résultats de la ZX et de la nouvelle 106, Renault a connu une chute record de 28,3 %, soit une perte de 15 000 véhicules par rapport à novembre 1990. Les récentes grèves dans le groupe ont en effet « eu des conséquences directes sur les livraisons du mois de novembre », précise-t-on à la Régie, alors que le niveau des commandes du mois d'octobre était aussi élevé qu'en septembre. Au total, les firmes françaises ont reculé de 13 % par rapport au mois de novembre 1990, devançant cependant les marques étrangères, dont le recul a atteint près de 16 %. Mais sur les onze premiers mois de l'année, la chute du mar-

ché a plus durement touché les constructeurs nationaux : ces derniers sont en effet en repli de 15,1 % par rapport à la même période de l'année 1990, alors que les marques étrangères ne régressent que de 10 %. Un décalage qui se traduit par une baisse de la pénétration des firmes françaises à 59,8 % du marché national sur les onze premiers mois de l'année (contre 61,2 % pour la même période de l'année 1990), au profit des marques japonaises dont la pénétration du marché français - grâce notamment à leurs voitures assemblées en Espagne et en Grande-Bretagne - est passée à 4,2 % depuis le début de l'année, soit un point de mieux qu'en 1990.

Selon les prévisions concordantes des trois constructeurs nationaux (Renault, Citroën et Peugeot), le niveau des immatriculations devrait atteindre 2 030 000 d'ici à la fin de l'année : une chute du marché évaluée, selon eux, à environ 12 %, avec une perte de plus de 250 000 véhicules par rapport au niveau record des 2 309 130 immatriculations enregistrées en 1990.

OLIVIER PIOT

General Motors reprend en main la direction d'Isuzu

Isuzu, le petit constructeur automobile japonais dont General Motors détient 37,4 % du capital, va être repris en main par son actionnaire principal. Les dirigeants du groupe automobile américain ont décidé d'appliquer des mesures de redressement à leur filiale nipponne dont les performances financières se sont très nettement détériorées cette année (Isuzu devrait afficher des pertes nettes de l'ordre de 47,5 milliards de yens, environ 2 milliards de francs). Une équipe tout droit venue de Detroit sera chargée de les mettre en œuvre dès janvier.

Cette équipe réunit des dirigeants importants du groupe américain : M. Donald Sullivan, directeur de la planification stratégique chez Chevrolet-Pontiac, devrait être nommé directeur général adjoint d'Isuzu et prendre plus spécialement en charge les questions de planification, d'organisation industrielle et de fabrication. M. Philip Murlough, le numéro deux de General Motors au Japon, ferait, lui, son entrée au conseil d'administration d'Isuzu.

Selon les constatations des notaires

Les prix de l'immobilier parisien ont baissé de plus de 1 % en un semestre

La spirale de la hausse est cassée dans l'immobilier parisien. Pour la première fois depuis des années, les notaires ont enregistré un prix moyen du mètre carré en baisse dans l'ancien. Au 30 juin, il ne s'établissait qu'à 21 967 francs, soit -1,04 % par rapport au 31 décembre 1990. Rien à voir avec les hausses de 7,5 %, 8 %, voire 9,5 % affichées depuis deux ans !

Plusieurs éléments semblent montrer que les acheteurs ne peuvent plus suivre l'envolée des prix. D'abord, les appartements les plus chers se sont mieux vendus que les autres. Un logement sur trois était situé dans la tranche des 500 000 francs à 1 million de francs, au lieu de 30 % un an plus tôt. De même, pour les biens situés dans les quartiers les moins chers : les appartements à moins de 170 000 francs le mètre carré ont représenté 41 % des transactions (36 % un an plus tôt). Enfin, les petits appartements ont continué à trouver preneurs : quatre appartements sur dix vendus étaient des deux-pièces.

Force est de constater aussi qu'en un semestre les chutes les plus spectaculaires sont enregistrées dans les deux quartiers les plus chers de Paris, le 16^e (-14 %) et le 7^e (-14,5 %). Dans ces arrondissements, les prix se retrouvent au niveau qu'ils avaient atteint en septembre 1989. Moins sévère, mais notable cependant, le recul des 17^e, 15^e et 1^{er} arrondissements. A l'inverse, les quartiers meilleur marché comme les 13^e, 12^e et 18^e continuent de monter. En tête du hiérarchie des plus chers, le 6^e à 33 460 francs le mètre carré et la lanterne rouge, le 18^e à 15 773 francs.

La reprise...

« Les arbres ne montent pas jusqu'au ciel », ont coutume de commenter les professionnels à propos de l'envolée du marché parisien. Quelques chiffres permettent de mesurer les hausses intervenues : le prix moyen d'un studio était, en 1981, de 164 000 francs. Le 30 juin 1991, il frôlait les 460 000 francs. Pour un deux-pièces, il fallait déboursier en moyenne 245 000 francs, en 1981, et neuf ans et demi plus tard, plus de 760 000 francs. Au-delà, la barre du million de francs est franchie : près de 1 255 000 francs pour un trois-pièces, le 30 juin dernier (443 000 francs en 1981). 2 353 000 francs et des poussières pour un quatre-pièces (747 000 francs auparavant). On n'est pas dans le cinq et six-pièces qui dépassent les 4 et 5 millions de francs ! Désormais, ils représentent respectivement 3,3 % et 1,5 % des transactions. Plus prosaïquement, le prix moyen par transaction est de 1,1 million de francs pour 50 mètres carrés, à Paris.

Un des faits les plus spectaculaires du premier semestre a été le gel du marché : les transactions ont chuté de 30 % par rapport aux six premiers mois de 1990. 1,38 % seulement du parc parisien a changé de mains au lieu de près de 2 % un an plus tôt, car, face à des acheteurs en position d'attente, les vendeurs ne bougent pas non plus, refusant d'ajuster leurs prix à la baisse.

Soucieux de ne pas tomber dans le catastrophisme, les notaires font remarquer que si l'on compare les prix sur un an, et non plus sur six mois, ils sont encore en progression de 6,37 %. De même, une analyse des promesses de vente leur fait entrevoir une reprise d'activité depuis la rentrée. D'ailleurs, leur indicateur provisoire sur la période courant du 30 avril au 30 septembre 1991 fait état d'un prix moyen du m² à 22 222 francs supérieur à celui du 31 décembre 1990 qui s'élevait à 22 198 francs.

FRANÇOISE VAYSSÉ

Les services sont durement affectés par le ralentissement de l'activité

Le secteur des services, notamment ceux qui fournissent des prestations aux entreprises, vient d'entrer en crise après, il est vrai, une très forte progression de ses activités depuis plusieurs années. On peut même parler d'une véritable restructuration du tertiaire d'une ampleur moindre que celle qui a frappé l'industrie au cours des années 80, mais d'autant plus spectaculaire qu'elle affecte des professions très « porteuses » jusqu'à maintenant, bénéficiant de progressions très rapides, supérieures parfois à 20 % par an, et créatrices d'emplois à rémunération sensiblement plus élevée que la moyenne.

Le ralentissement des affaires, déclenché par la crise du Golfe et entretenu par la morosité générale, est responsable de la crise que traverse le secteur des services. On a déjà abondamment commenté les difficultés des entreprises de publicité, dont les budgets se sont contractés, par quelques situations critiques : RSCG, par exemple, trop lourdement endettée, s'acheminait vers le dépôt de bilan dont seule l'a sauvée l'absorption par Havas, au grand soulagement de sa banque, la BNP. Par ailleurs, la chute des offres d'emplois (30 à 40 %) est en train de miner les chasseurs de têtes, si actifs jusqu'à l'an dernier. Mais on ne pense pas suffisamment au secteur « conseils aux entreprises », qui voit ses carnets de commandes se contracter dangereusement, comme si les clients estimaient avoir fait le plein de conseils, après la véritable boulimie des années 80. A croire que les réorganisations sont terminées.

Les sociétés d'audit commencent elles-mêmes à souffrir de surcapacité. Certes, l'expertise comptable a de beaux jours devant elle : les spécialistes ne chôment pas et se cantonnent à leurs spécialités. Mais les commandes d'études ponctuelles passées par les sociétés se raréfient, à l'exception des audits demandés par les entreprises aux abois ou en crise, par des créanciers inquiets. « Tout fonctionne comme un film au ralenti », se plaignent les responsables des banques d'affaires dont les projets ne sont pas abandonnés mais ne se concrétisent pas : les rachats ou les fusions d'entreprises sont au point mort, dans l'attente de jours meilleurs, à quelques exceptions près. Là aussi, les besoins d'études et d'audits se contractent. Le résultat est que tout le secteur « conseils aux entreprises, études et réorganisations » procède à des compressions de personnel.

Les notaires licencient

La crise de l'immobilier n'affecte pas seulement les promoteurs et les constructeurs, mais s'étend maintenant aux notaires, dont l'activité a brutalement fléchi. Les transactions ont chuté de 30 % à 60 %, en province comme dans la région parisienne. On voit des particuliers renoncer à lever leurs options pour l'achat d'un bien immobilier, préférant attendre.

Le bâtiment s'attend à une croissance zéro en 1992

« Il faut s'attendre, en 1992, à une croissance zéro dans notre secteur », a déclaré, le 4 décembre, M. Jean Domange, président de la Fédération nationale du bâtiment (FNB). Une analyse pessimiste qui s'inscrit dans une évolution récente, elle-même préoccupante, puisque, pour 1991, l'augmentation de la production des entreprises du bâtiment n'aura été que de 0,4 % contre 2,5 % en 1990, 3,5 % en 1989 et 4,5 % en 1988.

Avec 295 000 mises en chantier cette année, le logement neuf marque à nouveau le pas. La construction sociale participe à ce recul général : en matière d'accession aidée à la propriété, les mises en chantier seront pratiquement divisées par deux entre 1989 (80 000) et 1992 (45 000). En 1992, le chiffre correspondant était de 170 000. La FNB note que, selon les régions, la situation oscille entre le satisfaisant et le pire : dans le Var, les mises en chantier ont reculé de 35 % sur les neuf premiers mois de 1991.

rant abandonner leur versement initial entre les mains du vendeur, il faut dire que les montages financiers échafaudés pour lever ces options s'écroulent lorsqu'ils comportent la revente préalable du logement de l'acheteur, devenue très difficile sur un marché déprimé, sauf à consentir un rabais considérable.

Certains notaires voient même des couples ajourner leur divorce lorsqu'un problème immobilier vient compliquer la séparation. Cette chute des transactions est d'autant plus nocive qu'elle se produit après quatre années de forte activité qui poussait beaucoup de notaires à recruter du personnel et à s'équiper. A l'heure actuelle, les frais de fonctionnement deviennent très lourds et les études commencent, pour la première fois, à licencier, à commencer par les deux plus grosses de la capitale qui se sont séparées de trente à cinquante personnes. « Beaucoup de ces études ne tiendront pas d'ici à 1993, surtout les plus petites », dit un notaire, qui confie avoir maintenant beaucoup de temps libre, après avoir puisé dans ses ressources pour assurer la paie de son personnel.

Selon un banquier, cette restructuration était plus ou moins inévitable dans des secteurs tertiaires d'autant plus vulnérables qu'ils s'estimaient indispensables. En cas de crise, beaucoup de choses paraissent moins indispensables. Mais ladite restructuration risque de se montrer saignante et d'envoyer au chômage des cadres jeunes et souvent fort diplômés que leurs employeurs se disputaient à prix d'or jusqu'à l'an dernier et qu'aujourd'hui ils licencient avec plus ou moins de ménagement.

FRANÇOIS RENARD

Le secteur des prestations aux entreprises le plus touché

La crise n'a pas atteint de la même façon toutes les branches des services. Les plus touchées, selon la commission des comptes des services, ont été les services aux entreprises qui étaient auparavant les moteurs de l'expansion. Au cours du premier semestre, l'activité de l'intérim, naguère fort créateur d'emplois, a reculé de 5,2 %, celle de l'immobilier de 6,8 %, et celle des services liés à l'immobilier, encore plus. Les services informatiques et d'organisation ont stagné. Le coup d'arrêt paraît avoir été plus bref dans la réparation automobile où l'activité a progressé dès le deuxième trimestre.

Pour les services aux ménages les plus importants, le freinage a été sévère dès la fin de 1990, notamment dans l'hôtellerie, la restauration, les cafés, comme dans le tourisme. Mais, après le véritable plongeon du premier trimestre 1991, ceux-ci ont connu une lente et très progressive convalescence : une remontée de 4,9 % au deuxième trimestre pour l'hôtellerie, de 4 % pour la restauration. On ne connaît pas encore les résultats du troisième trimestre, mais les groupes hôteliers indiquent généralement avoir retrouvé en septembre-octobre le niveau antérieur, même si les comptes restent marqués par la chute des premiers mois (en Ile-de-France, par exemple, selon les statistiques touristiques, sur les huit premiers mois de l'année, le nombre de nuitées a été inférieur de près de 10 % à celui de 1990).

En juillet, selon les premiers comptes, l'amélioration a aussi touché les services aux entreprises. Plusieurs secteurs ont même enregistré une remontée nette en juillet, notamment les études économiques, la publicité, les services liés à l'immobilier ou même l'intérim. Dans ce dernier cas, cependant, les professionnels évoquent une baisse de 9 % de l'activité sur l'année 1991.

GUY HERZLICH

ARRETS, JUGEMENTS ET COMMUNICATIONS DES JURIDICTIONS FINANCIERES

Nul ne peut ignorer l'importance de l'activité des juridictions financières, souvent placées au cœur de l'actualité. Et pourtant, leur jurisprudence reste mal connue ainsi que leurs méthodes de travail et leurs raisonnements juridiques ou comptables.

Avec la parution, aux éditions Berger-Levrault, du premier recueil des Arrêts, jugements et communications de la Cour des comptes et des Chambres régionales des comptes, voici ces informations pour la première fois offertes au public.

Prix public TTC : 395 Frs

Berger-Levrault
5 RUE AUGUSTE COMTE - 75006 PARIS - Tél. : 44 07 14 94

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Face à l'augmentation des prix et de la masse monétaire

La Bundesbank envisage un relèvement de son taux lombard

Confrontée à une croissance rapide de la masse monétaire, à un taux d'inflation annuel supérieur à 4 %, à de fortes revendications salariales, la Bundesbank pourrait décider, jeudi 5 décembre, de relever au moins l'un de ses taux directeurs officiels. Cette perspective a provoqué, mardi 3 décembre, une baisse du dollar, qui s'échangeait mercredi dans la matinée à 1,6070 mark, contre 1,6130 mardi matin.

FRANCFORT

correspondance

La Bundesbank se trouve confrontée à un dilemme, qu'elle devra résoudre jeudi 5 décembre. Si elle décide d'augmenter ses taux directeurs, actuellement fixés à 7,5 % pour l'escompte et 9,25 % pour le lombard, comme le laissent entendre des rumeurs persistantes depuis une semaine, elle risque de provoquer un tollé général dans la communauté internationale, à quelques jours de la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement des Douze à Maastricht (Pays-Bas).

La perspective de faire cavalier seul, au moment où la plupart des pays industrialisés s'efforcent d'abaisser le coût du crédit afin de relancer la croissance, n'est toutefois pas une raison suffisante pour faire reculer l'institut d'émission de Francfort. La «Buba», qui veut modeler la future banque centrale européenne à son image, a déjà fait la preuve de son indépendance légendaire à maintes reprises. En pleine guerre du Golfe, en janvier, son conseil des gouverneurs, composé de dix-huit membres (onze pour les Länder et sept dans le directoire) n'hésitait pas à «corriger» d'un demi-point à la hausse les deux taux directeurs afin de préserver la stabilité monétaire, mise en péril par les nouveaux besoins de financement liés à la

réunification. Un renchérissement supplémentaire avait été décidé le 15 août.

Le nouveau président de la Bundesbank, M. Helmut Schlesinger, n'a pas caché par ailleurs qu'il était partisan d'une politique plus flexible dans l'utilisation du taux lombard. Dans une récente interview (le Monde du 11 octobre), il déclarait : «Dans le futur, il pourrait arriver que nous décidions de changements de faible ampleur du lombard à la hausse ou à la baisse plus fréquemment qu'avant.» Si tel était le cas, le lombard pourrait passer jeudi de 9,25 % à 9,35 %, afin de rester légèrement au-dessus des taux pratiqués sur le marché interbancaire, où cette hausse aurait déjà été anticipée, précisent certains experts.

CHRISTINE HOLZBAUER-MADISON

SOCIAL

Une communication au conseil des ministres

En 1991, plus du tiers des titulaires du RMI ont bénéficié d'une insertion professionnelle

M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales, et M. Kofi Yamgnane, secrétaire d'Etat chargé de l'intégration, ont présenté, mercredi 4 décembre, en conseil des ministres, une communication conjointe sur le bilan du revenu minimum d'insertion (RMI) trois ans après sa création en décembre 1988.

567 000 foyers (dont 88 000 outre-mer) percevront, fin décembre, le RMI tandis que 19,5 millions de francs auront été déboursés en un an. Cette somme se répartit entre l'allocation proprement dite (12,1 milliards), les mesures inscrites au Plan emploi et les subventions sociales à charge de l'Etat (4,3 milliards), les crédits d'insertion et d'assurance-maladie

supportés par les conseils généraux (3,1 milliards), 37,5 % des RMIstes bénéficient d'un contrat d'insertion, mais deux allocataires sur trois sont impliqués dans une démarche d'insertion.

En deux ans, entre le second semestre 1989 et septembre 1991, 53,1 % des bénéficiaires sont sortis du dispositif (1). Parmi eux, 42 % bénéficiaient d'un emploi, 10,5 % étaient en stage de formation et un tiers avait intégré un autre dispositif (chômage indemnisé, pension de retraite ou d'invalidité...).

En matière de solidarité nationale, 51 000 des 194 000 bénéficiaires de l'aide au logement, allocataires du RMI, se sont vu reconnaître leur droit grâce à leur entrée dans le dispositif. De même 120 000 RMIstes, non assurés par la Sécurité sociale, ont pu bénéficier d'une assurance personnelle, prise en charge par les départe-

ments. Reste que l'accès réel aux soins des plus démunis n'est pas garanti dans tous les départements.

Dans le domaine de l'insertion professionnelle, 338 000 des 950 000 allocataires recensés depuis 1988 en ont bénéficié, soit 35 %. Près d'un tiers d'entre eux sont entrés en stage de formation, les autres ont bénéficié d'un emploi ordinaire (81 000), d'un contrat emploi-solidarité (85 000) ou d'un contrat de retour à l'emploi (32 000). En 1991, 161 000 RMIstes (35 %) ont bénéficié d'une insertion professionnelle, soit une augmentation de 25 % par rapport à l'année précédente.

V. D.

(1) Réalisée entre juillet 1990 et mai 1991, l'enquête du CERC indiquait que 20 % des allocataires interrogés étaient sortis du dispositif (le Monde du 21 novembre).

Selon la Caisse nationale d'assurance-maladie

Hausse de 0,7 % des dépenses de santé en octobre

Avec 31 milliards de francs déboursés en octobre (288 milliards depuis le début de l'année), les dépenses de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) ont augmenté de 0,7 % en un mois, soit une hausse de 7,1 % sur un an.

Selon les dernières statistiques mensuelles de la caisse, cette augmentation résulte de la croissance des versements aux hôpitaux (+ 0,8 %) et des remboursements d'ordonnance (+ 0,8 %). La progression des remboursements d'honoraires (+ 0,4 %) et des indemnités journalières (+ 0,3 %) est plus faible.

INDUSTRIE

Le groupe colombien Gilinski ayant retiré son offre

Une solution française est trouvée pour Celatose SA

Dernier gros fabricant français de couches-culottes avec 1,15 milliard de francs de chiffre d'affaires en 1990, Celatose SA ne passera pas sous contrôle étranger (le Monde du 6 novembre). Le groupe colombien Gilinski, qui avait déposé un projet de reprise à la direction du Trésor en octobre, a retiré son offre, faute d'avoir pu la compléter avant la date limite de transaction fixée au 2 décembre. La cession envisagée s'est donc réduite en un simple réaménagement du capital conduit par les actionnaires financiers de la société.

Empochant au passage une jolie plus-value, les deux hommes d'affaires choisis en octobre 1990 pour redresser Celatose SA, MM. Emmanuel Coste et Joël Picard, se désengagent - comme deux autres petits investisseurs - et cèdent l'intégralité des actions qu'ils détenaient dans COP1, le holding détenant de 81,65 % des actions de Celatose SA. Argos Soditex France, société de capital investissement filiale de Mercury Asset Management, détient désormais 48,5 % du holding, aux côtés de Locatom (groupe Elf, 26 %), Phenix Développement (16 %), Europar (société de développement régional, 7,5 %), M. Michel Mignard s'adjoignant les 2 % restants.

Ancien PDG de CMB Alimentaire aux côtés de M. Jean-Michel Descarpentrieux, M. Mignard prend la direction de Celatose SA, avec l'objectif de lui donner une dimension européenne. «Nous détenons déjà 60 % du marché français de la couche-culotte vendue sous marque distributeur, dit-il. Un marché qui permet, selon lui, d'éviter des dépenses inconsidérées en recherche, développement et marketing et qui permet à l'entreprise de se concentrer ses efforts sur la croissance externe. Celatose SA vient ainsi de reprendre le contrôle à 51 % de la société française Jag (80 millions de francs de chiffre d'affaires).

P.-A. G.

POINT DE VUE

La croissance par la stabilité compétitive

par Ernest-Antoine Seillière

QUELQUES hommes politiques appuyés par des syndicalistes et des universitaires ont tenté de donner corps ces derniers temps à l'autre politique économique qui, en ouvrant les vannes du déficit public et en relançant l'inflation, permettrait de renouer avec la belle croissance de ces dernières années. Cette offensive a, pour l'heure, fait long feu.

Il n'est pas indifférent que les chefs d'entreprise n'aient pas prêté l'oreille aux facilités de court terme de la relance. Le temps où ils devaient composer avec le cycle inflation-déflation est, espérons-le, révolu. Mais il faut nous montrer très vigilants pour dénoncer le langage des tentateurs qui, mélangeant sophismes et théories économiques, pousseraient à la relance artificielle de l'activité économique.

Pour le CNPF, la stabilité des prix est indispensable afin de consolider, année après année, la compétitivité française. Aujourd'hui, la quasi-totalité des chefs d'entreprise sont convaincus de la nécessité de la stabilité compétitive, expression que nous préférons à celle de désinflation compétitive très chère à Pierre Bérégovoy.

Les pays ayant tablé sur la stabilité monétaire sont ceux qui ont connu les plus forts excédents commerciaux, et les plus durables. En sens inverse, les entreprises françaises ont cruellement souffert de la priorité donnée à la distribution des revenus et à la dépense publique, durant la décennie 1973-1983, au détriment de l'investissement. Cette politique a généré l'inflation sans croissance suffisante et compromis notre avenir.

La stabilité compétitive exige la maîtrise des dépenses publiques afin d'éviter l'enchevêtrement funeste des déficits qui appellent à leur tour plus de prélèvements obligatoires, d'où amoindrissement du salaire direct et perte de compétitivité des entreprises. Enchevêtrement bien connu en France où la priorité politique donnée à la satisfaction des besoins collectifs a entraîné un développement du budget de l'Etat, des dépenses des collectivités territoriales et des prélèvements sociaux. Tout cela avec un laxisme de gestion très coûteux pour la collectivité.

La politique monétaire préconisée par les partisans de la relance n'est que le contrepoint technique

d'une distribution trop abondante des revenus et des déficits de la gestion publique. C'est vrai en Allemagne, où la rigueur de la politique monétaire tenta de contrebalancer une politique salariale débridée et un déficit record des dépenses publiques liées à l'unification; c'est vrai en France, où le jugement du marché sur le franc est directement fonction de la distribution des revenus et du déficit budgétaire. Aussi sommes-nous contraints à des taux d'intérêt élevés, très proches des taux allemands.

Trois problèmes de fond

L'institution de la contribution sociale généralisée (CSG), l'augmentation des cotisations sociales, les menaces qui pèsent sur l'UNEDIC, la pression quotidienne en faveur de rallonges budgétaires, sont autant de signaux clairs d'accélération de la dépense, qu'une politique monétaire sans complaisance est bien obligée de compenser. Accentuer la dépense obligatoire, après une bouffée d'activité sanctionnée par la reprise de l'inflation et la dévaluation, à revenir plus sévèrement encore à l'encadrement monétaire, après avoir une fois de plus affaibli notre appareil de production et notre pays.

En revanche, grâce à la stabilité obtenue par l'adaptation équilibrée du niveau de la distribution des revenus et de la dépense publique, on pourra traiter les trois problèmes de fond qu'il faudra résoudre pour maintenir notre économie dans la course des économies modernes : l'insuffisance de l'épargne investie dans l'entreprise, le déséquilibre entre salaire direct et salaire indirect, et l'adaptation des formations aux besoins des entreprises.

Pour que la France soit forte, nous demandons des entreprises financièrement plus solides, des salariés mieux payés, donc mieux motivés et en contrepartie plus responsables de leur protection sociale, des jeunes formés pour être rapidement productifs. Nous pensons y parvenir dans la stabilité compétitive. Accepter plus d'inflation, c'est escamoter les exigences de la compétition auxquelles l'Etat, les collectivités locales et les organismes sociaux doivent se soumettre.

Fixons un objectif simple : celui de la stabilité en volume des dépenses publiques et de la croissance des prestations sociales.

EN BREF

o Airbus Industrie suspend sa plainte contre British Airways. - Le consortium européen Airbus Industrie a informé la Commission de Bruxelles qu'il ne déposerait pas formellement plainte contre British Airways pour atteinte aux règles de la concurrence. Airbus avait dénoncé publiquement le choix systématique des avions de Boeing par la compagnie britannique et les informations erronées que celle-ci lui avait communiquées sur les spécifications des

avions à fournir (le Monde du 5 novembre).
o Le Koweït livrera au Japon 7,3 millions de barils de pétrole en 1992. - La Kuwait Petroleum Company (KPC) a signé, mardi 3 décembre, un accord avec la firme pétrolière japonaise Seibu pour la livraison de 7,3 millions de barils de brut en 1992. La KPC devra livrer mensuellement au Japon des cargaisons pétrolières d'un peu plus de 600 000 barils durant les douze prochains mois. Il s'agit du premier contrat de cette importance signé

par le Koweït avec une firme pétrolière étrangère depuis la libération de l'émirat, en février. Le Koweït a exporté 355 000 barils de pétrole par jour en novembre, contre 250 000 par jour en octobre, précisait le ministre koweïtien du pétrole Hamoud Al Raqba, en précisant que la production pétrolière de son pays était à présent de 500 000 barils par jour. Le Koweït espère reprendre, à la fin de l'année prochaine, son quota OPEP de production antérieure à la crise du Golfe, soit 1,5 million de barils par jour. - (AFP)

DÉFENSE

Selon un rapport du Sénat

La réduction à dix mois du service militaire entraîne un surcoût de 600 millions de francs

Un rapport sénatorial évalué à plus de 600 millions de francs le coût, pour 1992, de la réduction à dix mois de la durée du service militaire. Il s'agit du seul coût financier, observe l'auteur du rapport, M. François Trucy, sénateur (R.P. ind.) du Var. Ne trouvant aucun crédit pour compenser ce surcoût dans le budget de la défense pour 1992, le sénateur conclut que cette initiative, applicable depuis le 1^{er} octobre, entraîne aussi un coût psychologique qui «se traduit par une nouvelle détérioration des conditions d'exécution» du service militaire pour les appelés comme pour l'encadrement.

M. Trucy considère qu'il faudra, compte tenu d'une durée du service qui ne correspond plus à celle de l'année, incorporer en année pleine 1,2 recrue pour un poste budgétaire d'appel.

«L'application de ce coefficient multiplicateur à un certain nombre de coûts fixes ou proportionnels, écrit le rapporteur, provoque un surcoût d'entretien et de fonctionnement courant d'environ 50 millions de francs : des dépenses accrues de munitions, carburants et des dépenses diverses d'instruction qui, dans une première approche, atteindraient 200 millions de francs : des dépenses d'infrastructure permettant d'absorber l'accroissement de 20 % de l'effectif d'un contingent, qui peuvent être évaluées à 600 à 700 millions de francs sur trois ou quatre ans, soit 150 à 200 millions de francs par année.»

A ces sommes, prévoit encore M. Trucy, il faut ajouter les dépenses supplémentaires liées à l'augmentation de la solde due, dès après le dixième mois, aux

engagés et aux volontaires pour un service long, soit 190 millions de francs.

«C'est donc à plus de 600 millions de francs par an que se situe, approximativement, le coût du passage à un service de dix mois, note le sénateur, c'est-à-dire nettement plus que les économies attendues de la déflation des effectifs.» Les trois armées doivent, en effet, se séparer en 1992 de 20 900 personnes (dont 17 000 pour le seul contingent), ce qui entraîne une incidence financière de 573 millions de francs.

Le prix d'un avion Atlantique 2

Tel qu'il a été calculé par M. Trucy, ce surcoût de plus de 600 millions de francs pour un service réduit à dix mois peut être comparé au prix budgétaire (achat, taxes, soutien, pièces de rechange et formation de l'équipage) d'un avion Atlantique 2 pour la surveillance maritime et la lutte anti-sous-marine.

A ce coût purement financier s'ajoute ce que le rapporteur du Sénat appelle «un coût psychologique». «Désormais, les tâches les plus valorisantes vont aux appelés volontaires pour un service long, écrit-il, les appelés à dix mois risquant d'être cantonnés dans des tâches d'exécution sans réel intérêt. L'image même du service militaire s'en trouvera donc atteinte. Mais, outre celle des appelés, la situation de l'encadrement en sera affectée», dès lors que les officiers et les sous-officiers devront consacrer davantage de leur temps et de leur énergie au fonctionnement d'un service raccourci alors même qu'ils subiront une diminution de leurs propres effectifs.

Devenu flottant

Le rouble «touristique» perd la moitié de sa valeur

Conformément à la décision annoncée à la fin de la semaine dernière par les autorités monétaires russes, le cours «touristique» du rouble, jusqu'à présent fixe et identique dans tous les bureaux de change, a été remplacé, mardi 3 décembre, par un taux flottant, déterminé librement par les banques et proche des cours observés sur le marché noir.

Au lieu de 47 roubles pour 1 dollar (environ 8 roubles pour 1 franc), les particuliers pouvaient toucher, mardi 3 décembre, 90 roubles à la vente (15 roubles pour un franc) et devaient verser 99 roubles pour leurs achats de dollars (17 roubles pour 1 franc), ceux-ci continuant à faire l'objet d'une réglementation très stricte. Pendant plusieurs décennies, les touristes se rendant en URSS ont versé 10 francs pour obtenir 1 rouble. Puis, en 1990, ce cours avait été divisé par dix, 1 rouble équivalant à 1 franc. Le taux de change officiel, utilisé dans la comptabilité nationale, ainsi que les taux commerciaux, applicables aux entreprises et eux aussi modifiés au cours de ces dernières années, n'ont pas été touchés par les décisions récentes.

o Rapprochement entre le Britannique TSB et la Cariplo. - Trust and Savings Bank, caisse d'épargne britannique transformée en société par actions, et la première des caisses d'épargne italiennes, la Cassa di risparmio delle province lombarde (Cariplo), viennent de signer un accord de coopération. L'objectif des deux partenaires est de développer des affaires en commun dans le domaine du capital-risque, dans la banque d'affaires et dans l'ingénierie financière.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde DES LIVRES

27/12/91 150

COMMUNICATION

Le début de démantèlement de l'empire

Les frères Maxwell renoncent à leurs fonctions au sein du groupe

MM. Kevin et Ian Maxwell, les fils de l'ancien magnat de la presse décédé il y a plus de quatre semaines, ont renoncé, mardi 3 décembre, à toutes leurs fonctions au sein du groupe. Cette décision, qui coïncide avec la découverte de nouveaux montages financiers illégaux et d'un accroissement des dettes, pourrait bien annoncer le début du démantèlement de l'empire Maxwell.

LONDRES

de notre correspondant

« Les actionnaires et la direction ne doivent pas penser que les enquêtes sur les affaires de la société seront de quelque façon entravées par la loyauté naturelle que je ressens à l'égard de mon père », c'est par ces mots que M. Kevin Maxwell, visiblement ému et fatigué, a justifié sa décision de renoncer à ses fonctions de président de Maxwell Communications Corporation (MCC), l'un des deux fleurons — avec le Mirror Group Newspapers (MGN) — du groupe de presse et d'édition créé par son père. Son frère Ian, président de presse et d'édition créé après d'une décision identique, un communiqué du groupe expliquant que « l'accroissement des conflits d'intérêt » entre les affaires privées de la famille Maxwell et celles des principales sociétés du groupe, rendait nécessaire cette clarification.

Ces démissions spectaculaires sont intervenues le lendemain du jour où les banquiers chargés d'évaluer la situation financière, ont appris que des prêts très importants — probablement supérieurs à 300 millions de livres, soit près de 3 milliards de francs —, prélevés sur les fonds des caisses de retraite de MGN, ont été consentis, de façon totalement illégale, aux sociétés privées contrôlées par feu Robert Maxwell. D'autres

prêts secrets — également évalués à 300 millions de livres — auraient été accordés par un transfert de fonds de MCC et MGN aux sociétés privées. Les banques n'ont appris l'existence de ces montages financiers illégaux que le lundi 2 décembre.

Une trentaine d'institutions financières liées au groupe Maxwell ont constitué, le 25 novembre, un comité de surveillance de cinq banques, chargé d'évaluer la santé financière des sociétés et de décider si les actifs sont suffisants pour équilibrer le montant total des prêts bancaires, qui est évalué aujourd'hui à plus de 900 millions de livres. Ce comité doit notamment se prononcer sur les propositions de restructuration avancées par M. Kevin Maxwell. Un nouveau prêt a été accordé jusqu'à vendredi 6 décembre, MM. Kevin et Ian Maxwell ayant assuré qu'un nouveau partenaire financier serait susceptible d'injecter plus de 200 millions de livres dans la trésorerie chancelante du groupe. Les banques ont suspendu le recouvrement des dettes pendant une période limitée, mais il est exclu qu'elles accordent de nouveaux prêts.

Montage de la dernière chance

Ce montage financier de la dernière chance tenté par les fils de Robert Maxwell apparaît bien tardif, tant la situation s'est dégradée ces dernières semaines. Si de nouveaux fonds, évalués par les banquiers à environ 300 millions de livres, ne sont pas débloqués avant la fin de la semaine, il est vraisemblable que l'empire Maxwell n'évitera pas un processus plus contraignant, c'est-à-dire la nomination d'un administrateur judiciaire dans un premier temps, avant la liquidation d'une partie importante de ses actifs. Un deuxième groupe de banques liées aux sociétés Maxwell, dont le Crédit lyonnais est le leader, tiennent ces derniers jours des réunions de crise pour évaluer la

solvabilité de MCC, à qui elles ont accordé des prêts d'un montant estimé à 1,1 milliard de livres (11 milliards de francs environ).

De 121 pence il y a quatre semaines, le cours de l'action MCC a chuté à 35 pence lundi, jour où les cotations ont été suspendues (pour MCC et MGN), à la demande des deux sociétés. La valeur de MCC, estimée à 789 millions de livres début novembre, ne dépasserait pas aujourd'hui 225 millions de livres (soit environ 2,3 milliards de francs). Selon les évaluations préliminaires effectuées par Coopers & Lybrand, cabinet d'expertise comptable et d'audit, la valeur totale des actifs était estimée à 1,4 milliard de livres il y a huit jours. Il est probable que cette estimation doit aujourd'hui être révisée en baisse.

L'extraordinaire complexité — c'est-à-dire les financements croisés entre les affaires privées de la famille et les compagnies du groupe — de l'ancien empire de presse ne cesse de surprendre banquiers, experts comptables et héritiers de Robert Maxwell. M. Kevin Maxwell lui-même a implicitement admis mardi qu'il ignorait bien des détails des affaires de son père : « Franchement, nous ne savions pas tout », M. Kevin Maxwell envisageait également le possible démantèlement du groupe, indiquant qu'il n'y a pas de « vache sacrée », ce qui signifie que tous les actifs du groupe sont potentiellement cessibles.

LAURENT ZECCHINI

EN BREF

□ La direction de FR3 refuse une médiation à propos du plan de suppression d'emplois. — Estimant que « le dialogue social doit se dérouler au sein de l'entreprise », la direction de FR3 a refusé le principe d'une médiation à propos du plan de suppression d'emplois engagé dans la chaîne (le Monde des 12 septembre et 11 octobre). Saisi par les syndicats qui contestent ce plan, le tribunal des référés de Paris avait proposé la médiation de M^{me} Simone Rozès, ancien premier président de la Cour de cassation.

□ Le Journal de 13 heures d'A2 à nouveau diffusé en Tunisie. — Depuis cette semaine, les émissions d'Antenne 2 sont diffusées en Tunisie de 9 h 20 à la fin des programmes, y compris le Journal de 13 heures. La diffusion de ce journal avait cessé sans explications il y a dix-sept mois, après les élections municipales de juin 1990. Le Journal de 20 heures reste remplacé par un journal d'informations

réalisés sur place, comme cela a toujours été le cas depuis la diffusion d'A2 en Tunisie il y a deux ans.

□ Les salariés de la Cinq votent le principe d'une grève. — Les salariés de la Cinq ont voté, le 4 décembre, par 405 voix contre 103, « le principe d'une grève, si les menaces de licenciements devenaient effectives ». Le comité d'entreprise de la chaîne se réunira jeudi 5 décembre. Le PDG, M. Yves Sabouret, sera reçu, vendredi, par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), qui souhaite évoquer la situation de la chaîne. Le CSA a récemment rappelé les engagements souscrits par Hachette en reprenant la Cinq, parmi lesquels figurent l'amélioration significative des programmes pour la jeunesse, la non-programmation aux heures de grande écoute de scènes de violence ou d'érotisme, et un budget de programmes de 1,09 milliard de francs, en 1992, quelle que soit l'évolution des recettes.

Le rapport du sénateur Cluzel

Les incohérences des gouvernements prolongent la crise des médias

Dans la presse écrite comme dans l'audiovisuel, la crise est générale et permanente par la faute des gouvernements successifs. Telles sont les conclusions du rapport du sénateur Jean Cluzel pour 1991.

Le cru Cluzel 1991 est arrivé. Et il n'est pas plus euphorisant que les années précédentes. En quelques chiffres, le sénateur Cluzel (Union centriste), rapporteur spécial du budget de la communication, dresse, à propos de la presse écrite, un constat plus alarmant encore que d'habitude : la France se range en 27^e position mondiale pour l'importance de sa presse écrite quotidienne, le nombre de ses quotidiens a été divisé par quatre, de 1914 à 1990, et le tirage des quotidiens nationaux a diminué de moitié entre 1960 et 1988.

Bien entendu, la part la plus importante du dossier est consacrée à l'audiovisuel. Le sénateur Cluzel note que la polémique sur les quotas de diffusion d'œuvres d'expression française aux heures de grande écoute a masqué le problème principal de l'audiovisuel français : l'absence d'une véritable industrie de programmes.

Reprenant certains éléments de réflexion du rapport que M. Michel Fansten, producteur et directeur délégué de LMK-Images, a consacré à la situation de la production en France (le Monde du 23 octobre), le sénateur Cluzel montre que les ressources affectées aux producteurs ont diminué dans une proportion inverse à l'offre de programmes des chaînes de télévision. Non seulement les gros budgets sont allés aux émissions à fort potentiel d'audience (jeux, variétés...), non seulement les rediffusions ont été massives, mais la part des ressources financières affectée à la production d'œuvres originales a diminué fortement. Comme M. Fansten, le sénateur Cluzel recommande que la politique des quotas soit modulée en fonction de la situation financière des diffuseurs et assortie d'obligations d'investissement dans la production.

Le rapporteur note que l'exonération de 4,3 millions de foyers de toute redevance audiovisuelle représente un « hold up legal » qui prive le secteur public d'un revenu de près de 2,2 milliards de francs.

Très dur envers les différents gouvernements qui ont eu à gérer l'audiovisuel, le sénateur Cluzel est en revanche le seul homme politique à défendre vigoureusement le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). Il n'hésite pas à réclamer un élargissement des pouvoirs de l'instance de régulation.

V. M.

A CHACUN SON FAX! LA GAMME AGORIS DE FRANCE TELECOM A PARTIR DE 2.700 F HT.



Offre spéciale de lancement jusqu'au 18/01/92
2.700 F HT*



AGORIS 50
* Prix de lancement
TTC 3.202,20 F
au lieu de
3.973,10 F TTC.



AGORIS 61
12 numéros d'appel
peuvent être pré-enregistrés.

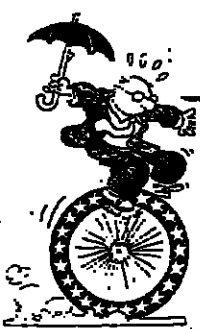


AGORIS 65
Il complète le Minitel
dont il imprime l'écran.

En vente







Un processus en trois étapes

POINT/L'UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE

«Un marché, une monnaie.» C'est pour atteindre cet objectif lancé en 1985, si possible avant la fin du siècle, que les Douze signeront, au terme du conseil des chefs d'Etat et de gouvernement à Maastricht (Pays-Bas), les 9 et 10 décembre, un nouveau traité européen.

Au 1^{er} janvier 1993, la libre circulation des hommes, des marchandises et des capitaux deviendra réalité. Mais ce grand marché se conçoit mal sans une harmonisation plus profonde : performances économiques plus cohérentes entre les Etats, taux d'intérêt similaires, fluctuations de change limitées - elles le sont actuellement dans le cadre du système monétaire européen - puis abolies. Un pendant économique et monétaire est donc nécessaire à la libéralisation des échanges.

Côté économique, il s'agit de rapprocher des pays dont le revenu par habitant varie presque du simple au triple, dont l'inflation n'est pas

bien maîtrisée partout, dont les finances publiques sont gérées de manière très différente. Côté monétaire, il faut éliminer les coûts liés des transactions de change, les différences de taux d'intérêt.

Le moyen le plus efficace, choisi par les Douze, suppose l'abandon des souverainetés monétaires nationales, au profit d'une monnaie unique et d'une banque centrale commune. Pour y parvenir, un processus en trois étapes a été défini, dont la première a commencé à la mi-1990, la deuxième sera entamée en 1994 et la troisième, celle de l'achèvement, au plus tôt en 1997. Mettre en commun les compétences économiques et monétaires des membres de la CEE suppose des institutions communes, des prises de décision majoritaires. L'union économique et monétaire (UEM) ne peut donc être conçue sans une union politique parallèle, pour laquelle un traité doit être également signé à Maastricht.

Les mots et les institutions

La décision prise par les Douze en décembre 1985 de créer un *marché unique européen*, sur lequel les personnes, les biens, et les capitaux, pourront circuler librement a fait renaître l'objectif, datant des années 60, de créer une *union économique et monétaire* (UEM) : il s'agit d'élaborer des politiques économiques concertées, une politique monétaire unique, d'instaurer une banque centrale commune émettant la monnaie : chaque pays, de fait, abandonne sa *souveraineté monétaire* nationale au profit d'une souveraineté commune. Dans une union économique et monétaire totale, une seule monnaie circule librement et, malgré les particularismes de chacune des régions (différences de pouvoir d'achat, de développement économique...), les taux d'intérêt sont identiques dans l'ensemble de la zone. Le meilleur exemple d'UEM est celui des Etats-Unis. Il existe ailleurs dans le monde des zones monétaires, la zone franc par exemple, mais les politiques économiques et monétaires y demeurent distinctes dans chacun des Etats composant la zone. En Europe, l'union monétaire est le prolongement du système monétaire européen (SME), qui lie entre elles, en autorisant les fluctuations limitées, la plupart des monnaies de la Communauté. L'union économique est le couronnement de l'intégration des douze économies européennes.

LES TROIS-ÉTAPES

Le rapport Delors présenté en avril 1989 par la Commission de Bruxelles programmat la mise en œuvre de l'UEM en trois étapes. La première, débutant au 1^{er} juillet 1990, devait permettre de libéraliser les mouvements de capitaux,

d'abolir le contrôle des changes et de rapprocher les politiques économiques. Au cours de la deuxième étape, le rôle de l'écu devait être renforcé et une banque centrale commune devait entrer en fonctions ; au cours de la troisième étape, les parités devenaient irrémédiablement fixes, permettant l'instauration d'une monnaie unique, l'écu. Depuis, la *conférence intergouvernementale* qui a réuni périodiquement les ministres des finances des Douze à partir d'octobre 1990 a modifié le calendrier et le contenu des étapes. Le démar-

rage de la deuxième étape, ou phase de transition, a été fixé au 1^{er} janvier 1994 : un *institut monétaire européen* sera créé, et la composition du *panier de l'écu* sera gelée. Avant la fin de 1996, les gouvernements devront décider du démarrage de la troisième étape.

MONNAIE UNIQUE MONNAIE COMMUNE

Une *monnaie unique* est la seule autorisée à circuler sur un territoire donné. Les monnaies actuellement en circulation dans la Com-

munauté (franc français, franc belge, franc luxembourgeois, mark allemand, couronne danoise, florin néerlandais, lire italienne, livre «sterling» britannique, livre irlandaise, peseta espagnole, drachme grecque, escudo portugais) devront donc cesser d'exister, et une *monnaie unique* devra être mise en œuvre. L'écu (unité de compte européenne) a été désigné comme la future monnaie unique. Actuellement, l'écu est considéré comme devise étrangère dans les pays de la Communauté, ce qui signifie que son usage est limité et assorti de frais de transactions. Une *monnaie commune* au contraire cohabite avec les monnaies nationales, les opérateurs économiques pouvant juger de l'opportunité de son utilisation, ou se voir imposer des règles pour son usage. La Grande-Bretagne a toujours été opposée à l'adoption d'une monnaie unique, symbole de la perte de sa souveraineté nationale, et c'est pourquoi le traité de Maastricht pourrait accorder à Londres une *clause d'exemption*, ou *opting-out clause*, permettant au Parlement de Londres de voter, ou non, le rattachement britannique à la troisième étape de l'UEM. Plusieurs pays, dont le degré de convergence économique n'aura pas été jugé suffisant, pourront bénéficier de *clauses dérogatoires*, permettant de retarder, pour une période donnée, leur adhésion à l'UEM.

ÉCU PANIER ÉCU LOURD, ÉCU GELÉ

Actuellement, l'écu est un *panier* de devises, dont la valeur est calculée chaque jour en fonction de celle de chacune des monnaies entrant en compte dans sa compo-

sition, la part la plus grande revenant au mark.

Un projet britannique présenté en 1990 a consisté à créer un *écu lourd*, circulant parallèlement aux monnaies nationales, et qui serait amené à devenir la monnaie commune de la CEE. Comme compromis, les Néerlandais (qui présidaient la Communauté au deuxième semestre 1991), ont proposé un *écu gelé* : même en cas de réajustement monétaire, le poids de chacune des monnaies le composant ne sera pas modifié.

Il existe déjà un *marché de l'écu* : les entreprises et les gouvernements peuvent lancer des emprunts en écus sur le marché international des capitaux, l'écu est coté sur les marchés des changes. Par ailleurs, plusieurs grandes entreprises choisissent de tenir une comptabilité en écus.

LA BANQUE CENTRALE

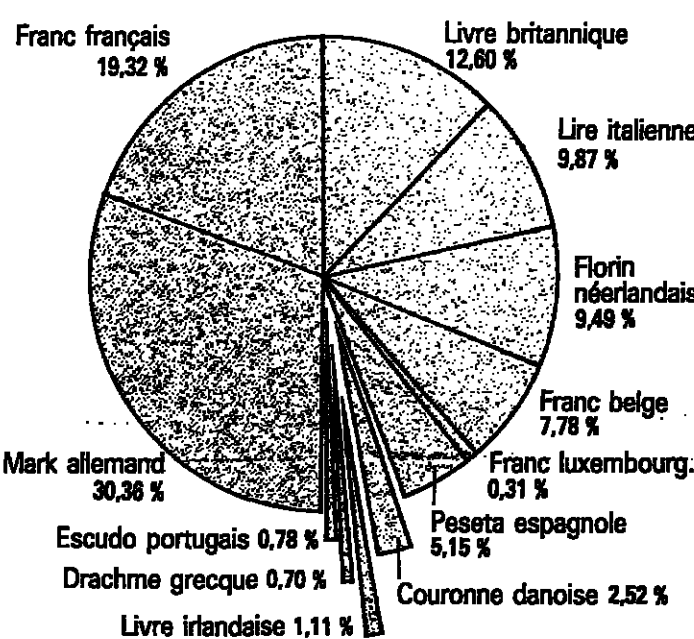
Le rapport Delors prévoyait l'instauration d'un *système européen de banques centrales* (SEBC) qui, dès la deuxième étape de l'union monétaire, aurait assumé une partie de la politique monétaire de l'Europe, les instituts d'émission nationaux conservant la plupart de leurs responsabilités. Or, devant l'opposition de plusieurs pays, l'Allemagne en tête, les Douze ont décidé que le SEBC verrait le jour en 1994, et non en 1993, comme initialement prévu, sous la forme d'un *institut monétaire européen* (IME), aux prérogatives très limitées. Le SEBC, composé de la Banque centrale européenne et des instituts nationaux, fonctionnant indépendamment des gouvernements, verrait le

jour seulement au démarrage de la troisième étape, soit en 1997 au plus tôt.

PERFORMANCES ÉCONOMIQUES

L'union monétaire n'est tenable que si les performances économiques des Douze se rapprochent le plus possible ; dans le cadre de la *convergence économique*, les déficits publics excessifs devront donc être combattus, sous peine de sanctions. Quatre indicateurs de convergence ont été retenus : les prix, les finances publiques, les taux d'intérêt à long terme, le maintien d'une marge de fluctuation normale de la monnaie au sein du SME (+ ou - 2,25 % de part et d'autre d'un cours central théorique, appelé *pivot*). Le conseil des ministres de l'économie et des finances appliquera des grandes orientations de politique économique. Dans le cadre de la surveillance multilatérale, la Commission rédigera des rapports sur la situation économique de chacun des membres. Au cours de la deuxième étape, des recommandations publiques pourront être publiées. Au cours de la troisième étape, un système de *sanctions* à l'encontre des pays ne respectant pas les objectifs de convergence sera mis en place. Ces sanctions pourront consister en des suspensions de prêts de la Banque européenne d'investissement, des mises en garde publiques aux investisseurs, mais ne mettront pas en péril les versements au titre des fonds structurels (régionaux, sociaux...) de la CEE.

La composition de l'écu



La convergence économique

| | Les indicateurs retenus | | | | | Le critère est-il observé ? | | | | |
|----------------------|-------------------------|-------------------------------------|---------------------------------|-----------------------------|---------------------------|-----------------------------|---------|-------|----------------|-----------------------|
| | Inflation 1991 en % (1) | Déficit budgétaire 1991 en % du PIB | Dette publique 1991 en % du PIB | Taux d'intérêt long terme % | Situation dans le SME (2) | Inflation | Déficit | Dette | Taux d'intérêt | Situation dans le SME |
| France..... | 3 | - 1,7 | 47 | 9 | A | oui | oui | oui | oui | oui |
| Luxembourg..... | 3,4 | + 2 | 7 | 8,2 | A | oui | oui | oui | oui | oui |
| Denemark..... | 2,4 | - 1,7 | 67 | 10,1 | A | oui | oui | non | oui | oui |
| Pays-Bas..... | 3,2 | - 4,9 | 79 | 8,9 | A | oui | non | non | oui | oui |
| Belgique..... | 3,2 | - 6,6 | 129 | 9,3 | A | oui | non | non | oui | oui |
| Grande-Bretagne..... | 6,5 | - 1,8 | 44 | 9,9 | B | non | oui | oui | oui | non |
| Irlande..... | 3 | - 4 | 103 | 9,2 | A | oui | oui | non | oui | oui |
| Allemagne (3)..... | 3,5 | - 3,6 à 5 | 45 | 8,6 | A | oui | non | oui | oui | oui |
| Espagne..... | 5,8 | - 3,9 | 46 | 12,4 | B | non | non | oui | non | non |
| Italie..... | 6,4 | - 9,9 | 101 | 12,9 | A | non | non | non | non | non |
| Portugal..... | 11,7 | - 4,8 | 64 | 17 | C | non | non | non | non | non |
| Grèce..... | 18,3 | - 18 | 96 | 21 | C | non | non | non | non | non |
| CEE..... | 5 | 4,4 | 62 | 10,4 | | | | | | |

Source : Commission européenne et Le Monde.

(1) Inflation : calcul à partir du déflateur de la consommation privée et non l'évolution des prix de détail comme habituellement.
(2) Situation dans le SME : A) pays membre avec une marge étroite de 2,25 % autour du pivot ; B) pays membre avec une marge large de 6 % autour du pivot ; C) pays non membre.
(3) Allemagne : les chiffres concernent l'Allemagne de l'Ouest. Pour le déficit ramené au PIB, la fourchette reprend les différentes estimations réalisées.



144 P. Couleurs 148 Frs.

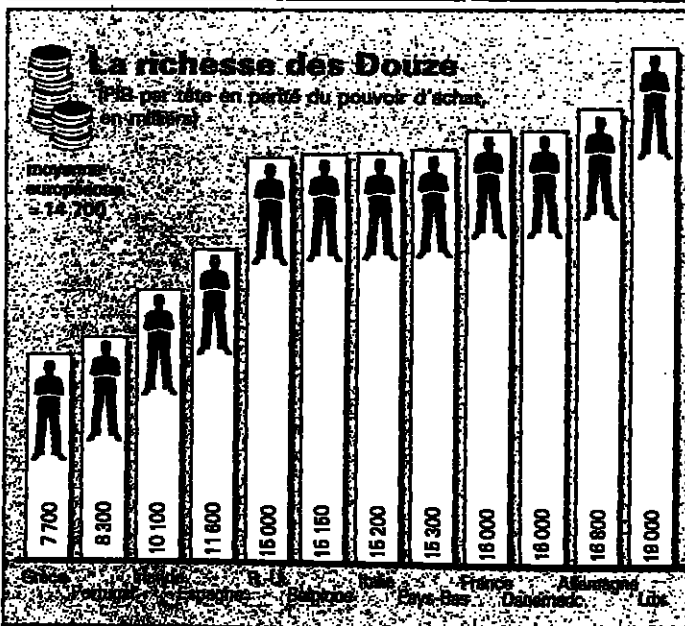
Aujourd'hui, deux pays seulement seraient à même d'entrer dans l'UEM ! Tous les autres ont une ou plusieurs caractéristiques économiques qui les feraient rester à la porte. Même l'Allemagne serait recalée...

Afin de mesurer la «convergence» des performances économiques des Douze avant le passage à la monnaie unique, mais aussi pour forcer les Etats membres à adopter des politiques budgétaires orthodoxes, le traité d'UEM comportera une liste de critères budgétaires et monétaires particulièrement surveillés. Un pays ne pourra entrer dans l'UEM que dans la mesure où :

- son inflation ne dépasse pas de plus de 1,5 point la moyenne des trois meilleurs pays en la matière ;
- son déficit budgétaire ne dépasse pas 3 % de son produit intérieur brut (PIB) ;
- sa dette publique ne dépasse pas 60 % du PIB ;
- ses taux d'intérêt à long terme ne dépassent pas de plus de 2 points les taux moyens des trois pays les meilleurs en la matière.

Ces critères sont sévères (nous les avons appliqués ci-dessus aux performances de 1991) et ils vont demander des efforts importants. En fait, on observe que huit pays les observent à la date prévue, en 1996 ou 1997. Seule la Grèce et le Portugal semblent ne pas pouvoir y parvenir. L'Espagne devra réduire son inflation. L'Italie est le cas le plus controversé, car Rome devra modifier drastiquement sa politique budgétaire. Sur insistence des pays latins, le jugement des critères devra prendre en compte les progrès accomplis : la politique aura donc droit de cité.

Dossier réalisé par Françoise Lazare et Eric Le Boucher



Les principales dates

25 mars 1957. - Le Traité de Rome institue un comité monétaire.

24 octobre 1962. - Dans le «rapport Marjolin», l'union monétaire est définie comme la troisième étape de l'unification.

8 mai 1964. - Le comité des gouverneurs des banques centrales des Etats membres de la CEE est institué.

15-2 décembre 1969. - A La Haye, les chefs d'Etat s'engagent à «réaliser l'union économique et monétaire».

8 octobre 1970. - Rapport Werner sur la réalisation de l'union économique et monétaire, qui devrait être achevée en 1990.

24 avril 1972. - Entrée en vigueur du «serpent» monétaire européen avec six pays au départ : Allemagne fédérale, Belgique, France, Italie, Luxembourg et Pays-Bas, qui décident de limiter à 2,25 % les marges de fluctuation de leurs monnaies entre elles.

13 mars 1979. - Accord entre les banques centrales de la CEE sur les modalités de fonctionnement du système monétaire européen (SME), qui remplace le serpent. Huit pays y participent. Leurs monnaies sont liées par des parités fixes dites *cours pivots*, autour desquelles elles peuvent fluctuer de 2,25 % en hausse ou en baisse.

24 octobre 1962. - Dans le «rapport Marjolin», l'union monétaire est définie comme la troisième étape de l'unification.

8 mai 1964. - Le comité des gouverneurs des banques centrales des Etats membres de la CEE est institué.

15-2 décembre 1969. - A La Haye, les chefs d'Etat s'engagent à «réaliser l'union économique et monétaire».

8 octobre 1970. - Rapport Werner sur la réalisation de l'union économique et monétaire, qui devrait être achevée en 1990.

24 avril 1972. - Entrée en vigueur du «serpent» monétaire européen avec six pays au départ : Allemagne fédérale, Belgique, France, Italie, Luxembourg et Pays-Bas, qui décident de limiter à 2,25 % les marges de fluctuation de leurs monnaies entre elles.

13 mars 1979. - Accord entre les banques centrales de la CEE sur les modalités de fonctionnement du système monétaire européen (SME), qui remplace le serpent. Huit pays y participent. Leurs monnaies sont liées par des parités fixes dites *cours pivots*, autour desquelles elles peuvent fluctuer de 2,25 % en hausse ou en baisse.

24 octobre 1962. - Dans le «rapport Marjolin», l'union monétaire est définie comme la troisième étape de l'unification.

8 mai 1964. - Le comité des gouverneurs des banques centrales des Etats membres de la CEE est institué.

15-2 décembre 1969. - A La Haye, les chefs d'Etat s'engagent à «réaliser l'union économique et monétaire».

8 octobre 1970. - Rapport Werner sur la réalisation de l'union économique et monétaire, qui devrait être achevée en 1990.

24 avril 1972. - Entrée en vigueur du «serpent» monétaire européen avec six pays au départ : Allemagne fédérale, Belgique, France, Italie, Luxembourg et Pays-Bas, qui décident de limiter à 2,25 % les marges de fluctuation de leurs monnaies entre elles.

13 mars 1979. - Accord entre les banques centrales de la CEE sur les modalités de fonctionnement du système monétaire européen (SME), qui remplace le serpent. Huit pays y participent. Leurs monnaies sont liées par des parités fixes dites *cours pivots*, autour desquelles elles peuvent fluctuer de 2,25 % en hausse ou en baisse.

24 octobre 1962. - Dans le «rapport Marjolin», l'union monétaire est définie comme la troisième étape de l'unification.

8 mai 1964. - Le comité des gouverneurs des banques centrales des Etats membres de la CEE est institué.

15-2 décembre 1969. - A La Haye, les chefs d'Etat s'engagent à «réaliser l'union économique et monétaire».

8 octobre 1970. - Rapport Werner sur la réalisation de l'union économique et monétaire, qui devrait être achevée en 1990.

24 avril 1972. - Entrée en vigueur du «serpent» monétaire européen avec six pays au départ : Allemagne fédérale, Belgique, France, Italie, Luxembourg et Pays-Bas, qui décident de limiter à 2,25 % les marges de fluctuation de leurs monnaies entre elles.

13 mars 1979. - Accord entre les banques centrales de la CEE sur les modalités de fonctionnement du système monétaire européen (SME), qui remplace le serpent. Huit pays y participent. Leurs monnaies sont liées par des parités fixes dites *cours pivots*, autour desquelles elles peuvent fluctuer de 2,25 % en hausse ou en baisse.

37 11 15 50

REPRODUCTION INTERDITE

• Le Monde • Jeudi 5 décembre 1991 35

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

| Type Surface/étage | Adresse de l'immeuble Commercialisateur | Loyer brut + Prov./charges | Type Surface/étage | Adresse de l'immeuble Commercialisateur | Loyer brut + Prov./charges | Type Surface/étage | Adresse de l'immeuble Commercialisateur | Loyer brut + Prov./charges |
|--------------------------------|--|-------------------------------|--------------------------------|--|-------------------------------|----------------------------------|--|-------------------------------|
| PARIS | | | 19 ^e ARRONDISSEMENT | | | 5 PIÈCES | | |
| 4 ^e ARRONDISSEMENT | | | 3 PIÈCES | | | 105 m², 2 ^e étage | | |
| 4 PIÈCES | | | 68 m², 1 ^{er} étage | | | ASNIÈRES | | |
| 100 m², 3 ^e étage | | | parking | | | 25, avenue d'Argenteuil | | |
| 18, rue Quincampoix | | | 128-130, rue Compans | | | SAGGEL - 47-78-15-85 | | |
| SAGGEL - 47-42-44-44 | | | GERER - 48-42-24-57 | | | Frais de commission | | |
| Frais de commission | | | Frais de commission | | | 6 600 | | |
| + 1 545 | | | 20 ^e ARRONDISSEMENT | | | 3 PIÈCES | | |
| 7 200 | | | 4 PIÈCES | | | 82 m², 3 ^e étage | | |
| 5 ^e ARRONDISSEMENT | | | 89 m², 11 ^e étage | | | BOULOGNE | | |
| 3 PIÈCES, IMM. NEUF | | | cave | | | 187, avenue Gallieni | | |
| 4, rue de la Collégiale | | | AGF - 44-86-45-45 | | | LOC INTER - 47-45-16-09 | | |
| culs, équipée, | | | Frais de commission | | | Frais de commission | | |
| 80 m², 2 ^e étage | | | 77 - SEINE-ET-MARNE | | | 6 022 | | |
| parking | | | MAISON 6 PIÈCES | | | BOULOGNE | | |
| GERER - 48-42-24-57 | | | 180 m² | | | 33-35, rue Anna-Jacquelin | | |
| Frais de commission | | | cave | | | AGF - 44-86-45-45 | | |
| Frais de commission | | | 8 725 | | | Frais de commission | | |
| 8 000 | | | 78 - YVELINES | | | 5 800 | | |
| 7 ^e ARRONDISSEMENT | | | PAVILLON 7 PIÈCES | | | CHAVILLE | | |
| 2 PIÈCES | | | 146 m², | | | 3-5, rue de la Fontaine-Henri-IV | | |
| 50, rue de Bourgogne | | | garage | | | SAGGEL - 46-08-80-36 | | |
| SOLVEG - 47-47-06-99 | | | Frais de commission | | | Frais de commission | | |
| Frais de commission | | | 10 811 | | | 4 176 | | |
| 5 813 | | | 2 PIÈCES | | | CHAVILLE | | |
| 5/6 PIÈCES | | | 49 m², 1 ^{er} étage | | | 3-5, rue de la Fontaine-Henri-IV | | |
| 180 m², 2 ^e étage | | | parking | | | SAGGEL - 46-08-80-36 | | |
| 91, av. de la Bourdonnais | | | SAINT-GERMAIN-EN-LAYE | | | Frais de commission | | |
| SAGGEL - 47-42-44-44 | | | 40, rue des Ursulines | | | 5 888 | | |
| Frais de commission | | | AGIFRANCE - 30-44-01-13 | | | COURBEVOIE | | |
| Frais de commission | | | Frais de commission | | | 333, bd Saint-Denis | | |
| 20 880 | | | 2 934 | | | CIGIMO - 48-00-89-89 | | |
| 8 ^e ARRONDISSEMENT | | | 2 PIÈCES | | | Honoraires de location | | |
| 5 PIÈCES | | | 54 m², 3 ^e étage | | | 7 830 | | |
| 101 m², 4 ^e étage | | | parking, cave | | | NEUILLY-SUR-SEINE | | |
| 5, rue Laborde | | | SAINT-GERMAIN-EN-LAYE | | | 5, rue du Général-Lanvezac | | |
| AGF - 44-86-45-45 | | | 40, rue des Ursulines | | | CIGIMO - 48-00-89-89 | | |
| Frais de commission | | | AGF - 44-86-45-45 | | | Honoraires de location | | |
| Frais de commission | | | Frais de commission | | | 5 907 | | |
| 6 547 | | | 3 PIÈCES | | | NEUILLY-SUR-SEINE | | |
| 9 ^e ARRONDISSEMENT | | | 74 m², 1 ^{er} étage | | | 222, av. Charles-de-Gaulle | | |
| 4 PIÈCES | | | parking, cave | | | CIGIMO - 48-00-89-89 | | |
| 102 m², 3 ^e étage | | | MAISONS 7 PIÈCES | | | Honoraires de location | | |
| 21, rue Condorcet | | | 143 m² | | | 7 390 | | |
| AGF - 44-86-45-45 | | | garage | | | 2/3 PIÈCES | | |
| Frais de commission | | | SAGGEL - 47-78-15-85 | | | 65 m², rez-de-ch. s/park. | | |
| Frais de commission | | | Frais de commission | | | parking | | |
| 6 009 | | | 6 448 | | | SAGGEL - 47-78-15-85 | | |
| 11 ^e ARRONDISSEMENT | | | MAISON 5 PIÈCES | | | Frais de commission | | |
| 4 PIÈCES | | | 132 m² | | | 3 582 | | |
| 88 m², 4 ^e étage | | | garage | | | SAINT-CLOUD | | |
| parking | | | SAINT-NOM-LA-BRETÈCHE | | | 3, square de l'Hippodrome | | |
| 4, rue Mouffe | | | 4, rue du Vieux-Puits | | | AGF - 44-86-45-45 | | |
| LOC INTER - 47-45-15-58 | | | SAGGEL - 47-78-15-85 | | | Frais de commission | | |
| Frais de commission | | | Frais de commission | | | 3 323 | | |
| Frais de commission | | | 7 066 | | | 2 PIÈCES | | |
| 6 102 | | | PAVILLON 5 PIÈCES | | | imm. neuf | | |
| 12 ^e ARRONDISSEMENT | | | 110 m² | | | 53 m², 4 ^e étage | | |
| 3 PIÈCES | | | garage | | | parking | | |
| 82 m², 4 ^e étage | | | VERNEUIL | | | SEVRES | | |
| parking | | | 11, allée George-Sand | | | 7, rue de la Division-Leclerc | | |
| 7, rue Stidi-Brahim | | | AGIFRANCE - 49-03-43-27 | | | SAGGEL - 46-08-96-55 | | |
| LOC INTER - 47-45-15-84 | | | Frais de commission | | | 46-08-95-70 | | |
| Frais de commission | | | 4 283 | | | Frais de commission | | |
| Frais de commission | | | 2/3 PIÈCES | | | 3 312 | | |
| Frais de commission | | | imm. neuf | | | SEVRES | | |
| Frais de commission | | | 67 m², 3 ^e étage | | | 7, rue de la Division-Leclerc | | |
| Frais de commission | | | parking | | | SAGGEL - 46-08-96-55 | | |
| Frais de commission | | | VERSAILLES | | | 46-08-95-70 | | |
| Frais de commission | | | 6, rue du Général-Pershing | | | Frais de commission | | |
| Frais de commission | | | SAGGEL - 46-08-96-55 | | | 8 350 | | |
| Frais de commission | | | 46-08-95-70 | | | + 1 446 | | |
| Frais de commission | | | Frais de commission | | | 6 012 | | |
| Frais de commission | | | 4 484 | | | 93 - SEINE-SAINT-DENIS | | |
| Frais de commission | | | 3/4 PIÈCES | | | 5 PIÈCES DUPLEX | | |
| Frais de commission | | | imm. neuf | | | PANTIN | | |
| Frais de commission | | | 95 m², 3 ^e étage | | | 19-21, rue Jean-Lolive | | |
| Frais de commission | | | parking | | | LOC INTER - 47-45-16-84 | | |
| Frais de commission | | | Frais de commission | | | Frais de commission | | |
| Frais de commission | | | 6 048 | | | 4 374 | | |
| Frais de commission | | | PAVILLON 4 PIÈCES | | | 94 - VAL-DE-MARNE | | |
| Frais de commission | | | 101 m² | | | 2 PIÈCES | | |
| Frais de commission | | | garage | | | 53 m², 4 ^e étage | | |
| Frais de commission | | | VILLEPREUX | | | parking | | |
| Frais de commission | | | 60, av. de la Croix-du-Moine | | | SAINT-MANDÉ | | |
| Frais de commission | | | AGIFRANCE - 30-44-01-13 | | | 4, avenue Joffre | | |
| Frais de commission | | | Frais de commission | | | LOC INTER - 47-45-15-71 | | |
| Frais de commission | | | 4 382 | | | Frais de commission | | |
| Frais de commission | | | PAVILLON 6 PIÈCES | | | 5 205 | | |
| Frais de commission | | | 121 m², jard. 314 m² | | | + 586 | | |
| Frais de commission | | | garage | | | 4 050 | | |
| Frais de commission | | | Frais de commission | | | 6 853 | | |
| Frais de commission | | | 91 - ESSONNE | | | + 800 | | |
| Frais de commission | | | MAISON 5 PIÈCES | | | 4 877 | | |
| Frais de commission | | | 121 m², jard. 408 m² | | | 94 - VAL D'OISE | | |
| Frais de commission | | | parking | | | 3 PIÈCES | | |
| Frais de commission | | | SOLVEG - 40-67-06-99 | | | 70 m², rez-de-ch. | | |
| Frais de commission | | | Frais de commission | | | parking | | |
| Frais de commission | | | Frais de commission | | | MONTMORENCY | | |
| Frais de commission | | | Frais de commission | | | 125, avenue Ch.-de-Gaulle | | |
| Frais de commission | | | Frais de commission | | | CIGIMO - 48-00-89-89 | | |
| Frais de commission | | | Frais de commission | | | Honoraires de location | | |
| Frais de commission | | | Frais de commission | | | 4 900 | | |
| Frais de commission | | | Frais de commission | | | + 1 491 | | |
| Frais de commission | | | Frais de commission | | | 3 798 | | |

MARCHÉS FINANCIERS

Les OPA de Pinault sur le Printemps et d'Agnelli sur Exor

La Bourse face à la grogne des actionnaires minoritaires

Le Conseil des Bourses de valeurs (CBV) devait se réunir mercredi 4 décembre pour étudier les modalités de deux offres publiques d'achat (OPA) lancées l'une par Pinault sur le Printemps, l'autre par le groupe Agnelli sur Exor. Ces deux rachats sont contestés par les actionnaires minoritaires.

A la veille de la réunion du CBV, M. Georges Berlioz a transmis, mardi 3 décembre, à cet organisme chargé de la réglementation boursière, une lettre contestant les modalités de l'OPA effectuée par Pinault sur le Printemps. Cet avocat parisien s'exprime au nom de l'Association de défense des actionnaires minoritaires (ADAM) en participation à 33 %, permettant de se limiter à une offre partielle.

Parallèlement, M. Neuville s'emploie à rassembler le maximum de mécontents autour d'elle. Elle aurait réussi à mobiliser près de 5 % du capital. Il s'agit pour elle d'une « démarche symbolique, montrant que les minoritaires existent et sont nombreux ». Elle n'exclut pas, en outre, de porter l'affaire devant la justice.

Le Japon estime à 103 milliards de dollars le besoin mondial d'épargne

Dans son rapport annuel, l'Agence de planification japonaise estime qu'en 1992 la demande mondiale d'épargne va excéder les ressources de 103 milliards de dollars, un chiffre double de celui de 1991. Ce déficit va faire pression à la hausse sur les taux d'intérêt, souligne le rapport, et va dégrader à nouveau la position des pays du Sud très endettés. La demande de capitaux provient de la reprise, de la reconstruction est-allemande et des besoins en Europe de l'Est et au Proche-Orient. Il faudrait que les gouvernements réduisent leurs déficits, indique l'agence, qui pousse le Japon à jouer un rôle accru sur les marchés financiers mondiaux.

DOMINIQUE GALLOIS

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

TELEFLEX
LIONEL-DUPONT

TELEFLEX LIONEL-DUPONT vient de prendre le contrôle de la société PRECILEC spécialisée dans les composants d'automatismes - moteurs, capteurs de position et de vitesse - et les systèmes de visualisation, pour une clientèle civile et militaire de l'aéronautique et d'autres industries. PRECILEC, dont les actions sont cotées au hors-cote de la Bourse de Paris, a réalisé en 1990 un bénéfice de 2,6 MF sur un chiffre d'affaires de 85 MF. Son effectif est de 270 personnes réparties entre le siège de Montrouge et les deux sites industriels d'Auxerre et de Courtenay.

La filiale de TELEFLEX LIONEL-DUPONT, TELEFLEX SYNERAVIA, fabrique et commercialise les phares, les essuie-glaces et les actionneurs des avions et des hélicoptères. L'acquisition de PRECILEC renforce l'activité d'équipements aéronautiques du groupe TELEFLEX LIONEL-DUPONT. Il réalise 230 MF de chiffre d'affaires dans le domaine des matériels électromécaniques et électroniques.

PRECILEC compris, le chiffre d'affaires consolidé du groupe, en année pleine, devrait être de près de 1 milliard de francs, se répartissant en 4 pôles d'activité :

- Equipements d'assistance aéroportuaire 40 %
- Equipements de maintenance et de téléinformation 29 %
- Equipements aéronautiques 23 %
- Filtration industrielle 8 %

La politique de croissance externe, engagée par TELEFLEX LIONEL-DUPONT il y a un an, s'est concentrée dans les domaines de l'aéroportuaire et de l'aéronautique. Elle a été entièrement financée sur fonds propres par l'utilisation à ce jour des 2/3 de l'augmentation de capital de 300 MF réalisée en juillet 1990.

MALTERIES FRANCO-BELGES

Une note d'information a été établie en vue de l'admission à la cote officielle des actions MALTERIES FRANCO-BELGES créées en rémunération de la fusion-absorption de MALTERIES CHEVALIER MARTIN par MALTERIES FRANCO-BELGES.

Cette note d'information a reçu le visa de la Commission des Opérations de Bourse N° 91-453 en date du 18 novembre 1991.

Elle peut être obtenue sans frais sur simple demande adressée à la Direction Juridique des MALTERIES FRANCO-BELGES, 62, rue du Louvre - 75002 PARIS.

L'opération de fusion telle qu'elle est décrite dans ce document, est réalisée sous condition de l'approbation du schéma proposé aux Assemblées Générales Extraordinaires de MALTERIES FRANCO-BELGES du 18.12.1991 et des MALTERIES CHEVALIER MARTIN du 17.12.1991.

Le visa de la Commission des Opérations de Bourse ne préjuge en rien la décision qui sera prise par les actionnaires.

NEW-YORK, 3 décembre ↓

Léger tassement

Après une journée de forte hausse, la Bourse new-yorkaise s'est légèrement tassée mardi. A l'affrètement dès l'ouverture, la tendance ne devait guère évoluer durant la séance et, à la clôture, l'indice Dow Jones des Industrielles s'établissait à la cote 2 929,56, soit à 5,82 points (-0,20 %) au-dessous de son niveau précédent. Le bilan général a été conforme à ce résultat. Sur 2 187 valeurs traitées, 833 ont baissé, 821 ont monté et 503 n'ont pas varié.

Autour du Big Board, l'atmosphère était un peu à la déception. Les opérateurs avaient attendu avec impatience la publication des dernières statistiques économiques, notamment de l'indice composite des principaux indicateurs qui préfigure la conjoncture pour les mois à venir. Cet indice n'a, hélas, apporté aucune confirmation des espoirs nourris sur une reprise de la croissance. En légère baisse de 0,1 % en septembre, il s'est borné pour octobre à progresser de 0,1 % seulement. Seul élément de satisfaction : les ventes de logements neufs ont augmenté de 2,2 % en octobre après avoir diminué de 4,9 % en septembre.

| VALEURS | Cours du 2 déc. | Cours du 3 déc. |
|--------------------|-----------------|-----------------|
| Alcoa | 57 3/4 | 59 3/8 |
| AT&T | 38 1/4 | 38 1/2 |
| Amgen | 10 1/8 | 10 3/8 |
| Chrysler | 15 5/8 | 15 3/8 |
| Du Pont de Nemours | 45 3/8 | 45 |
| General Electric | 47 1/8 | 47 |
| Exxon | 59 1/2 | 58 1/2 |
| Ford | 24 3/8 | 24 5/8 |
| General Motors | 30 3/4 | 30 1/2 |
| Goodyear | 43 | 43 1/2 |
| IBM | 92 1/4 | 91 1/4 |
| ITT | 52 1/4 | 51 1/2 |
| Metall Oil | 55 3/8 | 54 3/8 |
| Pfizer | 58 1/8 | 58 1/8 |
| Schlumberger | 52 1/2 | 52 1/4 |
| Texas | 58 5/8 | 58 1/2 |
| Union Carbide | 108 1/8 | 107 1/8 |
| United Tech. | 48 1/2 | 47 |
| Viscount | 15 3/4 | 15 1/4 |
| Xerox Corp. | 52 1/4 | 53 5/8 |

LONDRES, 3 décembre ↑

Légère hausse

Les valeurs ont évolué de façon irrégulière mardi à la Bourse de Londres pour terminer la séance en légère hausse. A la clôture, l'indice Footsie des cent valeurs a gagné 5,3 points, soit 0,2 % à 2 420,2. Le volume des échanges s'est gonflé à 459,1 millions de titres contre 399,3 millions lundi.

Le marché avait initialement ouvert en faveur dans le sillage de Wall Street, surtout soutenu par des achats spéculatifs. Mais la démission surprise des frères Maxwell, intervenant après la réunion des banquiers des sociétés privées du groupe, a par la suite nettement pesé sur la tendance.

FAITS ET RÉSULTATS

o Vitel : la famille La Motte-Boulioumié apporte ses parts à l'OPA de Nestlé. Le groupe familial La Motte-Boulioumié, deuxième actionnaire de la Société générale des eaux minérales de Vitel, apportera ses parts à l'OPA lancée, vendredi 29 novembre, par le groupe Nestlé, à l'indiqué, mardi 3 décembre, M. Guy de La Motte-Boulioumié, président du Conseil de surveillance des eaux de Vitel. Le groupe familial, actionnaire historique de la firme, possède environ 10 % de la société qui est contrôlée à 52,49 %, depuis 1988, par Nestlé. Le groupe suisse était entré dans le capital des eaux de Vitel en 1969. Cette OPA amicale devait être déclinée « aux alentours de Noël et s'achever à la fin du mois de janvier ». Le prix retenu est de 953 francs par action de première catégorie et de 476,50 francs par action de deuxième catégorie.

o Pirelli va acquiescer provisoirement à une part supplémentaire de 5 % de Continental. Le groupe de pneumatiques italien, Pirelli Spa, détenu depuis plusieurs mois d'une part par Continental, l'autre par la société de pneumatiques de la Compagnie française de l'azote (COFAZ). La compagnie pétrolière Total était déjà actionnaire de cette société. Ultérieurement revendue au groupe norvégien Norsk Hydro et aujourd'hui devenue Norsk Hydro Azote.

o Rectifié dans l'information publiée à la rubrique « Faits et résultats » Grand Metropolitan, vient d'acquiescer Bistrial qui est la branche pâtisserie du groupe Midial. Cette entreprise approvisionne les produits pour ses madelines Colibri, ses produits bretons Scanzee, est le premier producteur européen de gâteaux avec le marque Sany. Employant 550 personnes, elle devrait réaliser un chiffre d'affaires de 500 millions de francs, cette année. L'acquisition de Bistrial permet à Grand Metropolitan de s'implanter sur le marché de la pâtisserie. Le groupe qui dirige M. Victor Scherer poursuit ainsi sa stratégie de croissance externe depuis cinq ans. Les dernières acquisitions étant, en 1990, Memory Lane Cakes et Belin surgelés. L'ensemble devrait réaliser un chiffre d'affaires net de 2,7 milliards de francs.

o Brossard achète la branche pâtisserie du groupe Midial. —

PARIS, 4 décembre ↑

Poursuite de la reprise

La reprise technique amorcée la veille s'est poursuivie mercredi à la Bourse de Paris. En hausse de 0,18 % au début des transactions, les valeurs françaises n'ont cessé d'accroître leur gains au fil des échanges. En fin de séance, l'indice CAC 40 s'inscrivait en progression de 0,55 %. En début d'après-midi, l'avance était ramassée à 0,4 %. Plus tard dans la journée, aux alentours de 14 heures, l'indicateur de la place gagnait 0,35 % sur son précédent niveau.

Cette progression s'est effectuée en dépit de la morosité ambiante et d'une nouvelle tension des taux d'intérêt en Allemagne, et par contrepartie en France. En effet, lors d'une prise en pension de la Bundesbank, mercredi matin, les taux d'emprunt sont passés de 9,05 % à 9,20 %. Cette hausse a immédiatement provoqué une nouvelle tension sur les taux d'emprunt à court terme français qui, eux, ont de nouveau dépassé les 10 % pour le haut de la fourchette. Cette hausse du loyer de l'argent allemand relance, par ailleurs, l'hypothèse d'un relèvement du taux lombard, jeudi 5 décembre, lors de la réunion bi-mensuelle de la Bundesbank.

Dans ce contexte, le volume des affaires était un peu plus effréné qu'à l'accoutumée. Pour les 14 heures, les flux d'échanges avoisinaient 1,5 milliard de francs. CMB Packaging est encore très recherché avec un gain de 3,1 % dans un marché de 238 000 titres. Selon les opérateurs, on note depuis plusieurs jours un net courant acheteur en provenance de Grande-Bretagne.

TOKYO, 4 décembre ↑

Nouvelle avance

Deuxième journée de hausse mercredi à Tokyo. Soutenu par une vague d'achats, le marché a continué de monter et, en fin de séance, l'indice Nikkei avait progressé de 502,51 points (+2,27 %) pour s'établir à la cote 22 668,44. C'est la première fois depuis le 21 octobre que le Nikkei-Chu réussit à monter deux jours de suite.

L'attention s'est principalement concentrée sur les valeurs vedettes. Mais, selon les professionnels, les opérateurs, ayant craint que les arbitragistes ne dénouent leurs positions, n'ont pas procédé à de très importants achats. Ainsi, l'activité est restée relativement faible avec seulement 220 millions de titres échangés contre 250 millions la veille.

| VALEURS | Cours du 3 déc. | Cours du 4 déc. |
|----------------|-----------------|-----------------|
| Alcoa | 825 | 880 |
| Amgen | 1 040 | 1 080 |
| Chrysler | 1 320 | 1 380 |
| Du Pont | 2 540 | 2 510 |
| General Motors | 410 | 430 |
| Goodyear | 670 | 680 |
| IBM | 4 380 | 4 380 |
| Toyota | 1 470 | 1 480 |

PARIS :

Second marché (sélections)

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---------------------|-------------|---------------|----------------------|-------------|---------------|
| Alcoa | 3890 | 3930 | Immob. Hôtelière | 780 | 790 |
| Amgen | 278 | 288 | Immob. Computer | 180 | 180 |
| BAC | 93 | 93 | LP&M | 73 50 | 73 50 |
| Banque Paribas | 785 | 800 | Locat. Invest. | 245 | 245 |
| Borcia (Ly) | 310 | 320 | Locat. Invest. | 70 | 70 |
| Borcia (Lyon) | 238 | 242 | Marex Contr. | 78 | 74 |
| CAL-de-Fr. (C.C.I.) | 836 | 835 | Mobex | 138 | 138 |
| Cabotage | 402 | 402 | Paul Figeac | 385 | 400 |
| Carif | 680 | 685 | Rand | 430 | 430 |
| CEGEF | 250 10 | 250 10 | Rhone-Alp. (Ly) | 320 | 320 |
| CEPI | 250 10 | 250 10 | S.H.M. | 180 | 180 |
| CILM | 910 | 900 | Solvent Invest. (Ly) | 102 | 90 |
| Comptex | 272 | 275 50 | Serbo | 380 | 380 |
| Conforama | 930 | 950 | S.M.T. Group | 130 | 130 |
| Cowi | 152 10 | 152 10 | Sopra | 288 | 288 |
| Daphin | 274 60 | 285 | TFI | 305 | 302 50 |
| Deltan | 1150 | 1180 | Thomson H. (Ly) | 310 | 310 |
| Demachy Worms Ca | 337 60 | 340 | Unilog | 215 | 219 |
| Develco | 920 | 920 | Viel et Co. | 85 | 85 |
| Dinelle | 248 50 | 249 50 | Y. St-Laurent Group | 775 | 770 |
| Dolac | 125 | 120 | | | |
| Edison Belland | 238 | 230 | | | |
| Ensp. Populaire | 171 | 170 | | | |
| Franco | 128 | 128 50 | | | |
| Frédéric | 105 | 105 | | | |
| GFF Group (Ly) | 118 | 118 50 | | | |
| Grand Lure | 350 | 350 | | | |
| Graphic | 205 | 200 | | | |
| Groupes Origine | 530 | 530 | | | |
| Gumel | 841 | 820 | | | |
| LCC | 202 | 205 | | | |
| Mécanica | 121 | 120 | | | |

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 3 décembre 1991

Nombre de contrats : 137 035

| COURS | ÉCHÉANCES | | |
|-----------|-----------|---------|--------|
| | Déc. 91 | Mars 92 | Jun 92 |
| Dernier | 105,92 | 106,04 | 106,62 |
| Précédent | 105,52 | 105,78 | 106,38 |

| Options sur notionnel | | | | |
|-----------------------|-----------------|--------|------------------|--------|
| PRIX D'EXERCICE | OPTIONS D'ACHAT | | OPTIONS DE VENTE | |
| | Mars 92 | Jun 92 | Mars 92 | Jun 92 |
| 106 | 1,00 | 1,59 | 0,95 | - |

CAC 40 A TERME

| COURS | MATIF | | |
|-----------|----------|----------|---------|
| | Décembre | Janvier | Février |
| Dernier | 1 737 | 1 746 | 1 746 |
| Précédent | 1 719 | 1 731,50 | 1 746 |

CHANGES

Dollar : 5,484 F ↓

Mercredi 4 décembre, le dollar, évoluant dans une marge étroite, s'échangeait à la baisse sur le marché des changes. Cette tendance confirme l'hésitation du marché avant la réunion du conseil de la Bundesbank, jeudi. A Paris, le billet vert cotait à 5,484 francs au fixing contre 5,515 francs à la cotation officielle de la veille.

| | | |
|-----------------|--------|--------|
| FRANCOFORT | 3 déc. | 4 déc. |
| Dollar (en DM) | 1,617 | 1,605 |
| TOKYO | 3 déc. | 4 déc. |
| Dollar (en yen) | 129,38 | 128,25 |

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)
Paris (4 décembre) : 9 516-18 1/16
New-York (3 décembre) : 5 11/16

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

Valeurs françaises : 112,40 112,70
Valeurs étrangères : 108 108,70
(SBF, base 100 : 31-12-81)
Indice général CAC 40 : 471,92 470,90
(SBF, base 1 000 : 31-12-87)
Indice CAC 40 : 1708,78 1722,11

NEW-YORK (indice Dow Jones) : 2 déc. 3 déc.
Industrielles : 2 935,38 2 928,34
LONDRES (indice Financial Times) : 2 déc. 3 déc.
100 valeurs : 2 414,90 2 420,27
30 valeurs : 1 831,50 1 836,51
Mines d'or : 170,50 168,91
Fonds d'Etat : 89,50 85,91

FRANCOFORT : 2 déc. 3 déc.
Dax : 1 545,44 1 547,11
TOKYO : 3 déc. 4 déc.
Nikkei Dow Jones : 22 668,44 22 668,44
Indice général : 1 708,59 1 728,47

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

| COURS COMPTANT | COURS TERME TROIS MOIS | |
|-----------------------|------------------------|--------|
| | Demandé | Offert |
| \$ E-U | 5,483 | 5,480 |
| Yen (100) | 161,7 | 161,6 |
| Scd | 6,947 | 6,943 |
| Deutsche mark | 3,4172 | 3,4202 |
| Franc suisse | 3,8328 | 3,8307 |
| Livre sterling (1000) | 4,5228 | 4,5272 |
| Peseta (100) | 9,7449 | 9,7531 |
| Franc français | 5,3418 | 5,3475 |

TAUX D'INTERÊT DES EUROMONNAIES

| | UN MOIS | | TROIS MOIS | | SIX MOIS | |
|-----------------------|----------|---------|------------|---------|----------|---------|
| | Demandé | Offert | Demandé | Offert | Demandé | Offert |
| \$ E-U | 5 3/16 | 4 9/16 | 4 13/16 | 4 15/16 | 4 3/4 | 4 7/8 |
| Yen (100) | 6 1/8 | 6 1/4 | 6 1/8 | 6 1/8 | 5 3/4 | 5 7/8 |
| Scd | 10 1/2 | 10 5/8 | 10 7/16 | 10 7/16 | 10 3/8 | 10 1/2 |
| Deutsche mark | 9 9/16 | 9 11/16 | 9 1/2 | 9 5/8 | 9 1/2 | 9 5/8 |
| Franc suisse | 8 1/8 | 8 1/4 | 8 1/4 | 8 1/4 | 8 1/16 | 8 3/16 |
| Livre sterling (1000) | 12 13/16 | 12 1/4 | 12 1/4 | 12 1/2 | 11 15/16 | 12 3/16 |
| Peseta (100) | 10 5/8 | 10 3/4 | 10 5/8 | 10 3/4 | 10 5/8 | 10 3/4 |
| Franc français | 12 3/8 | 12 3/4 | 12 3/8 | 12 3/4 | 12 3/8 | 12 3/4 |
| | 9 15/16 | 10 1/16 | 9 7/8 | 10 | 9 13/16 | 9 15/16 |

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

Le Monde-RTL

ENTREPRISES
à 22h15 sur RTL

Mercredi 4 décembre :
Jacques Fambosson,
président de la Barclays Bank.

Jeudi 5 décembre :
Guy de Chauvigny,
vice-président-directeur général
de l'Union européenne du CIC.
« Le Monde Affaires » a été
6 décembre publiée une enquête sur
le Crédit industriel et commercial.

21/12/91 1550

Cours relevés à 13 h 47

3/12

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu.

URBANISME

La construction du Centre de conférences internationales

L'Etat va se substituer au Conseil de Paris pour modifier le POS

L'Etat va se substituer au Conseil de Paris pour obtenir une modification du plan d'occupation des sols (POS) qui permettra la délivrance d'un permis de construire pour le Centre de conférences internationales, prévu dans le 7^e arrondissement.

Quand le chantier pour la construction du Centre de conférences internationales, un des grands projets de l'Etat, sera-t-il ouvert? Nul aujourd'hui ne peut le dire. L'affaire commence en 1988, quand M. Emile Biassini, secrétaire d'Etat aux grands travaux, transmet, pour avis, au maire de Paris, le projet de cahier des charges du concours international d'architecture, qui va être lancé. M. Chirac donne son accord, sous réserve que soient respectées la qualité du site et les dispositions du POS de la ville. Ainsi la hauteur maximale des bâtiments doit être de 25 mètres et l'espace vert de 7 500 mètres carrés reconstitués à

surface équivalente. En juin 1989, le président de la République retient le projet de M. Francis Soler, mais les études du lauréat ne sont pas conformes aux dispositions prévues par le POS de Paris.

Discussions. Nouvelle étude. Finalement, la hauteur des bâtiments en verre du futur Centre est abaissée de 31 à 28 mètres. Les deux parties - l'Etat et la Ville - campent sur leurs positions. Mais, par arrêté du 18 octobre 1991, le préfet de région précipite les choses. Il décide de qualifier le Centre de conférences internationales de projet « d'intérêt général » et met en demeure la Ville de procéder à la révision du POS de la capitale. La veille, M. Sautter ordonnait l'abandon d'une centaine d'arbres présents sur le site, pour protéger et où doit s'élever le futur Centre. La municipalité a, à ce propos, introduit un recours devant le tribunal administratif.

Selon M. Camille Cabana (RPR), adjoint au maire de Paris chargé de l'urbanisme, la mise à jour du POS, demandée par le préfet pour cette parcelle de terrain du

7^e arrondissement, prévoit notamment qu'un édifice pourra culminer à 28 mètres (hauteur autorisée actuellement : 25 mètres) et que l'espace vert ne sera reconstitué que sur 2 500 mètres carrés ouverts au public. En outre, l'emprise du projet est plus étendue que celle qui était initialement prévue puisqu'elle inclut désormais le quai Branly, y compris le terrain central et plus de la moitié de la rue de l'Université.

Telle est la révision du POS que les élus de la capitale viennent de refuser. Pour concrétiser sa volonté d'édifier ce Centre de conférences internationales, l'Etat va se substituer à la Ville et soumettre le projet à l'enquête publique au cours de laquelle les Parisiens pourront faire connaître leur opinion. A l'issue de cette enquête, le Conseil de Paris sera à nouveau saisi et, si la Ville confirme son refus, le préfet pourra passer outre et imposer, pour la première fois à Paris, une modification du POS.

JEAN PERRIN

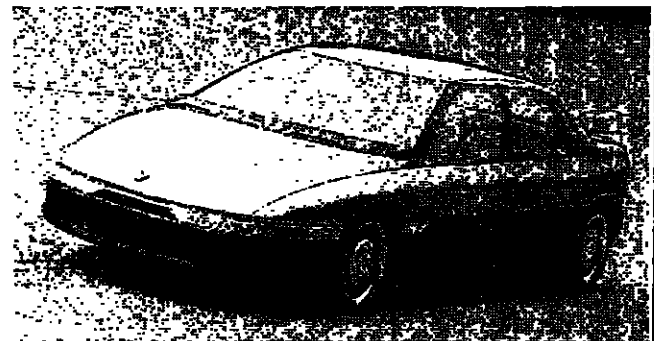
AGENDA

AUTOMOBILE

Perspectives

En cette fin d'année nous sont annoncés différents nouveaux modèles. Ainsi va nous arriver au cours du premier trimestre 1992, une petite Fiat baptisée Cinquecento, en souvenir de l'adorable 500 cm³ sans doute, car celle-ci sera en réalité une 700 cm³ à deux cylindres ou une 900 cm³ à quatre cylindres. Fabriquée en Pologne et destinée à la circulation urbaine, sa naissance va être célébrée à

Aussi, en ces semaines difficiles qui attendent les concessionnaires frappés du losange, peut-on sans doute bénéficier sur cette série en fin de production d'attentions très particulières entrées de longue date dans les mœurs et qu'il ne faut pas craindre de solliciter. Quoi qu'il en soit, la future Safrane est une voiture familiale dont la présentation urbaine et orbi aura lieu le 21 janvier 1992, pour une



Mégane ou Safrane ?

Rome dans quelques jours. Ensuite, une 16 soupapes de Ford dans la série Escort sera distribuée sur le marché français, tandis que la 850 Volvo, berline de prestige à traction avant, fera sur les routes son apparition. Un peu plus tard la nouvelle Mazda 626 sera disponible.

La grande Renault viendra enfin dont on sait qu'elle s'appellera Safrane et qu'elle remplacera l'actuelle 25. La divulgation de la nouvelle a quelque peu troublé voilà quelques jours les services commerciaux de l'ancienne Régie qui ne pouvaient pourtant guère compter sur la surprise depuis que quelques chasseurs de prototypes, toujours en vedette, avaient tracé sur les routes vosgiennes où elle se prêtait aux exigences d'un film promotionnel (dans l'équipe du 29 novembre). Ce genre de « fuite », dit-on, porte préjudice au réseau de la marque visée qui se plaint d'une baisse des commandes dans la catégorie de véhicules concernée et encore en production.

Pour les futurs propriétaires d'une voiture de cette classe - il s'agit d'un haut de gamme - on pensera différemment. En effet le temps est tout à fait opportun au contraire, pour se commander précieusement une R25, largement arrivée à maturité et dont on peut dire aujourd'hui qu'elle vaut, à équivalence de prix, un modèle de la concurrence. M. Raymond Lévy, qui s'était inquiété, lors de sa prise en charge de la Régie, de la nécessaire remise en ordre de son service « qualité », y a procédé avec succès.

commercialisation prévue au printemps. Les motorisations ne seront pas révolutionnaires, sinon qu'il faut peut-être bien s'attendre que l'association Renault-Volvo donne à terme naissance au montage d'un groupe suédois dans la nouvelle voiture. L'électronique - transmission et suspensions - jouera un rôle de plus en plus important.

Quant à l'altère générale de la Safrane, on se reportera à la Mégane, présentée par la Régie (de l'époque), voici une vingtaine de mois, comme un prototype d'études.

C. L.

Des légendes à l'enca. - Un parfum d'huile de ricin flottait sur la vente aux enchères organisée samedi 7 décembre, au Palais des Congrès, à Paris. Quinze automobiles au palmarès sportif indiscutable sont proposées à la vente par M. Poullain et Le Fur. Une fois encore, les Ferrari sont les reines du plateau. Deux bolides, une berline 250 GTO de 1962 qui courut au Mans et une 335 S Spider de 1958 reine des « Mille Miles », issus des usines de Maranello, sont ainsi estimés à 25 millions de francs chacun. Toutes les voitures mises en vente ont connu avec succès la compétition, comme la Williams FW 08, championne du monde de F1 en 1982 avec Keke Rosberg au volant.

► Vente aux enchères : samedi 7 décembre, 18 heures, Grand Auditorium du Palais des Congrès. Exposition publique les 5 et 6 décembre de 11 heures à 20 heures. Renseignements : 45-67-11-31.

PARIS EN VISITES

JEUDI 5 DÉCEMBRE

« Chefs d'œuvre du musée d'Orsay, de l'Ingres aux impressionnistes », 13 heures, 1, rue de Bellechasse, sous l'Élysée (R. Roman).

« L'atelier romantique d'Ary Scheffer. Souvenir de George Sand et Renan », 13 heures, 16, rue Chapai (Touraine culturelle).

« Le quartier chinois de Paris et ses lieux de culte », 14 heures, méro Porte de Choisy (M.-C. Lesnier).

« La tapisserie classique à la manufacture des Gobelins » (30 personnes), 14 h 30, 42, avenue des Gobelins.

« Visite de l'église de la Trinité et de ses abords », 15 heures, annexe principale, sous le porche (Monuments historiques).

« Passages couverts autour de la Grange Batellière », 14 h 30, méro Le Peletier (Paris pittoresque et insolite).

« Les sous-sols et le cellier gothique du collège des Bernardins », 14 h 30, méro Cardinal-Lemoine (P.-Y. Jaslet).

« Mari, capitale du Moyen-Euphrate », 14 h 30, musée du Louvre, piller celle de Pyramide de Saï (P. Roman).

« Nouvelle présentation du musée Cognac-Jay », 14 h 30, hall du musée (Le Cavalier bleu).

« Les passages couverts », 14 h 30, 31 bis, rue du faubourg Montmartre (A nous deux, Paris).

« Le palais de justice en activité », 14 h 30, 6, boulevard du Palais (C. Marie).

« Charles V dans sa bibliothèque ou les manuscrits hébreux depuis l'abbé Grégoire jusqu'à l'expulsion des juifs d'Espagne en 1492 », 14 h 30, 58, rue de Richelieu (J. Haulier).

« Architecture début du siècle et cité d'artistes autour du parc Montsouris », 14 h 30, méro Cité-Juvénile (Sauvegarde du Paris historique).

« Hôtels et église de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie méro Saint-Paul (Réunion du passé).

« Les appartements « crocasses » du prince et de la princesse de Souabe », 14 h 45, 80, rue des Francs-Bourgeois (Paris livre d'histoire).

« L'atelier du peintre Ary Scheffer et le salon de George Sand au musée de la vie romantique », 15 heures, 16, rue Chapai (E. Roman).

« Promenade à travers l'île de la Cité », 15 heures, méro Cité, sortie marché aux fleurs (Lutèce-Vieilles).

« La Sorbonne, son église, ses arènes », 14 h 30, 47, rue des Ecoles (S. Rolon-Kern).

Exposition « Dieu en son royaume. Manuscrits hébreux des collections françaises », 15 heures, hall de la Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (Paris et son histoire).

Exposition « Dieu en son royaume. Manuscrits hébreux des collections françaises », 15 heures, hall de la Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (Paris et son histoire).

Exposition « Dieu en son royaume. Manuscrits hébreux des collections françaises », 15 heures, hall de la Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (Paris et son histoire).

CARNET DU Monde

Naissances

Elisabeth ROCHÉ et Jean-Pierre GUILBERT ont la joie d'annoncer la naissance de Aurélie, le 2 décembre 1991.

Ils remercient toute l'équipe de l'hôpital Antoine-Béchère.

Décès

Jacques et Zina Aboukhalid, ses parents, M. et M^{me} Elias Aboukhalid, M. et M^{me} Yasser Idliby, ses grands-parents, ont la grande douleur de faire part du décès de

MALEK,

survenu à Londres, le samedi 30 novembre 1991.

Une prière sera dite le samedi 7 décembre, à 15 heures, à Saint-George Cathedral, 1-5-6 Albany Street, London, NW1.

Les condoléances seront reçues le samedi 7 décembre, de 17 heures à 19 heures, et le dimanche 8 décembre, de 15 heures à 19 heures.

20, Orchard Street, Portman Square, London W1.

Cuers, La Seyne-sur-Mer.

L'ingénieur général de l'armement Louis Barlet et M^{me} Jean-Luc et Anne-Marie Barlet, Claude et Bernard Ercolani, Les familles Barlet, Feiguer, Chaperon, Ercolani,

ont la douleur de faire part du décès de

Christian BARLET.

Claudine et Jean-Marie Le Breton, Fabienne et Patrick de Bosisio, Jean-François et Marie-Pierre Le Breton, Catherine Le Breton, Hélène Fontana,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Aimé BERTOLDO,

leur père, beau-père, grand-père et beau-frère,

le 3 décembre 1991, dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques ont eu lieu le 4 décembre en l'église paroissiale de Saint-Germain-des-Prés (Maine-et-Loire).

42, avenue de Breteuil, 75007 Paris, 58, boulevard Saint-Michel, 49000 Angers.

Jean-Louis Berger, son épouse, Thérèse Bordes, son père, Les familles,

Et ses amis,

ont l'immense douleur de faire part du décès de

Hélène BORDES-BERGER,

survenue brutalement le 28 novembre 1991, à l'âge de trente-neuf ans.

Les obsèques ont eu lieu le 30 novembre, à Arbouet.

Une messe à la mémoire de

Hélène BORDES-BERGER

sera célébrée le vendredi 6 décembre, à 12 h 30, en la chapelle Notre-Dame-du-Lys, 7, rue Blomet, Paris-15.

Le docteur René Salinger et M^{me} Françoise Salinger née Halais, Emmanuel, Anne, Benjamin, Jérôme et Joachim, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Wilhelmine SALINGER,

survenue le 3 décembre 1991, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

L'inhumation aura lieu le jeudi 5 décembre, à 10 h 30, au cimetière de Dijon (Cité-d'Or).

33, square Montsouris, 75014 Paris.

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel des lundi 2 et mardi 3 décembre 1991 :

UN ARRÊTÉ

Du 25 novembre 1991 portant création d'un conseil scientifique de la recherche cinématographique et audiovisuelle.

DES DÉCRETS

N° 91-1215 du 28 novembre 1991 relatif aux groupements d'intérêt public constitués pour exercer des activités dans les domaines de la culture ;

N° 91-1216 du 3 décembre 1991 portant création du Haut Comité de la santé publique.

M. et M^{me} Christian Dohé, M. et M^{me} Norbert Radoux, ses enfants, Dominique et Francesco Loredan, Hervé Dehâ, Dominique et Frank Radoux, ses petits-enfants, Les familles parentes et alliées, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} veuve Alfred DEHÉ,

née Madeleine Dehâ,

survenue à Saint-Georges-du-Vivier, le 1^{er} décembre 1991, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Les obsèques religieuses seront célébrées, le jeudi 5 décembre, en l'église de Saint-Georges-du-Vivier (Eure), à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14^e, à 16 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La société Holt Lloyd SA a le regret d'annoncer le décès de son directeur général adjoint,

M. André LABAT,

survenu le lundi 25 novembre 1991.

On nous prie d'annoncer la disparition de

M. Jean LINIGER,

(1910-1991), professeur, journaliste et homme politique suisse,

mort le 26 novembre 1991 dans sa propriété de Duillier, près de Nyon.

Docteur en lettres, il avait commencé sa carrière comme précepteur en Télécoslovaquie, dans une famille amie de la fille cadette du président Masaryk, puis il fut professeur dans les collèges et lycées de Neuchâtel et de Genève. L'un des chefs du Parti socialiste neuchâtelois, il devint député et président du grand conseil de la République et du canton de Neuchâtel. Il assumait la direction des musées et des bibliothèques de la ville. A ce titre, il promut et inaugura, en 1955, le Musée d'ethnographie, qui est l'un des plus modernes d'Europe.

Il se consacra, de 1960 à 1964, à un tour du monde pour étudier les institutions communales, et comme correspondant de la Tribune de Genève, il composa de nombreux articles sur ce sujet pendant quatre ans. Il est l'auteur d'une étude Le Monde et Dieu selon Philippe de Commines et d'un remarquable Philippe de Commines (Perrin, 1978), couronné par l'Académie française. Il laisse une œuvre de Souvenirs de son ami Graber, président de la Confédération suisse. Sa vaste culture lui permit de véhiculer dans le monde entier un véritable humanisme.

Angers.

M^{me} Jean Spelz, son épouse, Les docteurs Claude et Marie-Thérèse Martin, Jean-Marie et My Hanh Spelz, ses enfants,

Pierre et Isabelle, Guillaume, Caroline, Pierre, Adémar, ses petits-enfants, Marine, son arrière-petite-fille,

Ainsi que toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean SPELZ,

ancien élève de l'Ecole normale supérieure de Saint-Cloud, croix de guerre 1939-1945, commandeur

des Ordres des Palmes académiques, professeur honoraire à l'UT d'Angers, ancien prisonnier de l'Oflag XC et du camp de Labeck,

survenu le 29 novembre 1991, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

Les obsèques ont eu lieu le lundi 2 décembre dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

15, avenue Jeanne-d'Arc, 49100 Angers.

Le Frère Jean TONNEAU,

dominicain, est entré dans la lumière du Seigneur, le 3 décembre 1991, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Ses funérailles seront célébrées le vendredi 6 décembre, à 10 h 30, en l'église conventuelle de l'Annonciation (222, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8^e).

De la part Du Père prieur provincial de la Province dominicaine de France, Du Père prieur et des religieux du couvent de l'Annonciation et de sa famille.

Erratum

A la suite de la parution du 1^{er} décembre 1991 faisant part du décès de

François VILAIN,

la famille fait connaître les adresses où elle peut être contactée.

59, avenue Foch, 33220 Piacentini, 93119 Paris.

Bobo-Dioulasso, Burkina-Faso.

Anniversaires

Il y a vingt ans, le 5 décembre 1971,

Noël BLAYAU, agrégé de l'Université, maître-assistant de l'université de Haute-Bretagne,

est décédé.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu.

De la part de René Blayau, son épouse, Pierre, Michel et Gilles Blayau, ses fils.

D. Jon GROSSMAN

nous a quittés le 5 décembre 1990.

Sa famille, Ses amis, La librairie Tachan se souviennent.

Suzy MICHALOWICZ

nous quittait.

Que ceux qui l'ont connue et aimée aient une pensée pour elle.

Soutenances de thèses

Soutenance de thèse de doctorat, Ecole des hautes études commerciales, vendredi 6 décembre 1991, à 10 heures, salle 37-39, M. Bernard Garrette : « Les alliances entre firmes concurrentes : configurations et déterminants du management stratégique ».

Université Paris-IV-Sorbonne, samedi 7 décembre 1991, à 14 heures, salle des Actes, 1, rue Victor-Cousin, M^{me} Manon Simon : « Les aventures chevaleresques dans le Roman de Tristan en prose. Edition et étude littéraire d'un épisode inédit du Tristan en prose (Vienne 2542, f. 398 vo-f. 419 vo) ».

Université Paris-IV-Sorbonne, samedi 7 décembre 1991, à 14 heures, salle des Actes, 1, rue Victor-Cousin, M^{me} Manon Simon : « Les aventures chevaleresques dans le Roman de Tristan en prose. Edition et étude littéraire d'un épisode inédit du Tristan en prose (Vienne 2542, f. 398 vo-f. 419 vo) ».

Université Paris-IV-Sorbonne, samedi 7 décembre 1991, à 14 heures, salle des Actes, 1, rue Victor-Cousin, M^{me} Manon Simon : « Les aventures chevaleresques dans le Roman de Tristan en prose. Edition et étude littéraire d'un épisode inédit du Tristan en prose (Vienne 2542, f. 398 vo-f. 419 vo) ».

Université Paris-IV-Sorbonne, samedi 7 décembre 1991, à 14 heures, salle des Actes, 1, rue Victor-Cousin, M^{me} Manon Simon : « Les aventures chevaleresques dans le Roman de Tristan en prose. Edition et étude littéraire d'un épisode inédit du Tristan en prose (Vienne 2542, f. 398 vo-f. 419 vo) ».

Université Paris-IV-Sorbonne, samedi 7 décembre 1991, à 14 heures, salle des Actes, 1, rue Victor-Cousin, M^{me} Manon Simon : « Les aventures chevaleresques dans le Roman de Tristan en prose. Edition et étude littéraire d'un épisode inédit du Tristan en prose (Vienne 2542, f. 398 vo-f. 419 vo) ».

Université Paris-IV-Sorbonne, samedi 7 décembre 1991, à 14 heures, salle des Actes, 1, rue Victor-Cousin, M^{me} Manon Simon : « Les aventures chevaleresques dans le Roman de Tristan en prose. Edition et étude littéraire d'un épisode inédit du Tristan en prose (Vienne 2542, f. 398 vo-f. 419 vo) ».

Université Paris-IV-Sorbonne, samedi 7 décembre 1991, à 14 heures, salle des Actes, 1, rue Victor-Cousin, M^{me} Manon Simon : « Les aventures chevaleresques dans le Roman de Tristan en prose. Edition et étude littéraire d'un épisode inédit du Tristan en prose (Vienne 2542, f. 398 vo-f. 419 vo) ».

Université Paris-IV-Sorbonne, samedi 7 décembre 1991, à 14 heures, salle des Actes, 1, rue Victor-Cousin, M^{me} Manon Simon : « Les aventures chevaleresques dans le Roman de Tristan en prose. Edition et étude littéraire d'un épisode inédit du Tristan en prose (Vienne 2542, f. 398 vo-f. 419 vo) ».

Université Paris-IV-Sorbonne, samedi 7 décembre 1991, à 14 heures, salle des Actes, 1, rue Victor-Cousin, M^{me} Manon Simon : « Les aventures chevaleresques dans le Roman de Tristan en prose. Edition et étude littéraire d'un épisode inédit du Tristan en prose (Vienne 2542, f. 398 vo-f. 419 vo) ».

Université Paris-IV-Sorbonne, samedi 7 décembre 1991, à 14 heures, salle des Actes, 1, rue Victor-Cousin, M^{me} Manon Simon : « Les aventures chevaleresques dans le Roman de Tristan en prose. Edition et étude littéraire d'un épisode inédit du Tristan en prose (Vienne 2542, f. 398 vo-f. 419 vo) ».

Université Paris-IV-Sorbonne, samedi 7 décembre 1991, à 14 heures, salle des Actes, 1, rue Victor-Cousin, M^{me} Manon Simon : « Les aventures chevaleresques dans le Roman de Tristan en prose. Edition et étude littéraire d'un épisode inédit du Tristan en prose (Vienne 2542, f. 398 vo-f. 419 vo) ».

Université Paris-IV-Sorbonne, samedi 7 décembre 1991, à 14 heures, salle des Actes, 1, rue Victor-Cousin, M^{me} Manon Simon : « Les aventures chevaleresques dans le Roman de Tristan en prose. Edition et étude littéraire d'un épisode inédit du Tristan en prose (Vienne 2542, f. 398 vo-f. 419 vo) ».

Université Paris-IV-Sorbonne, samedi 7 décembre 1991, à 14 heures, salle des Actes, 1, rue Victor-Cousin, M^{me} Manon Simon : « Les aventures chevaleresques dans le Roman de Tristan en prose. Edition et étude littéraire d'un épisode inédit du Tristan en prose (Vienne 2542, f. 398 vo-f. 419 vo) ».

Université Paris-IV-Sorbonne, samedi 7 décembre 1991, à 14 heures, salle des Actes, 1, rue Victor-Cousin, M^{me} Manon Simon : « Les aventures chevaleresques dans le Roman de Tristan en prose. Edition et étude littéraire d'un épisode inédit du Tristan en prose (Vienne 2542, f. 398 vo-f. 419 vo) ».

Université Paris-IV-Sorbonne, samedi 7 décembre 1991, à 14 heures, salle des Actes, 1, rue Victor-Cousin, M^{me} Manon Simon : « Les aventures chevaleresques dans le Roman de Tristan en prose. Edition et étude littéraire d'un épisode inédit du Tristan en prose (Vienne 2542, f. 398 vo-f. 419 vo) ».

Université Paris-IV-Sorbonne, samedi 7 décembre 1991, à 14 heures, salle des Actes, 1, rue Victor-Cousin, M^{me} Manon Simon : « Les aventures chevaleresques dans le Roman de Tristan en prose. Edition et étude littéraire d'un épisode inédit du Tristan en prose (Vienne 2542, f. 398 vo-f. 419 vo) ».

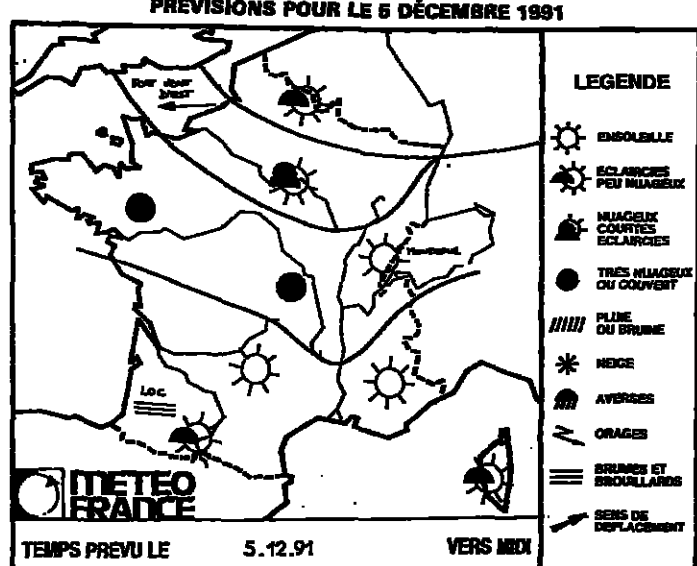
Université Paris-IV-Sorbonne, samedi 7 décembre 1991, à 14 heures, salle des Actes, 1, rue Victor-Cousin, M^{me} Manon Simon : « Les aventures chevaleresques dans le Roman de Tristan en prose. Edition et étude littéraire d'un épisode inédit du Tristan en prose (Vienne 2542, f. 398 vo-f. 419 vo) ».

Université Paris-IV-Sorbonne, samedi 7 décembre 1991, à 14 heures, salle des Actes, 1, rue Victor-Cousin, M^{me} Manon Simon : « Les aventures chevaleresques dans le Roman de Tristan en prose. Edition et étude littéraire d'un épisode inédit du Tristan en prose (Vienne 2542, f. 398 vo-f. 419 vo) ».

Université Paris-IV-Sorbonne, samedi 7 décembre 1991, à 14

RADIO-TÉLÉVISION

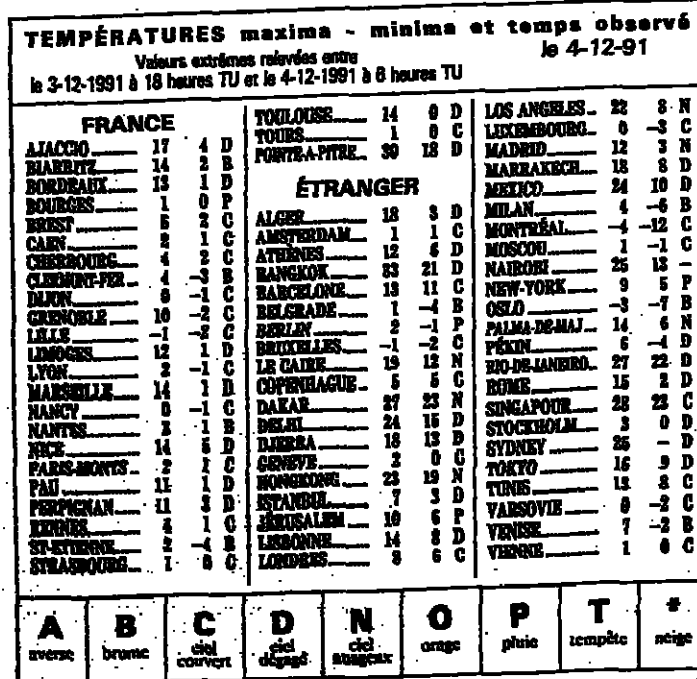
Union française
- 1944
Fédération SA



Le sud de la France, la Vendée et les Charentes profiteront d'une journée bien ensoleillée après la dissipation des brumes et brouillards matinaux. Ces derniers risquent d'être un peu lents à se dissiper dans le Sud-Ouest.

Au petit matin, les températures avoisineront les -2 degrés, à 4 degrés sur la rive droite du Gers à 1 degré au sud-ouest, 0 degré à 2 degrés sur les côtes de la Manche, 1 degré sur les côtes de la Gironde, les plus méridionales ainsi que le Sud-Ouest et la Bretagne et aux côtes de la Manche. Il fera un peu plus doux sur les côtes méditerranéennes.

Au plus chaud de la journée, il ne fera guère plus de 1 degré à 3 degrés du Nord au Nord-Est, 3 degrés au Sud-Est, 4 degrés au Sud-Ouest. Sur le sud de la France, les thermomètres grimperont jusqu'à 8 degrés ou 12 degrés, voire 14 degrés près de la Méditerranée.



Pédagogie de la répression

Plus d'autre solution en somme
que la pédagogie de la répression.
C'est dire le mal des banlieues.

Mercredi 4 décembre

LA SEPT

Jeudi 5 décembre

M 6

23.07 Poussières d'étoiles.

(Document fourni avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Les consultations du président de la République avant le sommet de Maastricht

M. Mauroy estime qu'«on ne parle pas du tout du social» dans la construction européenne

Le premier secrétaire du Parti socialiste, M. Pierre Mauroy, a été le premier des chefs de partis politiques à être reçu par M. François Mitterrand à l'Élysée, mardi 3 décembre, dans le cadre des consultations engagées par le président de la République avant le sommet européen de Maastricht (le Monde du 4 décembre). Il a notamment exprimé l'espoir, au terme de cette audience, que ce sommet «soit l'occasion d'affirmer une Europe forte, sûre d'elle et qui marque une étape importante dans la construction européenne».

Il a estimé «indispensable qu'on puisse faire des progrès quant à la compétence sociale de l'Europe», ajoutant : «Ce dont l'Europe souffre, c'est qu'on parle toujours économie, industrie, pas suffisamment d'ailleurs, recherche, mais on ne parle pas du tout du social. La partie n'est pas jouée d'avance. C'est difficile. Il y a encore beaucoup de réticences. Ce que nous espérons, c'est que l'on puisse aller le plus loin possible du possible, avec une grande détermination et avec le souci qu'on ne puisse pas revenir en arrière.»

Le président du RPR, M. Jacques Chirac, a profité de sa rencontre avec M. Mitterrand pour lui faire part de son «indignation face à la passivité lâche et désespérée de l'Europe et aussi de la France devant le drame qui se déroule en Yougoslavie depuis six mois».

A l'issue de l'entretien, il a précisé qu'il avait «notamment proposé au chef de l'Etat que la France tente d'imposer au moins un embargo pétrolier à l'égard de la Yougoslavie». Cela «conduirait probablement très rapidement les chars et les avions yougoslaves à s'arrêter, ce qui serait déjà un progrès, a-t-il affirmé. Le drame yougoslave, où des milliers d'hommes, de femmes, d'enfants se font massacrer dans une guerre de type moyenâgeux, est inacceptable moralement, et c'est très dangereux pour la paix en Europe, car cela peut servir d'exemple à bien d'autres destabilisations, dans les Balkans, dans l'ex-Union soviétique, a ajouté le président du RPR. L'Europe des riches, des nantis, ne peut pas être indifférente à la situation de l'Europe de la misère.»

M. Raymond Barre, en revanche, s'est refusé à tout commentaire après s'être entretenu pendant plus d'une heure avec M. Mitterrand.

Le triple «non» de M. Marchais

M. Georges Marchais, plus prolixe, a dit : «Non, non et non» aux projets de traités européens. Le secrétaire général du PCF s'est déclaré «extrêmement inquiet pour la France». «Sous couvert d'union européenne, c'est la France qu'on menace aujourd'hui, a-t-il déclaré. Au nom de l'union économique et monétaire, on veut placer notre politique sous la tutelle de l'Allemagne et des banques (...). Au nom de l'union politique, on veut retirer à la nation certains de ses droits essentiels : des décisions touchant à notre politique extérieure, à notre sécurité, à notre défense, seraient prises sans ou contre l'avis du peuple français. L'indépendance nationale est la liberté des libertés. Sans elle on ne saurait parler de démocratie (...). Le PCF n'a jamais transigé sur cette question, il ne le fera pas plus aujourd'hui qu'hier.» M. Marchais a préconisé «un autre avenir» pour la France, celui d'une «France libre, forte, non alignée, pacifique, amicale, établissant la Communauté européenne et au-

delà des relations de coopération véritable entre les peuples et entre nations souveraines».

Le président du CDS, M. Pierre Méhaignerie, a estimé, de son côté, qu'«être frileux aujourd'hui sur l'Europe serait très malvenu», et il a réaffirmé, que son parti souhaite le «succès» de la réunion de Maastricht. «Nous en jugeons à la mesure des résultats acquis à la fois sur la réalisation d'une étape décisive vers une monnaie unique et d'autre part au développement d'un système de défense en Europe», a-t-il précisé.

Dernier à être reçu, mardi soir, le président du Parti républicain, M. Gérard Longuet, a évoqué «la nécessité, pour la Communauté, d'être généreuse et d'avoir de l'audace». Il a également demandé au président de la République de faire en sorte que la Grande-Bretagne rejoigne l'union économique et monétaire des Douze afin que celle-ci ne soit pas «une zone morte». M. Mitterrand lui aurait répondu qu'il ferait «en sorte que l'Angleterre ne soit pas la brebis égarée» parmi les Douze.

Le président de l'UDF, M. Valéry Giscard d'Estaing, doit être reçu à l'Élysée vendredi 6 décembre.

A l'issue du conseil des ministres

M. Lang souligne les divisions de l'opposition sur l'Europe

L'essentiel du conseil des ministres réuni le mercredi 4 décembre a été consacré à des exposés de MM. Roland Dumas, Pierre Bérégovoy et Louis Le Penec sur la préparation du sommet européen de Maastricht. Selon M. Jack Lang, qui rendait compte de ses travaux, le ministre des affaires étrangères a affirmé que l'union économique et monétaire et l'union politique sont en bonne voie et qu'ainsi «l'Europe pourra aborder le siècle prochain dans de bonnes conditions».

Le porte-parole du gouvernement a surtout profité de son point de presse pour s'en prendre vigoureusement à l'opposition. Soulignant les divergences d'analyse en matière européenne entre MM. Philippe Séguin, Valéry Giscard d'Estaing et Philippe de Villiers il a déclaré : «Imaginer

que ces oppositions soient au pouvoir, il faudrait un sommet de la droite avant chaque sommet européen tellement leurs points de vue sont divergents. On frémirait en imaginant aujourd'hui l'opposition aux commandes du train de l'Europe. Ils se bousculeraient dans la cabine de pilotage, certains voulant changer l'aiguillage, d'autres tirer la sonnette d'alarme, les trois autres lancant le train à pleine vitesse. A coup sûr les oppositions feraient dérailler la France».

De même M. Lang a profité du compte rendu qu'il faisait d'une communication de MM. Jean-Louis Bianco et Kofi Yamgnane sur le revenu minimum d'insertion et la lutte contre la pauvreté pour s'en prendre au programme social de l'opposition présenté le week-end dernier à Vitry. Il a déclaré : «Là, comme ailleurs, l'opposition multiplie les sur-enchères, les promesses qui s'empilent les unes sur les autres. C'est à nouveau la machine à sous que l'on fait fonctionner chaque week-end». Le ministre de la culture a ajouté : «Comme pour l'Europe nous avons une opposition qui ne montre pas toujours l'esprit de responsabilité, de sagesse et de civisme qu'on pourrait attendre (...). Si l'on traduisait en chiffres les propositions des oppositions, nos finances publiques seraient ruinées».

Le conseil des ministres a entendu par ailleurs une communication de M. Lionel Jospin sur le sport à l'université et une autre de M. Hubert Curien sur les équipements et les réseaux informatiques des centres de recherche. Il a aussi adopté un projet préparé par M. Louis Mermaz visant à contrôler plus strictement l'utilisation des produits antiparasitaires dans l'agriculture.

Enfin il a nommé M. Christian Dors administrateur supérieur des terres australes et antarctiques françaises et renouvelé M. Hubert Prévot dans ses fonctions de secrétaire général à l'intégration.

■ A Vanves : le directeur de l'action sociale séquestré par des éducateurs du Centre de formation des éducateurs spécialisés d'Evry (CFE) ont investi, mardi 3 décembre en fin d'après-midi, la direction de l'action sociale (DAS), dont le siège est situé à Vanves (Hauts-de-Seine), où ils retenaient encore, mercredi dans la matinée, le directeur, M. Michel Thiery. Les éducateurs du CFE protestent contre le retrait de l'agrément de leur école par le ministère des affaires sociales.

■ A Vannes : le directeur de l'action sociale séquestré par des éducateurs du Centre de formation des éducateurs spécialisés d'Evry (CFE) ont investi, mardi 3 décembre en fin d'après-midi, la direction de l'action sociale (DAS), dont le siège est situé à Vanves (Hauts-de-Seine), où ils retenaient encore, mercredi dans la matinée, le directeur, M. Michel Thiery. Les éducateurs du CFE protestent contre le retrait de l'agrément de leur école par le ministère des affaires sociales.

■ A Vannes : le directeur de l'action sociale séquestré par des éducateurs du Centre de formation des éducateurs spécialisés d'Evry (CFE) ont investi, mardi 3 décembre en fin d'après-midi, la direction de l'action sociale (DAS), dont le siège est situé à Vanves (Hauts-de-Seine), où ils retenaient encore, mercredi dans la matinée, le directeur, M. Michel Thiery. Les éducateurs du CFE protestent contre le retrait de l'agrément de leur école par le ministère des affaires sociales.

■ A Vannes : le directeur de l'action sociale séquestré par des éducateurs du Centre de formation des éducateurs spécialisés d'Evry (CFE) ont investi, mardi 3 décembre en fin d'après-midi, la direction de l'action sociale (DAS), dont le siège est situé à Vanves (Hauts-de-Seine), où ils retenaient encore, mercredi dans la matinée, le directeur, M. Michel Thiery. Les éducateurs du CFE protestent contre le retrait de l'agrément de leur école par le ministère des affaires sociales.

■ A Vannes : le directeur de l'action sociale séquestré par des éducateurs du Centre de formation des éducateurs spécialisés d'Evry (CFE) ont investi, mardi 3 décembre en fin d'après-midi, la direction de l'action sociale (DAS), dont le siège est situé à Vanves (Hauts-de-Seine), où ils retenaient encore, mercredi dans la matinée, le directeur, M. Michel Thiery. Les éducateurs du CFE protestent contre le retrait de l'agrément de leur école par le ministère des affaires sociales.

■ A Vannes : le directeur de l'action sociale séquestré par des éducateurs du Centre de formation des éducateurs spécialisés d'Evry (CFE) ont investi, mardi 3 décembre en fin d'après-midi, la direction de l'action sociale (DAS), dont le siège est situé à Vanves (Hauts-de-Seine), où ils retenaient encore, mercredi dans la matinée, le directeur, M. Michel Thiery. Les éducateurs du CFE protestent contre le retrait de l'agrément de leur école par le ministère des affaires sociales.

■ A Vannes : le directeur de l'action sociale séquestré par des éducateurs du Centre de formation des éducateurs spécialisés d'Evry (CFE) ont investi, mardi 3 décembre en fin d'après-midi, la direction de l'action sociale (DAS), dont le siège est situé à Vanves (Hauts-de-Seine), où ils retenaient encore, mercredi dans la matinée, le directeur, M. Michel Thiery. Les éducateurs du CFE protestent contre le retrait de l'agrément de leur école par le ministère des affaires sociales.

■ A Vannes : le directeur de l'action sociale séquestré par des éducateurs du Centre de formation des éducateurs spécialisés d'Evry (CFE) ont investi, mardi 3 décembre en fin d'après-midi, la direction de l'action sociale (DAS), dont le siège est situé à Vanves (Hauts-de-Seine), où ils retenaient encore, mercredi dans la matinée, le directeur, M. Michel Thiery. Les éducateurs du CFE protestent contre le retrait de l'agrément de leur école par le ministère des affaires sociales.

■ A Vannes : le directeur de l'action sociale séquestré par des éducateurs du Centre de formation des éducateurs spécialisés d'Evry (CFE) ont investi, mardi 3 décembre en fin d'après-midi, la direction de l'action sociale (DAS), dont le siège est situé à Vanves (Hauts-de-Seine), où ils retenaient encore, mercredi dans la matinée, le directeur, M. Michel Thiery. Les éducateurs du CFE protestent contre le retrait de l'agrément de leur école par le ministère des affaires sociales.

■ A Vannes : le directeur de l'action sociale séquestré par des éducateurs du Centre de formation des éducateurs spécialisés d'Evry (CFE) ont investi, mardi 3 décembre en fin d'après-midi, la direction de l'action sociale (DAS), dont le siège est situé à Vanves (Hauts-de-Seine), où ils retenaient encore, mercredi dans la matinée, le directeur, M. Michel Thiery. Les éducateurs du CFE protestent contre le retrait de l'agrément de leur école par le ministère des affaires sociales.

■ A Vannes : le directeur de l'action sociale séquestré par des éducateurs du Centre de formation des éducateurs spécialisés d'Evry (CFE) ont investi, mardi 3 décembre en fin d'après-midi, la direction de l'action sociale (DAS), dont le siège est situé à Vanves (Hauts-de-Seine), où ils retenaient encore, mercredi dans la matinée, le directeur, M. Michel Thiery. Les éducateurs du CFE protestent contre le retrait de l'agrément de leur école par le ministère des affaires sociales.

■ A Vannes : le directeur de l'action sociale séquestré par des éducateurs du Centre de formation des éducateurs spécialisés d'Evry (CFE) ont investi, mardi 3 décembre en fin d'après-midi, la direction de l'action sociale (DAS), dont le siège est situé à Vanves (Hauts-de-Seine), où ils retenaient encore, mercredi dans la matinée, le directeur, M. Michel Thiery. Les éducateurs du CFE protestent contre le retrait de l'agrément de leur école par le ministère des affaires sociales.

■ A Vannes : le directeur de l'action sociale séquestré par des éducateurs du Centre de formation des éducateurs spécialisés d'Evry (CFE) ont investi, mardi 3 décembre en fin d'après-midi, la direction de l'action sociale (DAS), dont le siège est situé à Vanves (Hauts-de-Seine), où ils retenaient encore, mercredi dans la matinée, le directeur, M. Michel Thiery. Les éducateurs du CFE protestent contre le retrait de l'agrément de leur école par le ministère des affaires sociales.

■ A Vannes : le directeur de l'action sociale séquestré par des éducateurs du Centre de formation des éducateurs spécialisés d'Evry (CFE) ont investi, mardi 3 décembre en fin d'après-midi, la direction de l'action sociale (DAS), dont le siège est situé à Vanves (Hauts-de-Seine), où ils retenaient encore, mercredi dans la matinée, le directeur, M. Michel Thiery. Les éducateurs du CFE protestent contre le retrait de l'agrément de leur école par le ministère des affaires sociales.

■ A Vannes : le directeur de l'action sociale séquestré par des éducateurs du Centre de formation des éducateurs spécialisés d'Evry (CFE) ont investi, mardi 3 décembre en fin d'après-midi, la direction de l'action sociale (DAS), dont le siège est situé à Vanves (Hauts-de-Seine), où ils retenaient encore, mercredi dans la matinée, le directeur, M. Michel Thiery. Les éducateurs du CFE protestent contre le retrait de l'agrément de leur école par le ministère des affaires sociales.

■ A Vannes : le directeur de l'action sociale séquestré par des éducateurs du Centre de formation des éducateurs spécialisés d'Evry (CFE) ont investi, mardi 3 décembre en fin d'après-midi, la direction de l'action sociale (DAS), dont le siège est situé à Vanves (Hauts-de-Seine), où ils retenaient encore, mercredi dans la matinée, le directeur, M. Michel Thiery. Les éducateurs du CFE protestent contre le retrait de l'agrément de leur école par le ministère des affaires sociales.

Les suites de l'attentat de Lockerbie

Les pays occidentaux accentuent leurs pressions sur la Libye

M. Douglas Hogg, secrétaire d'Etat britannique au Foreign Office, et M. Virginio Rognoni, ministre italien de la défense, ont insisté, mardi 3 décembre, à Tunis, sur la «nécessité de persuader» Tripoli d'honorer la requête des tribunaux britannique et américain chargés d'instruire l'affaire de l'attentat contre le Boeing de la PanAm.

Au cours de conférences de presse distinctes, les deux ministres se sont faits les interprètes du soutien unanime de la CEE aux requêtes occidentales pour que Tripoli livre les deux agents libyens impliqués dans le drame de Lockerbie. M. Hogg a affirmé que la campagne de persuasion qu'il a menée en Algérie, puis en Tunisie, avant de se rendre à Malte et en Egypte, avait pour but de faire comprendre au colonel Kadhafi qu'il y allait «très clairement de son intérêt» d'obtempérer.

Le président tunisien Ben Ali a chargé son ministre de la justice d'une mission auprès du colonel Kadhafi, qui a lui-même dépêché des émissaires auprès des pays arabes et islamiques pour défendre son point de vue. — (AFP)

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Au boulot !

J'ai besoin de vous, là, aujourd'hui, les enfants ! Voici de quoi il s'agit. Vous savez que Terry Anderson, le dernier otage américain, vient d'être arraché à ses chaînes. C'est un confrère. Pareil que Kaufman et Rochot, dont les souffrances ont été rythmées par un formidable tam-tam médiatique dans ce pays. Si je vous en parle, là, maintenant, c'est parce qu'il reste de par le monde cent treize journalistes à croupir, dans l'indifférence générale, au fond de ces geôles qu'on dit infectes — et qui le sont.

Reporters sans frontières m'en a envoyé la liste. En me demandant si nous voulions ici, au Monde en parrainer un pour essayer de le sortir de prison. Moi, mes copains, on est partants. Mais sans vous on ne peut rien. Sans votre soutien. Un soutien de longue haleine. Un soutien actif, persévérant. Celui que les lecteurs de Phosphore, le magazine des lycéens, ont accordé, sans barguigner, à leur filleul, un certain Li Datong embastillé à Pékin. Grâce à quoi, grâce aux milliers de lettres qu'ils ont balancées sur l'ambassade de Chine à Paris, le voilà libre.

Comme l'a écrit Bruno Masure

dans l'événement du jeudi, qui, à l'exemple de plusieurs hebdomadaires de télé et de radio, s'est mobilisé en faveur d'un de ces détenus, seul votre tapage peut les empêcher de mourir, en empêchant leurs tortionnaires de dormir.

Si vous êtes d'accord, je vous proposerai dans les jours qui viennent un nom, un cas. Simple, mais, pareil que pour les bébés, ça, faut le savoir, il ne reste plus un seul Européen sur le marché de l'adoption. Remarquez, entre le Soudan, la Turquie, l'Irak, le Koweït, l'Arabie saoudite, la Tunisie, le Vietnam, la Chine et la Syrie, entre autres, qui déclarent leurs propres ressortissants, ou, s'agissant d'Israël, des Palestiniens, on n'a que l'embarras du choix.

Comprenez-moi bien, ce n'est pas par corporatisme que j'agis, il existe, c'est vrai, des milliers de condamnés pour simple délit d'opinion soumis aux caprices de pouvoirs locaux, sur lesquels même Amnesty International a peu de prise. L'appel de Reporters sans frontières, lui, en revanche, a déjà été entendu. Alors, pourquoi ne pas y répondre ?

Deux décès

Etienne Fajon

figure légendaire du Parti communiste

Etienne Fajon, membre du comité central du Parti communiste, ancien député du Front populaire, ancien directeur de l'Humanité, est mort, dans la nuit du mardi 3 au mercredi 4 décembre à son domicile d'Argenteuil, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Figure légendaire du PCF, Etienne Fajon était né à Jonquières (Hérault), le 11 septembre 1906. Fils d'un petit vitiiculteur et d'une institutrice, il était devenu lui-même instituteur, puis syndicaliste à la CGTU, avant d'adhérer au PCF à la fin des années 20, puis de diriger le journal communiste le Travailleur du Languedoc et le Centre au comité central en 1932. Son action antimilitariste lui avait valu d'être inculpé plusieurs fois dans les années 30. élu député du Front populaire en 1936, dans la circonscription de la Garenne-Courbevoie, il avait adhéré, après sa mobilisation et la dissolution du PCF, en 1939, au groupe parlementaire ouvrier et paysan pour continuer

son combat pacifiste et révolutionnaire au sein de la III^e Internationale. Fidèle à celle-ci, il avait proclamé ses convictions à la Chambre des députés en janvier 1940, après la signature du pacte germano-soviétique. Poursuivi, avec une poignée d'autres députés communistes accusés de «reconstitution de ligue dissoute», il avait été condamné à cinq ans de prison et écroué avant d'être traité de prison en prison, pendant toute la guerre. Libéré en février 1943, au terme de ce «chemin de croix», autre épisode de la légende du PCF, il était devenu l'un des dirigeants les plus influents du parti.

Rédigé député jusqu'en 1958, puis de 1962 à 1978, directeur de l'Humanité à la mort de Marcel Cachin, de 1958 jusqu'en 1974, Etienne Fajon avait soutenu la ligne conservatrice de Maurice Thorez avant de contribuer à l'ascension de M. Georges Marchais. Il avait progressivement pris sa retraite à partir de 1976.

Emmanuel de Margerie

ancien ambassadeur de France à Londres et à Washington

Emmanuel Jacquin de Margerie, ancien ambassadeur de France à Madrid, à Londres et à Washington, est décédé lundi soir 2 décembre à Paris des suites d'une crise cardiaque. Il était âgé de soixante-six ans.

Avec son intelligence toujours à l'écoute, sa courtoisie jamais prise en défaut, son humour presque britannique et son insatiable curiosité, Emmanuel de Margerie — «Bobby»

pour ses amis — incarnait ce que peut représenter de mieux la diplomatie française. Son parcours fut un «sans-faute» de Londres à Moscou dans les années 50 jusqu'à Madrid, Londres à nouveau, et Washington, où il fut ambassadeur.

Emmanuel de Margerie, cependant, ne sacrifia jamais son jardin secret à sa carrière. Il réussit même à les concilier totalement lorsqu'il fut, de 1975 à 1977, directeur des Musées de France. Des musées qu'il connaissait déjà fort bien puisqu'il consacrait depuis toujours ses vacances à les visiter en compagnie de sa femme Hélène. C'est à son obstination qu'on doit notamment la création du Musée d'Orsay et c'est grâce à son action que de nombreux musées de province ont connu un nécessaire renouveau.

Le «démon» de l'art devait s'emparer de nouveau d'Emmanuel de Margerie en 1989 lorsque, atteint par l'âge de la retraite, il quitta l'ambassade de Washington pour devenir président de Christie's en Europe.

J. A. [Fils et petit-fils d'ambassadeur, Emmanuel de Margerie était né en 1924. Après des études à Londres, Shanghai et Paris, il avait intégré l'ENA dans la même promotion que M. Giscard d'Estaing. Il était entré au Quai d'Orsay en 1951, d'abord à l'administration centrale avant de faire ses premières armes sur le terrain à Londres (1955-1959) puis à Moscou (1959-1961). Après un retour à Paris, il avait intégré l'ENA dans la même promotion que M. Giscard d'Estaing. Il était entré au Quai d'Orsay en 1951, d'abord à l'administration centrale avant de faire ses premières armes sur le terrain à Londres (1955-1959) puis à Moscou (1959-1961). Après un retour à Paris, il avait intégré l'ENA dans la même promotion que M. Giscard d'Estaing. Il était entré au Quai d'Orsay en 1951, d'abord à l'administration centrale avant de faire ses premières armes sur le terrain à Londres (1955-1959) puis à Moscou (1959-1961). Après un retour à Paris, il avait intégré l'ENA dans la même promotion que M. Giscard d'Estaing. Il était entré au Quai d'Orsay en 1951, d'abord à l'administration centrale avant de faire ses premières armes sur le terrain à Londres (1955-1959) puis à Moscou (1959-1961). Après un retour à Paris, il avait intégré l'ENA dans la même promotion que M. Giscard d'Estaing. Il était entré au Quai d'Orsay en 1951, d'abord à l'administration centrale avant de faire ses premières armes sur le terrain à Londres (1955-1959) puis à Moscou (1959-1961). Après un retour à Paris, il avait intégré l'ENA dans la même promotion que M. Giscard d'Estaing. Il était entré au Quai d'Orsay en 1951, d'abord à l'administration centrale avant de faire ses premières armes sur le terrain à Londres (1955-1959) puis à Moscou (1959-1961). Après un retour à Paris, il avait intégré l'ENA dans la même promotion que M. Giscard d'Estaing. Il était entré au Quai d'Orsay en 1951, d'abord à l'administration centrale avant de faire ses premières armes sur le terrain à Londres (1955-1959) puis à Moscou (1959-1961). Après un retour à Paris, il avait intégré l'ENA dans la même promotion que M. Giscard d'Estaing. Il était entré au Quai d'Orsay en 1951, d'abord à l'administration centrale avant de faire ses premières armes sur le terrain à Londres (1955-1959) puis à Moscou (1959-1961). Après un retour à Paris, il avait intégré l'ENA dans la même promotion que M. Giscard d'Estaing. Il était entré au Quai d'Orsay en 1951, d'abord à l'administration centrale avant de faire ses premières armes sur le terrain à Londres (1955-1959) puis à Moscou (1959-1961). Après un retour à Paris, il avait intégré l'ENA dans la même promotion que M. Giscard d'Estaing. Il était entré au Quai d'Orsay en 1951, d'abord à l'administration centrale avant de faire ses premières armes sur le terrain à Londres (1955-1959) puis à Moscou (1959-1961). Après un retour à Paris, il avait intégré l'ENA dans la même promotion que M. Giscard d'Estaing. Il était entré au Quai d'Orsay en 1951, d'abord à l'administration centrale avant de faire ses premières armes sur le terrain à Londres (1955-1959) puis à Moscou (1959-1961). Après un retour à Paris, il avait intégré l'ENA dans la même promotion que M. Giscard d'Estaing. Il était entré au Quai d'Orsay en 1951, d'abord à l'administration centrale avant de faire ses premières armes sur le terrain à Londres (1955-1959) puis à Moscou (1959-1961). Après un retour à Paris, il avait intégré l'ENA dans la même promotion que M. Giscard d'Estaing. Il était entré au Quai d'Orsay en 1951, d'abord à l'administration centrale avant de faire ses premières armes sur le terrain à Londres (1955-1959) puis à Moscou (1959-1961). Après un retour à Paris, il avait intégré l'ENA dans la même promotion que M. Giscard d'Estaing. Il était entré au Quai d'Orsay en 1951, d'abord à l'administration centrale avant de faire ses premières armes sur le terrain à Londres (1955-1959) puis à Moscou (1959-1961). Après un retour à Paris, il avait intégré l'ENA dans la même promotion que M. Giscard d'Estaing. Il était entré au Quai d'Orsay en 1951, d'abord à l'administration centrale avant de faire ses premières armes sur le terrain à Londres (1955-1959) puis à Moscou (1959-1961). Après un retour à Paris, il avait intégré l'ENA dans la même promotion que M. Giscard d'Estaing. Il était entré au Quai d'Orsay en 1951, d'abord à l'administration centrale avant de faire ses premières armes sur le terrain à Londres (1955-1959) puis à Moscou (1959-1961). Après un retour à Paris, il avait intégré l'ENA dans la même promotion que M. Giscard d'Estaing. Il était entré au Quai d'Orsay en 1951, d'abord à l'administration centrale avant de faire ses premières armes sur le terrain à Londres (1955-1959) puis à Moscou (1959-1961). Après un retour à Paris, il avait intégré l'ENA dans la même promotion que M. Giscard d'Estaing. Il était entré au Quai d'Orsay en 1951, d'abord à l'administration centrale avant de faire ses premières armes sur le terrain à Londres (1955-1959) puis à Moscou (1959-1961). Après un retour à Paris, il avait intégré l'ENA dans la même promotion que M. Giscard d'Estaing. Il était entré au Quai d'Orsay en 1951, d'abord à l'administration centrale avant de faire ses premières armes sur le terrain à Londres (1955-1959) puis à Moscou (1959-1961). Après un retour à Paris, il avait intégré l'ENA dans la même promotion que M. Giscard d'Estaing. Il était entré au Quai d'Orsay en 1951, d'abord à l'administration centrale avant de faire ses premières armes sur le terrain à Londres (1955-1959) puis à Moscou (1959-1961). Après un retour à Paris, il avait intégré l'ENA dans la même promotion que M. Giscard d'Estaing. Il était entré au Quai d'Orsay en 1951, d'abord à l'administration centrale avant de faire ses premières armes sur le terrain à Londres (1955-1959) puis à Moscou (1959-1961). Après un retour à Paris, il avait intégré l'ENA dans la même promotion que M. Giscard d'Estaing. Il était entré au Quai d'Orsay en 1951, d'abord à l'administration centrale avant de faire ses premières armes sur le terrain à Londres (1955-1959) puis à Moscou (1959-1961). Après un retour à Paris, il avait intégré l'ENA dans la même promotion que M. Giscard d'Estaing. Il était entré au Quai d'Orsay en 1951, d'abord à l'administration centrale avant de faire ses premières armes sur le terrain à Londres (1955-1959) puis à Moscou (1959-1961). Après un retour à Paris, il avait intégré l'ENA dans la même promotion que M. Giscard d'Estaing. Il était entré au Quai d'Orsay en 1951, d'abord à l'administration centrale avant de faire ses premières armes sur le terrain à Londres (1955-1959) puis à Moscou (1959-1961). Après un retour à Paris, il avait intégré l'ENA dans la même promotion que M. Giscard d'Estaing. Il était entré au Quai d'Orsay en 1951, d'abord à l'administration centrale avant de faire ses premières armes sur le terrain à Londres (1955-1959) puis à Moscou (1959-1961). Après un retour à Paris, il avait intégré l'ENA dans la même promotion que M. Giscard d'Estaing. Il était entré au Quai d'Orsay en 1951, d'abord à l'administration centrale avant de faire ses premières armes sur le terrain à Londres (1955-1959) puis à Moscou (1959-1961). Après un retour à Paris, il avait intégré l'ENA dans la même promotion que M. Giscard d'Estaing. Il était entré au Quai d'Orsay en 1951, d'abord à l'administration centrale avant de faire ses premières armes sur le terrain à Londres (1955-1959) puis à Moscou (1959-1961). Après un retour à Paris, il avait intégré l'ENA dans la même promotion que M. Giscard d'Estaing. Il était entré au Quai d'Orsay en 1951, d'abord à l'administration centrale avant de faire ses premières armes sur le terrain à Londres (1955-1959) puis à Moscou (1959-1961). Après un retour à Paris, il avait intégré l'ENA dans la même promotion que M. Giscard d'Estaing. Il était entré au Quai d'Orsay en 1951, d'abord à l'administration centrale avant de faire ses premières armes sur le terrain à Londres (1955-1959) puis à Moscou (1959-1961). Après un retour à Paris, il avait intégré l'ENA dans la même promotion que M. Giscard d'Estaing. Il était entré au Quai d'Orsay en 1951, d'abord à l'administration centrale avant de faire ses premières armes sur le terrain à Londres (1955-1959) puis à Moscou (1959-1961). Après un retour à Paris, il avait intégré l'ENA dans la même promotion que M. Giscard d'Estaing. Il était entré au Quai d'Orsay en 1951, d'abord à l'administration centrale avant de faire ses premières armes sur le terrain à Londres (1955-1959) puis à Moscou (1959-1961). Après un retour à Paris, il avait intégré l'ENA dans la même promotion que M. Giscard d'Estaing. Il était entré au Quai d'Orsay en 1951, d'abord à l'administration centrale avant de faire ses premières armes sur le terrain à Londres (1955-1959) puis à Moscou (1959-1961). Après un retour à Paris, il avait intégré l'ENA dans la même promotion que M. Giscard d'Estaing. Il était entré au Quai d'Orsay en 1951, d'abord à l'administration centrale avant de faire ses premières armes sur le terrain à Londres (1955-1959) puis à Moscou (1959-1961). Après un retour à Paris, il avait intégré l'ENA dans la même promotion que M. Giscard d'Estaing. Il était entré au Quai d'Orsay en 1951, d'abord à l'administration centrale avant de faire ses premières armes sur le terrain à Londres (1955-1959) puis à Moscou (1959-1961). Après un retour à Paris, il avait intégré l'ENA dans la même promotion que M. Giscard d'Estaing. Il était entré au Quai d'Orsay en 1951, d'abord à l'administration centrale avant de faire ses premières armes sur le terrain à Londres (1955-1959) puis à Moscou (1959-1961). Après un retour à Paris, il avait intégré l'ENA dans la même promotion que M. Giscard d'Estaing. Il était entré au Quai d'Orsay en 1951, d'abord à l'administration centrale avant de faire ses premières armes sur le terrain à Londres (1955-1959) puis à Moscou (1959-1961). Après un retour à Paris, il avait intégré l'ENA dans la même promotion que M. Giscard d'Estaing. Il était entré au Quai d'Orsay en 1951, d'abord à l'administration centrale avant de faire ses premières armes sur le terrain à Londres (1955-1959) puis à Moscou (1959-1961). Après un retour à Paris, il avait intégré l'ENA dans la même promotion que M. Giscard d'Estaing. Il était entré au Quai d'Orsay en 1951, d'abord à l'administration centrale avant de faire ses premières armes sur le terrain à Londres (1955-1959) puis à Moscou (1959-1961). Après un retour à Paris, il avait intégré l'ENA dans la même promotion que M. Giscard d'Estaing. Il était entré au Quai d'Orsay en 1951, d'abord à l'administration centrale avant de faire ses premières armes sur le terrain à Londres (1955-1959) puis à Moscou (1959-1961). Après un retour à Paris, il avait intégré l'ENA dans la même promotion que M. Giscard d'Estaing. Il était entré au Quai d'Orsay en 1951, d'abord à l'administration centrale avant de faire ses premières armes sur le terrain à Londres (1955-1959) puis à Moscou (1959-1961). Après un retour à Paris, il avait intégré l'ENA dans la même promotion que M. Giscard d'Estaing. Il était entré au Quai d'Orsay en 1951, d'abord à l'administration centrale avant de faire ses premières armes sur le terrain à Londres (1955-1959) puis à Moscou (1959-1961). Après un retour à Paris, il avait intégré l'ENA dans la même promotion que M. Giscard d'Estaing. Il était entré au Quai d'Orsay en 1951, d'abord à l'administration centrale avant de faire ses premières armes sur le terrain à Londres (1955-1959) puis à Moscou (1959-1961). Après un retour à Paris, il avait intégré l'ENA dans la même promotion que M. Giscard d'Estaing. Il était entré au Quai d'Orsay en 1951, d'abord à l'administration centrale avant de faire ses premières armes sur le terrain à Londres (1955-1959) puis à Moscou (1959-1961). Après un retour à Paris, il avait intégré l'ENA dans la même promotion que M. Giscard d'Estaing. Il était entré au Quai d'Orsay en 1951, d'abord à l'administration centrale avant de faire ses premières armes sur le terrain à Londres (1955-1959) puis à Moscou (1959-1961). Après un retour à Paris, il avait intégré l'ENA dans la même promotion que M. Giscard d'Estaing. Il était entré au Quai d'Orsay en 1951, d'abord à l'administration centrale avant de faire ses premières armes sur le terrain à Londres (1955-1959) puis à Moscou (1959-1961). Après un retour à Paris, il avait intégré l'ENA dans la même promotion que M. Giscard d'Estaing. Il était entré au Quai d'Orsay en 1951, d'abord à l'administration centrale avant de faire ses premières armes sur le terrain à Londres (1955-1959) puis à Moscou (1959-1961). Après un retour à Paris, il avait intégré l'ENA dans la même promotion que M. Giscard d'Estaing. Il était entré au Quai d'Orsay en 1951, d'abord à l'administration centrale avant de faire ses premières armes sur le terrain à Londres (1955-1959) puis à Moscou (1959-1961). Après un retour à Paris, il avait intégré l'ENA dans la même promotion que M. Giscard d'Estaing. Il était entré au Quai d'Orsay en 1951, d'abord à l'administration centrale avant de faire ses premières armes sur le terrain à Londres (1955-1959) puis à Moscou (1959-1961). Après un retour à Paris, il avait intégré l'ENA dans la même promotion que M. Giscard d'Estaing. Il était entré au Quai d'Orsay en 1951, d'abord à l'administration centrale avant de faire ses premières armes sur le terrain à Londres (1955-1959) puis à Moscou (1959-1961). Après un retour à Paris, il avait intégré l'ENA dans la même promotion que M. Giscard d'Estaing. Il était entré au Quai d'Orsay en 1951, d'abord à l'administration centrale avant de faire ses premières armes sur le terrain à Londres (1955-1959) puis à Moscou (1959-1961). Après un retour à Paris, il avait intégré l'ENA dans la même promotion que M. Giscard d'Estaing. Il était entré au Quai d'Orsay